



MOLNAR ET SES « GARÇONS
DE LA RUE PAL » TRADUITS

« DE SABLE ET D'ACIER »
L'ÉPOPÉE « OVERLORD », 80 ANS APRÈS

Supplément
LE MONDE
DES LIVRES

L'Europe s'inquiète d'un retour de Trump au pouvoir

- Sur le plan économique, les Vingt-Sept ne se font plus d'illusions sur la politique de Washington à leur égard, quel que soit le président en place
- Joe Biden a lancé son gigantesque Inflation Reduction Act sans se soucier des risques de délocalisations pour l'Europe
- Mais c'est sur le plan de la sécurité que la perspective d'un retour de Trump à la Maison Blanche suscite la crainte des capitales du Vieux Continent
- Pour l'heure, l'UE serait incapable de se défendre seule en cas d'agression. Trump le sait, et il pourrait y voir une occasion de diviser les Vingt-Sept
- L'ex-président entretient des relations avec les entourages des dirigeants hongrois et italien, Viktor Orbán et Giorgia Meloni

PAGES 2-3

MACRON LANCE LES CÉLÉBRATIONS DU D-DAY

- Joe Biden, Volodymyr Zelensky, Charles III et une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement se retrouvent jeudi à Omaha Beach
- A Plumelec, le président a rendu hommage à l'« esprit de sacrifice » des résistants bretons
- Les oppositions critiquent une exploitation électorale de ces célébrations par Emmanuel Macron

PAGES 10 ET 11



Le vétéran américain Steven Melnikoff et le président Macron, à Saint-Lô, le 5 juin. G. HERBAUT/VU POUR « LE MONDE »

Qui sont les cinq négociateurs de l'introuvable paix à Gaza ?

LA FEUILLE DE ROUTE « pour un cessez-le-feu durable », présentée le 31 mai par Joe Biden, a relancé le laborieux processus de négociations visant à mettre un terme aux combats à Gaza et à libérer les otages israéliens. Le signal de la reprise de ces tractations a été donné par le retour à Doha, le 5 juin, du chef de la CIA. Il revient aux trois

médiateurs de la crise, les Etats-Unis, le Qatar et l'Egypte, de passer les messages susceptibles de satisfaire les exigences, difficilement compatibles, des deux belligérants. *Le Monde* décrypte ce très complexe jeu à cinq bandes, en dressant le portrait des principaux acteurs de la négociation.

PAGES 6-7

Européennes

Les scénarios de la majorité pour l'après-9 juin en cas de déroute

Soucieux de minimiser les conséquences nationales du scrutin, le chef de l'Etat paraît tenté par l'inertie dans les semaines à venir

PAGES 11 ET 12

Planète

Guterres appelle au sursaut pour éviter l'« enfer climatique »

Sur les douze derniers mois, la température mondiale a atteint un niveau inédit, avec 0,75 °C au-dessus des normales

PAGE 9

Disparition

Ben, artiste populaire, esprit libre et mots percutants

PAGE 22

Sécurité

Interpellation d'un Russo-Ukrainien pour un projet d'action violente

PAGE 13

Economie

Des éleveurs de la Cooperl, géant breton du cochon, défient la direction

PAGE 15

Audiovisuel

« Fusionner les médias publics les rendrait plus vulnérables »

Claire Enders, chercheuse britannique et spécialiste des médias, estime que, sans ressources affectées et indépendantes, une fusion de France Télévisions, Radio France, France Médias Monde et l'INA serait dangereuse

PAGE 14

M

ÉDITORIAL

IMMIGRATION :
LE PIS-ALLER
DE JOE BIDEN

PAGE 27

VU PAR HERRMANN (SUISSE)

CARTOONING FOR PEACE



Daniel FÉAU

VENTE | LOCATION | NUE-PROPRIÉTÉ

**Belles adresses
à Paris et dans l'ouest parisien**

01 84 75 19 22 - www.danielfeau.com

Les Européens redoutent le retour de Donald Trump à la Maison Blanche

Sur le plan économique, les Vingt-Sept ne se font plus d'illusions sur la politique de Washington, quel que soit le président. En revanche, concernant la sécurité, ils s'inquiètent des critiques de l'OTAN émises par le candidat républicain et d'un désengagement américain

BRUXELLES - bureau européen

Une fois passées les élections européennes, organisées du 6 au 9 juin, les Vingt-Sept auront les yeux rivés sur un autre scrutin, à certains égards tout aussi déterminant pour leur avenir. Le 5 novembre, de l'autre côté de l'Atlantique, les Américains choisiront en effet leur prochain président, ce qui pourrait signifier le retour de Donald Trump à la Maison Blanche.

Le premier mandat du père du slogan «*Make America great again*» a laissé de mauvais souvenirs aux Vingt-Sept. Aujourd'hui, hormis le premier ministre hongrois, Viktor Orban, qui, le 8 mars, a rencontré son «*bon ami*» Donald Trump dans son fief de Floride, Mar-a-Lago, et la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, dont le parti, Fratelli d'Italia, entretient des relations amicales avec les équipes du candidat républicain, aucun dirigeant européen ne se réjouit à l'idée qu'il prenne une nouvelle fois les commandes.

Mais, d'une certaine manière, les quatre années durant lesquelles les Européens auront travaillé avec Joe Biden les y auront préparés. Certes, le président démocrate a rendu plus chaleureuse une relation transatlantique que son prédécesseur avait dégradée. Certes, il a été aux côtés des Européens et de Kiev depuis le début de la guerre en Ukraine. Mais, sur le fond, les années Biden n'ont fait que confirmer, de manière affable, le désintérêt relatif de Washington pour le Vieux Continent.

C'est dans le champ économique que celui-ci est le plus manifeste. Ainsi, lorsque Joe Biden annonce, en août 2022, la création

«**TOUT LE MONDE A COMPRIS QUE L'EUROPE DOIT EN FAIRE PLUS PAR ELLE-MÊME**»

CAMILLE GRAND
spécialiste au Conseil européen pour les relations internationales

de l'Inflation Reduction Act (IRA), qui prévoit des subventions massives pour les technologies vertes made in America, il ne se préoccupe pas du fait que cette nouvelle législation puisse se traduire, sur le Vieux Continent, par des délocalisations. «*Les Etats-Unis nous ont confessé avoir pris ces mesures sans même en imaginer les conséquences pour le reste du monde*», reconnaît-on à l'Elysée. C'est dire.

Joe Biden n'a pas plus de scrupules quand il annonce, mi-mai, des hausses importantes de droits de douane sur des produits importés de Chine (véhicules électriques, acier, aluminium, semi-conducteurs, batteries, certains minerais essentiels, cellules photovoltaïques...). Pourtant, «*ce que la Chine ne vendra pas aux Etats-Unis, elle le déversera en Europe. Biden vient de déclencher une guerre commerciale*», cingle un haut fonctionnaire européen.

«**INSTALLER UN RAPPORT DE FORCE**»

Même si Ursula von der Leyen, la très transatlantique présidente de la Commission, s'est beaucoup investie dans sa relation personnelle avec le président américain, elle n'en a donc pas obtenu grand-chose. Washington n'a modifié qu'à la marge son dispositif de l'IRA. Quant aux différends commerciaux qui préexistaient à l'élection de Joe Biden – les droits de douane imposés par l'administration Trump sur l'aluminium et l'acier, le conflit Airbus-Boeing –, ils ont fait l'objet d'une trêve entre les deux parties mais ne sont toujours pas réglés.

Personne n' imagine Donald Trump, s'il l'emporte le 5 novembre, se montrer plus ouvert au compromis, d'autant que le déficit commercial américain vis-à-vis de l'UE reste élevé. «*Avec Trump, ça risque d'être plus brutal que sous Biden*», prédit un diplo-

mate européen. Le candidat républicain promet, en tout cas, une hausse des droits de douane de 10 % sur tous les biens importés, y compris les européens. Il compte aussi surtaxer de 60 % ceux qui proviennent de Chine, faisant peser une autre menace sur l'Union, celle de voir les industriels chinois réorienter leurs exportations vers le Vieux Continent.

Alors que les intérêts américains et européens divergent, «*il ne faut pas être naïf. Nous devons installer un rapport de force avec les Etats-Unis*», martèle Thierry Breton, le commissaire européen au marché intérieur, pour qui, que ce soit «*sous Biden ou sous Trump, les Etats-Unis poursuivent un agenda "America first"*».

Les Européens en ont fait l'amère expérience durant la pandémie de Covid-19. En 2020, Donald Trump a interdit toute exportation de vaccins tant que le pays n'aurait pas les quantités suffisantes pour immuniser sa population. Une fois élu, Joe Biden n'est pas revenu sur cette décision, alors que l'UE n'a jamais cessé d'exporter les doses produites sur son territoire.

En janvier, «*Thierry Breton était estomaqué quand, à l'occasion d'une visite à Washington, Antony Blinken [le secrétaire d'Etat américain] lui a fait la liste des amendements qu'il souhaitait faire au règlement européen sur l'intelligence artificielle!*», raconte un participant. Car, si les Etats-Unis ne tiennent pas compte des intérêts européens, ils attendent, en revanche, des Vingt-Sept qu'ils servent les leurs.

Non seulement Washington essaie sans cesse de les embarquer dans son combat contre la Chine, mais, surtout, la Maison Blanche surveille de près ce qui se fait à Bruxelles et n'hésite pas à intervenir quand cela ne lui plaît pas, comme dans le cas de l'instauration de la taxe carbone aux frontières européennes, qu'elle a vivement combattue. Sous la pression de l'Allemagne et d'autres Etats membres attachés aux vertus du commerce autant qu'à l'allié américain, l'UE continue néanmoins de ménager les Etats-Unis. D'autant qu'elle a besoin d'eux dans des domaines aussi stratégiques que la fourniture d'énergie: depuis que Moscou lui a coupé le robinet du gaz, elle



Viktor Orban, premier supporteur du candidat républicain

Les liens entre le président hongrois et l'ex-chef d'Etat américain n'ont cessé de se renforcer depuis 2016

VIENNE - correspondant régional

Cette année, si Dieu le veut, nous pouvons mettre fin à l'hégémonie libérale progressiste. Allez Donald Trump! Allez les souverainistes d'Europe!» Ainsi s'exprimait Viktor Orban, le 25 avril, sur la scène de la salle de conférences du centre de Budapest où il a pris l'habitude depuis trois ans de réunir au printemps la crème de l'extrême droite mondiale sous la houlette de la Conservative Political Action Conference (CPAC), ce forum de réflexion des représentants du Parti républicain américain acquis au trumpisme.

Devant une audience constituée de nationalistes venus de tout le monde occidental et souvent davantage préoccupés par le wokisme et l'immigration que par la menace russe, le dirigeant hongrois a exprimé son désir de pouvoir constituer une coalition entre toutes les droites au Parlement européen en juin, puis de voir une victoire de Donald Trump aux Etats-Unis en novem-

bre. «*Nous devons gagner ces élections pour reprendre le chemin de la paix et de la sécurité qui a fait la grandeur de l'Occident*», a-t-il lancé sous les applaudissements.

Alors que la quasi-totalité des dirigeants européens frémissent à l'idée d'un retour au pouvoir de M. Trump à l'automne, le Hongrois, lui, répète, matin, midi et soir, qu'il en rêve. Cette victoire permettrait «*une coalition transatlantique pour la paix*», a-t-il encore assuré lors d'un meeting de campagne organisé samedi 1^{er} juin à Budapest, en incluant dans son grand dessein le Rassemblement national de Marine Le Pen. Et d'insister, mardi 4 juin, dans le quotidien italien *Il Giornale*: «*Trump parviendrait à un cessez-le-feu et à un début des négociations en une journée*» sur la guerre en Ukraine.

Trump et Orban, l'amitié entre ces deux figures du national-populisme n'est certes pas totalement nouvelle, mais elle n'a jamais été aussi évidente que depuis le début de la guerre en Ukraine. «*Ils partagent la même proximité avec la Russie et les mêmes criti-*

ques contre l'aide à l'Ukraine», constate Andras Racz, spécialiste hongrois de la Russie au sein du Conseil allemand pour la politique étrangère. Les deux hommes ont notamment réussi à bloquer pendant plusieurs mois durant l'hiver le soutien militaire occidental: M. Trump en forçant les républicains à bloquer un vote crucial du Congrès à Washington, M. Orban en jouant plusieurs fois de son droit de veto à Bruxelles.

Sommes faramineuses

M. Orban soutient certes M. Trump depuis les élections de 2016, qu'il remporta face à Hillary Clinton, «*mais à l'époque, c'était davantage un choix de politique interne motivé par les relations conflictuelles avec l'administration Obama*», estime M. Racz, alors que la Hongrie était régulièrement critiquée par les démocrates américains pour ses tendances autoritaires. Si ces critiques ont de facto cessé sous le mandat Trump, «*ce n'était pas pour autant une période dorée comme cela est présenté rétros-*

pectivement», juge cet expert, en pointant par exemple les frictions autour de l'accord de défense entre Budapest et Washington finalement signé en 2019.

Mais la défaite de Trump en 2020 face à Joe Biden va souder les deux hommes dans leur rejet commun du nouveau président. Sous son mandat, les relations diplomatiques entre Budapest et Washington tombent en effet à un niveau glacial, incarné par l'actuel ambassadeur américain en Hongrie qui ne manque pas une occasion de fustiger les dérives de M. Orban. En retour, le pouvoir hongrois développe un réseau d'influence dans les cercles conservateurs américains en consacrant des sommes faramineuses d'argent public à attirer à Budapest des figures de ce camp, à commencer par l'ancien présentateur de Fox News Tucker Carlson, venu plusieurs fois tourner des reportages laudateurs sur la Hongrie.

Ces leaders d'opinion alimentent en retour le débat médiatique américain, donnant à la Hongrie, petit pays d'à peine 10 mil-

LA VICTOIRE DE DONALD TRUMP PERMETTRAIT « UNE COALITION TRANSATLANTIQUE POUR LA PAIX », A ASSURÉ VIKTOR ORBAN LE 1^{ER} JUIN

lions d'habitants, une importance démesurée dans le débat politique américain actuel. M. Trump a ainsi reçu M. Orban à Mar-a-Lago en Floride, en mars, pour vanter ce dirigeant «*fantastique*». Mais malgré tous les efforts de M. Orban, Donald Trump n'a encore jamais mis les pieds à Budapest – il s'est contenté d'envoyer une simple vidéo à la dernière CPAC hongroise.

Les deux hommes maintiennent aussi des divergences flagrantes sur la Chine. M. Orban a accueilli Xi Jinping à bras ouvert à Budapest début mai, alors que le président chinois suscite le profond rejet des républicains. Cette

visite «*devrait alerter toute personne sérieusement préoccupée par la concurrence stratégique avec la Chine*», a alerté le chef de file des républicains au Sénat américain, Mitch McConnell. «*Ils ne sont pas d'accord sur tous les sujets*», convient d'ailleurs Attila Demko, directeur du centre géopolitique du cercle de réflexion gouvernemental hongrois MCC.

«*Mais le plus important est qu'ils sont d'accord sur l'immigration pour dire qu'il en faut aussi peu que possible*», défend-il. On pourrait aussi ajouter leur hostilité partagée pour la justice de leur pays respectif. «*Laissons le peuple rendre son verdict en novembre prochain!*», a ainsi lancé M. Orban sur X pour soutenir M. Trump après sa condamnation dans l'affaire Stormy Daniels. Un conseil d'expert tant le dirigeant hongrois a réussi à se faire réélire systématiquement depuis 2010 en étouffant toutes les velléités judiciaires d'enquêter sur les multiples affaires de corruption écla-

JEAN-BAPTISTE CHASTAND



Le chancelier allemand, Olaf Scholz, le président américain, Joe Biden, son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, le premier ministre britannique, Rishi Sunak, et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen au sommet du G7 au Japon, le 21 mai 2023. AVALON/ABACA

Appréciée par Biden, Meloni l'est encore plus par les trumpistes

La présidente du conseil italien espère tirer un profit politique de sa proximité ancienne avec les milieux conservateurs américains

ROME - correspondant

Alors que la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, s'apprête à accueillir le sommet du G7 du 13 au 15 juin, dans la région des Pouilles, quelques jours après les élections européennes (du 6 au 9 juin), elle peut se féliciter d'avoir obtenu la confiance de l'administration du président américain, Joe Biden. Son camp national-conservateur, représenté par le parti Fratelli d'Italia, ne s'est pas pour autant éloigné de la galaxie de l'ancien président et candidat Donald Trump, avec laquelle les troupes de M^{me} Meloni fraient depuis des années.

Entre l'Italie et les Etats-Unis, des réseaux se sont développés et redoublent d'activité dans la perspective de l'élection présidentielle américaine de novembre. Certes, M^{me} Meloni se garde de soutenir publiquement Donald Trump dans ses déboires judiciaires, contrairement à son allié et vice-président du conseil, Matteo Salvini (Ligue, extrême droite) qui s'est targué de s'être entretenu au téléphone avec lui mercredi 5 juin. Elle n'en suscite pas moins l'enthousiasme de ceux qui, dans le monde républicain américain, s'intéressent à l'Europe. Certains vont jusqu'à voir en elle la promesse d'une nouvelle Margaret Thatcher (1925-2013), première ministre britannique de 1979 à 1990, et référence conservatrice par excellence.

Dans le même temps, Giorgia Meloni a pourtant construit des relations chaleureuses avec Joe Biden, symbolisées aux yeux de la presse par le baiser qu'il lui a déposé sur le front lors de la dernière visite à Washington de la dirigeante italienne, le 1^{er} mars.

La clé du paradoxe mélonien
Aux Etats-Unis comme en Europe, où la présidente du conseil italien joue le jeu des institutions et se rend incontournable, la clé du paradoxe mélonien réside dans le retournement de la dirigeante sur l'Ukraine. «*Au début, l'inquiétude primait, indique Charles Kupchan, senior fellow au Council on Foreign Relations et conseiller aux affaires européennes dans les administrations des présidents Bill Clinton et Barack Obama. Puis M^{me} Meloni s'est avérée solide dans son soutien à Kiev, ce qui lui a valu d'être reçue au bureau Oval. On s'est aussi rendu compte qu'elle n'avait pas rejoint les populistes Viktor Orban, de Hongrie, ou Jaroslaw Kaczynski, en Pologne, dans leur opposition au reste de l'Europe. Elle s'est cou-*

M^{ME} MELONI SE GARDE DE SOUTENIR PUBLIQUEMENT DONALD TRUMP DANS SES DÉBOIRES JUDICIAIRES, CONTRAIREMENT AU VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL, MATTEO SALVINI

achète beaucoup de gaz naturel liquéfié outre-Atlantique. Surtout, rappelle Elvire Fabry, de l'Institut Jacques Delors, «*on dépend des Etats-Unis pour notre sécurité et leur soutien à l'Ukraine*».

Avec la guerre en Ukraine, les Européens se sont retrouvés face à leurs insuffisances et, depuis deux ans, deux tiers des armements qu'ils achètent, notamment pour aider Kiev, proviennent des Etats-Unis. Dans ce contexte, ils ont certes décidé, sous l'œil soupçonneux de Washington, de Lockheed-Martin et de Raytheon (les numéros un et deux mondiaux de l'armement), la nécessité d'eupéaniser, avec des aides ciblées, leur industrie de défense. «*Encore récemment, confie une source industrielle à Bruxelles, un officiel américain a appelé devant un parterre d'industriels américains de la défense à faire tomber la forteresse Europe*».

Mais l'Union européenne est encore loin de pouvoir se passer des Etats-Unis en matière de défense.

«QUESTION DU SOUTIEN À L'UKRAINE»

Donald Trump le sait, et il pourrait en abuser, y voyant aussi une belle occasion de diviser les Vingt-Sept. Un diplomate européen évoque même un scénario catastrophe, dans lequel, le 23 janvier 2025, jour de l'investiture du prochain président américain, Donald Trump «*enverrait une lettre*» aux vingt-trois pays de l'UE également membres de l'OTAN «*pour leur dire : "Je ne suis pas convaincu par l'article 5 [qui prévoit une assistance mutuelle entre les alliés], mais je veux bien garantir votre sécurité, si on se met d'accord sur les termes."* Immédiatement, dix d'entre eux se précipiteraient à Washington».

Cette source, comme bien d'autres, a entendu les mots de Donald Trump, prononcés le 10 février, au sujet de l'OTAN, qui assure depuis soixante-quinze ans la sécurité collective de l'Europe : il laisserait, a-t-il suggéré à cette occasion, la Russie attaquer tout membre de l'OTAN qui ne contribuerait pas suffisamment au budget de l'Alliance ; bref, il n'appliquerait pas l'article 5 du traité. Si, quelques semaines plus tard, l'ex-président américain a nuancé ses propos, il n'a pas rassuré ses alliés pour autant.

Face à ces menaces, relève Camille Grand, spécialiste au Conseil européen pour les relations internationales, il y a eu deux types de réaction en Europe : «*Les responsables politiques en plein déni, qui estiment qu'ils ont déjà su gérer l'administration Trump entre 2016 et 2020. Et les autres, qui disent, le plus souvent en privé, qu'ils sont extrêmement inquiets, et qu'il faut immédiatement se préparer à un éventuel désengagement américain. Trump est la variante la plus extrême d'un scénario de retrait américain. Mais, au fond, tout le monde a compris que l'Europe doit en faire plus par elle-même*».

De fait, les Etats-Unis souhaitent transférer progressivement vers l'Asie leurs moyens affectés à l'Europe. «*Depuis 2012 et Barack*

Obama, la priorité militaire des Etats-Unis va à l'Asie, et notamment à la défense de Taïwan», que la Chine souhaite réintégrer, explique Sven Biscop, de l'Institut Egmont, à Bruxelles. Avant d'ajouter : «*En 2016, Trump, avec son style, a amplifié ce phénomène, et les Européens savent qu'ils doivent davantage travailler ensemble face à ce retrait américain*», poursuit le chercheur.

Pour l'heure, sans le soutien américain, tant en matière de renseignement que de logistique et de matériel militaire, les Européens (avec le Royaume-Uni) seraient incapables de se défendre seuls, s'ils devaient être attaqués. Ils ont, certes, depuis 2014 et l'invasion de la Crimée par la Russie, augmenté leur budget de défense, mais cela reste insuffisant : chaque année, les Vingt-Sept dépensent 300 milliards d'euros, quand les experts estiment qu'il en faudrait au moins 400 milliards. Les stocks sont maigres et les industriels de la défense ne sont toujours pas passés en mode «*économie de guerre*», comme l'appelaient de ses vœux le président français Emmanuel Macron, dès juin 2022.

La perspective d'un retour de Donald Trump précipite les discussions entre capitales pour imaginer l'avenir de la sécurité collective en Europe. Le concept d'autonomie stratégique, cher à Emmanuel Macron, fait des adeptes, y compris parmi les Etats membres parmi les plus atlantistes : les pays baltes et la Pologne commencent à accepter l'idée d'une politique de défense commune, qui compléterait la protection de l'OTAN. Encore faudrait-il que l'Alliance ne soit pas fragilisée par un éventuel désengagement américain, même progressif.

«*Que fait-on, si l'on n'a plus le parapluie nucléaire américain ? Le Royaume-Uni et la France, les deux seules puissances européennes nucléaires, peuvent-elles prendre le relais ? Et comment faire fonctionner l'OTAN avec moins d'Américains ?*», s'interroge Camille Grand. *Si un retrait des Etats-Unis abrupt est très improbable, il y aura des tests très rapidement avec l'éventuel retour de M. Trump, notamment sur la question du soutien à l'Ukraine*».

En Ukraine, rappelait au printemps Viktor Orban, «*la paix porte un nom, celui de Donald Trump*». Selon le premier ministre hongrois, «*Trump ne donnera pas un centime*» à l'Ukraine contre la Russie, et, «*par conséquent, la guerre prendra fin*». Sur le volet de l'aide financière à Kiev, les Européens le savent, ils doivent se préparer au retrait américain, quel que soit l'heureux élu, au soir du 5 novembre. Les difficultés qu'a rencontrées Joe Biden, en 2024, à faire voter au Congrès une enveloppe de 60 milliards de dollars (55 milliards d'euros) pour l'Ukraine en témoignent. A long terme, les Européens n'auront d'autre choix que d'assumer seuls ce soutien. ■

PHILIPPE JACQUÉ
ET VIRGINIE MALINGRE

«AVEC GIORGIA MELONI, L'ITALIE EST BIEN PLUS AU CENTRE DE L'ATTENTION QU'AUPARAVANT»

JAMES CARAFANO
spécialiste en matière de politique étrangère et de défense

turels et économique, il y a un alignement. Pour les conservateurs américains, Giorgia Meloni fait partie de la famille», indique-t-il au Monde, considérant que M^{me} Meloni pourra être un «*pont*» entre l'Europe et la nouvelle administration Trump qu'il appelle de ses vœux.

Nazione Futura et l'entourage de M^{me} Meloni entretiennent également des relations avec la Heritage Foundation, dont un représentant doit se rendre à Rome à la mi-juin. Cette organisation, influente dans une sphère pro-Trump loin d'être monolithique, se propose de préparer l'éventuel retour de l'ancien président à la Maison Blanche, en planifiant le remplacement de quelque 4 000 membres de l'appareil d'Etat et en établissant un corps détaillé de réformes afin d'instituer un véritable régime ultra-conservateur au sein de l'administration américaine.

«Enorme intérêt»

James Carafano, ambassadeur itinérant de la Heritage Foundation, conseiller senior de son président, Kevin Roberts, et spécialiste en matière de politique étrangère et de défense, ne tarit d'ailleurs pas d'éloges au sujet de la présidente du conseil italien. «*Avec Meloni, l'Italie est bien plus au centre de l'attention qu'auparavant. Elle a passé assez de temps aux Etats-Unis pour que beaucoup de conservateurs l'identifient et comprennent ce qu'elle fait. Elle suscite un énorme intérêt*», indique-t-il au Monde. M. Carafano loue la politique africaine de Rome, potentiellement «*très utile*» pour une administration Trump, et se réjouit des bonnes relations de M^{me} Meloni avec le premier ministre indien, Narendra Modi, présenté comme un autre pilier du monde conservateur.

Autre point de convergence : leur vision de l'Union européenne. «*Comme c'est le cas pour Giorgia Meloni, une administration Trump serait opposée à une intégration européenne plus poussée qui diminuerait la souveraineté des Etats. Nous soutenons ceux qui veulent s'en libérer*», explique M. Carafano. Pour lui, «*si Giorgia Meloni veut jouer un rôle historique, elle doit devenir le leader du mouvement conservateur européen et, pour cela, elle a besoin d'une relation avec un président américain fort*». Il ne restait donc plus à la présidente du conseil que d'espérer en attendant l'élection de novembre aux Etats-Unis. ■

ALLAN KAVAIL

L’Ukraine tente de se relever du drame de Kakhovka

La destruction du barrage sur le Dniepr, le 6 juin 2023, est qualifiée de « crime de guerre environnemental »

REPORTAGE

KRYVY RIH, NIKOPOL, KHERSON
(UKRAINE) - envoyé spécial

Résident du petit village de Kapoulivka, situé sur la rive droite de l’immense fleuve Dniepr qui traverse l’Ukraine du nord au sud, Serhi Karnaoukh a passé toute sa vie à pêcher dans le réservoir d’eau formé par le barrage hydroélectrique de Kakhovka. Mais il y a un an, le 6 juin 2023, à l’aube, une explosion retentissait sur des dizaines de kilomètres. L’édifice de trente mètres de haut, construit dans les années 1950 sur le Dniepr, venait d’exploser, déversant les eaux du réservoir sur des dizaines de villes et villages côtiers situés en aval du barrage, dans les régions de Mykolaïv et de Kherson.

Le réservoir, situé en face de la coopérative de pêche de Serhi Karnaoukh, a mis quelques jours à complètement se vider, laissant une étendue désertique comme seul paysage. « Nous avons compris qu’il n’y aurait pas de retour en arrière », explique cet homme de 69 ans, au téléphone, depuis son village bombardé par les forces russes déployées sur la rive gauche du Dniepr, dans la région occupée de Zaporijia. « Pour nous, l’explosion signifiait la fin de notre activité sur ce territoire. » Depuis, ces derniers survivent en faisant pousser des légumes.

« Une sorte de semi-désert »

Une année s’est écoulée depuis ce désastre, qui a lourdement affecté les quatre régions de Kherson, de Mykolaïv, de Dnipropetrovsk et de Zaporijia, dans le sud de l’Ukraine. Les causes et les conséquences de la destruction du barrage que les forces russes occupaient à l’époque font l’objet d’un rapport très précis publié jeudi 6 juin, par l’organisation Truth Hounds, spécialisée dans les enquêtes sur les crimes de guerre, et la fondation américaine Project Expedite Justice. Le rapport ne se contente pas d’être un long travail de recherche sur les conséquences humaines, économiques et environnementales de l’assèchement du réservoir et des inondations : il accuse la Russie d’être responsable de la destruction, ce que Moscou n’a jamais admis. Le document se veut donc aussi un appel à la Cour pénale internationale afin qu’elle reconnaisse les événements du

« Il n’y a plus d’eau. Il n’y en aura pas dans les prochaines années »

OLEKSI DMYTRIEV
agriculteur de
la région de Kherson

6 juin 2023 comme un « crime de guerre environnemental ».

La destruction de ce barrage, qui avait provoqué d’immenses inondations et d’importants déplacements de population, avait choqué le monde à l’été 2023. Depuis, la situation s’est stabilisée dans la région. Les habitants survivent malgré les pertes immenses. Selon les données du gouvernement ukrainien et de l’ONU, le montant total des dégâts occasionnés par la catastrophe « dépasse les 11 milliards de dollars » (10 milliards d’euros), rappelle le rapport.

Sur la rive droite, à Nikopol, ville d’un peu plus de 100 000 habitants avant-guerre, cela fait donc un an que les habitants subissent la perte de l’édifice qui retenait les eaux du Dniepr. Les bombardements frappent quotidiennement. La ville se trouve juste en face de la centrale nucléaire à l’arrêt de Zaporijia, distante d’une dizaine de kilomètres. Si les autorités ont fini par trouver des solutions alternatives pour acheminer de l’eau courante dans la majorité des villes, l’économie, fortement dépendante du réservoir, se retrouve encore très impactée.

En plus de la perte du secteur de la pêche, le réservoir représentait une importante source d’approvisionnement en eau pour les industries et l’agriculture. Sa destruction a mis ce dernier secteur à rude épreuve. « Il n’y a plus d’eau », constate simplement Oleksi Dmytriev, un agriculteur de la région de Kherson rencontré dans un restaurant de Kryvy Rih. « Il n’y en aura pas dans les prochaines années. Et concernant l’irrigation, nous n’en avons pas. Les stations de pompage ont été détruites » en partie par des bombardements russes, assure-t-il.

Les agriculteurs n’ont d’autre choix que de s’adapter : « Nous mettons lentement en place une forme de rotation, assure Oleksi Dmytriev. Nous avons abandonné

les cultures très consommatrices en eau. Nous cultivons principalement de l’orge, du blé et du tournesol. » L’homme, comme d’autres, compte sur les précipitations naturelles « insuffisantes », reconnaît-il d’un air blasé. Aux yeux d’Oleksi Dmytriev, la seule solution pour l’avenir de l’agriculture dans la région serait de reconstruire le barrage. « Sans ça, la région est une sorte de semi-désert, assure-t-il. Et personne n’a intérêt à ce que ça reste ainsi. »

Le rapport publié par Truth Hounds et Project Expedite Justice évoque aussi des pertes importantes et irréversibles pour la biodiversité des parcs nationaux et des zones protégées en raison de l’assèchement du réservoir de Kakhovka. Les experts estiment toutefois que ces zones continueraient de voir une « restructuration à long terme des écosystèmes à tous les niveaux », « très difficile à prévoir ». Mais d’ores et déjà, ils affirment que le réservoir « pourrait, grâce à

la revitalisation naturelle et à la restauration [de la biodiversité], former des écosystèmes de plaine inondable encore plus diversifiés et plus riches, néanmoins très différents de ceux qui ont été détruits ».

Habitations abandonnées

Cette diversification est déjà à l’œuvre sur une grande partie du réservoir, désormais recouvert d’une forêt de saules traversée de petits cours d’eau. Cette nouvelle végétation, qui se retrouve tout le long de la côte, a fait la surprise des scientifiques, qui craignaient que la zone ne reste désertique.

Les dégâts sur les régions situées en aval sont d’une tout autre nature. Le rapport note que la hausse brutale de niveau de l’eau du Dniepr et de ses affluents en juin 2023 a provoqué des inondations dans « 80 villes et villages » et aurait touché 405,4 km² de terres.

Difficile de calculer le bilan humain dans les régions de Mykolaïv et de Kherson. Les autorités de

Kiev ont confirmé qu’il est de 32 morts et 28 blessés. En outre, 39 personnes sont toujours portées disparues sur la rive droite. La rive gauche, occupée par les Russes, a subi « des dévastations encore plus importantes ». Si les autorités russes ont déploré la mort de « 60 » personnes et n’ont pas divulgué le nombre des disparus, le rapport pointe leur refus opposé aux ONG humanitaires internationales de se rendre sur place.

Par ailleurs, comme le note le document, les conséquences pour les populations « englobent également la destruction de dizaines de milliers d’habitations qui représentaient le travail de toute une vie pour de nombreux habitants ». Le rapport cite une étude de la Kyiv School of Economics, basée à Kiev, selon laquelle « 60 509 bâtiments, résidentiels et non résidentiels » ont été inondés. Les travaux de reconstruction sont longs et compliqués. De nombreuses habitations ont été abandonnées.

En aval du barrage, l’eau est revenue à un niveau normal dans les rivières et le long du fleuve. Mais les inondations de juin 2023 restent gravées dans les mémoires tant elles ont été massives. A Kherson, autre ville constamment bombardée par l’armée russe, Nika Khaborskaya, 28 ans, a fait partie des volontaires qui, pendant les premiers jours du drame, circulaient avec des petits bateaux pneumatiques afin de récupérer des habitants coincés dans leurs appartements et de les évacuer dans des zones sûres.

Un an plus tard, ce mardi 4 juin, celle qui donne aujourd’hui des cours à des enfants dans des sous-sols de la ville raconte avoir eu des crises d’angoisse à la vue de l’étendue d’eau, plusieurs mois après la catastrophe. « Honnêtement, je n’ai plus vraiment de souvenirs de ces journées-là, explique la jeune femme. Je crois que ma mémoire a préféré simplement les effacer. » ■

THOMAS D’ISTRIA



A Zaporijia, le 1^{er} juin. Le Dniepr est asséché depuis la destruction du barrage de Kakhovka, le 6 juin 2023. GENYA SAVILOV/AFP

Vladimir Poutine continue de menacer les Occidentaux

Le président russe affirme que Moscou pourrait fournir des missiles à des entités hostiles aux « pays qui agissent contre la Russie »

Alors que s’ouvre une séquence diplomatique intense (célébrations du Débarquement, G7, conférence sur l’Ukraine en Suisse...), de laquelle la Russie est exclue ou s’est exclue, Vladimir Poutine s’est rappelé au souvenir de ses « partenaires » occidentaux, comme il aime à les désigner, en montrant qu’il n’entend pas les laisser dicter seuls l’agenda international.

Le président russe a tenu, mercredi 5 juin, en marge du Forum économique de Saint-Petersbourg, une longue conférence de presse réunissant les principales agences de presse mondiales – avant tout de ce Sud global dont Moscou veut se faire un allié (Chine, Iran, Turquie, Kazakhstan, Azerbaïdjan...), mais aussi de l’Occident, avec la présence de l’Agence France-Presse, de Reuters ou de l’italienne ANSA.

Et c’est bien aux Etats occidentaux que s’adressait, en priorité, cet exercice. Pour démontrer une nouvelle fois la solidité des positions russes, M. Poutine a

d’abord souligné la bonne tenue de son armée sur le théâtre ukrainien. « L’armée ukrainienne perd au minimum 50 000 personnes chaque mois, tuées ou blessées », a affirmé M. Poutine, estimant que les opérations de mobilisation en Ukraine ne pourraient pas changer la donne. Les pertes russes, elles, seraient « plusieurs fois inférieures ».

« Russophobie des cavernes »

Même différentiel s’agissant des prisonniers : 1348 soldats russes seraient captifs en Ukraine, contre 6465 Ukrainiens détenus en Russie. Ce rapport de un à cinq diffère de celui de « un à dix » évoqué par M. Poutine au mois de janvier.

Le président russe a surtout commenté les grandes questions à l’ordre du jour dans le camp occidental, de l’envoi d’instructeurs sur le terrain ukrainien, défendu par Emmanuel Macron, aux possibles frappes du territoire russe par des armes de fabrication occidentale. Evoquant les instructeurs, M. Poutine a affirmé : « Ils

sont déjà présents sur le territoire de l’Ukraine et, malheureusement pour eux, ils subissent des pertes. Les Etats-Unis et les Etats européens préfèrent garder le silence. » En début de semaine, le ministre des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait assuré que des militaires français en Ukraine constituaient « une cible légitime ».

S’agissant de l’autorisation faite à Kiev de frapper le sol russe, défendue par un nombre croissant de pays, le chef du Kremlin a estimé qu’il s’agissait d’une « participation directe à la guerre contre la Russie » et choisi un ton délibérément menaçant : « Si quelqu’un considère possible de fournir de telles armes [en l’occurrence les missiles de longue portée de type ATACMS, Storm Shadow ou Scalp] dans la zone de combats pour frapper notre territoire (...), pourquoi n’aurions-nous pas le droit de fournir nos armes du même type dans des régions du monde où seront frappées les installations sensibles des pays qui agissent ainsi contre la Russie ? »

Le dirigeant russe a adressé un message à Donald Trump, victime selon lui de poursuites « politiques »

Malgré des menaces similaires, l’utilisation – jugée très probable – d’armes de portée inférieure, comme les Himars américains, sur des cibles dans la région de Belgorod, n’a pour l’heure entraîné aucune réaction de Moscou. En faisant mine d’oublier les frappes fréquentes sur la Crimée et autres territoires annexés, la réponse de M. Poutine contredit le discours qui veut que ces régions sont tout autant russes que celles situées sur le territoire internationalement reconnu de la Russie.

A l’approche des séquences électorales dans l’Union européenne

(du 6 au 9 juin) et aux Etats-Unis (présidentielle de novembre), Vladimir Poutine a aussi distillé les messages à l’attention des opinions occidentales. Il a ainsi raillé « l’absence de souveraineté » des Etats européens, soumis aux diktats américains et dont les dirigeants travailleraient « contre les intérêts nationaux et ceux de leur peuple », et qui couleraient leurs économies nationales. Seule à obtenir une forme de satisfecit, l’Italie qui, malgré son ralliement aux sanctions, ne céderait pas à la « russophobie des cavernes ».

Evoquant les élections américaines, le président russe a assuré que leur résultat « ne changera rien » aux relations russo-américaines et salue même un Joe Biden qui aurait au moins le mérite d’être « prévisible ». Ce qui ne l’a pas empêché de se lancer ensuite dans une longue tirade de soutien – ou d’appel du pied – à Donald Trump, victime selon lui de poursuites « politiques ».

Après les menaces, quelques paroles d’ouverture. Refaisant une

énième fois la chronologie du conflit, le président russe a assuré que la Russie n’avait « pas voulu la guerre », de la même façon qu’elle n’aurait « aucune ambition impériale ». Il a répété que le conflit armé se terminerait « dans les deux à trois mois » suivant un arrêt des livraisons à l’Ukraine de matériel américain.

Vladimir Poutine a aussi souligné, comme il l’a fait à plusieurs reprises ces dernières semaines, que son homologue Volodymyr Zelensky n’était « plus légitime », en l’absence de scrutin présidentiel en Ukraine. Cette insistance ressemble à un signal avertissant que si la paix est possible, elle se fera sans Zelensky. Il a enfin donné une définition de la « dénazification » de l’Ukraine bien moins ambitieuse que celle des premiers temps de l’invasion : il ne s’agirait plus aujourd’hui de « juger » les dirigeants ukrainiens, mais seulement d’une « interdiction légale de la propagande du nazisme ». ■

BENOÎT VITKINE

CONFLIT ISRAËLO-PALESTINIEN

Cinq négociateurs pour un introuvable cessez-le-feu à Gaza

Le plan de sortie de crise présenté le 31 mai par Joe Biden a réactivé les tractations indirectes entre Israël et le Hamas. Un processus complexe, orchestré par les Etats-Unis d'un côté et par les médiateurs égyptien et qatari de l'autre

BEYROUTH, JÉRUSALEM
ET WASHINGTON - correspondants

La «feuille de route pour un cessez-le-feu durable», présentée vendredi 31 mai par Joe Biden, a relancé le laborieux processus de négociations visant à mettre un terme aux combats à Gaza et à libérer les otages israéliens retenus dans l'enclave. Le signal de la reprise de ces tractations, qui étaient au point mort depuis l'entrée de l'armée israélienne dans Rafah, au début du mois de mai, a été donné par le retour mercredi 5 juin, à Doha, de William Burns, le chef de la CIA.

Le plan de sortie de crise soumis par le président américain, qui a été jugé «positif» par le Hamas et accueilli plus froidement par Israël, prévoit un retour au calme en trois phases. La première comprend un cessez-le-feu de six semaines accompagné d'un retrait israélien des zones urbaines de Gaza et de la libération de certains otages (femmes, enfants et personnes âgées), en échange de prisonniers palestiniens détenus par Israël. Le désaccord entre les deux belligérants porte surtout sur la deuxième phase, censée mettre un terme aux hostilités, mener au retrait intégral des troupes israéliennes de l'enclave et au retour des derniers otages. La troisième phase, elle, a trait à la reconstruction de Gaza.

Le Hamas demande des garanties que l'offensive israélienne ne reprendra pas aussitôt qu'il aura libéré les captifs israéliens. Le premier ministre de l'Etat hébreu, Benjamin Netanyahu, redoute, pour sa part, de se lier les mains. Officialiser la fin de la guerre l'exposerait aux attaques de l'aile ultranationaliste de son gouvernement, qui rêve de recoloniser le territoire palestinien. Il revient aux trois médiateurs de la crise, les Etats Unis, le Qatar et l'Egypte, de trouver les formulations et de passer les messages susceptibles de satisfaire les exigences, difficilement compatibles, des deux belligérants. *Le Monde* décrypte ce très complexe jeu à cinq bandes, en dressant le portrait des principaux acteurs de la négociation.

«BARNEA CRAINT PARFOIS D'EXPRIMER SES OPINIONS AU SEIN DU CABINET DE GUERRE, DE PEUR DE LES VOIR FUITER DANS LA PRESSE»

YOSSI MELMAN
journaliste chargé
du renseignement
au quotidien «Haaretz»

David Barnea, le maître espion israélien

Dans ces négociations, le patron du Mossad, David Barnea, a la difficile tâche de porter la parole d'un gouvernement profondément divisé. Aux côtés du général de réserve Nitzan Alon, chargé des otages et des disparus, et du patron du renseignement, Ronen Bar, il mène une équipe qui cache de moins en moins «son immense frustration», selon plusieurs sources proches des négociateurs. Face à l'intransigeance du Hamas, certes, mais aussi et surtout face à Benjamin Netanyahu. Ces sources soupçonnent le premier ministre israélien de «saboter» leurs efforts, afin de «prolonger la guerre» et de se maintenir au pouvoir, tout en satisfaisant ses alliés d'extrême droite, qui militent pour un nettoyage ethnique de Gaza.

Depuis des mois, le gouvernement israélien s'est déchiré sur les marges de manœuvre qu'il accordait à ses négociateurs. Il les a rappelés en Israël pour des consultations «d'une longueur incompréhensible», selon ces sources. Il a aussi fait fuiter dans la presse des détails de leurs consultations à Doha et au Caire, suscitant une levée de boucliers de l'extrême droite et la confusion parmi les familles d'otages.

Début mai, alors que les négociations semblaient bien engagées, M. Netanyahu a interdit à ses négociateurs de se rendre au Caire et à Doha. Au moment où le Hamas donnait son feu vert à un projet d'accord, finalisé par le Qatar et l'Egypte, il a lancé l'assaut sur le poste-frontière de Rafah.

C'est pour réduire le pouvoir de nuisance de M. Netanyahu et consolider la position du chef du Mossad que le président américain, Joe Biden, a mis tout son poids derrière le texte dévoilé le 31 mai, qu'il a présenté comme une proposition «israélienne». «Barnea pourrait se confronter plus durement au gouvernement, mais il n'est pas fait de ce bois. Il craint parfois d'exprimer ses opinions au sein du cabinet de guerre, de peur de les voir fuiter dans la presse», avance Yossi Melman, journaliste chargé du renseignement au quotidien *Haaretz*.

Comme Netanyahu, M. Barnea est un ancien des commandos Sayeret Matkal. Il a rejoint le Mossad dans les années 1990, et a longtemps recruté et «traité» des agents à l'étranger au sein de la division Tzomet, qu'il a dirigée. Parmi les chefs des organes de sécurité, il est le seul dont la démission n'est pas attendue à la fin de la guerre : son mandat ne couvre pas les territoires palestiniens, et sa responsabilité dans la débâcle du 7 octobre n'est que marginale.

Début mai, son bureau a cependant publié un mea culpa, reconnaissant avoir été «surpris» par l'attaque du Hamas. M. Barnea avait supervisé avant la guerre les versements mensuels de dizaines de millions d'euros du Qatar à Gaza. Une manne qui était censée contribuer à maintenir le calme dans l'enclave sous blocus, et qui est aujourd'hui vertement critiquée en Israël.

Le chef du Mossad est un habitué des voyages à Doha où il est apprécié. Il s'y trouvait fin septembre, quelques jours avant le début de la guerre, pour négocier l'arrêt des manifestations que le Hamas avait relancées le long de la clôture entre Gaza et Israël. Une manœuvre de diversion du mouvement islamiste, qui prétendit rétablir le calme avant de lancer l'assaut du 7 octobre.

Dès le 28 octobre, alors que la phase terrestre de la guerre commençait, David Barnea était de retour au Qatar. Selon une source fa-



milieure des négociations, il a proposé très vite l'idée d'une «pause» dans les combats, pour libérer un premier contingent d'otages, mais n'obtint le feu vert du cabinet de guerre qu'après trois semaines. Cette trêve d'une semaine a permis à une centaine d'Israéliens et d'étrangers d'être relâchés.

Le 28 février, selon la même source, l'équipe de M. Barnea a accepté que l'accord en discussion inclue la mention «retour à un calme durable» dans la bande de Gaza. Une formule suffisamment vague pour concilier l'exigence du Hamas de voir la guerre se finir et la volonté du gouvernement israélien de préserver sa marge de manœuvre. Mais il a fallu attendre le 27 avril pour que ces termes soient couchés sur le papier par les autorités israéliennes. «Tout est bloqué depuis si longtemps. La plate-forme pertinente pour libérer les otages a été dessinée à Paris, en janvier, et nous suivons toujours plus ou moins cette voie», soupire une source israélienne proche des négociateurs.

Khalil Al-Hayya, chef officieux de la diplomatie du Hamas

Adjoint de Yahya Sinouar, le chef du Hamas dans la bande de Gaza, Khalil Al-Hayya défend, dans les négociations indirectes avec Israël, la ligne d'un mouvement dont les intérêts ne sont pas toujours étroitement alignés en son sein. Chef officieux de la diplomatie du Hamas, ce vétéran de 64 ans, originaire de Gaza, mais aujourd'hui en exil, doit faire la synthèse entre les impératifs du terrain et la vision de la direction du bureau politique, installée à Doha, au Qatar.

Ancien proche du cheikh Ahmed Yassine, le fondateur du Hamas tué par Israël en 2004, Al-Hayya s'est bâti une stature au sein du mouvement après un séjour de trois ans dans les prisons israéliennes dans les années 1990 et plusieurs tentatives d'assassinat par Israël. Réputé radical, celui que l'on surnomme «Abou Oussama» a été élu député de Gaza aux législatives palestiniennes de 2006, remportées par le Hamas.

Chargé des relations arabes et islamiques du Hamas, il a noué des relations avec les acteurs de la scène diplomatique régionale. Il a participé aux discussions indirectes avec Israël qui ont mené à la libération du soldat franco-israélien Gilad Shalit en 2011 et à la fin de la guerre de l'été 2014. Il a aussi été en première ligne des pourparlers de réconciliation avec le Fatah du président Mahmoud Abbas. C'est aussi lui qui a été dépêché à Damas, en octobre 2022, pour acter la normalisation des relations entre le Hamas et le régime syrien.

«Khalil Al-Hayya est le chef des négociateurs du Hamas, mais le décideur ultime, c'est évidemment Yahya Sinouar. Il y a parfois des désaccords entre les dirigeants de Doha et ceux

de Gaza. Parfois, les premiers disent oui et les seconds disent non, d'autres fois, c'est l'inverse, mais à la fin, c'est Sinouar qui tranche», décrypte une source proche des négociations. Bien que ralenti par les combats qui font rage dans la bande de Gaza, le canal de communication avec Sinouar, probablement terré dans un tunnel de Gaza, demeure fonctionnel. «Ça prend deux ou trois jours, mais sa réponse finit toujours par arriver au bureau politique à Doha», poursuit la source.

Au sein du mouvement, on minimise les divergences. Cerveau de l'opération du 7 octobre 2023, qui a fait environ 1200 morts en Israël, Sinouar est le seul à même d'évaluer la capacité du mouvement islamiste à tenir face à l'armée israélienne. Les cadres de Doha guettent, quant à eux, les évolutions sur la scène régionale et internationale qui pourraient leur être favorables, tout en gérant les pressions exercées sur eux par leur hôte qatari et le médiateur égyptien.

Bien qu'affaibli militairement, le Hamas escompte sortir non seulement vivant, mais politiquement vainqueur de la guerre. A ce titre, il pose plusieurs exigences non négociables : l'instauration d'un cessez-le-feu permanent, le retrait israélien de l'enclave et la levée du siège, ainsi que la libération de détenus palestiniens dans les prisons israéliennes.

«[Les Israéliens] n'ont pas détruit plus de 20 % des capacités du Hamas. S'ils ne peuvent pas détruire le Hamas, quelle est la solution ? La solution est d'aller au compromis», plaideait Khalil Al-Hayya dans un entretien avec l'agence Associated Press, le 25 avril. Il disait le mouvement prêt à accepter une trêve d'au moins cinq ans avec Israël et consentait à sa démilitarisation dans le cadre de la création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967. Il appelait à intégrer le Hamas au sein de l'Organisation de libération de la Palestine pour former un gouvernement unifié avec le Fatah en Cisjordanie et dans la bande de Gaza.

Alors qu'Israël juge leurs exigences inacceptables, les islamistes palestiniens veillent à ne pas apparaître comme le camp qui obstrue les négociations. Le mouvement a salué le plan Biden, proche d'une version de l'accord-cadre qu'il avait acceptée, le 6 mai. Il demande toutefois, pour s'y rallier officiellement, que la «cessation permanente des hostilités» évoquée par le président américain, figure noir sur blanc dans l'accord et soit endossée «explicitement» par Israël.

Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, le démineur de Doha

Il fallait voir le visage exténué du premier ministre qatari, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, à la fin décembre, lors du

CULTURES MONDE.



En partenariat avec
Le Monde

du lundi
au vendredi
11H – 12H

Julie Gacon

Mélanie
Chalandon



L'esprit
d'ouverture



De gauche à droite et de haut en bas : David Barnea, au cimetière militaire du mont Herzl, à Jérusalem, le 13 mai GIL COHEN-MAGEN/AFP ; le premier ministre du Qatar, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani, à Riyad, le 29 avril EVELYN HOCKSTEIN/AFP ; le directeur de la CIA, William Burns, au Congrès, à Washington, le 11 mars JULIA NIKHINSON/REUTERS ; Khalil Al-Hayya, chef des négociateurs du Hamas, à Istanbul, le 24 avril KHALIL HAMRA/AP ; le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi (au centre), son chef du renseignement, Abbas Kamel (à droite) GOVERNEMENT CHYPRIOTE/STAVROS IOANNIDES VIA AFP



Doha Forum, le grand raout diplomatico-médiatique annuel de l'émirat, pour comprendre à quel point l'homme s'est investi dans les négociations sur Gaza. Le quadragénaire a été à la manœuvre lors de la courte trêve du mois de novembre, qui a permis la libération, étalée sur une semaine, d'une centaine d'otages israéliens et étrangers en échange de 240 prisonniers palestiniens.

Chaque soir où un groupe d'otages était relâché par le Hamas, «Cheikh Mohammed», comme on le surnomme, supervisait en personne l'opération, grâce à des canaux de communication ouverts simultanément avec le Hamas, les autorités israéliennes et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ce dispositif a permis à plusieurs reprises d'éviter que le «deal» ne vole en éclats, comme lorsqu'une Jeep du CICR, dans laquelle des otages avaient embarqué, s'est perdue pendant plusieurs heures dans les rues de Gaza, plongées dans le noir et rendues méconnaissables par les bombardements.

Depuis, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani a multiplié les réunions avec William Burns, le chef de la CIA, et David Barnea, son homologue du Mossad, à Doha, bien sûr, mais aussi au Caire, à l'invitation du chef des renseignements égyptiens Abbas Kamel, et même à Paris, où il dispose d'un appartement privé. Le 6 mai, le premier ministre qatari, qui recevait William Burns dans l'émirat, a peut-être cru qu'un cessez-le-feu était à portée de main. Le Hamas, ce jour-là, a approuvé un plan de sortie de crise, dérivé d'un document israélien, amendé par le Qatar et l'Égypte. Une annonce aussitôt accueillie par des concerts de klaxons et des cris de joie dans Gaza. Mais Israël s'est empressé de prendre ses distances avec ce projet d'accord, arguant que les modifications introduites par Le Caire et Doha n'avaient pas son aval. Le lendemain, l'armée israélienne attaquait Rafah, enterrant à nouveau les espoirs d'apaisement.

«Cheikh Mohammed», qui cumule ses fonctions de premier ministre avec celle de ministre des affaires étrangères, a l'habitude des missions sensibles. Avec l'émir Tamim, il a été la cheville ouvrière de la victoire du Qatar dans la guerre froide du Golfe (2017-2021), période durant laquelle la cité-Etat a été placée sous blocus par ses voisins saoudien, émirati et bahreïnien, en représailles à son refus de s'aligner sur la diplomatie de Riyad. Si, pour Doha, la guerre à Gaza n'a évidemment pas la dimension existentielle de cette précédente crise, l'émirat y joue gros.

Parce qu'elle abrite depuis plus d'une décennie plusieurs hauts dirigeants du Hamas, dont le chef de son bureau politique, Ismaïl Haniyeh, et son prédécesseur à ce poste, Khaled Mechaal, la monarchie est fréquemment accusée, par des responsables israéliens comme par des élus américains, de complicité

sance à l'égard du mouvement islamiste. S'il ne veut pas sortir fragilisé de la sanglante séquence ouverte le 7 octobre, l'émirat a tout intérêt à ce que ses efforts de médiation soient couronnés de succès.

Mais l'équation de la guerre de Gaza est peut-être la plus difficile qui lui ait été donnée à résoudre. Démineur en chef de Doha, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani doit d'abord composer avec une direction du Hamas bien plus composite que son image ne le laisse supposer. Entre Mechaal, le nationaliste arabe à l'ancienne, Haniyeh, qui est proche de Téhéran, et Yahya Sinouar, le cerveau de l'attaque du 7 octobre 2023, chef de guerre inflexible qui a ravi le pouvoir de décision à ses collègues de Doha, les relations ne sont pas simples. Il y a aussi l'obstacle Nétanyahou, le premier ministre israélien, qui a tendance à retoquer ce que Barnea accepte dans ses discussions avec les médiateurs arabes.

En avril, excédé par les critiques israéliennes, Mohammed Ben Abderrahmane Al Thani avait annoncé une «réévaluation» de la médiation qatarie. Son entourage menaçait de mettre fin aux bons offices de l'émirat et de fermer le bureau du Hamas si les négociateurs palestiniens et israéliens ne faisaient pas davantage preuve de souplesse. La manœuvre a coupé l'herbe sous les pieds des contempteurs de Doha, ce qui était l'un de ses objectifs. Mais pour ce qui de rapprocher les belligérants, du chemin reste à faire.

William Burns, l'homme de confiance de Biden

Confirmé par le Sénat en mars 2021, William Burns est le premier diplomate à tenir les rênes de la CIA. Le président américain, Joe Biden, voue une grande confiance à cet homme madré de 68 ans, qui a été formé intellectuellement, comme lui, à l'époque de la guerre froide. William Burns sait s'effacer et s'imposer à la fois, écouter et chercher inlassablement une sortie dans l'impasse. Sa familiarité avec les acteurs de ce dossier, rencontrés lorsqu'il était secrétaire d'Etat adjoint sous la présidence Obama, est un atout. Mais William Burns sait que sa mission est pavée d'écueils.

«Je ne pense pas que quiconque puisse garantir un succès, prévenait-il lors d'une audition au Congrès, le 11 mars. Ce qu'on peut, je pense, garantir, c'est que les alternatives sont pires pour les civils innocents à Gaza (...), pour les otages et leurs familles.» Voix feutrée, euphémismes et ellipses : chacune de ses prestations publiques emprunte à ce registre. Le 19 avril, à Dallas, il se prête à l'exercice des questions-réponses lors d'un forum. Les négociations avec le Hamas et Israël ? «C'est actuellement un grand rocher à pousser vers le sommet d'une colline très pentue.» Le pa-

«KHALIL AL-HAYYA EST LE CHEF DES NÉGOCIATEURS DU HAMAS, MAIS LE DÉCIDEUR ULTIME, C'EST ÉVIDEMMENT YAHYA SINOUAR», DÉCRYPTE UNE SOURCE PROCHE DES NÉGOCIATIONS

tron de la CIA, ce jour-là, désignait la «réaction négative» du Hamas à un projet d'accord présenté quelques semaines plus tôt comme le principal obstacle à une trêve.

Ancien ambassadeur en Russie et en Jordanie, William Burns maîtrise les paramètres des deux conflits dans lesquels les Etats-Unis sont engagés par procuration, en Ukraine et à Gaza. Il est l'homme des missions délicates et secrètes. Les échecs auxquels il s'est souvent heurté relèvent moins de sa responsabilité que de la donne politique qu'il doit assumer. Difficile de jouer avec d'aussi mauvaises cartes.

En août 2021, il arrive à Kaboul, en plein marasme, pour discuter avec les talibans des conditions du retrait imminent des forces américaines. Les images de cette évacuation chaotique hanteront longtemps les Américains. En novembre 2021, Biden l'envoie à Moscou pour mettre en garde Vladimir Poutine contre les conséquences d'une invasion de l'Ukraine.

Avec Avril Haines, la directrice du renseignement national, William Burns joue ensuite un rôle-clé dans la déclassification d'informations confidentielles sur les manœuvres de l'armée russe, avant son franchissement de la frontière ukrainienne, en février 2022. Depuis le début du conflit, William Burns s'est déjà rendu dix fois en Ukraine, la plupart du temps à l'insu des médias. En juillet 2023, Joe Biden a intégré le patron de la CIA au sein de son cabinet, en soulignant qu'il représente «le meilleur de l'Amérique».

Abbas Kamel, l'homme lige de Sissi

Depuis qu'il a pris la tête des moukhabarat (services de renseignements) en 2018, le général Abbas Kamel est l'incontournable visage de la médiation égyptienne sur le dossier israélo-palestinien. Celui que l'on dit être l'éminence grise du président Abdel Fattah Al-Sissi est plus volontiers présenté, dans l'entourage du raïs, comme un serviteur fidèle, un «faiseur» qui met en musique les orientations stratégiques du président.

Préserver le rôle de premier plan de l'Égypte dans les tractations entre Israël et les Palestiniens est l'un de ses impératifs. En paix avec l'Etat hébreu depuis 1979, parrain du processus de paix dans les années 1990, en lien direct avec Gaza via le terminal de Rafah, Le Caire veille à ne pas céder de terrain au Qatar, qui, depuis la fin des années 2000, s'investit, lui aussi, sur ce dossier.

Sexagénaire à la mine débonnaire et à l'imposante carrure, Abbas Kamel peut s'appuyer sur la connaissance intime qu'ont les moukhabarat du terrain et des réseaux gazaouis. Selon la presse israélienne, deux jours avant le 7 octobre 2023, ses hommes

auraient compris qu'«une opération terrible» se tramait et il en aurait personnellement informé M. Nétanyahou – ce que ce dernier réfute. Des médias israéliens ont aussi affirmé que les agents des services égyptiens seraient ensuite intervenus sur le terrain, durant la trêve de décembre, pour veiller au bon déroulement des libérations d'otages.

Le général Kamel a le soutien du président Al-Sissi bien que son influence soit de plus en plus contestée par les fils de ce dernier, dont l'ainé, Mahmoud Al-Sissi, devenu le numéro deux des moukhabarat. Un adjoint critiqué pour ses liens avec le chef tribal du Sinaï, Ibrahim El-Argani, qui a fait main basse sur le business des entrées et des sorties de la bande de Gaza via Rafah, et louché sur les contrats de reconstruction de l'après-guerre.

La carrière d'Abbas Kamel s'est bâtie dans l'ombre de Sissi. Né en 1957 dans une famille de la petite classe moyenne et diplômé de l'Académie militaire, il devient le bras droit du futur raïs lorsque celui-ci prend le commandement de la région militaire Nord, en 2008. Il évolue à ses côtés jusqu'à devenir son chef de cabinet, après sa victoire à la présidentielle de 2014. A ce poste, il se taille une influence sans partage sur tous les dossiers politiques-clés, au point d'être surnommé «M. le premier ministre» par les Égyptiens.

A la tête des renseignements généraux, il veille à préserver les intérêts du Caire sur les dossiers régionaux, notamment en Libye et au Soudan, ainsi que sur le dossier israélo-palestinien. Dès 2018, il essaie, sans succès, de réconcilier le Hamas et le Fatah, tout en gardant un œil sur la succession du président Mahmoud Abbas. Après un regain de violence à Gaza en mai 2021, il parvient à arracher une trêve entre Israël et le mouvement islamiste et s'en fait le garant, allant rencontrer Yahya Sinouar, à Gaza, et Benyamin Nétanyahou, à Jérusalem.

Les tensions entre le Qatar et Israël en avril ont donné à Abbas Kamel l'occasion de reprendre le premier rôle dans la médiation. Le 26 avril, il s'est rendu en Israël pour remettre une proposition révisée d'accord-cadre, visant à débloquer les négociations. Mais l'optimisme initial du Caire s'est mué en déception et en récriminations à l'encontre d'Israël après l'échec de ces pourparlers, sanctionné par l'attaque contre Rafah. Critiqué par l'Etat hébreu pour sa gestion de la médiation, l'Égypte a dénoncé en retour une violation de l'entente sécuritaire en vigueur entre les deux pays depuis les accords de Camp David, signés en 1978. «En quarante-cinq ans de paix entre l'Égypte et Israël, c'est le moment le plus difficile, le plus délicat de la relation», soupire une source diplomatique. ■

BENJAMIN BARTHE (À PARIS), LOUIS IMBERT, HÉLÈNE SALLON ET PIOTR SMOLAR

Israël : face à de possibles « crimes de guerre », des ONG veulent la fermeture d’une prison du Néguev

La Cour suprême demande l’amélioration des conditions de détention des Gazaouis

JÉRUSALEM - *correspondance*

Des baraquements à l’intérieur d’une large base militaire au milieu du désert du Néguev, dans le sud d’Israël : Sde Teiman est, depuis des mois, le principal centre de détention des prisonniers de Gaza. Ceux qui ont été relâchés racontent tortures, violences sexuelles et humiliations. Des centaines de détenus y sont forcés de se tenir agenouillés pendant des heures, entravés et les yeux bandés.

Aucun observateur extérieur n’a pu entrer pour contrôler ce qui se passe dans le centre de détention ; depuis le 7 octobre 2023, le Comité international de la Croix-Rouge n’a pas accès aux prisons israéliennes. L’armée a indiqué au journal israélien *Haaretz* conduire des enquêtes criminelles concernant la mort de 48 Gazaouis, dont 36 à Sde Teiman. Le 3 juin, le quotidien rapportait qu’aucune arrestation n’avait été menée.

Une source militaire confirme au *Monde* la mort de 36 détenus, « dont des personnes souffrant de maladies ou de blessures liées aux hostilités en cours », sans préciser dans quel centre de détention ils sont décédés. Les militaires ont assuré avoir ouvert 70 investigations sur des actes commis en lien avec leurs actions à Gaza. Selon l’armée « la plupart des enquêtes sont en cours ; certaines affaires se sont soldées par des sanctions allant jusqu’à des peines de prison. »

899 « combattants illégaux »

Plusieurs ONG israéliennes ont déposé un recours auprès de la Cour suprême, demandant la fermeture immédiate de Sde Teiman. Le lendemain de l’audience, le 28 mai, le chef d’état-major de l’armée israélienne, Herzl Halevi, annonçait la nomination d’un « comité consultatif » pour examiner les conditions de détentions dans le camp. Mercredi 5 juin, l’Etat hébreu a annoncé qu’il avait commencé le transfert de détenus gazaouis vers la prison militaire d’Ofar, en Cisjordanie occupée et de Ktzi’ot, dans le Néguev. Sur 700 prisonniers, seuls 200 devraient rester à Sde Teiman, que les autorités veulent transformer en centre de détention provisoire – essentiellement pour trier les détenus et mener des interrogatoires préliminaires, son « usage initial ».

L’Etat semble ainsi reconnaître que Sde Teiman ne respectait pas, jusqu’alors, les garanties du droit israélien et international. L’armée réfute ces accusations, affirmant que les détenus reçoivent à manger trois fois par jour et bénéficient d’un suivi médical. Les juges ont donné aux autorités jusqu’au 10 juin pour prouver qu’elles améliorent les conditions de détention. Les ONG pétitionnaires demandent toujours la fermeture du centre. « Sde Teiman est un éta-blisement où les conditions sont inhumaines et la poursuite de son activité pourrait conduire les responsables israéliens à être accusés de crimes de guerre », a réagi l’Association for Civil Rights in Israel dans un communiqué mercredi.

L’armée a indiqué conduire des enquêtes sur la mort de 48 prisonniers gazaouis, dont 36 à Sde Teiman

« Des gens ont perdu des membres parce qu’ils n’ont pas été soignés à temps », raconte un soignant qui est intervenu à Sde Teiman

Israël dit avoir détenu quelque 4 000 Palestiniens de Gaza depuis le 7 octobre 2023 – 1 500 d’entre eux ont été libérés. Beaucoup sont interrogés à l’intérieur de l’enclave palestinienne ; ceux qui ne sont pas relâchés sont envoyés à Sde Teiman pour d’autres interrogatoires. Là, ils sont détenus au secret : depuis décembre 2023, le commandant militaire a jusqu’à un mois et demi pour émettre un ordre de détention. Ceux qui ne sont pas libérés sont envoyés dans les prisons israéliennes, enregistrés en tant que combattants illégaux – un statut hors du droit international qui ne reconnaît que prisonniers de guerre ou civils. Début juin, le service des prisons israélien en a déclaré 899.

Saluant la volonté d’évacuer progressivement Sde Teiman, Tal Steiner, la directrice exécutive du Comité public contre la torture en Israël, l’une des ONG qui ont saisi la Cour suprême, rappelle au *Monde* que « deux autres camps militaires de ce type [Ofar et Anatot] sont toujours opérationnels ; que les conditions de détention dans les prisons ordinaires pour les Palestiniens sont également humiliantes et dangereuses. Il y a eu des centres de détention secrets avant, mais jamais à cette échelle et jamais avec une telle gravité dans les abus et tortures rapportés. »

Adjacent au centre de détention, l’hôpital de campagne ne sera lui pas fermé mais agrandi. Tous les prisonniers qui y sont détenus sont « à première vue, menottés aux bras et aux jambes aux côtés du lit, dans une position qui fait penser à une étoile de mer. Tous avaient les yeux bandés. Ceux que j’ai traités étaient nus, ils portaient seulement une couche », a expliqué au *Monde* un soignant israélien qui a visité cet hiver l’hôpital de campagne. « Cela dure des jours. Je ne trouve pas d’autre mot que torture », dit le lanceur d’alerte qui veut rester anonyme.

La salle à laquelle il a eu accès était composée de deux rangées de lits, où étaient allongés une quinzaine de détenus. Les soignants portent des masques pour rester anonymes, les prisonniers qu’ils traitent sont identifiés par des numéros à cinq chiffres. Le personnel de santé sur place ne lui semblait pas avoir l’expertise pour traiter correctement les détenus – souvent blessés par balle.

« Le traitement arrive très en retard, poursuit-il. Des gens ont perdu des membres parce qu’ils n’ont pas été soignés à temps. » Selon lui, le personnel médical sur place prend part à des « violations des droits humains ». « Si vous enlevez les analgésiques, anesthésiques, médicaments contre la douleur, vous transformez les procédures en agressions. Cela est fait de manière intentionnelle », affirme-t-il. Dans ce contexte, des hôpitaux publics refusent de soigner les Gazaouis et le ministère de la santé lui-même s’est prononcé dans ce sens. ■

CLOTHILDE MRAFFKO

BUENOS AIRES - *correspondance*

Des palettes entières de lentilles, de lait en poudre, de farine et autres produits de base emmagasinés dans des entrepôts. Depuis plusieurs jours, les images de ces stocks impressionnants inondaient les écrans de télévision argentins. La population découvrait, stupéfaite, que près de 6 000 tonnes d’aide alimentaire, destinée à être distribuée aux plus démunis, étaient entreposées dans des hangars depuis bientôt six mois alors que la crise économique s’aggrave.

Mardi 4 juin, à la suite d’une saga judiciaire et médiatique, les premiers camions de l’armée ont finalement été missionnés pour répartir les aliments proches de leur date de péremption, après plusieurs semaines de refus de la part du gouvernement de Javier Milei. Pour ne rien arranger, un possible scandale de corruption au sein du ministère chargé de l’aide sociale a été mis au jour par les médias, faisant trembler le titulaire du plus gros portefeuille ministériel de l’administration Milei.

Depuis l’arrivée au pouvoir du nouveau président argentin, le 10 décembre 2023, les organismes sociaux, principaux intermédiaires dans la distribution des denrées à travers leurs cantines populaires, sont dans le collimateur. Le président d’extrême droite accuse leurs dirigeants d’être des « gérants de la pauvreté » et de détourner l’aide à leur profit.

Sandra Pettovello, ministre chargée de l’énorme ministère du capital humain – qui regroupe les ex-portefeuilles du développement social, de l’éducation, du travail, de la culture et des femmes,

genre et diversité –, s’est donc lancée dès son arrivée dans un vaste audit des programmes sociaux. En attendant les conclusions, les cantines populaires gérées par les associations, qui voient pourtant les files de nécessiteux grossir à mesure que la situation économique se détériore, ne reçoivent plus aucun produit alimentaire.

« C’est une mesure idéologique, dogmatique. Dans son calcul, le gouvernement a donné la priorité à son combat contre les “intermédiaires” plutôt qu’à la possibilité que l’on sache qu’il détenait des aliments sur le point d’être périmés », explique le politologue spécialiste des organisations sociales Francisco Longa, qui y voit une « insensibilité vis-à-vis des personnes les plus touchées par la crise ».

Malversations dans un ministère

Une étude de l’Université catholique argentine publiée le 3 juin indique que 55,5 % de la population vit désormais sous le seuil de pauvreté, contre 44,7 % au dernier trimestre 2023. Conséquence de la crise, la consommation de lait a par ailleurs chuté de près de 20 %, selon l’Institut pour le développement agro-industriel argentin. Depuis des mois, alors que les organisations sociales se mobilisent régulièrement pour réclamer l’aide, Sandra Pettovello multiplie les dénonciations de leurs dirigeants auprès de la justice. Parmi eux, Juan Grabois, référent du Mouvement des travailleurs exclus, a déposé en février un recours en justice contre la ministre. Il y signalait la rétention de l’aide alimentaire et avertissait sur les risques de voir les aliments pourrir.

Face à ces accusations, campant sur ses positions, le gouverne-

timé que « le gouvernement et les médias, en s’acharnant sur l’opposition, ont créé un climat rendant possible ce type d’attaques physiques d’une violence extrême ». La police, en revanche, a tenu à préciser que « rien ne prouve que le suspect, au moment de passer à l’acte, savait qu’il avait en face de lui un représentant de l’AfD ». Rapidement interpellé, l’individu, âgé de 25 ans, a été placé en garde à vue et transféré dans un hôpital psychiatrique car « il présentait des signes évidents de troubles psychiques », ont indiqué les enquêteurs.

Fermeté des sociaux-démocrates

Invité à réagir à cette agression, mercredi, le porte-parole du gouvernement fédéral, Steffen Hebestreit, a tenu à rappeler que « la violence n’a pas sa place en démocratie », en faisant plus largement référence aux attaques dont plusieurs élus ont été la cible au cours de ces dernières semaines de campagne, parmi lesquels le maire adjoint d’Essen, Rolf Fliss (Verts) ; l’eurodéputé Matthias Ecke (Parti social-démocrate, SPD) ; l’ex-maire de Berlin Franziska Giffey (SPD) ; trois élus régionaux de l’AfD, dans le Bade-Wurtemberg et en Saxe ; ou encore le député Roderich Kiesewetter (Union chrétienne-démocrate, CDU), frappé samedi 1^{er} juin dans sa ville d’Aalen, près de Stuttgart,

En Argentine, l’aide alimentaire au cœur d’un scandale politique

Le président ultralibéral Javier Milei refuse de passer par les associations pour distribuer les denrées, quitte à les laisser pourrir dans des hangars

Le président d’extrême droite accuse les organismes sociaux de détourner l’aide à leur profit

ment a d’abord nié, au travers de son porte-parole, Manuel Adorni, avant de devoir reconnaître, le 22 mai, l’existence de ces stocks à la suite d’une demande d’accès aux documents administratifs du ministère par le média argentin *El Destape*. Tandis que le scandale explosait, le gouvernement se perdait dans des explications douteuses. Manuel Adorni assurait qu’il existait des « cantines fantômes », prétextait que les aliments constituaient en réalité des stocks d’urgence destinés à faire face à « de futures catastrophes naturelles » et affirmait qu’ils n’étaient « pas sur le point d’être périmés ».

C’est finalement après une décision de justice du 27 mai, exigeant d’inspecter les hangars et sommant de présenter un plan de répartition des denrées, que le discours officiel a changé. Le 30 mai, la ministre a fini par ordonner la distribution des aliments dont la date de péremption était proche. L’opération, qui inclut notamment près de 500 tonnes de lait en poudre qui seront périmés en juillet, a été confiée à l’armée et à la Fondation Conin, qui lutte contre la malnutrition infantile, présidée par le docteur Abel Albino. Ce pédiatre avait déclen-

ché la polémique, par le passé, en s’étant positionné contre l’avortement légal et en ayant assuré que le préservatif était inutile dans la prévention contre la transmission du VIH.

Mais le scandale ne s’arrête pas là. Le même jour, la ministre a également déposé une autre plainte. Cette fois contre son propre secrétaire d’Etat à l’enfance, l’adolescence et la famille, Pablo de La Torre, un vieux loup de la politique de la banlieue de Buenos Aires, entraînant la démission de celui-ci ainsi que celle de ses équipes.

Sandra Pettovello aurait en effet découvert des malversations dans son propre ministère grâce aux révélations faites par la chaîne d’information C5N le 27 mai. Des membres du secrétariat d’Etat, avec la complicité de l’ONG internationale Organisation des Etats ibéro-américains pour l’éducation, la science et la culture, auraient émis de fausses factures destinées à détourner une partie des fonds destinés à l’aide alimentaire. Une fraude similaire à celles dont M^{me} Pettovello accuse le mouvement associatif.

La ministre, proche de Javier Milei et à la tête d’un portefeuille gigantesque alors qu’elle n’a aucune expérience de gestion publique, est dans le collimateur de l’opposition qui a demandé sa démission. Le président argentin a immédiatement pris sa défense en la qualifiant de « meilleure ministre de l’histoire ». Pour le politologue Francisco Longa, cette affaire démontre au contraire que « c’est un gouvernement inexpérimenté qui ne peut pas bien gérer un Etat qu’il déprécie ». ■

ANAÏS DUBOIS

En Allemagne, la campagne des élections européennes marquée par une rare violence

Olaf Scholz envisage l’expulsion de « criminels », même syriens ou afghans

BERLIN - *correspondant*

Encore une attaque à l’arme blanche, encore à Mannheim et encore contre une personnalité politique. Quatre jours après l’activiste islamophobe Michael Stürzenberger, un représentant du parti d’extrême droite Alternative pour l’Allemagne (AfD) a été agressé dans cette ville du sud-ouest du pays, mardi 4 juin, mettant de nouveau à la une de l’actualité la question qui aura dominé la campagne européenne outre-Rhin : celle des violences, de plus en plus nombreuses, commises contre des militants et des élus de divers partis.

Cette fois, la victime s’appelle Heinrich Koch. Mardi soir, ce candidat figurant sur la liste de l’AfD aux municipales à Mannheim – le 9 juin, des scrutins locaux auront lieu en même temps que les européennes dans huit des seize Länder allemands – a été blessé au cutter par un homme qu’il a surpris en train de vandaliser des pancartes électorales. Blessé au visage et à l’abdomen, il a passé la nuit en observation à l’hôpital.

Dès l’annonce de la nouvelle, mercredi matin, plusieurs responsables de l’AfD ont évoqué une agression « à caractère politique », accusant l’auteur d’être « un extrémiste de gauche ». Sur X, la coprésidente du parti Alice Weidel a es-

par un candidat aux municipales membre des *Querdenker* (« libres-penseurs »), ce mouvement apparu pendant l’épidémie de Covid-19 pour s’opposer aux masques et aux vaccins. « En démocratie, on se combat pacifiquement, avec des arguments et rien d’autre », a rappelé M. Hebestreit.

L’agression dont a été victime M. Koch, à Mannheim, est intervenue alors que le pays était encore sous le choc de l’attaque au couteau perpétrée quatre jours plus tôt, dans cette même ville, par un Afghan de 25 ans arrivé outre-Rhin en 2014 et marié avec une Allemande, causant la mort d’un policier venu s’interposer et blessant cinq autres personnes. Cette fois, la cible était un rassemblement organisé par Michael Stürzenberger, fondateur de l’antenne munichoise de Pegida, un mouvement créé à Dresde (Saxe), à l’automne 2014, afin de lutter contre « l’islamisation de l’Occident ».

Alors que le parquet antiterroriste s’est saisi de l’enquête, des responsables politiques, appartenant majoritairement à la droite et à l’extrême droite mais aussi au SPD du chancelier Olaf Scholz, ont demandé une reprise des expulsions vers l’Afghanistan, suspendues depuis le retour au pouvoir des talibans, en août 2021. Le chancelier Olaf Scholz leur a emboîté le pas en déclarant à la tribune du Bun-

destag, jeudi matin, que « de tels criminels doivent être expulsés, même s’ils viennent de Syrie et d’Afghanistan », ajoutant que le ministère de l’intérieur a commencé à étudier la question.

Au sein du gouvernement, cette option ne fait pas l’unanimité. « Comment peut-on coopérer avec un régime terroriste islamiste avec lequel nous n’avons aucune relation ? Et comment exclure que le prochain attentat terroriste ne sera pas planifié de là-bas ? », avait estimé mercredi la ministre des affaires étrangères, Annalena Baerbock (Verts), dans un communiqué. « Nous devons aux victimes que les coupables purgent leur peine en prison et que les meurtriers ne soient pas remis en liberté en Afghanistan », a-t-elle ajouté.

A quelques jours des européennes, la fermeté affichée par les sociaux-démocrates n’est à l’évidence pas dénuée d’arrière-pensées, alors que le SPD est au cou-de-à-coude avec l’AfD, autour de 14-15 % des intentions de vote. Légèrement devant les Verts, les deux partis sont nettement devancés par les conservateurs de la CDU-CSU, que les sondages donnent depuis des semaines à environ 30 %, soit à peu près leur score de 2019, ce qui devrait en faire les grands vainqueurs du scrutin. ■

THOMAS WIEDER

Climat : tous les voyants sont au rouge

Alors que la Terre bat des records de températures pour le douzième mois de suite, l'ONU appelle de nouveau au sursaut

Nous avons besoin de trouver une sortie sur l'autoroute qui mène à l'enfer climatique. La bonne nouvelle, c'est que c'est nous qui conduisons.» Dans un discours majeur, ponctué des phrases-chocs dont il est coutumier, le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a martelé la gravité de la crise climatique et l'urgence à agir de manière plus ambitieuse, mercredi 5 juin, lors de la Journée mondiale de l'environnement. « Nous jouons à la roulette russe avec notre planète. Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes le danger », a-t-il insisté devant un parterre de personnels politiques, de chefs d'entreprise et de représentants de la société civile réunis au Muséum d'histoire naturelle de New York.

Quels que soient les chiffres ou les courbes que l'on regarde, les indicateurs sont tous au rouge. Mai 2024 est le mois de mai le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale depuis le début des relevés, a annoncé, mercredi, le Service Copernicus concernant le changement climatique (C3S). Mai poursuit ainsi une série de douze mois consécutifs qui battent leur propre record de chaleur, depuis juin 2023.

Sur les douze derniers mois, la température mondiale a ainsi atteint un niveau inédit, avec 0,75 °C au-dessus des normales (1991-2020) et 1,63 °C au-dessus de l'ère préindustrielle. Cette séquence est la deuxième plus longue dans les enregistrements, après seize mois record consécutifs en 2015-2016.

Un résultat « choquant » mais « pas surprenant », pour Carlo Buontempo, le directeur du C3S.

« Même si cette série de mois record finira par s'interrompre, la signature générale du changement climatique demeure et aucun signe de changement de cette tendance n'est en vue. Nous vivons une époque sans précédent », réagit-il. Mercredi, une étude internationale montrait également que le rythme du réchauffement est plus rapide que jamais.

Dommages « considérables »

Le dérèglement climatique est causé par la hausse continue des émissions de gaz à effet de serre liées à la combustion d'énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz) et la déforestation. A cette tendance de long terme s'est ajouté ces derniers mois le phénomène naturel El Niño, qui a dopé les températures mondiales. Il s'achève actuellement, après avoir débuté en juin 2023 et connu son acmé en décembre. Ce cocktail a provoqué de nombreux événements extrêmes dans le monde, qu'il s'agisse des canicules meurtrières en Inde, au Pakistan ou au Mexique, des inondations au Brésil, des sécheresses en Afrique australe ou encore d'un blanchissement massif des coraux du monde.

La fin des températures extrêmes n'est pas encore en vue. « L'année 2024 est en voie d'être la plus chaude jamais enregistrée, dépassant le record de 2023 », prévient Zeke Hausfather, climatologue à l'institut Berkeley Earth. « Elle sera sans doute la première année à dépasser un réchauffement de 1,5 °C », ajoute-t-il, en référence à l'objectif le plus ambitieux de l'accord de Paris de 2015. Cette surchauffe pourrait être quelque peu limitée en 2025, avec l'arrivée probable, au second semestre de 2024, d'un



Un patient épuisé par la chaleur, dans un hôpital d'Ahmedabad, en Inde, le 25 mai. AMIT DAVE/REUTERS

épisode La Niña qui devrait abaisser le thermomètre mondial.

Mais la tendance générale restera au réchauffement, comme le confirment les prévisions publiées mercredi par l'Organisation météorologique mondiale (OMM). Il est désormais probable (à 80 %) que la température moyenne annuelle du globe franchisse temporairement le seuil de 1,5 °C de réchauffement pendant au moins l'une des cinq prochaines années. Cette probabilité n'a cessé d'augmenter depuis 2015, année où elle était proche de zéro.

D'après ce rapport, entre 2024 et 2028, la température de surface devrait dépasser chaque année de 1,1 °C à 1,9 °C la période de référence 1850-1900. Par ailleurs, il est probable (à 86 %) qu'au moins l'une de ces années devienne la plus chaude jamais enregistrée, détrônant ainsi l'année 2023 – qui s'était établie à +1,45 °C par rapport à l'ère préindustrielle. Désormais, il y a même une chance sur deux (47 %) que la température moyenne sur la totalité de la période 2024-2028 dépasse de plus de 1,5 °C les valeurs préindustrielles.

« Non seulement nous sommes en danger, mais nous sommes le danger »

ANTONIO GUTERRES
secrétaire général de l'ONU

« Derrière ces statistiques se cache une sombre réalité, nous sommes loin d'atteindre les objectifs fixés dans l'accord de Paris », a déclaré Ko Barrett, secrétaire générale adjointe de l'OMM. La planète se dirige vers un réchauffement de 2,5 °C à 2,9 °C à la fin du siècle. « Nous devons d'urgence consentir davantage d'efforts pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, faute de quoi nous paierons un tribut de plus en plus lourd », ajoute-t-elle, citant les millions de victimes des extrêmes climatiques, les dommages « considérables » à l'environnement et à la biodiversité et les coûts économiques colossaux.

Les scientifiques ne cessent de le marteler : chaque fraction de degré compte. « La différence entre

1,5 °C et 2 °C, c'est la différence entre minimiser le chaos climatique et franchir des points de bascule dangereux », rappelle Antonio Guterres. Dépasser temporairement 1,5 °C ne signifie toutefois pas que « l'objectif est définitivement inatteignable », ce dernier se rapportant à un réchauffement à long terme sur plusieurs décennies.

« Fixer un prix réel du carbone »

Cette bataille « sera gagnée ou perdue dans les années 2020, sous le regard des dirigeants actuels », avertit Antonio Guterres. Tout dépendra des décisions qui seront prises, ou non, « dans les dix-huit mois à venir », jusqu'à la conférence climat (COP30) de Bélem (Brésil), en novembre 2025, qui marquera le dixième anniversaire de l'accord de Paris et doit voir tous les pays soumettre de nouveaux plans climatiques bien plus ambitieux.

Le secrétaire général de l'ONU a appelé tous les pays à réduire « considérablement » leurs émissions, à commencer par ceux du G20, responsables de 80 % des rejets carbonés mondiaux. Antonio Guterres exhorte les pays de l'Or-

ganisation de coopération et de développement économiques à mettre fin à l'utilisation du charbon d'ici à 2030 et à réduire de 60 % l'offre et la demande de pétrole et de gaz d'ici à 2035, tout en poursuivant le développement des énergies renouvelables. Quant aux autres Etats, ils devraient mettre fin « dès maintenant » aux nouveaux projets d'exploitation du charbon, en particulier en Asie, pour en sortir d'ici à 2040.

M. Guterres a en outre rappelé l'importance d'augmenter massivement les financements publics et privés pour aider les pays les plus pauvres, souvent fortement endettés, à s'adapter au dérèglement climatique et à effectuer leur transition écologique. Mais jugeant que ces efforts ne suffiront pas, il souhaite « fixer un prix réel du carbone » et taxer les bénéfices record des entreprises du secteur des combustibles fossiles, qualifiées de « parrains du chaos climatique ». Enfin, il demande aux agences de publicité et aux médias de refuser les campagnes de ces entreprises, qui pratiquent « un écoblanchiment décomplexé ».

AUDREY GARRIC

En Chine, une baisse des émissions de CO₂ qui reste à confirmer

Le recul de 3 % en mars est lié à la politique volontariste de Pékin en matière d'énergies propres, mais aussi à ses difficultés économiques

PÉKIN - correspondant

Le premier pollueur de la planète est-il sur le point de réussir à entamer une baisse durable de ses émissions de CO₂ ? Alors que le pays installe des panneaux solaires et des éoliennes à un rythme effréné, c'est l'hypothèse qu'avance un chercheur, au constat que les émissions de la Chine ont baissé de 3 % en mars, après quatorze mois consécutifs de hausse à la suite de la levée des restrictions liées à la pandémie.

L'expert Lauri Myllyvirta, cofondateur du Centre de recherche sur l'énergie et l'air propre et actuellement associé à l'Institut de recherche sur la Chine et le climat d'Asia Society, estime qu'à la condition de maintenir cette dynamique, la Chine pourrait voir ses émissions diminuer en 2024 par rapport à l'année précédente.

« La Chine a certainement la capacité de passer son pic dès maintenant, si elle maintient les bons choix politiques et continue d'ajouter autant d'énergies propres que l'an dernier », affirme M. Myllyvirta. Pékin passerait ainsi avec une marge de six ans

Les dirigeants chinois ont fait de l'économie de la transition une priorité

son engagement à voir ses émissions de CO₂ baisser « avant 2030 ». La trajectoire de l'économie chinoise dans les mois à venir sera déterminante pour préciser la date à laquelle est passé ce cap, qui constituerait une nouvelle encourageante dans un monde de catastrophes climatiques.

Tant les efforts chinois dans les nouvelles énergies que le ralentissement de secteurs historiques de son économie (immobilier, industries lourdes) permettent ces avancées. Les énergies dites propres sont devenues un moteur principal de sa croissance, poussant la Chine qui installe plus de la moitié des capacités mondiales à accélérer encore davantage. Les champs de panneaux solaires et les parcs éoliens s'y multiplient. Dans un pays

encore dépendant au charbon, cette poussée permet à la part d'énergies fossiles dans la production d'électricité de baisser de 67,4 % en mars 2023 à 63,6 % en mars 2024, à un moment où la demande augmente pourtant.

Le pays a posé 217 gigawatts (GW) de panneaux solaires en 2023, plus que le total cumulé sur le territoire américain. Il devrait ainsi franchir dès cette année son objectif fixé pour 2030 de 1200 GW de capacités de solaire et d'éolien. L'Union européenne, en comparaison, est actuellement proche de 480 GW d'éolien et de solaire.

Marché immobilier en crise

La trajectoire d'émissions de la Chine bénéficie aussi des difficultés du pays. Son marché immobilier est en crise, ce qui affecte lourdement les familles de la classe moyenne qui avaient placé leurs économies dans un appartement, mais permet dans le même temps de freiner des secteurs très polluants. Sa production d'acier a baissé de 8 % en mars, celle de ciment de 22 %.

Toutefois, beaucoup d'observateurs chinois se montrent pru-

dents. Les autorités tentent de déployer des mesures pour stabiliser le marché immobilier et ont fixé un objectif de croissance du PIB de 5 %, qui doit garantir un certain niveau d'emploi notamment pour les jeunes. Pékin balance entre ces différentes priorités. « La Chine installe 20 % de renouvelables supplémentaires chaque année mais il y a aussi énormément d'inconnues économiques. De sorte que fixer une date pour le pic d'émissions dès maintenant serait assez spéculatif. C'est pourquoi le gouvernement se tient à la formule "avant 2030" », explique Lin Boqiang, doyen de l'Institut d'études des politiques énergétiques à l'université de Xiamen, sur la côte sud-est de la Chine.

La trajectoire des émissions une fois passé le pic est une autre inconnue, car les émissions chinoises vont franchir leur maximum à un niveau très élevé. « Il y a en fait deux questions, quand la Chine atteint-elle le pic et à quel niveau parvient-elle à tomber ensuite ? Car si derrière elle reste sur un haut plateau, aura-t-il vraiment été pertinent de se féliciter du

pic ? », s'interroge Hu Min, directrice de l'Institut pour la décarbonation mondiale, basé à Pékin.

Les dirigeants chinois ont fait de l'économie de la transition une priorité. Ils constatent qu'être en pointe sur l'installation de renouvelables permet au pays d'assurer sa part dans la lutte contre le réchauffement, mais aussi de créer de nouveaux emplois et de prendre un certain leadership politique sur ce sujet, alors que la Chine est aussi le premier émetteur, avec un tiers des émissions de CO₂ pour un peu moins de 18 % de la population mondiale. Les succès actuels confortent les responsables politiques dans l'idée que la transition énergétique est aussi l'avenir économique.

Mais d'autres facteurs entrent en ligne de compte. La guerre en Ukraine et les tensions au Moyen-Orient ont donné à la Chine de nouveaux exemples des risques que la géopolitique peut faire peser sur l'approvisionnement en pétrole et en gaz. Le charbon, dont elle est richement dotée, reste une valeur sûre. La multiplication des saisons de sécheresse, comme celle vécue en 2022, avec des fleu-

ves à des niveaux extrêmement bas pour les barrages hydroélectriques et des foyers se ruant sur les climatiseurs qui font bondir la demande, a aussi souligné le besoin de sources constantes. Le charbon là encore, malgré ses effets néfastes, a rappelé son utilité.

Avant de procéder à des annonces triomphantes, Pékin regarde ce que font les autres : pourquoi se contraindre au risque de se dédire ensuite, si les compétiteurs ne suivent pas ? Pékin observe les élections américaines de novembre de près, avec la possibilité, en cas de retour de Donald Trump à la présidence, qu'il affaiblisse les engagements américains. La Chine passerait encore plus de mauvais à bon élève, mais elle ne serait pas poussée à en faire davantage. « A quel point les autres tiennent leurs engagements est un facteur important, constate Ma Jun, fondateur de l'Institut d'affaires publiques et environnementales, une ONG chinoise. La Chine s'est tellement investie qu'elle ne retournera pas en arrière. Mais l'effort global joue beaucoup sur sa détermination. » ■

HAROLD THIBAUT



Le président de la République, Emmanuel Macron, au haras national de Saint-Lô, dans la Manche, le 5 juin, à l'occasion des commémorations des 80 ans du Débarquement.

GUILLAUME HERBAUT/
VU POUR « LE MONDE »



Macron, la campagne mémorielle

Le chef de l'Etat enchaîne les cérémonies pour les 80 ans du Débarquement, avant les élections européennes

PLUMELEC (MORBIHAN), CAEN -
envoyée spéciale

Une déferlante. Alors que la liste de la majorité présidentielle est largement distancée par celle du Rassemblement national (RN) dans les sondages et dangereusement talonnée par celle du Parti socialiste (PS) et de Place publique, Emmanuel Macron aura été omniprésent durant cette dernière semaine de campagne pour les élections européennes du dimanche 9 juin, saturant l'espace médiatique de son verbe et de son image.

A l'occasion des célébrations du 80^e anniversaire du Débarquement en Normandie, le chef de l'Etat enchaîne les cérémonies, mettant en garde à chaque fois, sur fond de montée de l'extrême droite, contre le risque d'un retour de la guerre en Europe. Pas moins de huit rendez-vous ont ainsi été programmés en trois jours, avec autant de prises de parole largement retransmises sur les chaînes de télévision. Dans le droit-fil de la stratégie

En s'annonçant aux JT de TF1 et France 2 trois jours avant le scrutin européen, le président a dépassé les bornes, selon les oppositions

consistant depuis plusieurs semaines à faire du conflit en Ukraine le sujet phare de la campagne des européennes, a priori mobilisateur dans son électorat, Emmanuel Macron a invité le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à la cérémonie internationale qui se déroule, jeudi 6 juin, à Omaha Beach, dans le Calvados ; un symbole fort, alors que la Russie n'a pas été invitée. Le dirigeant ukrainien y côtoiera le président américain, Joe Biden, et son épouse, Jill Biden, mais aussi le roi d'Angleterre, Charles III, le chancelier allemand, Olaf Scholz, le chef de l'Etat italien, Sergio Mattarella, et une quinzaine de chefs d'Etat et de gouvernement. Volodymyr Zelensky et Emmanuel Macron signeront dans la foulée, vendredi en fin d'après-midi à l'Elysée, deux accords représentant 650 millions d'euros de prêts et de dons pour Kiev.

« Polémiques politiciennes »

Faisant feu de tout bois, le chef de l'Etat français a également profité de l'occasion pour proposer à Joe Biden, lui aussi en campagne, de prolonger son séjour en France par une visite d'Etat, samedi, qui se conclura par un prestigieux banquet d'Etat, le soir même à l'Elysée.

Mais c'est en s'annonçant aux journaux de 20 heures de TF1 et France 2 de jeudi soir – soit trois jours seulement avant le scrutin – que le chef de l'Etat a dépassé les bornes aux yeux des oppositions. Car il y traitera beaucoup de la politique internationale, mais aussi « un peu » des élections européennes, précise l'Elysée. « S'il parlait simplement des commémorations du Débarquement et

du 80^e anniversaire et de l'importance que ça a dans notre histoire, je ne vois aucun problème à cela, évidemment. Mais ils annoncent déjà qu'il va évoquer la situation internationale et qu'il va parler des européennes ! », s'est indigné, lundi, Raphaël Glucksmann, tête de liste PS-Place publique.

Marine Le Pen, la cheffe de file des députés du RN, aurait, elle aussi, « préféré qu'il s'abstienne d'évoquer les européennes ». Quant à François-Xavier Bellamy, tête de liste Les Républicains (LR), il s'élève contre les « abus de communication » de l'exécutif dans les médias.

Car cette « invitation » dans les journaux télévisés intervient la même semaine que la visite impromptue du premier ministre, Gabriel Attal, lundi, dans l'auditorium de Radio France, afin de prendre la parole à la place de Valérie Hayer, la tête de liste Renaissance. Une intervention vivement dénoncée de gauche à droite. Des « polémiques politiciennes », regrette-t-on à l'Elysée, « dans ce moment qui devrait être un moment d'unité nationale ».

Saisie par les oppositions, notamment LR et La France insoumise, mais pas par le RN, l'Arcom, le régulateur de l'audiovisuel, a indiqué mardi que « tout ou partie des propos tenus » par M. Macron, jeudi soir, lors de son entretien télévisé, « pourra être pris en compte » dans le temps de parole de la liste du camp présidentiel.

Le contraste est toutefois frappant entre la dénonciation d'une supposée « exploitation » des commémorations par le chef de l'Etat au niveau national et le déroulement très républicain des cérémonies du Débarquement, auxquelles participent avec enthousiasme les élus de tout bord, conscients que la mémoire se perd.

Ainsi, mercredi matin, à Plumelec, village de 2700 âmes dans le centre du Morbihan, Emmanuel Macron est-il venu rendre hommage à « l'esprit de sacrifice » des résistants bretons. Parmi les notables présents sur place, qui se pressent pour remercier le chef de l'Etat à l'issue de la cérémonie, l'ancien maire (PS) de Quimper Bernard Poingnant juge que celui-ci fait œuvre utile et remplit son rôle de « pédagogue » en étirant sur trois jours les commémorations.

Bains de foule

« Le Débarquement a commencé en Bretagne, rappelle ce proche de François Hollande. On connaît le maquis du Vercors, mais on ne connaît pas celui de Saint-Marcel [Morbihan]. On connaît Oradour-sur-Glane [Haute-Vienne], mais pas les pendus de Tulle [où se rendra le président de la République le 10 juin]. En venant ici, Emmanuel Macron fait de l'histoire, pas de la politique. »

Un peu plus tard à Saint-Lô, dans la Manche, « capitale des ruines », selon l'écrivain Samuel Beckett, le chef de l'Etat rend hommage aux victimes civiles des bombardements alliés. Il salue les habitants de cette « ville martyre sacrifiée pour libérer la France », détruite à plus de 90 % dans le sillage du débarquement du 6 juin 1944. Puis multiplie les selfies, notamment aux côtés du député (LR) de la circonscription, Philippe Gosselin.

En fin de journée, dans la préfecture du Calvados, le président de la République dépose une gerbe en mémoire des 73 fusillés de la prison de Caen, « le plus

L'enthousiasme des élus locaux lors des célébrations contraste avec les dénonciations de récupération au niveau national

grand crime de guerre commis par les nazis en Normandie ». Une visite « hautement appréciée », lui signifie Gérard Fournier, président de l'association Mémoires de la Résistance et de la déportation normandes, alors que l'Etat soutiendra les travaux de recherche des dépouilles, restés vains jusqu'ici. « Si les oppositions jugent qu'il ne faut pas célébrer toutes ces mémoires, qu'ils nous disent lesquelles passer sous silence, interroge un conseiller du président de la République. Celle des maquisards ? Celle des civils ?... »

Dans la majorité, où l'on s'est convaincu que « tout se joue dans les derniers jours », rares sont ceux qui misent sur les commémorations du Débarquement pour franchir la barre des 20 % au soir du 9 juin. « On ne sait pas si cela a un impact, et ce n'est pas la question », jure un conseiller d'Emmanuel Macron.

François Patriat, président du groupe macroniste au Sénat, est l'un des rares à penser que ces trois jours de commémorations peuvent avoir un effet dans les urnes, au terme d'une campagne atone. « On a une campagne à la fois irrationnelle et froide, raisonne l'élu de Côte-d'Or. Irrationnelle, car c'est un vote d'humeur,

parfois même de haine. Et froide, car aucun argument ne fonctionne, les gens ne se sentent pas concernés. » En créant de l'émotion, ces cérémonies « entraînent des conversations dans les familles, les grands-parents parlent de leur guerre aux petits-enfants. Cela peut provoquer une prise de conscience », espère-t-il.

Mais il est bien seul. « Il ne faut pas confondre la mémoire et l'histoire avec la politique et les élections, ce n'est pas du même ordre », corrige le député (Alliance centriste) du Finistère Jean-Charles Larssonneur, présent mercredi à Plumelec.

A chacune de ces étapes, Emmanuel Macron s'offre surtout des bains de foule de plus d'une heure, qui finissent par apparaître comme l'objectif véritable de cette boulimie mémorielle. A Saint-Lô, une admiratrice l'invite à « continuer », à « ne pas lâcher ». « Je ne lâcherai pas », lui réplique-t-il. Frustré de ne pas pouvoir mener lui-même cette bataille des européennes, de n'avoir même pas pu débattre avec Marine Le Pen, le chef de l'Etat fait campagne à sa façon... avec ses moyens de président de la République.

Ce périple mémoriel se terminera vendredi à Bayeux (Calvados), où Emmanuel Macron marchera dans les pas du général de Gaulle : le comédien Michel Fau lira le fameux discours de Bayeux du chef de la France Libre, prononcé le 14 juin 1944, « un discours de renaissance de la France à travers la Libération », selon l'Elysée. Puis le chef de l'Etat délivrera, en toute humilité, son propre « discours de Bayeux ». Le dernier avant le scrutin. ■

NATHALIE SEGUAUNES

Redoutant une défaite aux européennes, la majorité se projette dans l'après

Soucieux de minimiser les conséquences nationales d'une possible déroute électorale lors du scrutin du 9 juin, le chef de l'Etat paraît tenté par le statu quo dans les semaines à venir

Ce lundi 3 juin, Emmanuel Macron est « en pleine forme » au dire des convives réunis dans la salle des fêtes de l'Elysée. Le temps devient, enfin, estival sur Paris, et le chef de l'Etat, qui remet la Légion d'honneur à Renaud Muselier, le président de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, semble avoir admis la dérouté qui se profile dimanche 9 juin, lors des élections européennes. C'en est fini du déni et des calculs arithmétiques où le président de la République expliquait par A + B que le score du camp présidentiel pouvait aller au-delà de 20 %. « Il ne donne plus de chiffres », respire un proche du chef de l'Etat, alors que l'enquête de l'institut Ipsos pour *Le Monde*, publiée lundi, crédite la liste portée par Valérie Hayer de 16 % des intentions de vote. Un coup de tonnerre est plausible avec une liste du Rassemblement national (RN) conduite par Jordan Bardella, qui pourrait rafler plus de 30 % des suffrages. Et personne n'exclut tout à fait l'hypothèse que la liste macroniste finisse en troisième position, derrière celle du candidat de la gauche modérée, Raphaël Glucksmann.

Un tel tsunami obligerait le chef de l'Etat à réagir et, sans même attendre le verdict des urnes, les scénarios de l'après se dessinent. Emmanuel Macron écoute, de-

puis des semaines, les suggestions des uns et des autres. Doit-il nouer une coalition avec Les Républicains (LR) pour remédier au problème de sa majorité relative au Parlement ? Changer de premier ministre ? Envisager une dissolution de l'Assemblée nationale ? Proposer un référendum pour redonner la parole au peuple ? Le président de la République « ne dit rien mais il a sa stratégie dans sa tête », veut croire Renaud Muselier.

Après « l'initiative politique d'ampleur », annoncée à l'été 2022, puis le « grand rendez-vous avec la nation » promis fin 2023, on entend désormais parler à Matignon d'une « initiative majeure ». Laquelle ? « Mystère et boule de gomme », résume Hervé Marseille, sénateur des Hauts-de-Seine et président de l'Union des démocrates indépendants (UDI).

Le chef de l'Etat, qui n'aime guère agir sous la pression, pour-

« Etre inerte, c'est déjà être en mouvement », théorise-t-on sérieusement au palais présidentiel

rait surtout être tenté par le statu quo. Le scrutin du 9 juin, « c'est l'élection de députés européens, et la conclusion sera donc, d'abord, européenne », a-t-il prévenu dès le 5 mai, dans un entretien à *La Tribune Dimanche*. Sans conséquence nationale, donc. « Etre inerte, c'est déjà être en mouvement », théorise-t-on sérieusement au palais présidentiel, où l'on assure que les européennes servent d'abord de « défouloir ». L'entourage d'Emmanuel Macron tente de convaincre qu'elles ne sont pas un reflet de la réalité de l'opinion, mais des « élections en trompe-l'œil ». Pour preuve, la victoire de l'Union pour un mouvement populaire, en 2009, n'a pas empêché la droite de perdre la présidentielle de 2012.

« Faire mumuse avec Eric Ciotti » A Matignon, on semble vouloir s'inspirer de Manuel Valls qui, après avoir acté le « séisme » qui avait propulsé le Front national en tête des européennes en 2014, proposait « d'aller plus vite » dans les réformes du pays, lorsqu'il était premier ministre. « On fonce et on serre les rangs », décrit-on dans l'entourage de Gabriel Attal, où l'on égraine, à partir du 10 juin, un programme axé sur les thématiques de l'école, de la santé, du travail et de la violence des mineurs à l'approche de l'anniversaire des émeutes de juillet 2023.

L'opinion publique, veut-on croire au sommet de l'Etat, oubliera vite une possible déconfiture du camp présidentiel grâce au coup d'envoi de l'Euro de football, le 14 juin, suivi de la préparation des Jeux olympiques de Paris. Les grandes vacances d'été doivent achever de faire passer au second plan ce scrutin qui n'a jamais passionné les foules.

Mais peut-on faire le dos rond alors que l'extrême droite séduit, élection après élection, chaque fois plus de Français ? « Il y a une colère. Quand le peuple s'exprime, il est dangereux de ne pas l'écouter », alerte un ministre de poids. « Nous ne sommes pas condamnés à être spectateurs de l'arrivée au pouvoir du RN ! Ne pas tenir compte du scrutin des européennes serait une erreur », abonde Franck Louvrier, maire (LR) de La Baule (Loire-Atlantique). L'ancien communicant de Nicolas Sarkozy milite, comme ce dernier, pour que le scrutin du 9 juin serve de déclic à une alliance entre Les Républicains et le camp présidentiel. « La politique, c'est de l'arithmétique. C'est bien simple, il faut faire des additions », plaide-t-il.

Las. Au Palais-Bourbon, Les Républicains préfèrent s'installer dans le rôle d'opposants, imaginant avoir des chances de reprendre l'Elysée en 2027. Le président du Sénat, Gérard Larcher, dont le nom avait été cité pour occuper Matignon en cas d'accord de gouvernement, a vertement démenti, le 4 juin, convoiter le poste de premier ministre. « Il y a beaucoup de fantasmes autour de cette coalition. Ce n'est pas le moment », conclut Yannick Neuder, député (LR) de l'Isère, proche de Laurent Wauquiez. Lequel se prépare à représenter le parti de droite lors de la prochaine présidentielle.

Une coalition avec LR, qui ferait pencher la Macronie un peu plus à droite, est de toute façon rejetée par l'aile gauche de la majorité et par le MoDem. Issu du Parti socialiste, le président (Renaissance) de la commission des lois, Sacha Houlié, a fait savoir que si Gérard Larcher devenait chef du gouvernement, il quitterait le groupe macroniste à l'Assemblée. « Se rapprocher des LR ? Après leur tweet sur l'Algérie ? », s'étrangle Erwan Balanant, élu (MoDem) du Finistère, en référence au mes-

A l'automne, le gouvernement se sait à la merci d'une possible motion de censure

sage polémique du parti d'Eric Ciotti, le 30 mai, sur le réseau social X, appelant l'Algérie à reprendre « criminels, délinquants, clandestins ».

« La réponse aux européennes doit être politique et pas politique. Les Français ne nous demandent pas de faire mumuse avec Eric Ciotti mais d'apporter des résultats ! », s'agace un ministre issu de LR. Une ligne partagée par Gabriel Attal, qui entend rester aux manettes et se présente comme le mieux à même de mener une politique plutôt à droite, sans faire fuir l'aile gauche.

Reste à savoir si l'exécutif peut réformer le pays en continuant à pratiquer le cabotage pour composer avec sa majorité relative. Cette perspective affole une partie du camp présidentiel, éprouvé par le climat de tension à l'Assemblée nationale, où chaque texte à défendre prend les allures d'une guerre de tranchées.

« Trois ans, c'est long » A l'automne, le gouvernement se sait à la merci d'une possible motion de censure que les élus LR se disent prêts à déposer lors de l'examen du budget au Parlement. Gabriel Attal, qui a dîné le 15 mai avec Laurent Wauquiez, pense être en mesure d'éloigner cette menace. Le président de la région Auvergne-Rhône-Alpes, proche d'une vingtaine de députés LR, lui a expliqué qu'il ne comprenait pas l'intérêt d'un tel coup de poker.

Mais « trois ans, c'est long », souligne Gilles Finchelstein, secrétaire général de la Fondation Jean Jaurès. « Avancer dans la caverne, dans le noir, sans lampe torche, c'est un peu angoissant », soupire un député macroniste, qui redoute qu'une ambiance de fin de règne s'installe. « On va gémir mais on ne va pas faire de coup d'Etat », philosophe Jean-Louis Bourlanges, député (MoDem) des Hauts-de-Seine.

Si Emmanuel Macron sera tou-

jours à son poste après les européennes, ce scrutin pourrait toutefois compliquer la fin de son second mandat. Car la sanction électorale annoncée aigüise les appétits des prétendants à sa succession. Edouard Philippe, chef de file du parti Horizons, qui assume se préparer pour 2027, s'est déjà distingué, le 21 mai, en émettant des critiques à peine voilées sur la manière dont le président a géré le dossier brûlant de la Nouvelle-Calédonie.

Jusqu'ici « loyal » au chef de l'Etat, le maire du Havre (Seine-Maritime) sera plus « libre » de sa parole après les européennes, annonce son entourage, prédisant que « ses différences » vont être « de plus en plus visibles ». Horizons prévient que ses parlementaires ont prévu de se réunir dès le lendemain du 9 juin, à 8 h 30, pour tirer les conséquences du scrutin, avant un bureau politique le soir même.

« Edouard Philippe ? Il est dans une stratégie d'autonomisation depuis 2020 », relativise un conseiller de Gabriel Attal. « Quand les vents sont de face, il vaut mieux des marins que des ventilateurs », soupire un proche d'Emmanuel Macron. Quitte à s'attirer les foudres de la Macronie, l'ex-premier ministre exerce d'ores et déjà un pouvoir d'attraction auprès de députés Renaissance en quête de nouveau chef. Une dizaine d'élus macronistes pourraient basculer dans le camp philippiste après le 9 juin, s'angoisse-t-on au QG du parti présidentiel.

Soucieux d'éviter une éventuelle implosion de la majorité, Gabriel Attal doit réunir l'ensemble des parlementaires Renaissance, Horizons et MoDem, le 11 juin, à Matignon. François Bayrou, le président du MoDem défend, lui, dans *Le Figaro* du 4 juin, l'idée d'un rapprochement entre Renaissance et le MoDem dans « un grand parti central, démocrate et républicain ». Cette « fameuse maison commune », décrypte le député (MoDem) du Loiret, Richard Ramos, aurait pour objet de « revenir à l'esprit de 2017 », en réunissant sous une même « holding » les alliés d'Emmanuel Macron. Une maison dont Edouard Philippe pourrait être exclu. ■

ROBIN D'ANGELO ET CLAIRE GATINOIS

De l'Assemblée à l'Elysée, Zelensky attendu à Paris pour aborder les « besoins » de l'Ukraine

Le discours prévu vendredi, à deux jours des élections européennes, du président ukrainien à l'Assemblée nationale suscite la controverse chez les élus de l'opposition

Une rare allocution devant l'Assemblée nationale d'un chef d'Etat en guerre. Les députés sont conviés, vendredi 7 juin, à un discours du président ukrainien en personne, Volodymyr Zelensky, dans l'hémicycle du Palais-Bourbon. Avant sa prise de parole, prévue aux alentours de 9 h 45, il doit être accueilli par la présidente de l'Assemblée nationale, Yaël Braun-Pivet.

« Je suis très heureuse que l'Assemblée nationale puisse accueillir le président Zelensky. (...) Nous devons continuer à entretenir cette relation étroite avec les Ukrainiens et les assurer de notre soutien », a-t-elle déclaré, mardi soir, devant les députés qui débattaient en séance du projet de loi sur la fin de vie, après l'interpellation du chef de file des députés (Les Républicains, LR) Olivier Marleix. Ce dernier est allé jusqu'à faire un rappel au règlement, estimant « déplacé », et même « regrettable », d'inviter le président Zelensky à « quarante-huit heures » des élections européennes du 9 juin. « Cela n'enlève rien, évidemment, à notre soutien aux Ukrainiens », a-t-il souligné.

Vendredi, M. Zelensky doit prononcer un discours d'une ving-

taine de minutes, en présence du premier ministre, Gabriel Attal, et de membres du gouvernement : Sébastien Lecornu (armées), Stéphane Séjourné (affaires étrangères) et Marie Lebec (relations avec le Parlement). L'occasion pour le dirigeant, dont le pays subit l'offensive de l'armée russe de Vladimir Poutine depuis plus de deux ans, de rappeler la nécessité d'un soutien militaire à sa nation.

Invitation de dernière minute Alors que, ces derniers mois, Emmanuel Macron n'a pas exclu un éventuel envoi de troupes françaises en Ukraine – ce qui a suscité la controverse parmi ses alliés ainsi que la colère de la Russie –, le président de la République et son homologue ukrainien doivent s'entretenir à l'Elysée, vendredi, pour aborder notamment les « besoins » de Kiev face à Moscou, a annoncé, mardi, la présidence française. Selon les informations du *Monde*, les autorités françaises réfléchissent à l'envoi d'instructeurs français et européens en Ukraine.

C'est la deuxième fois, depuis l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le 24 février 2022, que M. Zelensky est amené à s'exprimer de-

vant la représentation nationale. Moins d'un mois après l'offensive du Kremlin, il avait pris la parole par visioconférence devant les élus français, le 23 mars 2022, dans le cadre d'une tournée virtuelle des Parlements européens, visant à mobiliser la communauté internationale. Cette année, cette invitation de dernière minute à l'Assemblée s'inscrit dans le cadre des commémorations du 80^e anniversaire du Débarquement. M. Zelensky était attendu dès jeudi en Normandie, aux côtés d'Emmanuel Macron et du président des Etats-Unis, Joe Biden.

A quelques jours du scrutin européen, cette superposition des calendriers mémoriel et électoral agace les oppositions, qui accusent une nouvelle fois M. Macron de « parasiter » la dernière ligne droite de la campagne, selon les mots de M. Marleix, et d'« essayer de tirer un avantage politique » du conflit russo-ukrainien, comme de l'exposition médiatique des commémorations du Débarquement. « C'est une volonté de manipulation de l'opinion », a renchéri la présidente du groupe Rassemblement national (RN) à l'Assemblée, Marine Le Pen, mercredi, sur

Sud Radio. « On ne va pas se mettre en rang pour applaudir une chose [l'invitation de M. Zelensky] sur laquelle on ne nous a jamais demandé notre avis », a prévenu le leader de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, mardi, lors d'un meeting à Evry.

Entre les députés retenus en circonscription et ceux réticents à offrir une image d'unité nationale autour du chef de l'Etat, rien ne garantit à M. Zelensky de pouvoir s'exprimer ce 7 juin devant un Hémicycle plein et acquis à sa cause.

« De la même façon qu'on ne choisit pas le jour du Débarquement, malheureusement la guerre ne connaît pas d'interruptions », a balayé, mardi, M^{me} Braun-Pivet. Au sein du camp présidentiel, une telle séquence est jugée « sans influence dans la campagne » de la tête de liste Renaissance Valérie Hayer, largement distancée dans les intentions de vote par le RN. Mais l'espoir subsiste qu'elle permette de mobiliser un électorat qui avait soutenu Emmanuel Macron lors de la présidentielle de 2022, fort de l'« effet drapeau » suscité par le retour de la guerre sur le sol européen. ■

MARIAMA DARAME

Débadoc

un doc

ORADOUR, LES PASSEURS DE MÉMOIRE

suivi d'un débat

Oradour 80 ans après

JEUDI 6 JUIN À 22.50 SUR

france.tv

3 nouvelle acquisition

Bellamy, la stratégie du coup d'éclat

Le candidat LR aux européennes s'est montré plus percutant, mais les intentions de vote stagnent

La ligne d'arrivée des élections européennes en vue, François-Xavier Bellamy donne dans la métaphore cycliste. Pour la tête de liste Les Républicains (LR), tout se joue maintenant « dans le sprint » après une longue étape de plaine. En 2019, le jeune candidat avait calé dans les derniers kilomètres, réalisant le score de 8,48 %, après un début de campagne prometteur. Cinq ans plus tard, lors du scrutin qui a lieu dimanche 9 juin, il a pour seule mission d'éviter une chute sous les 5 %, synonyme de disparition de la droite française du Parlement européen.

Depuis janvier, l'eurodéputé de 38 ans arpente le pays, multiplie les visites thématiques... L'occasion, à chaque étape, de prendre une photo avec la figure locale, et de recevoir le compliment de rigueur. Lundi 3 juin, à Caen, son ami Hervé Morin (président de la région Normandie et des Centristes, parti allié de LR) a manqué de le faire rougir au moment de louer « un homme qui nous élève intellectuellement quand on l'écoute ». La centaine de militants présents acquiesce, revigorée par la charge de leur candidat sur des « abus de communication » de la majorité présidentielle dans les médias.

Le même jour, M. Bellamy a volé au secours de Valérie Hayer, la tête de liste du camp Macron, en s'indi-

gnant de l'intervention surprise de Gabriel Attal, le matin même, à Radio France, pour la soutenir. « Franchement, ça s'arrête quand ce spectacle ? », a-t-il dénoncé sur X, en accusant l'exécutif de « passer son temps à saturer l'espace médiatique ». Nouveau succès viral pour le Versaillais, après son coup de gueule du 23 mai (vu plus de 5 millions de fois sur les réseaux sociaux) pour déplorer l'organisation du débat entre le premier ministre et le candidat du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella. Même la gauche avait applaudi sa critique d'une « mise en scène artificielle » par le service public, qui serait, selon lui, le « signe d'une crise démocratique assez profonde ».

Coups de barre à droite

Le philosophe de formation fait aussi face à un paradoxe. D'un côté, il déplore « l'ère d'une politique qui contemple son propre spectacle » ; de l'autre, il force sa nature pour donner dans le coup d'éclat. La fin justifie parfois les nouveaux moyens. Depuis son intervention le 7 mai devant Sciences Po, à Paris, pour braver les étudiants propalestiniens et le député « insoumis » du Val-de-Marne Louis Boyard, François-Xavier Bellamy a musclé une campagne jugée trop sérieuse en interne, dans un premier temps.



François-Xavier Bellamy, lors du lancement de sa campagne, à Aubervilliers (Seine-Saint-Denis), le 23 mars. JULIEN MUGUET POUR « LE MONDE »

Depuis début mai, François-Xavier Bellamy a musclé une campagne jugée trop sérieuse en interne

Crédité de 7 % des intentions de vote, selon la cinquième vague de l'enquête de l'institut Ipsos, en partenariat avec le Cevipof, l'Institut Montaigne, la Fondation Jean Jaurès et *Le Monde*, publiée le 3 juin, il a compris qu'il devait d'abord exister pour être écouté, avant d'espérer convaincre.

Depuis ses coups de gueule, qui n'ont pas eu d'effets visibles dans les sondages, les compliments tournent en boucle à droite, sur le thème : « Bellamy ne mérite pas » ou « on n'avait pas mieux en magasin ». Même les moins convaincus concèdent que l'étiquette LR est un boulet accroché aux mocassins de l'eurodéputé.

Alors qu'en France, la droite vit un déclassement électoral, la tête de liste cherche à s'extraire d'un cadre national mortifère pour

placer le débat au niveau européen. Là où sa formation appartient au groupe dominant, le Parti populaire européen (PPE). Ce qui lui permet d'appeler à un vote utile en sa faveur, afin de peser à Bruxelles ou Strasbourg. M. Bellamy dénonce le match factice entre le RN et le camp Macron (« un clivage qui n'existe pas en Eu-

rope ») pour mieux promouvoir celui entre la droite et la gauche.

Pour alimenter cette opposition, M. Bellamy donne des coups de barre très à droite. Après avoir critiqué le Conseil constitutionnel en avril en jugeant que « notre droit rend l'Etat impuissant sur l'immigration illégale », il a à nouveau ciblé l'institution le 28 mai, après qu'elle a considéré que l'aide juridictionnelle d'Etat doit être aussi accordée aux étrangers en situation irrégulière.

Paix fragile

Sa campagne s'inscrit dans le glissement volontaire de LR vers l'extrême droite, avec des charges contre l'Etat de droit et un discours toujours plus musclé sur l'immigration. Et quand le compte X de LR publie, le 30 mai,

un message invitant l'Algérie à reprendre « criminels, délinquants, clandestins », M. Bellamy déplore la forme, mais pas le fond.

A l'exception de Xavier Bertrand, le président LR de la région des Hauts-de-France, qui a dénoncé un message « indigne », les ténors du parti de droite n'ont, eux, pas bronché. Certains parce qu'ils ne trouvent rien à redire au message, d'autres pour ne pas perturber la campagne. Une paix des braves fragile jusqu'au vote du 9 juin, où le résultat de la liste Bellamy portera une bonne partie de l'avenir de la droite. Lui-même l'a dit par le passé : « A moins de 5 %, on devient l'UDI [Union des démocrates et indépendants] et il faudra arrêter de croire qu'on peut présenter un candidat à la présidentielle. » ■

ALEXANDRE PEDRO

A La Réunion, un ex-élu soupçonné d'avoir fait payer ses loyers par la collectivité

L'ancien président du conseil régional Didier Robert, relaxé en mai dans une autre affaire, sera jugé en octobre pour « détournement de fonds publics, concussion, prise illégale d'intérêts »

SAINT-DENIS (LA RÉUNION) - correspondant

Pas de commentaires, bonne journée. » Malgré une relaxe générale dans le procès portant sur des soupçons d'emplois fictifs au sein de son cabinet, Didier Robert (divers droite), ancien président du conseil régional de La Réunion (de 2010 à 2021), a préféré esquisser les journalistes, le 21 mai, à sa sortie du palais de justice de Saint-Denis. Les juges ont estimé que « l'enquête (...) n'a pas permis de réunir les éléments permettant de retenir que les emplois litigieux ont été fictifs en tout ou en partie ». Les faits visaient le recrutement de huit conseillers techniques ou chargés de mission.

Si cet ancien député, sénateur et leader de la droite locale, âgé de 60 ans, a choisi de ne pas célébrer ostensiblement cette victoire judiciaire, à l'image d'autres protagonistes du dossier, c'est en raison de nouveaux rendez-vous qui l'attendent. Dans cette affaire d'emplois fictifs, le parquet de Saint-Denis a décidé de faire appel. Sans compter qu'un autre procès se profile pour Didier Robert.

Une semaine avant la décision du tribunal correctionnel, l'ex-président du conseil régional a été entendu, en audition libre, par la brigade financière du service territorial de police judiciaire, dans le cadre d'une enquête préliminaire sur ses loyers personnels pris en

Selon l'enquête préliminaire, Didier Robert a confondu sciemment « indemnité de séjour » et « indemnité de résidence »

charge par la collectivité de 2016 à 2020. Une procédure ouverte en 2022 après un signalement de la chambre régionale des comptes. L'enquête est désormais bouclée, observe la procureure de Saint-Denis, Véronique Denizot. Le procès est programmé en octobre pour des faits présumés de « détournement de fonds publics, concussion, prise illégale d'intérêts ».

Lors de son second mandat à la tête de la région Réunion, Didier Robert a perçu, entre 2016 et 2020, entre 2700 et 2790 euros mensuels, soit plus de 135 000 euros, au titre d'une « indemnité de séjour ». Celle-ci a été votée par l'assemblée plénière régionale, le 5 janvier 2016, avant que l'ex-président signe lui-même la délibération. Elle s'appuie sur un article du code général des collectivités territoriales indiquant que le conseil régional peut « attribuer au président

une indemnité de séjour, dans la limite des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, en raison des frais qu'il a engagés pour être présent au chef-lieu de région pour assurer la gestion des affaires de la région ».

Selon l'enquête préliminaire, Didier Robert a confondu sciemment « indemnité de séjour » et « indemnité de résidence ». La première couvre des frais ponctuels d'hébergement, quand un président doit rester dans la ville où il ne réside pas et où est installé le conseil régional, pour les besoins de ses fonctions. Or des indemnités ont été versées à Didier Robert pour chaque jour de l'année sur la période concernée, y compris lorsqu'il partait en déplacement hors de La Réunion.

« Vengeance politique »

D'après les investigations des policiers, des documents officiels attestent que l'ancien président de région vivait à Saint-Denis de façon permanente et ne pouvait donc pas prétendre à être défrayé pour ses séjours. La Cour des comptes a relevé, en outre, que, si Didier Robert touchait jusqu'à 2790 euros d'indemnités, son loyer à Saint-Denis était de 2300 euros, comme l'indique le bail à son nom.

Interrogé sur cette indemnité, l'ancien élu a toujours affirmé qu'elle lui a été versée « de façon lé-gale », et qu'il a décidé de ne plus la

percevoir en 2020, après sa décision de se présenter aux élections municipales à Saint-Denis en s'inscrivant sur les listes électorales. Cette indemnité venait jusque-là compenser le loyer d'une maison en location prise uniquement pour lui permettre d'assurer ses fonctions, défend-il.

« Il est passé du statut de président en fonctions à Saint-Denis à celui de résident », appuie son avocat, M^e Philippe Creissen, qui dénonce une « erreur complète d'appréciation » de la part du parquet de Saint-Denis de La Réunion sur la nature de l'indemnité. « Après avoir subi une relaxe générale, M^{me} la procureure fait les fonds de tiroir pour obtenir à tout prix une condamnation de Didier Robert, s'insurge M^e Creissen. Nous sommes au fin fond de la vengeance politique. »

Après avoir été condamné, en mai 2021, à quinze mois de prison avec sursis et trois ans d'inéligibilité pour des rémunérations litigieuses dans la société publique locale Réunion des musées régionaux, Didier Robert a annoncé, six mois plus tard, « renoncer à tout mandat électif », tout en abandonnant son procès en appel. L'entourage de l'ancien élu, devenu restaurateur, et de nouveau éligible, milite pour son retour en politique lors des élections municipales de 2026, et au sein d'une droite locale en manque de leadership. ■

JÉRÔME TALPIN

Une enquête ouverte à l'encontre d'Eric Piolle

Le maire écologiste de Grenoble aurait passé un accord illégal avec un collaborateur

Le parquet de Grenoble a annoncé, mercredi 5 juin, avoir ouvert une enquête préliminaire pour des soupçons de « concussion » à l'encontre du maire de la ville alpine, l'écologiste Eric Piolle, de son ancienne première adjointe et députée (La France insoumise, LFI) de l'Isère, Elisa Martin, et d'un ancien collaborateur de l'édile.

L'enquête vise à éclaircir les faits exposés dans un article paru dans *Le Canard enchaîné*, ce même mercredi. Selon l'hebdomadaire satirique, Eric Piolle aurait passé, en décembre 2016, un marché avec un proche collaborateur : il lui proposait de lui verser une augmentation de salaire, qui le faisait passer de 3 000 euros à 3 600 euros mensuels. Mais à une condition, moins avantageuse : il devait rétrocéder 400 euros en liquide à la première adjointe à la mairie, Elisa Martin.

Un agrément illégal, qui aurait perduré durant quatre ans, jusqu'au départ du collaborateur de M. Piolle, et permis à M^{me} Martin, devenue députée en 2022, de percevoir 16 800 euros en liquide au total. Si la somme paraît faible par rapport à d'autres affaires de détournement, l'ironie provient de ce qu'elle semble avoir été destinée à compenser les propres engagements de campagne du maire de Grenoble et de son adjointe.

En 2014, Eric Piolle avait acquis une stature nationale en devenant, après Dominique Voynet à

Montreuil (Seine-Saint-Denis), le deuxième maire écologiste d'une ville de plus de 100 000 habitants. Une victoire obtenue notamment grâce à l'alliance nouée avec le Parti de gauche de Jean-Luc Mélenchon, dont la représentante locale, Elisa Martin, figurait en deuxième position sur la liste « Grenoble, une ville pour tous ».

Parmi les propositions phares de la liste d'alliance, on trouve alors « diminuer les indemnités d'élus » et « réaliser le non-cumul des mandats ». La hausse de 25 % de rémunération des adjoints, votée par la mandature précédente, doit être supprimée, de même que les jetons de présence dans les organismes paramunicipaux. Enfin, le cumul de deux exécutifs est interdit. M^{me} Martin doit donc renoncer à son mandat de conseillère régionale et aux revenus afférents, et se serait trouvée en difficulté financière, d'où le recours à ce montage baroque.

Sollicitée, Elisa Martin, de même que le cabinet du maire de Grenoble, n'a pas répondu aux demandes du *Monde*. L'ancien collaborateur a également décliné nos demandes de contact. Lors d'une conférence de presse, mercredi soir, Eric Piolle, qui « pense toujours représenter une certaine éthique politique » a fustigé son ex-collaborateur qui selon lui « cherche à réécrire l'histoire », et assuré que « la justice fera son travail ». ■

SAMUEL LAURENT
ET RAPHAËLLE LAVOREL

Logement social : le Sénat assouplit encore les règles en commission

Les parlementaires ont amplifié les concessions déjà faites aux maires dans le projet de loi sur le développement de l’offre de logements abordables

Ce projet de loi n'est pas inintéressant, mais il n'est aucunement en capacité d'apporter une réponse à la crise du logement. » Tel est le constat posé par Dominique Estrosi Sassone, élue des Alpes-Maritimes et présidente (LR) de la commission des affaires économiques du Sénat, laquelle examinait, mercredi 5 juin, le texte du gouvernement sur le développement de l'offre de logements abordables. Un jugement partagé au sein de cette commission, à la majorité de droite, comme le Sénat : elle a voté une version largement remaniée de ce texte, qui sera débattue en séance à compter du 18 juin, avant un examen à l'automne par l'Assemblée nationale.

« Ce texte ne propose pas de vision, ni de dispositions fiscales ou budgétaires, qui sont pourtant nécessaires, notamment pour soutenir la demande dans un contexte de taux d'emprunt élevés et pour créer du logement social. A défaut, nous avons voulu donner plus d'ampleur aux mesures proposées, et redonner la main et des outils

aux maires pour répondre à leurs besoins de logements », résume la sénatrice du Pas-de-Calais (Union centriste) et corapporteuse du texte Amel Gacquerre.

La commission est allée bien plus loin que le texte initial dans l'assouplissement du dispositif prévu par la loi solidarité et renouvellement urbain (SRU) de 2000, qui oblige les communes urbaines à atteindre progressivement 20 % ou 25 % de logements sociaux parmi leurs résidences principales.

Le gouvernement voulait autoriser les communes ayant déjà 10 % ou 15 % de logements sociaux à intégrer dans leurs objectifs triennaux jusqu'à un quart de logements intermédiaires, qui, avec leurs loyers plus élevés, sont destinés à la classe moyenne supérieure. Cette disposition, pourtant contestée, y compris par la Défenseure des droits qui demande son retrait, a été étendue par les sénateurs aux communes qui sont à la moitié de leur objectif-cible, ainsi qu'à celles, très nombreuses, qui n'ont

pas signé un contrat de mixité sociale avec le préfet.

Un garde-fou a été renforcé : le cumul des logements intermédiaires et des logements sociaux PLS (ceux dont les loyers sont les plus chers) ne pourra pas représenter plus de 30 % de la production sociale, contre 40 % dans le projet de loi initial. En revanche, les logements intermédiaires créés ne seront pas comptabilisés en tant que résidences principales, et ne contribueront donc pas à augmenter le nombre de logements sociaux à construire par le maire.

Surloyers cantonnés

Surtout, les sénateurs ont très fortement réduit les pouvoirs de sanction du préfet : il pourra seulement doubler (au lieu de quintupler) les indemnités financières dues par les communes déclarées carencées en raison de leur retard, et il ne pourra plus leur reprendre leur droit de préemption et de délivrance des permis de construire. La commission nationale SRU, qui peut préconiser d'alour-

dir les sanctions décidées, est pour sa part supprimée.

Les sénateurs ont également amplifié une autre nouveauté du texte, qui alimente les craintes de clientélisme. Le gouvernement souhaitait redonner la main aux maires seulement lors des premières attributions de logements sociaux (afin de les encourager à en créer), et si la commune n'est pas carencée au titre de la loi SRU. La commission a remplacé cet article 2 par les mesures d'une proposition de loi adoptée au Sénat en octobre 2023, à l'initiative de la corapporteuse du texte Sophie Primas (LR) : tous les maires se voient ainsi dotés d'un droit d'opposition motivée sur l'ensemble des attributions de logements sociaux, et ils deviennent décisionnaires pour les primo-attributions du contingent préfectoral (lequel représente 25 % des attributions), alors que le projet de loi requerrait l'accord du préfet.

La commission sénatoriale a en revanche limité la possibilité pour un bailleur social, lors d'un changement de locataire, d'augmenter le loyer d'un logement ancien à la hauteur du loyer d'un logement neuf. Une mesure du projet de loi qui, selon son communiqué, « donne la nette impres-

sion que l'Etat cherche à faire payer les locataires pour redonner aux bailleurs les marges de manœuvre financières qu'il leur a lui-même retirées il y a sept ans », en les obligeant à compenser par une baisse de loyer la baisse des aides personnalisées au logement qu'il versait aux locataires de HLM.

Les élus ont aussi cantonné les surloyers dans les logements sociaux : ils sont d'accord avec le ministre du logement Guillaume Kasbarian pour les imposer dès qu'un locataire dépasse le plafond de ressources (et non quand il le dépasse de 20 %), sauf pour les locataires de logements « très sociaux » et les bénéficiaires de la « prime Macron », ainsi que dans des zones définies par le maire. Dans son avis, rendu mardi 4 juin, la Défenseure des droits avait suggéré de retirer aussi cette évolution, qui pourrait « réduire l'accessibilité [des logements sociaux] pour les ménages modestes ».

Plusieurs dispositions ont été ajoutées afin de « faciliter le logement des travailleurs de première ligne », indique la commission, et notamment ceux de la fonction publique, reprenant des suggestions du rapport du député Renaissance David Amiel, remis en avril au gouvernement. Elle a ainsi créé des résidences à vocation d'emploi, où des alternants, des intérimaires, des salariés en contrat à durée déterminée ou en mobilité pourraient loger pour une durée comprise entre une semaine et dix-huit mois. La vice-présidente de la commission, Viviane Artigas, indique qu'« il s'agit d'une des rares mesures soutenues par les sénateurs du groupe socialiste dont je fais partie, avec l'article 3, qui aide les maires à mieux maîtriser le foncier et son prix ». ■

CLAIRE ANÉ

Les sénateurs ont très fortement réduit les pouvoirs de sanction du préfet contre les communes déclarées carencées

Un Russo-Ukrainien interpellé pour un projet d’action violente

Cet homme de 26 ans a été placé en garde à vue, lundi. Le Parquet national antiterroriste a ouvert une enquête, confiée à la DGSI

Un homme de 26 ans possédant les nationalités russe et ukrainienne, soupçonné d'avoir projeté une action violente en France, a été placé en garde à vue, lundi 3 juin, a annoncé mercredi le Parquet national antiterroriste (PNAT), confirmant une information du Journal du dimanche. Le PNAT a ouvert une enquête pour « association de malfaiteurs terroriste », confiée à la direction générale de la sécurité intérieure (DGSI).

Cette affaire, qui pourrait être la première de cette nature en France depuis le début de la guerre menée en Ukraine par la Russie, a été découverte de façon fortuite lundi soir après que les sapeurs-pompiers ont pris en charge l'homme, grièvement blessé par l'explosion d'un engin explosif dans sa chambre d'un hôtel de Roissy-en-France (Val-d'Oise), ville où se situe l'aéroport international Paris-Charles-de-Gaulle. Il a été hospitalisé avant d'être interrogé sous le régime de la garde à vue par la DGSI.

Un combattant de l'armée russe « Les premières constatations sur les lieux des faits ont conduit à la découverte de produits et de matériels destinés à la fabrication d'engins explosifs. Un de ces dispositifs avait explosé », a précisé le PNAT dans un communiqué. Selon une source proche de l'enquête, des téléphones portables permettant la confection d'engins explosifs ont été retrouvés, et les tests réalisés sur les produits ont révélé la présence de nitrate d'ammonium, qui peut être utilisé dans la fabrication de bombes artisanales.

La menace d'attentats prorusses a été anticipée par plusieurs services de renseignement européens

L'homme, né dans le Donbass, région ukrainienne actuellement occupée par l'armée russe, aurait acquis la nationalité russe il y a quelques années. Selon les informations du Monde, il aurait combattu au sein de l'armée russe pendant deux ans et serait arrivé en France récemment. Alors que le pays célèbre les 80 ans du débarquement du 6 juin 1944 en Normandie, la découverte de ces engins explosifs et le possible engagement prorusse du suspect ont conduit le PNAT à se saisir de cette enquête, initialement ouverte par le parquet de Pontoise.

La menace d'attentats prorusses a été anticipée par plusieurs services de renseignement européens, a révélé le 5 mai le Financial Times. Selon le quotidien britannique, les services de quatre pays ont récemment alerté leurs gouvernements respectifs du risque d'actes de sabotage « imminents » pilotés par la Russie, qui intensifierait ses efforts pour mener des attentats à la bombe clandestins, des incendies criminels et endommager des infrastructures dans plusieurs pays européens.

De fait, la liste des actes criminels attribués à la Russie à travers

le continent s'est allongée depuis le début de la guerre en Ukraine, en février 2022. Mi-avril, deux citoyens russes, qui avaient aussi la nationalité allemande, ont été interpellés en Bavière pour avoir planifié des sabotages contre des « installations des forces armées américaines », selon le parquet antiterroriste allemand. La ministre allemande de l'intérieur avait dénoncé sur son compte X « de possibles attentats à l'explosif qui devaient saper notre aide militaire à l'Ukraine » pour le compte du « régime criminel de Poutine ».

En avril toujours, cinq hommes ont été mis en examen au Royaume-Uni pour « avoir visé des entreprises liées à l'Ukraine afin d'en faire bénéficier l'Etat russe », selon la division antiterrorisme du parquet britannique. Ils seront jugés en 2025 pour leur implication dans l'incendie criminel, perpétré en mars, d'entrepôts industriels appartenant à un couple d'Ukrainiens installé à Londres. Des documents de justice publiés fin avril avaient lié l'affaire au groupe paramilitaire russe Wagner.

En Pologne aussi, plusieurs incendies criminels ont récemment conduit à l'interpellation d'une dizaine de personnes « directement impliquées au nom des services russes dans des actes de sabotage », a déclaré le 20 mai le premier ministre polonais, Donald Tusk. Il s'agissait de ressortissants ukrainiens, biélorusses ou polonais, parfois recrutés dans les milieux criminels. En Suède, les autorités enquêtent par ailleurs sur une série de déraillements ferroviaires soupçonnés d'être des actes de sabotage soutenus par le Kremlin. ■

SOREN SEELOW

Dossier spécial

ÉLECTIONS EUROPÉENNES

ÉTATS-UNIS — TRUMP COUPABLE ET FIER DE L'ÊTRE ISRAËL-HAMAS — LE FORCING AMÉRICAIN POUR UNE TRÊVE

6 JUIN 1944 LE RÔLE DES MÉDIAS DANS LE DÉBARQUEMENT

Courrier international

N° 1763 du 6 au 12 juin 2024
courrierinternational.com
France : 4,90 €

Abonnés en France : 120 000
Abonnés en Europe : 100 000
Abonnés hors Europe : 10 000
Abonnés en ligne : 10 000
Abonnés en kiosque : 10 000
Abonnés en abonnement : 10 000

EXTRÊME DROITE

MAIN BASSE SUR L'EUROPE

Oubliées les velléités de sortir de l'Union européenne : aujourd'hui, les droites radicales entendent la réformer de l'intérieur. La vague populiste annoncée lors des élections du 9 juin pourrait bien bouleverser le projet européen.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

DÈS LE 6 JUIN

« Fusionner les médias publics ne constitue pas une réforme »

Claire Enders, chercheuse experte des médias, estime qu'un financement pérenne et indépendant de l'audiovisuel public est indispensable à la démocratie

ENTRETIEN

Elle est souvent présentée comme la grande prêtresse des médias au Royaume-Uni. Très influente, au-delà même des frontières de son pays, Claire Enders a fondé, avec sa sœur jumelle, Enders Analysis, la principale société britannique d'étude et de conseil sur les médias et les télécoms. Alors que l'examen en première lecture à l'Assemblée nationale de la proposition de loi visant à réformer l'audiovisuel public français est reprogrammé au 24 juin, la chercheuse et experte indépendante explique en quoi l'analogie avec la BBC, brandie par les partisans de la fusion, manque de pertinence dans le contexte français.

Quel regard portez-vous sur la réforme de l'audiovisuel public souhaitée par le gouvernement français ?

Un projet de fusion des entreprises de l'audiovisuel public, mû par le seul plaisir de le réaliser, ne constitue pas une réforme. La véritable réforme, ce serait de supprimer toute épée de Damoclès au-dessus de la tête de l'audiovisuel public. Or la redevance a été supprimée il y a deux ans. Cela a constitué un acte politique et tragique, car le contrôle de l'Etat sur les médias publics est devenu direct. Il faut un financement pérenne, affranchi du pouvoir politique et des cycles électoraux. Sans quoi je ne crois pas que fusionner les entreprises de l'audiovisuel public soit une bonne idée. La pression de la concurrence est déjà telle, sur l'ensemble du paysage audiovisuel, que forcer les chaînes et antennes à suivre un objectif qu'elles ne soutiennent pas risque de les distraire de leur mission d'information et de culture. Je dirais que la séparation actuelle des entreprises protège cha-

cune d'elles : aucun président tout-puissant ne peut détruire toutes ces sociétés à la fois. Alors que les réunir en une seule rendrait celle-ci beaucoup plus vulnérable. Or amoindrir l'audiovisuel public, c'est amoindrir la démocratie.

Qu'entendez-vous par un financement « affranchi des cycles électoraux » ?
La BBC a des moyens garantis sur dix ans, ce qui empêche le pouvoir en place de menacer ses ressources par pure fantaisie. Lorsqu'ils étaient au pouvoir, Boris Johnson, l'ancien premier ministre, et Nadine Dorries, sa ministre de la culture, ont bien essayé d'éliminer la redevance et la BBC. Nous avons vécu des années de danger, et notre système n'est pas inaltérable. Mais la BBC avait beau taper sur les nerfs de Boris Johnson et du clan conservateur – comme l'extrême droite, ils pensent que l'audiovisuel pu-

blic est là pour assurer leur propagande –, il aurait fallu qu'ils restent au pouvoir jusqu'en 2028 pour toucher à la redevance. En France, les contrats d'objectifs et de moyens, qui lient les médias publics et le ministère de la culture, sont conclus pour cinq ans [depuis peu, puisque cela ne date que de la précédente ministre de la culture, Rima Abdul Malak]. Mais il faudrait qu'ils le soient pour dix ans. Sinon, on ne peut pas dire que la démocratie est saine et sauve.

Que pensez-vous de la très forte mobilisation des salariés de Radio France, mais aussi de ceux de France Médias Monde et de l'Institut national de l'audiovisuel ?
Comme l'ont dit les grévistes, le pluralisme n'est garanti nulle part. Or la France se dirige vers un système à la Viktor Orban en Hongrie. Quand on voit ce qui s'est passé là-bas, ils ont raison de penser que la fusion, sans financement indépendant garanti, les mettrait dans une position précaire.

Que voulez-vous dire ?
Nous avons fait une étude pour comprendre d'où venait le racisme en France. Globalement, les journaux français diffusent un discours respectueux envers les personnes qui viennent de l'étranger. Le grand discours raciste vient plutôt des médias sociaux. Et ça fait peur, car la France est dominée par la conversation néfaste et horrible qui s'y tient. Il faut maintenir un service public fiable contre la mésinformation propagée par des acteurs français ou étrangers, qui se développe d'autant plus grâce à l'intelligence artificielle.

La BBC n'a pas constitué un rempart contre l'accession

« Le pluralisme n'est garanti nulle part. Or la France se dirige vers un système à la Viktor Orban en Hongrie »

de Boris Johnson au pouvoir ni contre le vote en faveur du Brexit...

C'est vrai. C'est donc qu'elle n'a aucun pouvoir réel sur les votes. Mais ce n'est pas son rôle. Et la situation aurait été pire sans elle. En revanche, transformer le service public en organe de publicité du gouvernement, comme on le voit en Hongrie, garantit le fascisme et la fin réelle de la démocratie.

Les promoteurs français de la fusion prennent toujours la BBC comme exemple. Ont-ils raison de le faire ?

On ne peut pas vraiment comparer la situation en France et celle qui prévaut au Royaume-Uni. D'abord, parce qu'il y a chez nous davantage de concurrence parmi les chaînes de télévision et les plates-formes, ensuite, parce que nous disposons de journaux beaucoup plus robustes que les vôtres. Les Français, eux, ne lisent pas assez de journaux. Ceux-ci sont, en outre, détenus, pour la plupart, par des oligarques impliqués dans l'activité de l'Etat. Par ailleurs, la charte royale de la BBC, renouvelée tous les dix ans, n'est pas soumise à l'avis obligatoire du Parlement, qui ne gère pas le dossier. Le projet de fusion français peut bien donner l'impression de copier l'organisation de la BBC, il ne peut pas dissimu-

ler le fait qu'il expose l'audiovisuel public aux manigances du gouvernement et du Parlement, et politise son financement.

La BBC est une institution aux yeux des Britanniques. En France, les médias publics sont la cible d'attaques récurrentes, notamment de la part de la droite. Comment l'expliquer ?

Le service public français est né pour fournir au pays une information de qualité et faire en sorte que les soutiens de base d'une démocratie universelle soient accessibles à tous, gratuitement. La BBC a toujours été un phare d'espoir dans les temps pénibles de la guerre, et c'est la raison pour laquelle cette institution est encore protégée de nos jours. Si votre audiovisuel public avait 100 ans, comme le nôtre, peut-être le respecteriez-vous mieux.

En France, la publicité sur les antennes publiques est limitée. Faut-il la supprimer ?

Je fais campagne pour préserver votre patrimoine et votre futur démocratique depuis la suppression de la redevance. Je l'ai dit mille fois : si la voix de la BBC porte, c'est aussi parce qu'elle n'a jamais reçu 1 centime de la publicité. Nous avons toujours respecté une ligne rouge entre médias publics et médias privés. Cela les préserve de se faire la guerre pour le moindre centime de publicité, comme on le voit en France ou en Italie.

Il ne faut nullement compromettre la capacité des chaînes privées à se maintenir. Mais il serait plus facile pour le service public de lâcher la pub s'il avait des garanties sur son financement à long terme et si sa gouvernance était réellement indépendante. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR AUDE DASSONVILLE

La nomination très politique de Lise Boëll à la tête de Fayard

L'éditrice de l'extrême droite prend les rênes d'une maison affaiblie par le départ de nombreux auteurs et des mois d'incertitudes

Impossible de trouver un timing plus symbolique : à quatre jours des élections européennes du dimanche 9 juin, que les sondeurs pronostiquent comme favorables au Rassemblement national (RN), la direction d'Hachette Livre – qui appartient désormais, par le biais de Lagardère, au groupe de Vincent Bolloré, Vivendi – a annoncé la nomination de Lise Boëll comme PDG des éditions Fayard. Il était difficile de choisir un profil plus politiquement connoté. M^{me} Boëll, directrice générale, depuis février, de l'ancienne petite filiale de Fayard, Mazarine, souhaitait publier le premier ouvrage de Jordan Bardella, président du RN. Mais les fuites sur son manuscrit ont agacé ce dernier, au point qu'il a fait savoir qu'il avait mis fin à sa collaboration avec cette éditrice ayant déjà publié bon nombre d'auteurs d'extrême droite comme Eric Zemmour, président de Reconquête!, ou Philippe de Villiers. C'est peu dire que les différends stratégiques et politiques entre les ex-dirigeantes de Fayard et son nouvel actionnaire se sont concentrés dans cette maison d'édition. Tout d'abord, Sophie de Closets – maltraitée par Nicolas Sarkozy, administrateur de Lagardère – avait démissionné en mars 2022, en emportant avec elle une cohorte des meilleurs écrivains de la maison (Virginie Grimaldi, Jacques Attali, Barbara Cassin, Alain Badiou...).

Son ex-adjointe Isabelle Saporta, nommée, elle, grâce à M. Sarkozy, s'est aussi heurtée à la stratégie mise en place par Vivendi. Elle a refusé que Lise Boëll utilise la

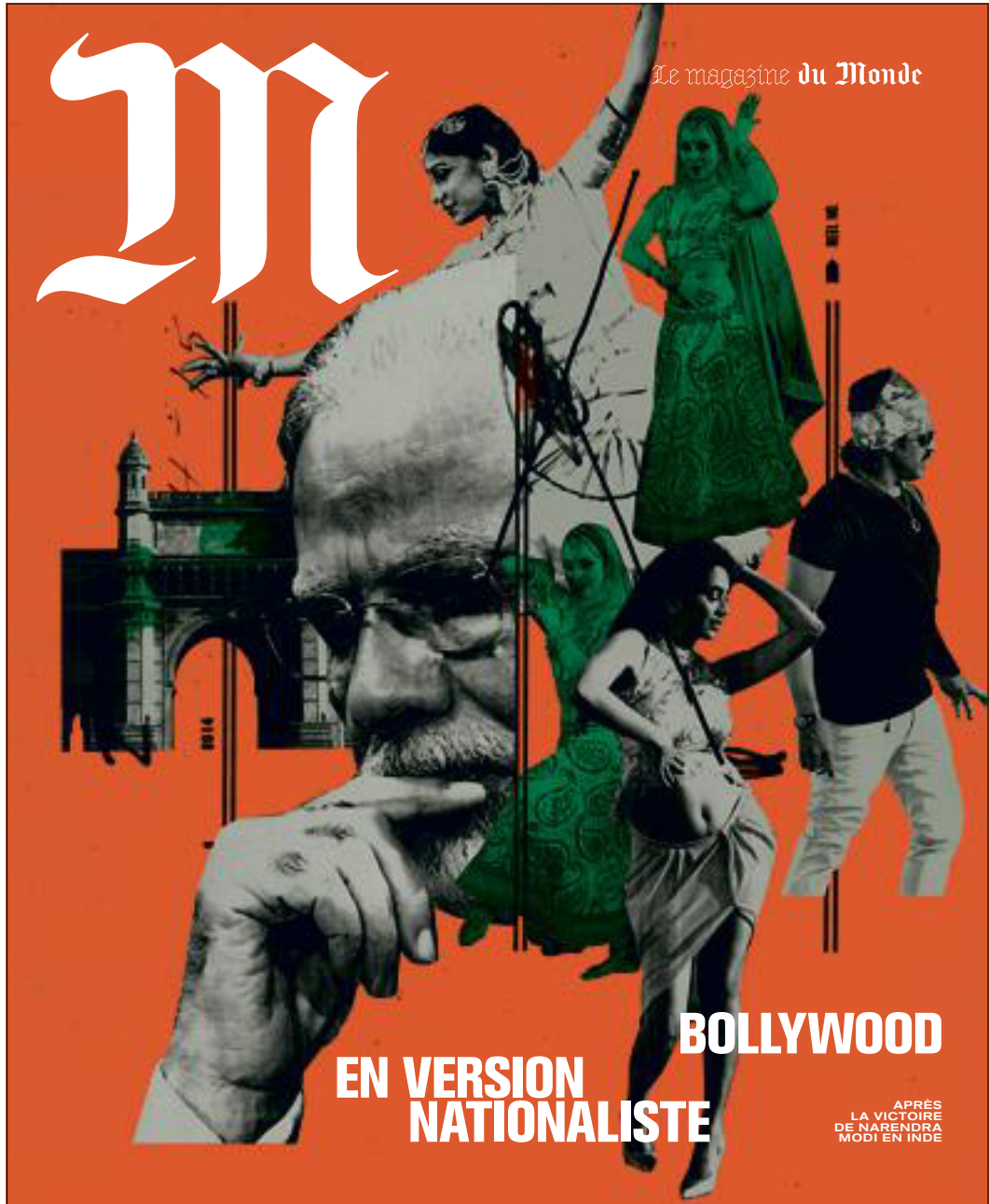
marque Fayard pour l'accoler à celle de Mazarine, devenue trop marquée politiquement. Jusqu'à être contrainte de démissionner. Pour reprendre les commandes de Fayard, la direction d'Hachette Livre a alors proposé le poste à Alexandre Wickham – directeur éditorial chargé de la non-fiction chez Albin Michel –, ce qu'il a refusé. Elle avait aussi songé, sans plus de succès, à Sébastien Le Fol, ex-directeur de la rédaction du *Point*. Faute de solution, Hachette Livre a donc choisi d'assumer plus franchement la présence de Lise Boëll, en la nommant directement à la tête de Fayard.

« Salariés en souffrance »

Agée de 57 ans, cette éditrice a d'abord travaillé chez TF1, puis chez Albin Michel. On lui doit les succès populaires de *Dora l'exploratrice* ou des best-sellers sur la santé de Frédéric Saldmann ou de Natacha Castréstré sur le développement personnel. Ainsi que la publication d'ouvrages d'auteurs d'extrême droite. Elle a quitté Albin Michel quand Eric Zemmour a été remercié de la maison, avant d'entrer en campagne pour l'élection présidentielle de 2022. Proche de l'équipe dirigeante de Vivendi, qui détenait alors le groupe Editis, Lise Boëll a été imposée en novembre 2021 à la tête de Plon, l'une des prestigieuses filiales du groupe. L'actionnaire avait maintenu une direction bicéphale dans cette maison, déjà dirigée par Céline Thoulouze. Ce schéma a conduit à une rivalité fratricide entre les deux équipes. Pire, deux enquêtes indépendantes sur le management de Lise Boëll ont, en 2022 et 2023, dénoncé

« des salariés en souffrance », « des risques de harcèlement moral », « des atteintes à la dignité » et « des humiliations répétées en public ». Malgré ce constat accablant, Vivendi l'avait choisie, en mars 2023, pour diriger seule la maison. Aujourd'hui, les auteurs redoutent une reprise en main politique de Fayard. Jusqu'à présent, la croisade civilisationnelle de Vincent Bolloré, conservateur et catholique revendiqué, était circonscrite aux médias qu'il détient grâce à Vivendi. Comme en témoigne la mise au pas de ses chaînes de télévision (CNews ou C8), de sa radio Europe 1 ou de ses journaux, *Paris Match* et *Le Journal du dimanche*, dont la quasi-totalité de la rédaction a préféré partir après une grève historique au moment où l'ancien directeur de la rédaction de *Valeurs actuelles*, Geoffroy Lejeune, en a pris les rênes, en 2023. Hachette Livre traverse une période de turbulences puisque Arnaud Lagardère a été mis en examen, le 29 avril, pour « diffusion d'informations fausses ou trompeuses, achat de vote, abus de biens sociaux et abus de pouvoir, et non-dépôt de comptes » dans le cadre d'une information judiciaire, ouverte en avril 2021, par le Parquet national financier. Il a été interdit d'exercer son mandat de PDG du groupe Lagardère, ce dont il compte faire appel. C'est dans ce contexte que la direction de Vivendi nomme une candidate qui annonce franchement sa couleur politique. Un nouveau séisme dans une maison devenue plutôt comateuse après l'hémorragie de ses auteurs et les récents mois d'incertitudes. ■

NICOLE VULSER



PODCASTS
Le goût de M

INSTAGRAM
@M_magazine

EN VENTE DÈS DEMAIN

Vent de fronde chez le géant breton du cochon

Des adhérents dénoncent l’opacité de Cooperl Arc Atlantique, la plus grosse coopérative porcine de France

RENNES - correspondant

Ils ont donné rendez-vous au *Monde* dans une zone commerciale de la banlieue de Saint-Brieuc. Discretion oblige. Dans le recoin d’un café, deux éleveurs de cochons détaillent la « *partie d’échecs* » actuellement à l’œuvre à Cooperl Arc Atlantique, principale coopérative porcine française (2,79 milliards de chiffre d’affaires en 2022, 3 000 agriculteurs associés et 7700 salariés).

Ces agriculteurs refusent de donner leurs noms et prénoms. Débit mitraillette, Bertrand – prénom d’emprunt – explique : « *Nous devons, pour l’heure, rester anonymes pour éviter des représailles. Ce que vous devez comprendre, c’est que nous parlons au nom d’un collectif de 308 agriculteurs décidés à reprendre en main leur coopérative.* »

Le nombre et les identités de ces éleveurs ont été confirmés par le cabinet parisien d’avocats Chatain Associés qui s’est chargé de réclamer en leur nom la révocation de l’intégralité du conseil d’administration de la coopéra-

Depuis 2023, les éleveurs constatent un dévissage des prix de 6 centimes par kilo en moyenne

tive et l’élection d’une nouvelle équipe à l’occasion de l’assemblée générale annuelle programmée le 21 juin. Voilà qui ressemble à une tentative de coup d’Etat en règle. Maître Antoine Chatain cite les statuts du groupement qui autorisent cette manœuvre à condition d’être fomentée par un dixième des adhérents.

Un tel mouvement de fronde détonne dans ce monde agricole qui a souvent la réputation d’être féroce à l’encontre de ceux qui perturbent l’ordre établi. D’autant plus qu’il intervient au sein de la puissante Cooperl Arc Atlantique, présidée par Bernard Rouxel qui n’a pas souhaité répondre aux sollicitations du *Monde*.

Opacité de la gouvernance

Cette entreprise est une locomotive économique en Bretagne, région où la moitié des porcs français sont élevés. Le groupement figure parmi les dix plus importantes coopératives du pays, des mastodontes qui orchestrent et commercialisent la production de la majorité des agriculteurs. Nombre de ces entreprises sont critiquées pour l’opacité de leur gouvernance, mais aussi de leurs résultats.

C’est particulièrement vrai à Cooperl Arc Atlantique que le grand public a découvert à l’occasion de l’affaire du « *cartel du jambon* ». Le groupe breton a été condamné avec une dizaine d’autres pour des ententes sur les prix. Le 7 mars 2024, la cour d’appel de Paris a confirmé la condamnation de Cooperl Arc Atlantique, mais elle a allégé l’amende à 13 millions d’euros. L’entreprise a annoncé son pourvoi en cassation.

Assis aux côtés de Bertrand, Grégoire – un prénom d’emprunt – tient à défendre sa coopérative comme un outil « *nécessaire* ». Il dit se mobiliser pour « *rétablir la démocratie* » au sein d’une structure qui agit « *désormais comme un rouleau compresseur* ». Lié par un contrat



Un camion de la Cooperl, à Lamballe (Côtes-d’Armor), en 2015. CLAUDE PRIGENT/PHOTOPQR/« LE TÉLÉGRAMME »/MAXPPP

renouvelable de cinq ans, l’éleveur s’agace de payer produits et services plus chers à sa coopérative qu’ailleurs alors qu’elle négocie les bêtes à des prix moins intéressants que ceux pratiqués au Marché du porc breton, la référence nationale.

Depuis 2023, les clients de maître Antoine Chatain constatent un dévissage des prix de six centimes par kilo en moyenne. Une exploitation de 200 truies perdrait ainsi 36 000 euros par an. Un manque à gagner qui reste pour le moment supportable pour des éleveurs de cochons qui évoluent actuellement dans un contexte économique plus favorable que les aviculteurs, les maraîchers ou les producteurs de lait. « *Nous avons vécu tellement de périodes difficiles dans le porc qu’on ne peut pas se permettre de rater nos belles années. C’est justement parce que nous n’avons pas la tête sous l’eau que nous devons mener ce combat stratégique au sein de notre coopérative* », défend Grégoire.

Les 308 opposants à la direction ont réclamé les comptes de la coopérative et de sa myriade de filiales pour jauger la santé financière

du groupe. Des données « *laissées à la discrétion du conseil d’administration* », rétorque Bernard Rouxel, président de Cooperl Arc Atlantique, dans une lettre que *Le Monde* a consultée.

La révocation et l’élection d’un nouveau conseil d’administration figureront-elles à l’ordre du jour de l’assemblée générale du 21 juin ? Dans *Ouest-France*, le 31 mai, Bernard Rouxel dit « *vérifier* » le bien-fondé de la demande. Quelques jours plus tôt, il notifiât pourtant son refus par courrier. « *Mes clients sont prêts à tout mettre en œuvre pour que le débat ait lieu* », prévient Antoine Chatain. Le Haut conseil de la coopération agricole, établissement d’utilité publique censé être le garde-fou du secteur, a été averti de la situation.

La perspective d’une révocation du conseil d’administration inquiète l’équipe de Bernard Rouxel. Prompts à vanter la démocratie comme une valeur cardinale et à rappeler qu’« *un adhérent égal une voix* », les promoteurs du modèle coopératif connaissent les faibles taux de participation au sein de leurs instan-

ces. Selon une étude du Haut conseil, plus une coopérative est importante, moins elle mobilise. Seulement 21 % des adhérents des groupements générant plus de 300 millions de chiffre d’affaires votent. Avec 308 convaincus sur quelque 3 000 adhérents, la liste d’opposition, qui annonce être en mesure de présenter 36 candidats aux postes d’administrateurs, a donc de sérieuses chances de l’emporter.

Redistribution des marges

Encore faut-il que cette équipe d’agriculteurs rassure sur ses capacités à diriger une coopérative taillée comme une multinationale. « *Nous avons un projet solide qui consiste à replacer l’éleveur au centre du projet* », martèle Bertrand. Il dit vouloir notamment arrêter « *d’éparpiller* » les investissements aux quatre coins du monde et dans différents secteurs d’activité, pour permettre une meilleure redistribution des marges aux adhérents.

Ce changement de cap ressemble à celui récemment engagé au sein de Tereos, incontournable coopérative sucrière (6,6 mil-

liards de chiffre d’affaires, 11 200 agriculteurs adhérents et 15 800 salariés). Cette structure a, elle aussi, traversé une crise interne. En 2020, son président, Alexis Duval, avait été renversé par des associés lui reprochant sa politique de développement jugée risquée et trop fortement tournée vers l’international.

L’exemple de Tereos inspire les 308 éleveurs de Cooperl qui réservent les détails de leur stratégie à leurs pairs présents, le 21 juin, au Palais des congrès de Saint-Brieuc. L’Assemblée générale de la coopérative s’annonce électrique. Pas sûr que la table ronde entre Julien Denormandie, ancien ministre de l’agriculture et coauteur de l’ouvrage *Nourrir sans dévaster* (Flammarion, 352 pages, 23 euros) avec Erik Orsenna, lui aussi présent ce jour aux côtés d’Arnaud Rousseau, président de la Fédération nationale des syndicats d’exploitants agricoles, soit le temps fort de la journée. Le thème du débat est pourtant d’actualité : « *La coopération est-elle capable de faire surgir un modèle d’agriculture compétitive et durable ?* » ■

BENJAMIN KELTZ

Les sous-marins de Naval Group créent des remous aux Pays-Bas

L’offre du groupe français, jugée pas assez favorable à l’industrie nationale, fait l’objet d’une bataille politique au Parlement néerlandais

BRUXELLES - correspondant

L’heure est aux grandes remises en question aux Pays-Bas, depuis l’arrivée au pouvoir du Parti pour la liberté (PVV), la formation d’extrême droite de Geert Wilders. Et le groupe français de défense Naval Group pourrait bien en faire les frais.

En mars, ce leader européen de la construction navale de défense avait remporté un appel d’offres lancé, en 2017, par le gouvernement néerlandais pour le remplacement des sous-marins Walrus de la marine nationale.

Naval Group avait décroché le contrat pour la livraison de quatre sous-marins océaniques de type Barracuda à propulsion diesel-électrique, face au consortium néerlandais-suédois Damen-Saab et à l’allemand Thyssen-

Krupp Marine Systems. L’investissement, estimé initialement à 2,5 milliards d’euros, pourrait atteindre 5,8 milliards d’euros. La première livraison des engins à construire à Cherbourg (Manche) était prévue entre 2034 et 2037, à condition que les députés de la Seconde Chambre de La Haye entérinent la décision du gouvernement démissionnaire de Mark Rutte. La composition de cette assemblée a été bouleversée après les législatives de novembre 2023 et plus rien ne semble sûr.

L’offre française avait été jugée « *équilibrée, polyvalente et réaliste* » et répondait apparemment à la demande des Pays-Bas pour une importante contribution de l’industrie locale. Naval Group Netherlands est associé à des industriels locaux et au chantier naval Royal IHC, basé à Kin-

La première livraison des engins à construire à Cherbourg (Manche) était prévue entre 2034 et 2037

derdijk, près de Rotterdam. Il restait seulement à négocier précisément les termes du contrat.

Dès l’annonce de la commande envisagée, des députés avaient manifesté des réticences et posé 200 questions à Christophe van der Maat, le secrétaire d’Etat (libéral) chargé de la défense au

sein du gouvernement démissionnaire et partisan de la commande à Naval Group.

Cette hostilité s’est renforcée après la victoire électorale du PVV et l’affaiblissement du Parti populaire pour la liberté et la démocratie (VVD), dont M. Rutte a cédé la direction avant le scrutin de 2023. Le dossier des sous-marins est même devenu l’enjeu d’une bataille politique, comme l’a illustré un débat très animé qui s’est tenu, lundi 3 juin, à la Seconde Chambre.

«Soucis sérieux»

En présence de Christophe van der Maat, le PVV a laissé entendre que les compensations envisagées pour l’industrie nationale étaient insuffisantes, d’où ses « *soucis sérieux* ». Il a été appuyé par le Mouvement agriculteur-citoyen, l’un de ses trois alliés au

sein de la future équipe ministérielle, qui remet aussi en cause les modalités d’attribution du contrat au groupe français. Les deux autres partis de la coalition, le VVD et le Nouveau Contrat social (centre droit) sont, en revanche, favorables à la conclusion définitive du marché.

Soucieuse d’accentuer cette première brèche dans la future coalition, l’alliance écologiste-socialiste, première formation d’opposition, a déposé une motion conditionnant son éventuel accord au fait que le dossier serait endossé par le futur gouvernement. Une manière de tenter de diviser celui-ci alors même que sa composition n’est pas encore connue, les quatre partis qui le composeront s’étant, jusqu’ici, seulement mis d’accord sur le nom du premier ministre, Dick Schoof, un haut fonctionnaire.

Frans Timmermans, ancien commissaire européen et dirigeant de la gauche « verte et rouge », avait affirmé précédemment qu’il refuserait de jouer les roues de secours au cas où l’extrême droite s’opposerait à certaines décisions, comme, par exemple, la poursuite de l’aide à l’Ukraine, que M. Wilders a jusqu’ici acceptée du bout des lèvres, ou la lutte contre les ingérences étrangères.

Jetant un peu plus d’huile sur le feu, le Parti politique calviniste, une petite formation protestante qui était favorable à l’offre de Damen-Saab, a déposé, le 3 juin, un autre texte, visant à suspendre le contrat avec Naval Group. Les votes auront lieu mardi 11 juin et il n’est pas exclu qu’une majorité favorable au gel ou à la remise en question de la commande se dégage. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS



PERTES & PROFITS | PROXIMA

PAR PHILIPPE ESCANDE

La concurrence ferroviaire entre en gare

La concurrence va-t-elle enfin trouver le chemin de la gare pour prendre le train ? Elle est en tout cas en bonne voie avec l'annonce, par la toute jeune société Proxima, de la commande de douze TGV à Alstom pour exploiter des lignes reliant Paris à Bordeaux, Rennes ou Nantes. Elle a sécurisé un financement de 1 milliard d'euros de la part du fonds Antin Infrastructure Partners, qui devient son seul actionnaire. Des trains et de l'argent : c'est la condition pour s'attaquer au monopole de la SNCF.

Une première étape avait été franchie en décembre 2021, avec l'arrivée de l'opérateur italien Trenitalia sur la ligne Paris-Lyon. Puis, en juillet 2023, l'espagnol Renfe a fait circuler ses trains entre Lyon et Barcelone et entre Marseille et Madrid. Mais ces deux entreprises sont bien connues de la SNCF. Ces autres compagnies nationales opéraient déjà des lignes internationales vers Paris. La société française ne s'est d'ailleurs pas privée d'y répondre, en s'implantant en Espagne.

Il en va autrement avec Proxima. Elle n'est pas la première start-up à tenter de se frayer un chemin dans ce métier si cher et régulé. Mais elle est la première à sécuriser un financement suffisant pour tester son offre. La moitié du milliard levé lui permettra d'acquérir les rames, l'autre de démarrer son exploitation. Un premier obstacle que ne

sont pas parvenues à passer les sociétés Midnight Trains et son projet de train de nuit et Railcoop, avec sa ligne Bordeaux Lyon.

Cependant, Proxima, et avec elle le concept même d'un développement du train par la concurrence, n'est pas au bout de ses peines. Elle attend ses premières rames pour 2027, mais Alstom peine à honorer ses commandes et les retards de livraison s'accumulent. Puis il faudra démontrer que l'on peut attirer assez de passagers par des prix compétitifs et un autre service. Pas gagné non plus.

Réseau trop vieux et dégradé

Plus du tiers du prix du billet est constitué par le péage aux gestionnaires d'infrastructure pour le droit d'utiliser la ligne. Les tarifs sont en France parmi les plus chers d'Europe, car il faut investir dans la modernisation d'un réseau trop vieux et dégradé.

L'autre risque est que l'arrivée de concurrents comme Proxima ou Kevin Speed, qui entend faire du TGV low cost entre Paris, Lille, Strasbourg et Lyon, se fasse au détriment des lignes moins rentables, qui resteront sur les bras de la SNCF, avec des prix au plafond. La concurrence, qui a réussi spectaculairement dans l'aérien, doit encore faire la preuve de sa pertinence dans le monde très capitalistique et subventionné du train. Une petite pièce de l'immense puzzle de la transition énergétique. ■

Le mastodonte de l'IA Nvidia dépasse Apple à Wall Street

Inconnu du grand public il y a peu, le fabricant de microprocesseurs a franchi en Bourse la barre des 3 000 milliards de dollars de capitalisation

NEW YORK - correspondant

Trois mille milliards de dollars (soit environ 2760 milliards d'euros) : c'est la valeur atteinte à Wall Street, mercredi 5 juin, par le fabricant de microprocesseurs Nvidia, champion de l'intelligence artificielle (IA). Inconnue du grand public il y a quelques semestres, la firme a vu sa valeur décuplée depuis le creux boursier d'octobre 2022 grâce à l'essor des serveurs d'IA, qui exigent des puces très sophistiquées.

En gagnant plus de 5 % en Bourse, mercredi, Nvidia a dépassé l'inventeur de l'iPhone, Apple, en difficultés. L'entreprise talonne désormais Microsoft, première capitalisation mondiale, dopée, elle aussi, par l'intelligence artificielle et le modèle ChatGPT développé par OpenAI. Elle entraîne toute l'industrie des semi-conducteurs, dont l'indice SMH a doublé en un an à la Bourse.

Ce surgissement révèle l'extraordinaire vitalité du capitalisme américain. Après Microsoft (qui a détrôné IBM dans les années 1990), Apple avec l'iPhone à la fin des années 2000, suivi d'Amazon, de Google et de Meta, puis de Tesla à la fin des années 2010, c'est un nouveau champion qui émerge et pèse davantage que toutes les

entreprises du CAC 40 réunies (2950 milliards de dollars).

L'envolée des ventes de Nvidia est spectaculaire : elles ont presque quadruplé entre le premier trimestre 2023 et le premier trimestre 2024 (de 7,2 milliards à 26 milliards de dollars). Pendant ce temps, les coûts de cette société d'ingénieurs, qui n'élabore pas physiquement les puces mais en sous-traite la fabrication à ses fournisseurs taiwanais, comme TSMC, ne sont passés que de 2,5 milliards à 3,5 milliards. Logiquement, avec une marge brute de 75 %, les profits trimestriels ont explosé, s'envolant de 2 milliards à 14,9 milliards.

« Gains de productivité »

Les chiffres annuels donnent le vertige. Après avoir doublé en 2023, les ventes devraient faire de même en 2024, pour atteindre 120 milliards de dollars. Les profits, eux, devraient croître de 12 à 25 dollars par action, soit plus de 65 milliards de dollars de bénéfice net prévisible sur l'année. L'entreprise, avec ses puces, permet aux centres de données de conduire la révolution de l'intelligence artificielle. Son PDG, Jensen Huang, un Américain de 61 ans né à Taïwan, se plaît à dire qu'il considère la période actuelle comme le début d'une nouvelle ère industrielle,

dans laquelle Nvidia contribue à transformer des centres de données qui peuvent valoir 1 000 milliards de dollars en « usines d'IA ».

Les grandes entreprises du cloud (informatique dématérialisée), telles que Google, Microsoft et Amazon, représentent environ 45 % des revenus liés aux centres de données de l'entreprise. « *L'IA apportera des gains de productivité significatifs à presque tous les secteurs et aidera les entreprises à être plus efficaces en termes de coûts et d'énergie* », a déclaré M. Huang, fin mai. Les puces de Nvidia sont devenues une denrée rare et précieuse comme la Silicon Valley en a rarement vu, écrit le *Wall Street Journal*, lequel estime que l'entreprise détient plus de 80 % du marché des puces d'IA.

Mi-mars, dans une salle de spectacle en Californie, l'entreprise a présenté ses prochaines puces à l'occasion d'une conférence annuelle surnommée « le Woodstock de l'intelligence artificielle ». En trois décennies, Jensen Huang est passé du statut de PDG et fondateur, en 1993, d'une entreprise de semi-conducteurs spécialisée dans les jeux vidéo à celui d'impresario de l'IA, avec des milliers de fans venus l'écouter. « *J'espère que vous avez compris que ce n'était pas un concert* », a lancé M. Huang, en montant sur scène. Le

nouveau microprocesseur (nom de code « Blackwell ») devrait être beaucoup plus rapide et coûter plus de 50 000 dollars. Ces nouvelles puces pourraient entraîner les grands modèles d'IA, mais, promet Nvidia, en étant quatre fois moins nombreuses et en consommant quatre fois moins d'énergie.

L'entreprise veut utiliser son avance dans les puces pour serveurs afin de s'imposer dans les ordinateurs personnels. Elle a signé des accords avec les fabricants Asus et MSI pour produire des PC équipés de puces Nvidia. « *Votre futur ordinateur portable sera constamment à votre service*, a déclaré M. Huang, cité par le *Financial Times*. *Le PC fera fonctionner des applications améliorées par l'IA, de l'écriture à la retouche photo*. » Selon Morgan Stanley, la part des PC recourant à l'IA va passer de 2 % en 2024 à 65 % en 2028.

MD et Intel tentent de rattraper leur retard, en ne cessant de demander des subventions à l'Etat fédéral, tandis que des start-up tentent de pénétrer le marché. Sans succès pour l'instant. Nvidia entend rester en tête. A la surprise générale, lors de la conférence Computex, à Taipei, dimanche 2 juin, M. Huang a déjà levé le voile sur « Rubin », le successeur de ses puces « Blackwell ». ■

ARNAUD LEPARMENTIER

Atos toujours otage de sa restructuration financière

Le groupe informatique décale, une nouvelle fois de plusieurs jours, le choix d'un repreneur, laissant salariés et clients dans le brouillard

Pour Atos, ce sont les jours les plus longs. Alors que le conseil d'administration du groupe informatique s'était engagé début avril, lors de l'ouverture de sa procédure de conciliation, à « *sélectionner d'ici au 31 mai 2024 une solution de restructuration financière acceptable et cohérente* », il n'a toujours pas tranché entre les offres de David Layani et de Daniel Kretinsky, les deux candidats déclarés à la reprise.

Déjà décalée au 6 juin, l'annonce du verdict a été reportée « *jusqu'au début de la semaine du 10 juin* », selon un communiqué publié jeudi 6 juin, laissant dans le brouillard près de 100 000 salariés et des milliers de clients ou fournisseurs, otages d'une prise de décision interminable.

Prestataire informatique des JO

« *La conciliatrice* [Hélène Bourbouloux] a requis un délai supplémentaire afin de maximiser le soutien des créanciers financiers de la société en faveur de leur proposition privilégiée », explique Atos. « *Les deux parties ont soumis des propositions de restructuration révisées afin d'améliorer certains des termes de ces propositions* » et « *ces discussions (...) sont dans le meilleur intérêt de la société* », défend le groupe informatique.

Les discussions sont en réalité figées, entre des banques, plutôt favorables à l'offre de Daniel Kretinsky, et des détenteurs d'obligations penchant au contraire pour David Layani. Ces deux catégories de créanciers ont les mêmes droits, ce qui empêche qu'un camp soit prioritaire par rapport à l'autre et impose sa décision. Elles détiennent aussi chacune la moitié des 4,8 milliards d'euros

En trois ans, le groupe a déjà accumulé 7,5 milliards d'euros de pertes nettes

de dette d'Atos, ce qui rend difficile l'atteinte de la majorité des deux tiers nécessaires pour faire adopter un plan de reprise.

Dans le camp de David Layani, soutenu par huit gros créanciers obligataires, on enrage, suspectant que les dérapages du calendrier soient un moyen d'inciter Daniel Kretinsky à améliorer les contours de son offre de reprise.

De fait, l'homme d'affaires tchèque a modifié sa proposition à plusieurs reprises. Après avoir défendu la revente des activités dites « digitales » d'Atos s'il venait à mettre la main sur le groupe, il s'est rangé à l'idée défendue par son concurrent de conserver son intégrité. Ces dernières heures, il a proposé aux créanciers obligataires un mécanisme d'intéressement au capital d'Atos, à hauteur de 20 %, ce qu'il n'avait pas prévu initialement. D'autres points, plus techniques, ont aussi été modifiés, pour rendre l'offre plus attractive pour les obligataires.

David Layani, lui, vante, dès le départ, un projet plus industriel. Fondateur de la société de conseil informatique Onepoint, l'entrepreneur mise sur sa connaissance du métier pour relancer le groupe informatique, dont il prendrait la direction générale. Il évoque même dans son document d'offre

une possible fusion à moyen terme entre les deux entreprises. En quatre ans, il pense pouvoir faire passer le chiffre d'affaires d'Atos de 9,6 milliards d'euros à 10,6 milliards, avec une marge plus que triplée à 7,7 %.

Mais s'il y croit tant, pourquoi injecte-t-il aussi peu d'argent (175 millions d'euros, avec ses associés Butler et Econocom), s'étonne le camp de Daniel Kretinsky, prêt à engager de son côté entre 500 millions et 700 millions d'euros en capital ? Et pourquoi les créanciers donneraient-ils les commandes d'Atos à David Layani alors que celui-ci ne détiendrait qu'un quart du capital, ajoute-t-on ?

Hélène Bourbouloux et Jean-Pierre Mustier, le président du conseil d'administration d'Atos, doivent maintenant faire preuve d'autorité pour contraindre les créanciers à se positionner clairement dans les prochaines heures. Exsangue financièrement, le groupe, prestataire informatique des Jeux olympiques et paralympiques de Paris 2024, ne tient que grâce au crédit d'urgence de 150 millions d'euros (dont 50 millions d'euros apportés par l'Etat à travers le Fonds pour le développement économique et social) et à une ligne d'affacturage de 300 millions d'euros débloqués début avril, à des taux très élevés.

Les mauvais résultats de ces derniers mois et la procédure financière ont incité plusieurs grands clients à chercher un nouveau prestataire informatique. La direction d'Atos a prévenu, le 3 juin, que de nouvelles dépréciations pourraient entacher les résultats du premier semestre 2024. En trois ans, le groupe a accumulé 7,5 milliards d'euros de pertes nettes. ■

OLIVIER PINAUD

UN ÉVÈNEMENT

Le Monde & le cercle des fiscalistes

LES RENCONTRES DE LA FISCALITÉ

Comprendre les enjeux et agir

Jeudi 27 juin – de 18h30 à 20h15

La conférence sera suivie d'un cocktail

Auditorium du Monde, Paris 13^e

Inscrivez-vous

lemonde.fr/rencontres-de-la-fiscalite-3e-edition

EN PARTENARIAT AVEC

CONSEIL NOTAIRES

Notaires de France

LUBLIN (POLOGNE) - envoyé spécial

Ce que je pense du phénomène du plombier polonais ? » Derrière le bureau de sa boutique de quincaillerie, où son téléphone sonne jusqu'à 70 fois par jour, Sebastian Karwowski esquisse un sourire embarrassé. Le « plombier polonais » reste, dans l'imaginaire français, cet étranger, qui, dans la foulée du grand élargissement de l'Union européenne (UE), en 2004, devait mettre les artisans de l'Hexagone au chômage. Mais le temps a passé, et bien des plombiers sont restés, ou revenus, au pays. M. Karwowski peut en témoigner, lui dont l'entreprise fournit en matériaux ceux de la région de Lublin, dans l'est de la Pologne : en vingt ans, son chiffre d'affaires a été multiplié par huit.

« C'est vrai, il y a eu cette période où les gens sont partis massivement à l'Ouest, se souvient-il. Les temps étaient durs. Mais c'est du passé. Parmi mes connaissances, rares sont ceux qui sont restés là-bas. Depuis une dizaine d'années, on assiste à une vague de retour. » Comme dans tout le pays, le secteur du bâtiment est en plein boom. « Si quelqu'un en a l'envie, il peut très bien gagner sa vie dans la plomberie en Pologne », assure Sebastian Karwowski. Dans le secteur, les salaires varient entre 4700 et 7000 zlotys (entre 1100 et 1700 euros), pour un salaire moyen national de 5800 zlotys (soit plus du double de celui de 2004).

La région dont la ville de Lublin, 330 000 habitants, est le chef-lieu a toujours symbolisé la « Pologne B », celle du « mur oriental », moins développée que la Pologne de l'Ouest. Si l'adhésion à l'UE n'a pas comblé ce fossé, elle l'a considérablement nivelé. En deux décennies, les fonds européens ont métamorphosé ce territoire traumatisé par la transition entre le communisme et l'économie de marché. En 2004, le chômage y était de 20,5 %, avec des pointes à 40 % dans certaines villes. Aujourd'hui, il est tombé à 7,5 %.

La région a longtemps été enclavée en raison d'infrastructures vétustes. Désormais, une autoroute flambant neuve la place à deux heures de Varsovie, la capitale, contre quatre heures auparavant. Un aéroport dessert d'autres villes du pays, mais aussi Londres, la Turquie ou la Grèce. Rares sont les villes ou les villages des environs qui n'ont pas été rénovés, des places aux trottoirs, en passant par les façades des bâtiments. La grisaille des barres d'immeubles héritées du communisme a laissé place à des harmonies arc-en-ciel, qui virent parfois au kitch.

Les subventions européennes accordées aux petites ou moyennes entreprises ont contribué à cette évolution, permettant à des jeunes issus de milieux modestes, sans perspectives, de monter leurs propres affaires. « En pleine rue, des intermédiaires spécialisés dans les démarches pour obtenir des fonds européens nous abordaient en demandant : "Ça vous intéresse de toucher 50000 zlotys ?" », se souvient, amusé, Dominik Adamek, 38 ans, qui a créé son entreprise d'installation de panneaux solaires et de pompes à chaleur. Un bon filon, car ses clients, des particuliers ou des syndicats de copropriété, bénéficient également des financements européens. La Pologne, réputée pour ses centrales à charbon vieillissantes, est ainsi devenue un eldorado de l'énergie solaire.

RELENT DE RUSSIE SOVIÉTIQUE

Signe de cette prospérité croissante, les résidences huppées ont poussé comme des champignons à Lublin. Idem pour les maisons individuelles en périphérie et jusqu'aux campagnes plus reculées. Cet essor doit beaucoup au maire, Krzysztof Zuk, 66 ans (Plateforme civique, libéraux), qui entame son quatrième mandat. Sa force ? Avoir su, avec habileté, faire fructifier la manne européenne. Ses fiertés ? Les infrastructures phares de la ville : ses nœuds routiers, ses « zones économiques spéciales » dotées d'équipements modernes et bénéficiant d'avantages fiscaux, ses centres culturels, sa piscine olympique, son stade de football de 15 000 places aux normes de la



ISABEL ESPANOL

A Lublin, les temps modernes

EUROPE, LES BIENFAITS DE L'ÉLARGISSEMENT 4 | 5 La ville de l'est de la Pologne a vu ses conditions de vie s'améliorer sur son territoire depuis l'entrée du pays dans l'UE, en 2004. Elle reste tiraillée entre plusieurs visions de l'européanisation

Ligue des champions, l'élite du football européen, qui fut construit quand le club local évoluait en troisième division.

Quand il vient à parler d'Europe, le maire préfère commencer par les valeurs. « Pour ma génération, l'adhésion à l'UE a constitué l'aboutissement de ce pour quoi nous nous sommes battus dans le mouvement Solidarnosc [le syndicat à l'origine de la chute du communisme dans les années 1980]. L'article 2 du Traité de l'UE, les valeurs de liberté et de dignité humaine, c'est là l'essentiel. » Malgré tout, Krzysztof Zuk avoue ne pas comprendre la jeunesse, son « indifférence » et son « faible engagement civique » qui ont pour conséquence, selon lui, de laisser le projet européen « aux mains de forces radicales opposées à ces valeurs ».

Car le pays a beau vivre une sorte d'âge d'or, le populisme nationaliste a progressé, sans épargner la région de Lublin, historiquement très conservatrice. Au-delà du développement économique, l'« européanisation » s'évalue aussi par l'essor des valeurs européennes. Or, celles-ci, en Pologne peut-être plus qu'ailleurs sur le continent, ne font pas nécessairement consensus en matière de définition... Pour les conservateurs, il s'agit de l'héritage de la chrétienté, pour les libéraux, des idéaux des Lumières. Bref, chaque camp voit dans l'autre une menace pour « son » Europe.

A Lublin, ce « Far East » de l'UE où le visiteur pouvait sentir, en 2004, un relent de Russie soviétique, les mentalités évoluent. « Il est clair que, du point de vue des droits humains, le progrès est important, souligne l'universitaire Magdalena Dlugosz, représentante de la Gauche unie à Lublin. Concernant les droits des femmes ou des minorités sexuelles, il était très difficile de mobiliser les foules il y a encore dix ans. On pouvait même se heurter à de l'agression physique. »

Cette époque-là est révolue. La ville est devenue multiethnique. Sur ses 60 000 étudiants, environ 10 % sont africains, essentiellement en faculté de médecine, attirés par des coûts de la vie moindres qu'en Europe de l'Ouest.

Leur intégration se fait sans problèmes majeurs. Quant aux milliers d'Ukrainiens et de Caucasiens, ils font depuis un moment partie du paysage. Au centre-ville, on entend parler l'anglais à tous les coins de rue.

GARE ROUTIÈRE FUTURISTE

Magdalena Dlugosz a un rapport singulier à l'UE. En 2004, lors de l'adhésion, elle était étudiante en relations internationales ; sa génération est la première, en Pologne, à avoir profité du programme d'échanges Erasmus. « Mes expériences à Vienne et à Münster [Allemagne] ont été cruciales pour mon engagement politique futur », souligne-t-elle. Elle se souvient d'un véritable « choc culturel » face aux normes environnementales et urbanistiques en vigueur à l'Ouest, pour lesquelles elle milite aujourd'hui, ici, à Lublin.

Même si l'adhésion à l'UE a suscité dans sa génération « un grand enthousiasme et un immense espoir », Magdalena Dlugosz porte un regard contrasté sur la façon dont le pays a profité de cette période : « Le bilan est globalement positif, mais il y a des zones d'ombre que nous préférons ne pas voir, pour privilégier une propagande du succès. » De son point de vue, les investissements massifs ont été autant de « masques posés sur la réalité sociale ». « On a trop investi dans le béton, pas suffisamment dans le capital humain ou le lien social », soutient-elle. Les services publics, le système éducatif, les prestations sociales ou la santé furent longtemps les grands oubliés de la transformation, et la rigueur budgétaire prônée par Bruxelles n'y était pas pour rien.

La nouvelle gare routière de Lublin, dite « métropolitaine », symbolise la Pologne de demain. Architecture futuriste, en harmonie avec la verdure, autosuffisante en énergie, sans émission... la construction a coûté cher – 80 millions d'euros, dont 45 millions financés par le contribuable européen – et coche toutes les cases des normes imposées par l'UE. Mais elle incarne aussi l'ambiguïté apportée par la modernité européenne. Les habitants la visitent encore comme un musée,

les personnes âgées y semblent perdues. A Lublin, nombreux sont ceux qui considèrent qu'avec ses 18 000 mètres carrés et ses quarante plates-formes, elle est surdimensionnée par rapport aux besoins réels. D'un autre côté, la revitalisation des quartiers populaires alentour et celle des logements sociaux de la ville, qui tombent en décrépitude, se font toujours attendre.

A terme, la gare métropolitaine est censée remplacer l'ancienne, située en contrebas de la vieille ville. Telle une relique du passé, ce quartier-là regroupe tout ce que le postcommunisme a laissé derrière lui : des infrastructures vieillissantes et un immense marché, avec des échoppes où presque tout s'achète. Les paysans de la région viennent en masse vendre leurs produits, dont personne ne se préoccupe de savoir s'ils respectent ou non les normes sanitaires européennes. Le temps semble s'être arrêté il y a plus de trente ans dans cet endroit encore bouillonnant de vie. La mairie réfléchit malgré tout à des changements. Faut-il raser ce vestige ? L'idée serait de relancer le quartier en y établissant un « lieu de vie culturelle » aux contours encore assez flous. Or, de nombreux habitants, essentiellement ceux des quartiers populaires, craignent une esplanade en béton supplémentaire et la disparition du grand bazar, indissociable, à leurs yeux, de l'identité polonaise.

C'est aussi dans la vieille ville que l'histoire de l'UE, d'une certaine manière, a pris racine. Entre 1942 et 1943, les nazis y ont rasé le quartier juif, qui rassemblait 30 % de la population de la ville. L'opération « Reinhard », nom de code de l'extermination des juifs polonais, point de départ de la Shoah, a été planifiée d'ici. Tomasz Pietrasiewicz, fondateur et directeur du centre culturel Brama Grodzka-Teatr NN, qui cultive depuis plus de trente ans la mémoire du judaïsme de Lublin, souligne que « si l'UE a beaucoup donné à la Pologne, l'inverse est vrai aussi, par son expérience historique unique et sa sensibilité, qui n'est pas toujours bien comprise à l'Ouest ».

Les traumatismes de ces territoires tiraillés entre les empires, leurs pertes de souveraineté successives font que l'histoire donne ici le sentiment d'un vertige permanent, dont les populations locales sont encore profondément imprégnées. Sur ces « terres de sang », selon la formule de l'historien Timothy Snyder, l'UE dans sa forme actuelle suscite encore autant d'enthousiasme que de méfiance.

Pietrasiewicz, également héritier du mouvement Solidarnosc, voit toutefois dans l'appartenance de son pays à l'Union « un ancrage sans retour dans le monde civilisé, pour lequel il n'y a pas vraiment d'alternative ». Il sait, à 68 ans, ce qu'il doit à cette évolution : « Je suis né dans un monde archaïque, où l'altérité n'était pas tolérée. Quand je voyageais en Europe de l'Ouest, je me sentais étranger et perdu. Je rêvais de liberté, sans véritablement comprendre la responsabilité qu'elle implique. Désormais, je peux me qualifier de citoyen de l'Europe. En un mot, je suis devenu normal. » ■

JAKUB IWANIUK

Prochain épisode Beauvais, en France



Wajdi Mouawad, si loin, si proche du Liban

A Montpellier, le metteur en scène présente sa nouvelle pièce, qui devait être initialement créée à Beyrouth

RÉCIT

Est-ce un cas avéré de censure politique ou un règlement de comptes libano-libanais qui a dérapé ? Présentée, du 7 au 9 juin, au Printemps des comédiens, à Montpellier, *Journée de noces chez les Cromagnons*, pièce écrite et mise en scène par Wajdi Mouawad, arrive des rives tourmentées d'un Liban qui n'a pas voulu d'elle. La création, prévue le 30 avril, au Théâtre Le Monnot, à Beyrouth, a été annulée. Une décision « difficile », prise « en raison de pressions inadmissibles et de menaces sérieuses faites au Théâtre Le Monnot et à certains artistes et techniciens (...) par certains activistes », précisait le 10 avril, dans un communiqué sa directrice Josyane Boulos. Que s'est-il passé pour que le rideau ne se lève pas ? Triste résolution d'une cabale née de la « malveillance et de la jalousie », affirme Aïda Sabra (l'une des actrices du spectacle), cette annulation découlerait, selon Wajdi Mouawad, d'une controverse « ne reposant sur rien de vrai », mais qu'aurait alimentée un « millefeuille de ressentiments entre artistes libanais ». Aiguisé par l'actualité géopolitique, le « millefeuille » s'est transformé en tenaille qui a broyé l'art entre ses mâchoires. Lorsque l'auteur metteur en scène arrive à Beyrouth, le 5 avril, pour répéter son spectacle, il atterrit en territoire hostile. Né au



Fadi Abi Samra et Jean Destrem, au Théâtre de la Colline, à Paris, le 14 mai. SIMON GOSSELIN

Liban, en 1968, exilé depuis 1978 (ses parents ont fui la guerre civile), Wajdi Mouawad n'est pas le bienvenu. Voilà une semaine que des rumeurs enflamment les réseaux sociaux : il serait coupable

de promouvoir la « normalisation » avec l'ennemi israélien. On lui reproche d'avoir accueilli, en 2023, un spectacle d'Amos Gitai au Théâtre de la Colline, à Paris, qu'il dirige depuis 2016.

On l'accuse aussi d'avoir fait financer sa propre création *Tous des oiseaux* (2017), dans laquelle jouaient des Israéliens, par l'ambassade d'Israël à Paris. Il s'en est depuis expliqué : ce financement correspond à l'achat de trois billets d'avion pour le traducteur et les deux comédiens israéliens. Trois fois rien ? Beaucoup trop au regard de la loi libanaise qui, depuis juin 1955, interdit les contacts avec les Israéliens et les relations économiques avec les entreprises israéliennes. La violation de cette loi peut être passible de trois à dix ans de travaux forcés.

« Les fruits de l'exil » Dénonçant, dans un communiqué, les « liens et communications avec l'ennemi israélien » et le « non-respect de la loi sur le boycott d'Israël », la Campagne pour le boycott des partisans d'Israël au Liban appelle, le 3 avril, les « acteurs des distributions à se retirer » et « tous les artistes libanais libres à mener une mobilisation militante et artistique qui contribue à l'arrêt du spectacle ». Lui emboîtant le pas, le Comité des représentants des prisonniers et détenus libérés des geôles israéliennes amplifie l'offensive. Il se constitue partie civile au nom d'un groupe de prisonniers individuellement nommés, pour saisir le parquet du tribunal militaire du Liban sur les mêmes chefs d'accusation, en requérant la « suspension de la pièce et l'arrestation de Wajdi Mouawad ». L'affaire devient suffisamment grave pour que M^{me} Boulos, soucieuse de préserver la sécurité du théâtre et de ses équipes, jette l'éponge. Le 10 avril, Wajdi Mouawad regagne la France. « Cela fait trente-cinq ans que j'écris des pièces qui ne parlent que du Liban et qui n'y sont quasiment jamais présentes, trente-cinq ans qu'on me dit qu'il faut que les Libanais voient mon travail et que cela n'arrive pas. Une fois de plus ou de moins, qu'est-ce que ça change ? », regrette

l'artiste. Quelques semaines après son retour précipité, il balance entre ironie et fatalisme : « Lorsqu'on me reproche de programmer un artiste israélien comme Gitai à La Colline, je ne peux que répondre : si vous vouliez que je continue à penser comme un Libanais vivant au Liban, vous auriez mieux fait de ne pas faire la guerre parce que, alors, je ne serais pas parti et je n'aurais pas découvert d'autres cultures et d'autres manières de penser. Les voilà les fruits de l'exil. »

C'est de cet exil que le dramaturge écrit des pièces de théâtre dans lesquelles il creuse sans relâche l'histoire de sa patrie, sans craindre de la passer au crible de sa critique. C'est du Québec qu'à l'âge de 23 ans il rédige une première version de *Journée de noces chez les Cromagnons*, récit d'un mariage improbable qui se prépare sous un déluge de bombes. Et c'est de la France qu'il signe, dans *Libération*, le 9 novembre 2023, une tribune appelant à ne pas tomber dans le piège de l'antisémitisme tendu (dit-il), le 7 octobre 2023, par le Hamas.

« Son discours a été mal reçu au Liban où toutes les formes de résistance, même armées, à Israël, un Etat d'occupation, colonisateur et dominateur, sont justifiées pour une grande partie de la population », témoigne Rita Bassil, écrivaine et journaliste résidant à Beyrouth. « Si la polémique autour de *Journée de noces* a déchaîné les passions et divisé le milieu culturel, c'est parce que chacun, ici, n'en revient pas de ce qui se passe à Gaza. Le monde continue à tourner, et les Libanais sont en larmes à la vue des enfants qui meurent sous les bombes. Les gens ne comprennent pas l'impunité dont bénéficie Israël. Il faut prendre cette réalité en considération. Elle explique pourquoi un boycott, qui était à l'origine pacifique, s'est achevé devant les tribunaux militaires. »

Dans un contexte épidermique, la parole d'un exilé n'est pas audible. D'autant moins lorsqu'elle se refuse à la radicalité : « Obéir à l'injonction qui implique de choisir un camp contre un autre est beaucoup plus simple que de cultiver la nuance, déplore le dramaturge. Face à une pensée libanaise dogmatique, les tentatives de distinction ne pèsent pas lourd. Si j'affirme ne pas confondre le Hamas avec la population palestinienne, si je dis ne pas amalgamer le gouvernement israélien et les Israéliens, ma journée va être longue et rude. Nous nous heurtons actuellement à

« L'art de Wajdi vient d'une souffrance, il n'a même pas pu s'en expliquer au Liban »

ALY HARKOUS
comédien

l'incapacité qu'a ce pays à accepter que l'autre pense différemment. » Cet apprentissage d'une pensée différente, les acteurs présents dans *Journée de noces chez les Cromagnons* l'ont effectué vaille que vaille : « Nous nous sommes tous posés des questions », souligne Aïda Sabra. Ils ont malgré tout choisi de poursuivre l'aventure. « L'art de Wajdi vient d'une douleur et d'une souffrance, il n'a même pas pu s'en expliquer au Liban », regrette Aly Harkous, 21 ans. « Les gens qui l'accusaient n'ont pas lu sa pièce », renchérit Loyal Ghossain, 27 ans, qui a mis ses doutes de côté : « Face aux accusations de normalisation, je me suis d'abord dit que je ne voulais pas travailler avec lui. »

Ces deux jeunes acteurs habitent au pays du Cèdre. S'ils n'ont pas subi la guerre civile (1975-1990) de plein fouet, ils se méfient des traces qu'elle a laissées dans le peuple : « Nous savons la violence qui s'est exercée. A nous de ne pas marcher dans ses pas et de lui préférer la culture », s'exclament-ils sous le regard de leur aînée. A 61 ans, Aïda Sabra ne transige pas avec ses convictions : « Israël est l'ennemi, point à la ligne. » Est-ce une raison pour se désolidariser de Wajdi Mouawad ? Certainement pas. « J'ai vécu l'invasion israélienne. Je ne peux pas accepter les agissements de ce pays, mais il faut les confronter sur tous les fronts. Pas seulement par la guerre mais par l'art. Le théâtre de Wajdi est un laboratoire qui laisse toutes les idées s'exprimer. Parce que l'artiste est plus humain et sait être clairvoyant, il peut avoir la solution à tous les problèmes. »

Goût pour la transgression Fine connaissance de l'œuvre de Wajdi Mouawad dont elle apprécie le théâtre, Rita Bassil rappelle le goût de l'auteur pour la transgression. « Il ne la pratique pas au sens freudien, mais sophocléen du terme. Il était évident qu'à un moment donné il allait s'approcher de l'"ennemi" israélien. Sa pièce, *Tous des oiseaux*, a beau avoir été perçue comme propalestinienne, le propos qu'elle contient et développe ne l'a pas emporté face aux accusations de financement. A un moment moins dramatique du conflit israélo-palestinien, il aurait sans doute été épaulé par cette élite intellectuelle et raffinée qui, aujourd'hui, le condamne et, ce faisant, passe pour extrémiste alors qu'en réalité elle ne l'est pas. » *Journée de noces chez les Cromagnons*, tragi-comédie au goût de sang et de fête mêlés, naîtra sur la scène du Printemps des comédiens, à Montpellier. L'auteur a payé d'un exil de plus sa liberté de penser. Mais il n'en démord pas : « Je continuerai à parler de cette terre que j'aime et de cette guerre que je n'aime pas. C'est mon rôle. » ■

JOËLLE GAYOT
Traduit de l'arabe classique par Odette Makhlof

Journée de noces chez les Cromagnons, de Wajdi Mouawad. Avec Fadi Abi Samra, Jean Destrem, Loyal Ghossain, Aly Harkous, Bernadette Houdeib, Aïda Sabra. Printemps des comédiens, à Montpellier. Du 7 au 9 juin. Reprise au Théâtre national de la Colline à Paris du 29 avril au 22 juin 2023.

Kenzô Tange Kengo Kuma

101 bis, quai Jacques Chirac
75015 Paris

www.mejp.fr
instagram, x : mejp_officiel
facebook : mejp.officiel



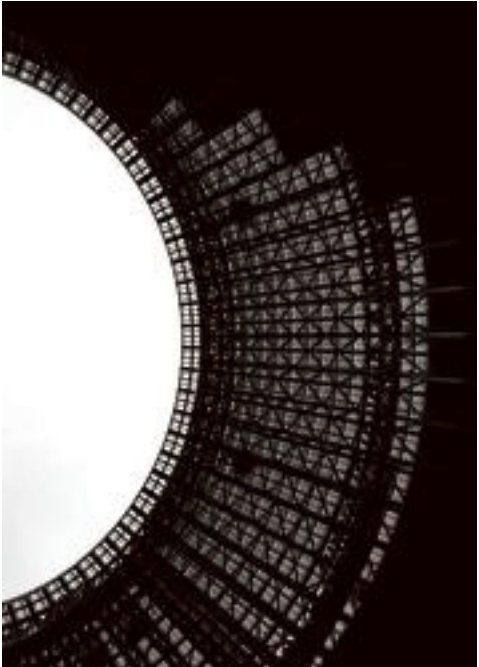
Architectes des Jeux de Tokyo

2 mai - 29 juin 2024
Entrée libre, réservation recommandée
Du mardi au samedi de 11h à 19h
Fermé les jours fériés

Organisation : MCJP, Fondation du Japon, General Incorporated Association Yoyogi National Gymnasium Steering Committee for World Heritage Nomination

Maison de la culture du Japon à Paris

Sous le haut patronage de
Avec le soutien de
Avec le concours de
OBAVASHI
SHIMIZU
TAISEI
En collaboration avec
En partenariat avec
Le Monde



A Beyrouth, on lui reproche d'avoir accueilli, en 2023, un spectacle d'Amos Gitai au Théâtre de la Colline, à Paris, qu'il dirige

L'humour avec un grand cœur d'Ahmed Sylla

Dans son nouveau one-man-show, au Casino de Paris, l'humoriste se livre avec sincérité et autodérision

SPECTACLE

Ahmed Sylla a retrouvé le chemin de la scène et s'en donne à cœur joie. Cinq ans après *Différent*, un one-man-show inachevé dans l'écriture et le propos, l'humoriste et comédien devenu un visage de plus en plus familier du cinéma renoue avec son public et ce qui a fait son succès. Soit sa tchatche, sa qualité d'interprétation – en particulier des personnages féminins –, sa gestuelle à la Jim Carrey, sa bienveillance et sa volonté, plus que jamais, de rassembler. Cette fois, il ne s'encombre pas d'un décor béquille, juste de lumières et de projections de quelques photos de famille.

Son nouveau spectacle s'appelle *Origami*. Jolie image pour illustrer tous les pans de sa vie, façonnée par ses origines et un parcours inattendu. Son itinéraire a basculé en 2016, lors du festival Marrakech du rire, où son passage hilarant, largement relayé sur les réseaux sociaux, a lancé sa carrière. Le temps a passé, mais,

Sa force est de dégager une présence presque magnétique sur scène

sur la scène du Casino de Paris, on retrouve le Ahmed Sylla de ses débuts, un vrai showman capable de mêler autodérision et émotion, d'alterner stand-up et personnages, comme dans *Ahmed Sylla avec un grand A* – son meilleur spectacle, qui l'a propulsé, il y a une petite dizaine d'années, parmi les étoiles montantes de l'humour.

« Papouille collective »

Dans une époque anxieuse et une société de plus en plus divisée, Ahmed Sylla cherche la paix, plaide (parfois avec trop de profusion) pour l'amour et milite pour les papouilles dans un one-man-show feel-good, au bon sens du terme. Après une rétrospective un peu longue et fourre-tout de ces cinq dernières années (Covid-19 et confinements, défaite de l'équipe de France de football en finale de la Coupe du monde, Macron et sa « poudre de perlimpinpin » – « une expression que même sa femme n'utilise plus » –, mort de la reine Elizabeth, punaises de lit, génération TikTok), le spectacle prend une autre ampleur lorsque le ton devient plus personnel.

« Pour s'aimer vraiment, il faut qu'on se connaisse un peu plus, donc je vais me mettre à nu, donner des infos dites "sensibles". Si jamais des personnes ne se sentent pas bien au moment de ces annonces, n'hésitez pas à sortir de la salle », précise, taquin, l'humoriste. « Oui, je suis noir », « oui, je suis musul-

man », déroule cet artiste né à Nantes de parents sénégalais. Si Ahmed Sylla évoque pour la première fois sa religion sur scène, c'est parce qu'il sent le besoin « d'une petite papouille collective » face à « des infos qui ne servent qu'à nous diviser ». « Je comprends vos craintes si vous ne comptez que sur Pascal Praud pour vous informer sur ce qu'est l'islam. Ce n'est pas le meilleur prof. C'est comme si le moniteur d'auto-école était Pierre Palmade », lâche-t-il. A 34 ans, l'humoriste rêve de retrouver la France black-blanc-beur des années 1990 et tente de se rassurer sur le vivre-ensemble en faisant allumer la salle pour regarder son public : « Cette France-là, ça existe encore », constate-t-il.

Non, Ahmed Sylla n'est pas homosexuel, mais, oui, il aime interpréter des femmes parce qu'il assume sa part de féminité. « Eh, les gars, les bonshommes, libérez votre femme intérieure, elle ne

vous vaut que du bien », lance le comédien. Oui, il est féministe. Et retrace, du commissariat au tribunal, le difficile parcours d'une femme battue. Plaidoyer sincère, mais moment délicat, dont il se sort grâce à ses interprétations de policier, d'avocat et de juge, savamment caricaturés. Sa force est de dégager une présence presque magnétique grâce à son tempérament joyeux, son aisance corporelle et ses personnages de snobs, de vieux, de beaufs, etc., si bien campés.

Reprenant le fil de sa vie, il confie son rêve de jeunesse d'être chan-

teur « de variété et de rap » et offre un truculent moment musical. Mais le clou du spectacle est sans doute son histoire avec les psys. Il a fini par aller consulter parce que la notoriété lui a fait « mal à la tête » et que le Doliprane n'y suffisait pas. Son personnage de psychologue à l'accent espagnol est irrésistible, et Ahmed Sylla s'empare sans démagogie, mais avec beaucoup d'esprit, de la problématique de la santé mentale.

Reprenant quelques recettes de son spectacle *Ahmed Sylla avec un grand A*, il imite, cette fois, non pas son père ni son grand-père, mais

rend hommage à sa mère, « si généreuse, si à l'écoute », sans gommer son accent sénégalais. Peu importe si cela heurte « les vigiles de la communauté noire ». « Je n'arrêterai jamais. Si j'enlève l'accent à mes parents, je leur enlève une part de leur identité. Je suis trop fier d'eux pour leur enlever quoi que ce soit », insiste-t-il. A sa mère, il a écrit : « Mamounette, merci pour cette vie, tu es mon origami. » ■

SANDRINE BLANCHARD

Origami, d'Ahmed Sylla. Casino de Paris, Paris 9^e. Du 7 au 9 juin. En tournée jusqu'à fin décembre.

Théodort lâche Internet pour orchestrer son rêve de chanteur

A 21 ans, l'ex-youtubeur publie « Imad », son premier album

MUSIQUE

Théodore Imad Levisse n'a que 21 ans, mais déjà une première carrière en tant que youtubeur sous un pseudonyme qui facilite grandement les recherches sur Google: Théodort. Il s'est lancé dans un deuxième métier, chanteur et musicien, en publiant, le 24 mai, un premier album, *Imad*, qui s'inspire de la musique électronique sud-africaine, l'amapiano. Malgré la qualité de ce premier essai discographique, ses quelques millions de followers sur les réseaux sociaux lui en veulent un peu. Il faut dire qu'il n'y est pas allé de main morte. En janvier, il a supprimé sa chaîne YouTube et rendu ainsi orphelins tous ceux qui ont contribué à son succès.

A 13 ans, il comptait déjà plus de 100 000 abonnés depuis que, trois ans plus tôt, il avait commencé à se moquer gentiment de ses collègues youtubeurs et de leurs vidéos sur leurs parties de jeux en ligne. C'est drôle, un enfant qui se moque des autres. Puis, à 18 ans, en même temps qu'il intègre une école de théâtre après le bac, il enregistre des sketches et parodie les stars du rap, de Jul à Booba, en passant par SCH. « ce rappeur qui se croit dans un film ». Enorme succès.

Mais voilà, Théodort est surtout un amoureux de la musique et joue du piano depuis son enfance. Alors ce qu'il avait commencé comme un jeu, et l'avait rendu ri-

che au passage, le rendait surtout malheureux. « C'était chronophage, résume-t-il dans un café proche du 16^e arrondissement parisien, où il habite désormais. Après dix ans, j'avais l'impression d'avoir fait le tour, de ne plus être à ma place. Mes dernières vidéos, c'était une critique, une parodie de notre monde d'Internet. »

Table rase du passé

Le jeune homme s'est mis en accord avec ses critiques et a tout supprimé, fait table rase du passé sans le renier. « Pendant toutes ces années, je continuais à jouer de la musique mais je ne publiais rien. Et là, j'ai senti que c'était le moment. » Lorsqu'il était enfant, ses parents, fonctionnaire et coach de santé, l'avaient inscrit au conservatoire, en Bourgogne. Son grand frère est à la guitare, lui au piano. Précoce, à 7 ans, il compose des petites chansons, demande à son père de lui graver un CD et se confectionne une pochette d'album. Une petite caméra vidéo et l'usage intensif de YouTube, le mercredi, le détournent de sa première passion.

C'est en 2022, au retour d'un séjour au Bénin, pays d'origine de sa mère où il dit « [se] sentir le plus apaisé », qu'il décide de se concentrer sur la musique. Son oncle, KS, rappeur local, lui a partagé ses playlists et fait découvrir l'amapiano, la musique électronique sud-africaine, chanté en zulu. Il fait ses recherches, puis télécharge l'album du Nigérian Asake, et c'est

le coup de foudre. En utilisateur d'Internet, il consulte les tutos de YouTube pour reproduire ce son si typique de l'amapiano, ces basses profondes raccourcies au maximum pour donner l'impression d'un coup donné sur la caisse claire d'une batterie. Comme les premiers rappeurs français, il pose ses mots, son chant dans la langue de Molière sur cette énergie venue d'ailleurs : « Ce n'est pas de l'appropriation, se défend-il. Chacun fait ce qu'il veut quand on parle d'art, tant que ce n'est pas du vol et que c'est fait dans la pureté de l'âme. »

Théodort enregistre dans une maison de campagne en Normandie et s'entoure d'autres compositeurs, Lowonstage notamment, et d'un allié de taille, le rappeur de Sarrebourg (Moselle) 7 Jaws, qui réalise son futur projet : « Il me cadre, résume-t-il. Il m'aide à rendre concrètes, digestes, toutes mes idées en musique. C'est une oreille attentive, un ami sur qui m'appuyer. » Avec ses chansons, apaisées et tendres, Théodore Levisse cherche surtout à rendre hommage à son métissage. Il fait intervenir sa grand-mère béninoise, qui l'appelle par son deuxième prénom, Imad, en introduction du morceau *Heureusement...*, entre dance music et musique africaine. Reconversion réussie. ■

STÉPHANIE BINET

Imad, de Théodort (Budokai/ERRRO/Epic Records). Concert le 29 novembre, Salle Pleyel, Paris 8^e.



Ahmed Sylla, au Casino de Paris, le 31 mai. BÉATRICE LIVET

CHOREGIES
D'ORANGE

2024

NUIT
TCHAIKOVSKI

KHATIA
BUNIATISHVILI

SAMEDI 29 JUIN / 21H30

THÉÂTRE ANTIQUE
D'ORANGE

Direction musicale Kirill Karabits
Orchestre philharmonique de Monte-Carlo

23 > 135 €

04 90 34 24 24
www.choregies.fr

RÉGION
SUD
PROVENCE
ALPES
CÔTE D'AZUR

VILLE
D'ORANGE

Orchestre philharmonique de Monte-Carlo

© STÉPHANIE BINET / LICENCES : 1-0-2021-000555 ET 1-0-2021-000556 / JESSE GRADINQUE / WWW.ATELIERMARENGO.COM



A l'embouchure de la rivière Sella, à Ribadesella, dans la province espagnole des Asturies.

KAY ROXBY/ALAMY

CARNET DE ROUTE

Notre journaliste a organisé son voyage avec l'aide de Turismo Asturias.

Y ALLER
Des bus desservent Oviedo depuis Paris et Bordeaux, Flixbus, à partir de 45 €. Vol direct de Paris jusqu'à Oviedo Asturias, 1h40, à partir de 90 € aller-retour. Vol avec escale à Madrid depuis Lyon, Marseille et Bordeaux. Tarifs et horaires des Cercanías : Renfe et FEVE (8 € pour le plus long trajet). Depuis Llanes et Ribadesella, des bus desservent Gijón et Aviles.

SE LOGER
A Cudillero, à l'hôtel **Casona de la Paca**, dont le jardin abrite un chêne quadricentenaire. Chambre double à partir de 95 €. A Aviles, au **Palacio de Avilés**, un palais du XVII^e siècle au cœur de la ville ancienne. Mobilier d'époque. Chambre double à partir de 120 €. A Gijón, au boutique-hôtel **El Moderne**, dont l'édifice date de 1931. Chambre double à partir de 85 €.

DÉJEUNER, DÎNER
A Gijón, au **Bar Begoña**, copieux plats asturiens et menu à 13 €. 6, calle Ave Maria. Tél. : 00-34-985-35-30-58. A Llanes, **sidrería El Puerto**, pour ses tortos et ses calamars à l'encre de seiche. Plats à partir de 11,50 €. A Oviedo, la **pâtisserie Camilo de Blas**, pour ses spécialités asturiennes, le *carbayón* (petit flan à la crème d'amande, 3,10 €) et le *casadiella* (rouleau de pâte frite garni à la crème de noix, 3 €).

À VOIR, À FAIRE
Fondation Selgas-Fagalde, à Cudillero, pour les jardins et la collection particulière de tableaux et de tapis de ce palais de la fin du XIX^e siècle. Entrée : 12 €. **Musée de Jovellanos**, à Gijón. Il abrite les œuvres de peintres asturiens, parmi lesquels Evaristo Valle et Nicanor Piñole. Gratuit. **Musée des beaux-arts des Asturies**, à Oviedo, pour les portraits des apôtres du Greco et sa collection, de Dali à Goya. Gratuit. Visite guidée du **Centre culturel Niemeyer**, à Aviles. Entrée : 3 €.

VOYAGE

OVIEDO (ESPAGNE)

Dans l'unique voiture du train qui parcourt le nord de l'Espagne, de Gijón, dans les Asturies, à Ferrol, en Galice, nous sommes une dizaine à voyager. La plupart des passagers sont montés à Cudillero, un de ces villages au charme décati, niché à flanc de falaise au bord de la mer Cantabrique. Nilo Prieto Alvarez est l'un de ces voyageurs. Il descendra à Viveiro, en Galice, pour y manger du poulpe.

Les sept heures de trajet aller-retour ont peu d'importance pour ce retraité, comparé au plaisir de prendre cette ligne une fois par semaine. «*Mes pieds s'arrondissent avec le vin blanc, je tangué un peu, mais je ne tombe jamais*», plaisante celui qui a travaillé toute sa vie dans la métallurgie et dont les yeux bleus balaient le paysage familial. «*Il en connaît tous les recoins et toutes les gares*», nous glisse la contrôlease Eva Granda, alors que la voiture vient de s'arrêter pour laisser un chien traverser la voie.

L'arrêt et les coups de klaxon n'étonnent personne ici. Ni la vieille dame aux grandes valises qui vient de nous raconter qu'elle a perdu son logement, ni le fétard qui rentre d'une nuit blanche à Oviedo, ni la jeune Polonaise qui s'accorde une pause sur le chemin de Compostelle. Le train suit son rythme, 60 kilomètres-heure en moyenne, et une centaine d'arrêts en tout avant d'arriver à Ferrol. C'est aussilent de l'autre côté, vers l'est, entre Oviedo et Llanes, il faut compter trois heures et demie pour parcourir les 90 kilomètres. «*Dans les Asturies, il n'y a souvent qu'une seule voie, ce qui revient à s'arrêter pour laisser passer l'autre voiture*», précise Eva Granda.

Voilà pour l'ambiance dans les Cercanías («*banlieue*»), le RER des Asturies. Le chemin de fer à voie étroite FEVE est géré depuis 2012 par la Renfe, la société ferroviaire espagnole. Ce réseau, principalement situé dans le nord du pays, reprend le tracé des anciennes lignes ayant servi au transport du fer entre les mines et les ports principaux, Gijón et Aviles, au tout début du XX^e siècle.

Aujourd'hui, il évite l'isolement des campagnes et permet à la population locale de se déplacer à des tarifs préférentiels. Et à tous

La côte asturienne, de pics en criques

Le train qui parcourt le nord de l'Espagne permet de découvrir des villages à flanc de falaise, des montagnes verdoyantes et des plages idylliques

Le centre culturel conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, inauguré en 2011, a changé le visage d'Aviles

ceux qui vagabondent de découvrir les Asturies autrement. A contretemps. En laissant filer les heures et le regard au loin. En empruntant «*le train qui s'arrête tout le temps*». Celui des viaducs dominant sur la mer, des tunnels débouchant sur les montagnes verdoyantes de la sierra de Cuera, des villages côtiers, des criques inaccessibles et des gares fantômes. Comme celle de Castropol, une bicoque abandonnée au milieu d'un champ où deux moutons vous observent, étonnés.

Cidre, fabada et tortos
Notre voyage débute à Oviedo. Cinq jours d'itinérance à la découverte de la côte asturienne. Mais avant d'emprunter la ligne Oviedo-Santander en direction de Llanes, on prend le pouls de la capitale régionale. Elle offre un très bel aperçu d'architecture et d'histoire sur la principauté des Asturies. Avec ses bâtiments modernistes influencés par Gaudi, ses galeries en bois recouvrant les façades colorées et son marché où l'on se régale des spécialités culinaires locales. Le cidre, bien sûr ; la fabada, une sorte de cassoulet asturien, ou encore les tortos, des galettes de maïs dont la guide Fatima Alvarez garde des souvenirs d'enfance en évoquant celles préparées par sa grand-mère. «*Nous vivions dans un petit village*

à côté d'Oviedo, je parlais l'asturien avec mes grands-parents, une langue qui se perd, contrairement au galicien, qui est toujours étudié à l'école. Ici, nous sommes très attachés à la terre», raconte celle qui est revenue s'installer dans le village où elle a grandi.

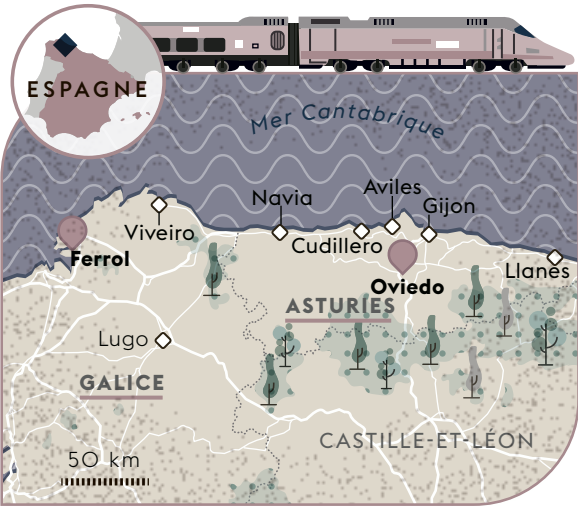
C'est aussi à Oviedo que commence le Camino Primitivo, le chemin historique de Saint-Jacques dont l'histoire remonte au roi Alphonse II (760-842), dit «*Alphonse le Chaste*». Devant le Musée des beaux-arts des Asturies, la statue en bronze de *La Regenta* est un hommage au roman éponyme de Leopoldo Alas (1852-1901), dont l'intrigue se déroule à Oviedo. «*C'est un peu notre Madame Bovary*», s'amuse Fatima Alvarez. Le musée, qui a inauguré en 2015 une extension réalisée par l'architecte Francisco Mangado, réserve quant à lui plusieurs salles consacrées à la peinture asturienne, donnant un avant-goût de notre voyage entre mer et cordillère Cantabrique.

Nous retrouvons ces paysages côtiers le lendemain, du train, après avoir longé la rivière Sella

et aperçu les premiers *horreos*. Ces greniers en bois élevés sur des piliers sont typiques du nord-ouest de l'Espagne. «*Cela protégeait les récoltes des animaux et des rongeurs*», explique Fatima Alvarez avant de nous montrer la sierra del Sueve et d'apercevoir enfin la mer et les falaises sculptées de Ribadesella.

A Llanes, au moment de rebrousser chemin vers Oviedo, le conducteur nous confie sa fierté de connecter tous ces villages. Autour de la gare, on remarque les maisons des Indianos, petits palais aux façades colorées et ornements, héritages des émigrants revenus d'Amérique après avoir fait fortune. On en trouve un peu partout sur les 300 kilomètres de la côte asturienne. Le long de la plage de Santa Marina, à Ribadesella, ces palais rivalisent de maniérisme, témoins des séjours de vacances des grandes familles au début du siècle dernier.

La suite de ce voyage pittoresque nous conduit à Gijón, puis à Aviles. Dans cette partie des Asturies, le paysage change ; il devient plus industriel. On ressent le



passé minier et ouvrier des deux ports. De cette époque où l'on exploitait le charbon et où les hauts-fourneaux étaient encore allumés. L'image des Asturies est restée associée à la révolte des mineurs en 1934. Ce soulèvement révolutionnaire est devenu une référence pour l'opposition à l'époque du franquisme. De ce passé, il reste aujourd'hui les cheminées éteintes d'Aviles et celle du parvis de la baie de Poniente, à Gijón, occupée autrefois par les chantiers navals. Un lien fort entre la mer et la terre que l'on retrouve dans la sculpture d'Eduardo Chillida, *Elogio del horizonte*, sur la colline de Cimavilla, l'ancien quartier de pêcheurs.

De ces temps anciens, il demeure aussi, à Aviles, le faste des palais baroques du XVII^e siècle, les ruelles jalonnées d'arcades et les façades ordonnancées à pans de bois de la place Hermanos-Orbon. Bien plus récent, le centre culturel conçu par l'architecte brésilien Oscar Niemeyer, inauguré en 2011, a changé le visage de cette petite ville «*grise*», comme la nommaient autrefois ses habitants.

Le lendemain, nous reprenons notre train de banlieue en direction de Navia, sur la côte ouest. Il longe pendant plusieurs kilomètres les usines et entrepôts d'ArcelorMittal avant de traverser les montagnes. De nouveau, un tout autre paysage : la tuile disparaît pour l'ardoise et la douceur des prairies contraste avec le relief escarpé de la côte est. C'est lors de ce dernier trajet que nous avons croisé Nilo Prieto Alvarez. Celui qui est prêt à faire sept heures de train pour manger du poulpe en Galice. On se quitte à la gare de Navia, avant de suivre à pied le sentier côtier sur une dizaine de kilomètres jusqu'à La Atalaya, le promontoire rocheux du petit port de Puerto de Vega, où l'on pêchait autrefois les baleines.

Un chemin en corniche, entre les pins, le bleu turquoise de la mer et des falaises battues par les eaux. Un poème géologique. Une beauté insolente que l'on retrouve dans les mots du combattant républicain et poète cantabrique Celso Amieva (1911-1988) : «*Te amé, te amo, te amara por nunca*» («*je t'ai aimé, je t'aime, et je t'aimerai pour toujours*»), le premier vers de l'un de ses poèmes gravés dans le sol des ruelles de Llanes. ■

BÉNÉDICTE BOUCAYS

Ben

Artiste

Tout est art », « L'art est inutile », « Comment savoir si c'est de l'art ou pas ? » : depuis l'annonce de la mort de l'artiste Ben, mercredi 5 juin, les images de ses fameuses « écritures », aphorismes à la graphie ronde, le plus souvent en blanc sur noir, fleurissent sur les réseaux sociaux. Elles accompagnent les nombreux hommages des institutions, des galeries et des amis qui ont accompagné la carrière au long cours de cet artiste chef de bande, joyeux provocateur et inlassable iconoclaste qui continuait, à 88 ans, à préparer des expositions et à envoyer ses fameuses newsletters plusieurs fois par mois. Ces billets fleuves, aussi poétiques qu'informatifs, dont le support a évolué depuis 1958 et les envois par la poste ou par fax, manqueront à ses milliers d'abonnés. L'ultime date du mardi 4 juin.

L'artiste a choisi de se donner la mort par arme à feu, dans sa villa située sur les hauteurs de Nice, quelques heures après le décès de sa femme, Annie Vautier, survenu mercredi à l'aube à la suite d'un accident vasculaire cérébral. Ben aura laissé une dernière « écriture » derrière lui pour expliquer qu'il ne pouvait pas vivre sans elle. « Avec Annie, ils se sont côtoyés pratiquement vingt-quatre heures sur vingt-quatre pendant soixante ans, c'était une relation totale, et ils seront donc enterrés en même temps. Son geste, tragique, ajoute à son originalité et à sa grandeur : jusqu'au bout, il n'aura jamais triché et n'aura rendu des comptes qu'à sa seule conscience », commente Daniel Templon, qui fut son premier galeriste parisien. Celui-ci raconte son « coup de foudre » pour l'artiste en 1970 lorsqu'il le rencontre dans son « magasin » de Nice, un lieu ouvert à la fin des années 1950, où il vendait des disques d'occasion et organisait des débats et des expositions, et qui devint le point de rencontre des principaux membres de l'école de Nice : César, Arman, Raysse et bien d'autres.

« Ben était un agitateur d'idées avec une œuvre conceptuelle en forme de point d'interrogation », poursuit Daniel Templon. « C'était un animateur et un débateur exceptionnel, toujours enthousiaste, d'une finesse d'analyse et d'une intelligence rares. Il écrivait sur tous les sujets, et que ce soit juste, cruel ou sentimental, c'était toujours authentique », souligne-t-il.

« Un état d'esprit post-dada »
« Ce n'était ni le marché ni la valeur marchande qui l'intéressaient, mais un état d'esprit post-dada, lié à l'humour et à la poésie », renchérit Youri Vincyl, le directeur de la galerie parisienne Lara Vincyl, qui explore quel l'artiste, qui fut « le porte-parole du mouvement Fluxus en France », n'ait jamais eu de grande rétrospective à Paris. « Il a été beaucoup critiqué pour son rapport au merchandising, avec ses cahiers et ses troussees [pour la marque de papeterie Quo Vadis], et s'il a eu des expositions personnelles au MAC Lyon et au Mamac de Nice, il n'en a jamais eu dans une institution parisienne, à part au Musée Maillol, une institution privée. » « Il n'a pas eu la reconnaissance qu'il méritait. Beaucoup l'ont pris pour un farfelu, alors que c'était un des rares artistes qui ne se prenaient pas au sérieux. C'est une anomalie que le Centre Pompidou ne lui ait jamais consacré de rétrospective », appuie Daniel Templon.

« C'est très brutal et triste, mais il y a presque une évidence : jusqu'au bout, [Benjamin et Annie] auront été un couple fusionnel, et jusqu'au bout, Ben aura été un artiste », réagit Bertrand Baraudou, à la tête de la galerie niçoise Espace à vendre, qui a partagé un lieu et beaucoup de complicité avec l'artiste au tournant des années 2010, avec un Espace à débattre géré par Ben, qui a accueilli de nombreux artistes et penseurs. Un lieu devenu par la suite la galerie Eva Vautier, ouverte par sa fille.

« Il a fait venir la Terre entière à Nice, et toujours soutenu la scène

locale, artistes et galeries, en achetant des œuvres. Une des immenses qualités de Ben, en plus d'être très drôle, était son rapport à la liberté : il était épris de liberté, tant pour lui-même que pour les autres », atteste le galeriste. « Je n'en reviens pas, mais d'un autre côté, c'est dans la logique de Ben », réagit Marcel Fleiss, 90 ans, son ami de la galerie 1900-2000, qui fut l'un de ses premiers acheteurs, et lui avait consacré un solo show à la FIAC en 2000.

De son vrai nom Benjamin Vautier, Ben était né le 18 juillet 1935 à Naples, en Italie, d'une mère irlandaise et occitane et d'un père suisse francophone. Au début de la guerre, en 1939, lui et sa mère voyagent, avant de s'installer à Nice en 1949. Il sera garçon de courses à la librairie Le Nain bleu, avant de gérer sa propre librairie-papeterie, puis d'ouvrir son « magasin » d'artiste.

Proche d'Yves Klein (1928-1962) et séduit par le nouveau réalisme, le Niçois était convaincu que « l'art doit être nouveau et apporter un choc ». En 1953, sa première peinture de mots semble avoir été « Il faut manger. Il faut dormir », simple affirmation de la vie derrière laquelle point sa recherche de nouvelles formes artistiques pour parler de l'art, mais aussi de l'ego, du doute, de la vérité, de la mort, du sexe, ou de l'argent.

En 1959, il commence ses « sculptures vivantes » en apposant sa signature sur des gens dans la rue, sur ses amis et même sur sa fille de 3 mois, en 1965. Affirmant que tout est art et que tout est possible en art, il s'appropriera ainsi le monde en signant tout ce qu'il trouve : « les trous, les boîtes mystères, les coups de pied, Dieu, les poules, etc. », peut-on lire sur le site de la galerie Eva Vautier.

Il rejoint le mouvement Fluxus en octobre 1962, après sa rencontre à Londres avec George Maciunas, qui lui parle des happenings silencieux de John Cage et du geste de boire un verre d'eau de George Brecht. Lancé par cet ar-

tiste et galeriste américain d'origine lituanienne, Fluxus participe avec humour et dérision aux questionnements artistiques de l'époque : statut de l'œuvre, rôle de l'artiste, etc. Ben devient alors le défenseur d'un art d'attitude, et organisera un festival Fluxus à Nice à l'été 1963, lors duquel il signe même la mort, déclarant que toute personne décédée pendant la durée de la manifestation sera considérée comme une œuvre d'art.

En 1972, il participe à la Documenta 5, à Kassel, en Allemagne, puis, en 1977, à l'exposition collective « A propos de Nice », qui inaugura, parmi d'autres, le Centre

Pompidou. Au début des années 1980, au retour d'une année à Berlin en résidence à l'association d'établissements d'enseignement supérieur allemands et leurs comités d'étudiants, l'artiste coorganise une exposition-échange entre ce qu'il nomme « la figuration libre française » – avec notamment Robert Combas et Hervé Di Rosa – et les jeunes peintres allemands. Dans son hommage officiel, la ministre de la culture, Rachida Dati, souligne que Ben « était devenu l'un de nos artistes français les plus reconnus, mais aussi les plus populaires ». ■

EMMANUELLE JARDONNET



A Paris, en 2016. AUDOIN DESFORGES/PASCO & CO

18 JUILLET 1935 Naissance à Naples
1959 Début de ses « sculptures vivantes »
1963 Organise le festival Fluxus à Nice
2000 Solo show à la FIAC
2010 Rétrospective « Ben. Strip-tease intégral » au MAC Lyon
2016 Exposition au Musée Maillol, à Paris
5 JUIN 2024 Mort à Nice

Tin Oo

Général birman

Ex-chef des armées de Birmanie sous le dictateur Ne Win, cofondateur de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) au côté d'Aung San Suu Kyi et prisonnier politique au long cours, Tin Oo, mort, samedi 1^{er} juin, à Rangoun, incarnait une espèce d'homme singulièrement rare dans ce pays martyrisé par les junte militaires depuis un demi-siècle : un ex-général converti à la démocratie.

Cette existence mise tour à tour au service de deux causes à ce point irréconciliables, alors que la Birmanie est plongée dans la plus sanglante guerre civile de son histoire, a pris toute sa signification quand il est apparu que l'une des couronnes mortuaires parvenues à son domicile après son décès venait de Min Aung Hlaing, tandis qu'une corbeille de fleurs blanches était, elle, portée au nom d'Aung San Suu Kyi.

Le premier n'est autre que le chef des armées, celui qui a refusé de reconnaître la victoire écrasante de la NLD aux élections de novembre 2020 et a renversé par un coup d'Etat, le 1^{er} février 2021, la seconde, alors chef de gouvernement, pour prendre sa place. Jetée en prison, Aung San Suu Kyi a été condamnée à plus de trente ans de réclusion – la corbeille de fleurs



A Rangoun, en Birmanie, le 13 février 2010. KHIN MAUNG WIN/AP

aurait été envoyée par son ancien personnel à Rangoun.

A moitié paralysé et rendu aphasique après une attaque cérébrale en 2017, Tin Oo a été épargné par la vague d'arrestations puis d'assassinats perpétrés contre les cadres de la NLD dans les jours qui ont suivi le coup d'Etat. En décembre 2021, Min Aung Hlaing lui rendit même visite à son domicile,

11 MARS 1927 Naissance à Patheingyi (empire des Indes)
1974-1976 Commandant en chef de l'armée birmane
1988 Cofondateur et président de la Ligue nationale pour la démocratie
1^{er} JUIN 2024 Mort à Rangoun (Birmanie)

lui promettant des soins dans un hôpital militaire. Le vieil homme le reçut, vêtu d'un blouson de la NLD, un badge du parti banni, dont il fut le président, fièrement épinglé à sa poitrine. Et mit son point d'honneur à se faire soigner à l'hôpital public, où il mourut.

Longue période de détentions
Tin Oo est né le 11 mars 1927, à Patheingyi, dans ce qui est alors le Raj britannique (empire des Indes). Entré dans l'armée à 16 ans, deux ans avant l'indépendance de 1948, il gravit les échelons de la Tatmadaw, la « glorieuse armée » fondée par Aung San, héros de l'indépendance et père d'Aung San Suu Kyi, assassiné en 1947. Ne Win, le chef de l'armée qui a pris le pouvoir en 1962 par un coup d'Etat, utilise la Tatmadaw pour unir par la force un pays en proie à de puissants courants centrifuges. Les campagnes s'enchaînent, de plus en plus brutales, contre les ennemis intérieurs que sont la guérilla communiste soutenue par la Chine maoïste et les guérillas ethniques, en particulier celle du peuple Karen.

Tin Oo devient le commandant en chef de l'armée en mars 1974. En novembre, celle-ci réprime dans le sang des manifestations étudiantes réclamant que

U Thant, personnalité populaire et ex-secrétaire général des Nations unies, ait droit à des funérailles d'Etat. Le général Tin Oo est toutefois purgé deux ans plus tard, en 1976. Des officiers qui lui sont loyaux tentent alors un coup d'Etat, qui échoue, contre Ne Win. Tin Oo est condamné à la prison pour ne pas l'avoir prévenu.

Amnistié en 1980, il reprend des études de droit. En 1988, après la répression sanglante des manifestations prodémocratie qui ont entraîné la chute de Ne Win, et l'irruption spectaculaire sur la scène politique d'Aung San Suu Kyi, revenue de l'étranger, il fonde avec elle la NLD, dont il devient le président. Le parti remporte haut la main les élections de 1990, mais la nouvelle junte refuse de reconnaître le résultat.

Commence pour Tin Oo et Aung San Suu Kyi une longue période de détentions intermittentes, en prison ou à domicile. De nouveau autorisés à faire campagne au début des années 2000, les deux fondateurs du parti sont ensemble quand leur convoi est attaqué par des supplétifs de l'armée, en 2003, à Depayin. L'ex-général, alors septuagénaire, s'interpose. Lui et Aung San Suu Kyi auront la vie sauve, mais soixante-dix de leurs partisans sont massacrés. La

junte au pouvoir profite de l'incident pour les renvoyer en prison.

Après le boycott par la NLD des élections de 2010, les militaires entreprennent un processus de démocratisation contrôlé sous la présidence du général Thein Sein. L'assignation à domicile de Tin Oo et d'Aung San Suu Kyi est levée cette année-là. La Dame de Rangoun devient députée en 2012. Victorieuse aux élections de 2015, la NLD prend pour la première fois le pouvoir, certes en cohabitation avec l'armée. Tin Oo refuse le poste honorifique de président, en raison de son âge, mais il restera impliqué dans les affaires de la NLD jusqu'en 2017. Aung San Suu Kyi est nommée conseillère d'Etat, soit chef de gouvernement de facto.

Tin Oo a été critiqué en 2011 par des militants rohingya en exil pour avoir utilisé à l'égard de cette minorité, rendue apatride en 1982 par les lois de citoyenneté de Ne Win, le terme d'« immigrants du Bangladesh » dans une interview, en contradiction avec les promesses de la NLD de les reconnaître comme minorité autochtone de Birmanie. Ces militants ont alors rappelé que des destructions de villages de Rohingya avaient été perpétrées sous son commandement, dans les années 1960. ■

BRICE PEDROLETTI

LE MONDE en vente actuellement

► **En kiosque**

Hors-série

Le Monde UNE VIE, UNE ŒUVRE
Franz Kafka
Illustration de
Eva Kratochvílová
Une conversation avec le linguiste Roman Jakobson

Hors-série

Le Monde LES ANNÉES **68**
cabu
LE GRAND DUDUCHE
Illustration de
Gilles

Hors-série

Le Monde 1944
DES DÉBARQUEMENTS
À LA LIBÉRATION DE LA FRANCE
Illustration de
Gilles

Hors-série

Le Monde *Le Chat du Rabbine*
Illustration de
Gilles

Hors-série

Le Monde LE FASCINANT
NOMBRE π
VIVANTE ENIGME
MATHÉMATIQUE
Illustration de
Béatrice

Magazine

Le Monde 100 CHILLES
MOTS CROISÉS
PAR PHILIPPE DURIOT - 100
Illustration de
Gilles

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes
soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)
soit sur le site :
<https://carnet.lemonde.fr>

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

✉ **carnet@mpublicite.fr**
<https://carnet.lemonde.fr>

AU CARNET DU « MONDE »

Décès

Noémi, Raphaëlle, Sébastien,
ses enfants,
Gaëlle, Nadia, Paddy,
ses belles-filles et gendre,
Antoine, Emma, Loretta, Louison,
Manon, Margaux, Zéphyr,
ses petits-enfants,
et leurs conjoint.e.s, Gaëlle, Jérémy,
Mathieu, Mishi,
Zoé,
son arrière-petite-fille,
Sa famille
Et ses ami.e.s,

ont la tristesse de faire part du décès de

Catherine « Cathou » BÉDIER,
épouse **DESSUS,**

survenu le 3 juin 2024,
à Meudon (Hauts-de-Seine).

Une cérémonie laïque a lieu ce
jeudi 6 juin, à 17 h 15, au crématorium
de Clamart, 104, rue de la Porte de
Trivaux, à Clamart.

Famille Dessus,
5, avenue de Trivaux,
92190 Meudon.

Anne-Marie de Besombes,
née Lanternier,
son épouse,
Marie-Liesse et Serge Verdier,
Amélie et Fabrice Barthélemy,
Mathieu et Cécile de Besombes,
ses enfants,
Louise (en religion sœur Christophe),
Hippolyte et Emmanuelle, Pierre,
Eliette et Anatole, Thomas, Marin,
Arnaud, Ludivine, Antonin, Théophile
et Gabriel,
ses petits-enfants,
En union avec les familles de
Besombes, Lanternier, Gaultier, Ardant,
Beaudoin, Catta, Haumonté et Hutin,

ont la tristesse de faire part du rappel
à Dieu, dans la paix, de


René de BESOMBES,
ingénieur
ESTP et Génie atomique,

le 28 mai 2024.

La célébration religieuse a eu lieu
le vendredi 31 mai, en l'église Saint-
Lambert de Vaugirard, Paris 15^e.

Il a été inhumé à Pléneuf-Val-André.

313, rue Lecourbe,
75015 Paris.



Monique,
son épouse,
Florence, Olivier et Nathalie,
ses enfants,
Jean-Michel et Françoise, Catherine,
Claire,
ses frère et sœurs,
Louise et Vincent, Simon et Camille,
Maud et Mathieu, Clément,
ses petits-enfants,
ont la profonde tristesse de faire part
du décès de

Francis BIQUARD,
ancien professeur
de l'université d'Aix-Marseille,

survenu le 24 mai 2024,
à l'âge de quatre-vingt-sept ans.

Les obsèques ont eu lieu le 31 mai,
dans l'Yonne, dans l'intimité familiale.

M^{me} Chantal Bobillot,
et ses enfants, Damien, Benoit et
Marie-Sara,

font part du décès de

M. Gérard BOBILLOT,

survenu le 29 mai 2024,
à l'âge de soixante-douze ans.

La cérémonie religieuse aura lieu
ce vendredi 7 juin, à 14 h 30, en l'église
de Buc (Yvelines).

Thonon-les-Bains (Haute-Savoie).

Anne Camel, Eliane et Etienne
Camel, Brigitte et Nicolas Camel-
Samalens, Julie et Jérôme Camel,
ses enfants,
Valentine, Anouk, Pierre, Marie,
Mathieu, Rose, Gaspard, Jules,
ses petits-enfants,
ont la tristesse de faire part du décès
de

Jean-Paul CAMEL,
ingénieur en chef
à l'École nationale des eaux et forêts
(ENEF, 1961),

survenu à l'âge de quatre-vingt-sept
ans.

Selon ses convictions, il a rejoint
dans l'inconnu,

Ghislaine
(† 1999),

son épouse, qui fut la lumière et le
sel de sa vie pendant quarante ans.

Les obsèques ont eu lieu le 1^{er} juin
2024, dans la stricte intimité familiale.

Buguèls. Penvénan.

Annie Junter,
sa compagne,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès
de

Paul Jean LE ROUX,
président honoraire
de la Coopérative immobilière
de Bretagne,

survenu le 1^{er} juin 2024,
à l'âge de soixante-dix-neuf ans.


La cérémonie religieuse a eu lieu
ce 6 juin, à 11 heures, en l'église de
Penvénan (Côtes-d'Armor).

Cet avis tient lieu de faire-part et
de remerciements.

Flours et/ou dons au fond de
dotation Kernaë pour le logement
(www.Kernaë.bzh).

Pompes funèbres Keriguy,
22710 Penvénan.

annie.junter@wanadoo.fr



projet
exposit
co

Pour toute information :

Isabelle Dangeard,
Séverine et Luc Chikhani,
ses sœurs et beau-frère,
leurs enfants
et petits-enfants,
Anne et Nicolas Pactet,
ses cousins,
ont la tristesse de faire part du décès
de

Jean-François PACTET,
ambassadeur de France
au Sri Lanka et aux Maldives,

survenu soudainement le dimanche
26 mai 2024, à Colombo (Sri Lanka),
à l'âge de cinquante-trois ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le 11 juin, à 10 h 30, en l'église Notre-
Dame-d'Auteuil, Paris 16°.

Manuela Picard,
son épouse,
Benjamin et Alexandre,
ses enfants,
Sébastien,
son frère,
ont la tristesse de faire part du décès
de

**M. Christophe, Philippe,
Charles PICARD,**
professeur des Universités,
professeur émérite
d'histoire médiévale
à l'université Paris 1 -
Panthéon-Sorbonne,
chevalier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu le 1^{er} juin 2024, à Toulouse.

La cérémonie des obsèques se
tiendra ce vendredi 7 juin, à 14 h 30,
en l'église Sainte-Jeanne-d'Arc de
Versailles.

L'inhumation aura lieu à 16 h 30,
au cimetière de Montreuil, à Versailles,
dans l'intimité.

Marylise Léon
Et la Commission exécutive de la
CFDT,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Philippe PORTIER,
secrétaire national,

survenu le 31 mai 2024,
à l'âge de cinquante-neuf ans,
des suites d'une longue maladie.

Ils saluent la mémoire d'un grand
militant.

Philippe faisait partie de la
Commission exécutive confédérale
depuis 2018. Il a notamment été en
charge des questions de transition
écologique, de recherche et d'industrie,
et de dialogue social.

Son arrivée à la Commission
exécutive s'inscrivait dans un parcours
militant très riche : délégué du
personnel, secrétaire de CE, délégué
syndical, conseiller prud'homme,
secrétaire général de l'Union mines
métaux Ain-Deux Savoies, secrétaire
national puis secrétaire général de
la Fédération des Mines et de la
Métallurgie - CFDT.

Ses obsèques ont eu lieu dans
l'intimité, ce jeudi 6 juin.

La famille ne souhaite pas de fleurs.

Vos signatures
signatures-débat
ions co
nférenc
concert
C

Le Monde
Le Carnet

arnet@mpublicite.fr - Prix

Hélène Aubart, née Rozenwaig,
Marthe Jallon, née Rozenwaig,
Boris Rozenwaig
et leurs familles,

ont la tristesse de faire part du décès
de

Régina ROZENWAIG,

survenu le 2 juin 2024, à Paris, à l'âge
de quatre-vingt-cinq ans, des suites
d'une longue maladie.

La famille remercie chaleureuse-
ment tous.les les soignant.es pour
leur gentillesse et leur engagement,
ainsi que toutes les personnes qui
l'ont aidée à supporter cette épreuve
et à partir en toute sérénité.

Claire Torracinta-Pache,
son épouse,
Ses enfants,
Ses petits-enfants
Et ses arrière-petits-enfants,

ont le chagrin de faire part du décès,
survenu le 29 mai 2024, à Genève,
à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, de

Claude TORRACINTA,
journaliste,

ancien directeur de l'information
à la Télévision Suisse Romande,
ancien membre du comité
des programmes de la Sept-Arte,
prix francophone de l'information,
chevalier de l'ordre
des Arts et des Lettres,
il était un lecteur fidèle du *Monde*
depuis ses vingt ans.

Souvenirs

Robert CATALAN,
dit **Robert de l'EURE,**

croix de guerre avec étoile d'argent
à l'ordre de la division,
croix de guerre avec étoile de vermeil
à l'ordre du corps d'armée,
croix de guerre avec palme
à l'ordre de l'armée,
chevalier dans l'ordre national
de la Légion d'honneur,
médaille de la Résistance,
médaille croix du combattant
volontaire de la Résistance,
croix du combattant volontaire
(1939-1945),
officier
dans l'ordre national du Mérite.

*« Je sais parfaitement combien il vous
a fallu d'intelligence et de courage
pour implanter votre réseau
et organiser vos maquis. »*
Général Legentilhomme.

Officier d'élite, commandant des
Forces françaises de l'intérieur (FFI),
entré dans la Résistance dès 1941,
il fut nommé délégué militaire
régional en juin 1944, à l'âge de
vingt-deux ans et assura, dans des
conditions périlleuses, la réception
et la transmission des ordres venant
de Londres, permettant aux maquis
de l'Eure de prendre une part des-
plus efficaces à la bataille de
Normandie où il mit en application
les plans « vert » et « rouge » et fit
preuve, à la tête de ses troupes, d'un
grand courage et de qualités
exceptionnelles.

*« Je suis né pour te connaître
Pour te nommer
Liberté. »*
Paul Eluard.

es
es
loques
es
urs

la ligne : 33,60 € TTC.

Ses douze arrière-petits-enfants nous remercieront d'avoir une pensée pour

Louise FOULON-ROPARS,
infirmière d'un maquis en 1944,
première assistante sociale
des étudiants bretons,
est entrée dans son éternité, le 6 juin 1969.

Son mari, le
professeur Charles FOULON,
médaille de la Résistance française,
est inhumé près d'elle, à Saint-Malo,
depuis février 1997.

A la mère de leurs trois enfants, il
avait écrit : *« pour tous les deux, sur terre
et au-delà, se lève une aurore éternelle,
un soleil de toujours ».*

Une notice Louise Foulon-Ropars
est à lire sur <https://www.wiki-rennes.fr/Matrimoine>
charles-louisfoulon@orange.fr

Le 6 juin 2021, nous quittais

Michel HOST.

À lui nos pensées attristées.

Sa famille,
Ses proches amis.

Mémoire

À la mémoire de

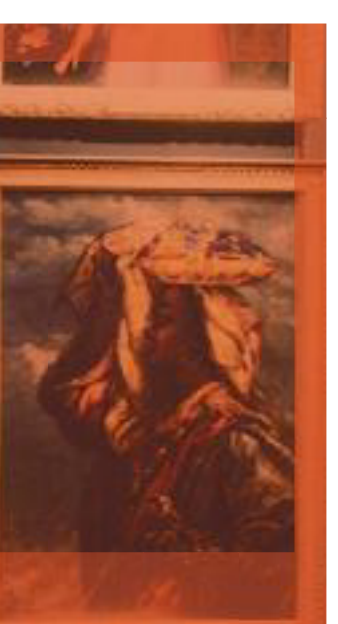
Patrice MALTERRE.

Son épouse,
Sa fille,
Son petit-fils.

Communication diverse

Les Mardis de la Philo
et les Facultés Loyola Paris
proposent une journée de réflexion,
le 12 juin 2024,
de 9 heures à 17 h 30
L'Intelligence Artificielle
et l'humain :
des liaisons dangereuses ?
Focus sur la défense et la santé
réunissant praticiens de l'IA
et philosophes,
Alexei Grinbaum,
le général (2S) Charles Palu,
Asma Mhalla,
le professeur Guillaume Assié,
Le docteur Julien Vibert,
Laurence Devillers,
Jean-Michel Bessier,
Eric Charmetant,
Romain Leroy-Castillo,
Raphaëlle Taub,
Stéphane Ragusa.
Informations et inscription :
lesmardisdelaphilomo
ou Tél. : 06 77 66 09 55.

Société éditrice du « Monde » SA
président du **directoire**, directeur de la publication
Louis Dreyfus
directeur du « Monde », **directeur délégué de la**
publication, membre du **directoire** Jérôme Fenoglio
directrice de la rédaction Caroline Monnot
directrice adjointe de la rédaction
Grégoire Alich, Maryline Baumard, Philippe Broussard,
Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis
Delcambre, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi,
Jarold Thibault
directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
directrice déléguée au développement des services
données Françoise Tovo
directeur délégué aux relations avec les lecteurs
Guillem van Kote
rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel
Avidenikoff (Événements), Jérôme Gautheret, Michel
Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux
cheffe d'édition, Alain Salles (Débats et Idées)
rédaction artistique Emmanuel Laparra
photographie Delphine Papin
directrice des ressources humaines du groupe
Emilie Conte
secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
conseiller de surveillance Aline Sylla-Walbaum,
présidente, Gilles Paris, vice-président

A gallery of classical paintings, including a woman in a dark dress, a religious scene with many figures, and a muscular man, all displayed in ornate frames. A semi-transparent orange overlay covers the center of the image, containing white text. At the bottom, a white banner contains black text.

Vos signatures
projections-débats
expositions colloques
conférences
concerts
Cours

Le Monde
Le Carnet

Pour toute information : carnet@mpublicite.fr - Prix à la ligne : 33,60 € TTC.

Alberto Alemanno Une performance électorale de l'extrême droite contrarierait le projet européen

L'UE ne devrait pas tomber entre les mains de l'extrême droite à l'issue du scrutin qui renouvellera le Parlement européen, estime le juriste. Cependant, les élections offriront à ces partis une chance sans précédent de contrecarrer tout effort d'intégration

Alors que les citoyens se rendent aux urnes dans les vingt-sept États membres, l'incertitude plane sur le continent. Pour la première fois, les partis d'extrême droite et antiestablishment pourraient obtenir environ un quart des sièges au Parlement européen. Ces mêmes partis gouvernent déjà à différents niveaux de pouvoir dans plus d'une douzaine d'États membres de l'Union européenne [UE]. Parmi ceux-ci figurent certains États fondateurs, tels que l'Italie et les Pays-Bas, où ils ont progressivement acquis une respectabilité auparavant inconcevable. Bien que cette normalisation n'ait pas encore eu lieu au niveau de l'UE, elle risque de se produire. Mais il est probable qu'elle se déroule différemment qu'au niveau national, en raison de certaines caractéristiques structurelles et politiques propres à l'Union.

Tout d'abord, la personne qui présidera la Commission européenne, ainsi désignée par les chefs d'État et de gouvernement réunis au sein du Conseil, n'est pas légalement tenue de former une majorité politique clairement définie avant le vote du Parlement européen confirmant sa nomination. De même, les députés nouvellement élus ne sont pas censés choisir un camp avant les élections, et même si leurs partis politiques leur demandent de le faire, ils voteront à bulletin secret.

C'est la raison pour laquelle, en 2019, Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, n'a pas réussi à obtenir les suffrages de tous les députés européens des partis traditionnels qui la soutenaient, recevant, en revanche, les voix de ceux qui n'étaient pas censés la soutenir, comme le parti Droit et justice polonais et les Italiens du Mouvement 5 étoiles. Par conséquent, la prochaine Commission européenne ne s'appuiera pas sur une majorité stable, mais plutôt sur une majorité à géométrie variable se définissant au sein du Parlement en fonction des dossiers qui y seront débattus. Le choix de la présidence de la Commission sera déterminé par la capacité du candidat à former une telle majorité.

Groupes idéologiquement hétérogènes Deuxièmement, le Parlement européen n'est ni « européen » ni un véritable Parlement. Il n'est pas européen dans la mesure où ses membres appartiennent à des partis politiques nationaux – et non européens. Bien que les nouveaux députés puissent rejoindre des groupes politiques une fois élus au sein du Parlement européen, ces groupes sont idéologiquement hétérogènes, et ne peuvent pas garantir un soutien politique permanent à une Commission donnée tout au long d'une législature. En outre, le Parlement européen n'est pas non plus un véritable

Parlement, car il ne dispose pas d'initiative législative, qui appartient à la seule Commission européenne. Cela signifie que, même si les partis d'extrême droite, maintenant divisés en deux groupes (Conservateurs et réformistes européens et Identité et démocratie), venaient à se rassembler en un seul groupe, ils ne pourraient pas à eux seuls définir l'orientation politique de l'Union. En l'absence d'initiative parlementaire, l'extrême droite pourra seulement retarder ou stopper les propositions de la Commission européenne, qui devrait rester entre les mains des trois partis du centre, à savoir le Parti populaire européen, le groupe des Socialistes et démocrates, et les libéraux de Renew. En matière de politique étrangère, le Parlement européen a encore moins de prérogatives et, par conséquent, même un contingent important de partis d'extrême droite manquera en influence sur ce sujet.

Deux autres facteurs semblent éclipser la possibilité pour l'extrême droite de prendre les rênes de l'UE. L'idée d'unir les partis d'extrême droite au ni-

veau européen au sein d'un seul groupe est un vieux rêve, lancé par le Britannique Nigel Farage, le Français Jean-Marie Le Pen et le Néerlandais Geert Wilders il y a plus de vingt ans. Pourtant, ce rêve n'est jamais devenu réalité. Non seulement ces partis sont intrinsèquement incompatibles entre eux – pour preuve leurs positions opposées sur la Russie –, mais leurs propres orientations nationalistes les empêchent de coopérer au-delà des frontières étatiques.

Accélération du virage à droite Cette désunion suggère que, malgré son essor historique, l'extrême droite ne sera pas en mesure de dicter seule les priorités de l'UE, qui resteront plutôt définies par les partis traditionnels, même s'ils en sortiront affaiblis. Toutefois, même en absence d'une prise de contrôle politique du projet européen, l'extrême droite gagnera certainement, grâce à son nombre record de sièges, une influence politique considérable et potentiellement déstabilisante.

Pour en avoir un avant-goût, il suffit de regarder le sort que la présidente sortante de la Commission a réservé au pacte vert, pourtant présenté comme sa politique phare, en abandonnant certaines de ses mesures-clés sous la pression des partis d'extrême droite et des manifestations des agriculteurs ces derniers mois. Elle l'a fait pour regagner la confiance de son propre parti, le Parti populaire européen [PPE], mais aussi celle de nombreux libéraux, comme le parti libéral allemand FDP, ou celle du président Macron, qui a appelé à une « pause réglementaire climatique ». Auparavant, elle a également fait passer la politique migratoire de l'UE d'un défi humanitaire à une question de sécurité, validant ainsi largement le projet dicté par l'extrême droite.

De ce point de vue, grâce à la complicité du PPE avec certaines forces de l'extrême droite européenne comme les Frères d'Italie de Giorgia Meloni, ces élections devraient accélérer le virage à droite de la politique en Europe déjà amplement amorcé dans toute l'Union.

Ce ne sont pas seulement les ambitions environnementales de l'UE qui sont en jeu, mais aussi l'agenda traditionnellement intégrationniste de l'UE. L'élargissement de l'Union, qui est étroitement lié aux questions de réformes institutionnelles, risque d'être ralenti, voire interrompu, sous l'influence de l'extrême droite.

Par ailleurs, le prochain budget à long terme de l'UE, qui doit être négocié par le Parlement européen en 2026, pourrait diminuer. Or, une diminution du budget européen pourrait créer un fossé sans précédent (et déjà bien présent) entre les attentes des citoyens envers l'UE pour relever les grands défis contemporains et les moyens dont elle disposerait pour y parvenir.

Une bonne performance de l'extrême droite aux élections européennes pourrait donc contrarier l'essence même du projet européen, ralentissant ou même interrompant son intégration au moment où celle-ci n'a jamais été si attendue – selon l'Eurobaromètre – par la majorité des citoyens européens. Tel est l'enjeu de ces élections. ■

Alberto Alemanno est professeur titulaire de la chaire Jean-Monnet de droit de l'Union européenne à HEC Paris

Les très nombreuses affiches électorales de Fratelli d'Italia, le parti de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, bien en vue dans les rues de Milan, sont impressionnantes. Le Salon international du meuble, l'une des manifestations les plus importantes de la ville, s'est achevé fin avril, attirant des milliers de professionnels du design et de touristes. Ces visiteurs n'ont sûrement pas prêté trop d'attention à ces immenses panneaux sur lesquels Giorgia Meloni arborait une coupe de cheveux faisant ressortir sa blondeur, un sourire fier et une veste d'inspiration militaire. Et pourtant, pour beaucoup d'Italiens, cette image a une signification très précise.

En effet, au-dessus du visage de Giorgia Meloni, s'élève, bien visible, la flamme : un symbole qu'elle revendique pour marquer la continuité de son parti avec l'Alliance nationale. Ce parti politique italien d'extrême droite créé dans les années 1990 est lui-même l'héritier du Mouvement social italien, parti né juste après la seconde guerre mondiale des cendres de la République de Salò, régime guidé par Benito Mussolini et voulu par Adolf Hitler. Cette banalisation de la flamme s'inscrit dans un contexte de reprise, par une partie de la société, de symboles fascisants. Ainsi, les saluts romains effectués par des militants d'extrême droite dans la rue lors de commémorations à Milan et à Rome n'ont été ni sanctionnés ni condamnés.

Les mesures adoptées par le gouvernement de coalition dirigé par la cheffe de file de Fratelli d'Italia depuis octobre 2022 mar-

Anna Bonalume La flamme fascisante continue de brûler au-dessus de la tête de Giorgia Meloni

Si elle affiche un rassurant visage pro-européen, la présidente du conseil italien contribue à la normalisation de l'extrême droite au pouvoir, par son refus de renier l'histoire politique de son parti et par l'action de son gouvernement, considère la philosophe

quent également sa fidélité à l'histoire de l'extrême droite italienne. Sur le plan constitutionnel, Giorgia Meloni promeut une réforme visant l'élection directe du président du conseil, le renforcement de ses pouvoirs et la limitation, dans le même temps, de la capacité du président de la République italienne à servir de garde-fou institutionnel face aux impulsions des politiciens populistes et à restaurer la confiance des marchés, comme cela a été le cas à plusieurs reprises dans le passé.

Mainmise sur l'audiovisuel Jusqu'à présent, le président de la République italien a exercé le rôle de gardien du respect de la Constitution. Ce bouleversement représenterait ainsi un risque de régression vers une forme d'« autocratie », comme l'a souligné la sénatrice Liliana Segre, rescapée de la Shoah, dans un discours au Sénat.

Faisant face à des difficultés pour répondre à sa promesse de réduire l'immigration à zéro par un blocus naval militaire, le gouvernement de M^{me} Meloni a aussi lancé une opération de dé-

tournement des débarquements vers l'Albanie. Si une telle opération lui permettrait de réduire le nombre officiel d'arrivées de migrants, elle consiste en fait à externaliser les procédures d'asile, au travers de centres de gestion placés sous la juridiction de Rome mais installés sur le territoire albanais. Le coût de la manœuvre est estimé à 650 millions d'euros.

Sur les volets social et culturel, d'autres mesures posent question. L'introduction de militants anti-avortements dans les hôpitaux, dans un pays où environ

70 % des gynécologues refusent de pratiquer des IVG au nom de l'objection de conscience, réduit de fait la possibilité d'assurer ce droit. La mainmise sur l'audiovisuel public et le secteur de la culture a légitimé différentes actions de censure. L'intervention prévue sur la chaîne publique RAI3 de l'écrivain italien Antonio Scurati, contempteur de la montée du fascisme dans sa série *M. [une trilogie publiée par Les Arènes entre 2020 et 2023]* et considéré comme un opposant, a par exemple été annulée car considérée « trop chère » (1500 euros).

Si la normalisation de l'extrême droite au pouvoir est complètement actée en Italie, avec Giorgia Meloni en tête des sondages pour les élections européennes, en Europe, l'image de la présidente du conseil jouit par ailleurs d'une réputation positive. Celle qui il y a peu pointait du doigt les technocrates de Bruxelles et les qualifiait de « comité d'usuriers », affichant sa grande amitié et son alliance politique avec Orban, se présente aujourd'hui dans les réunions internationales comme une femme politique conservatrice, modérée, respectueuse des

institutions, et bénéficie d'une réputation de pro-européenne. Reconnue à l'international comme une femme politique claire dans ses positionnements, elle a fait de son soutien militaire à l'Ukraine et de son appui à l'Alliance atlantique des gages de son esprit démocratique.

Moment historique Aujourd'hui, l'image de Giorgio Almirante, fondateur du Mouvement social italien, est remplacée par le visage plus rassurant de Giorgia Meloni, mais la flamme continue de brûler au-dessus de leurs têtes. Un Giorgio et une Giorgia qui ne se sont jamais dits antifascistes, et n'ont jamais clairement condamné l'action du régime collaborationniste italien à l'origine des lois raciales contre les juifs et des déportations. Un régime qui a pourtant joué le rôle de vecteur de la violence autoritaire qui mena l'Europe vers sa destruction.

Les positions extrêmes défendues jadis par Giorgia Meloni en Italie et Marine Le Pen en France représentaient-elles leurs convictions profondes, ou étaient-elles le reflet de stratégies politiques ?

Difficile de le savoir : c'est pour cette raison qu'il est indispensable de demander à ces politiques ayant défendu dans leur passé des positions antidémocratiques et antieuropéennes de réaffirmer leurs engagements démocratiques et de renier publiquement leur histoire politique.

Dans un moment historique comme celui que nous sommes en train de vivre, où le clair et l'obscur se confondent, où les masques ne sont pas ceux de la célébration festive, mais servent plutôt à cacher des monstres, il est essentiel de nous rappeler la valeur de la démocratie, fragile conquête. Pour paraphraser l'homme politique italien Piero Calamandrei (1889-1956), dans son discours sur la Constitution de 1955 : la démocratie est comme l'air, on ne s'aperçoit de son existence qu'à partir du moment où on commence à en manquer. ■

Anna Bonalume est docteure en philosophie, chargée de cours à l'université Paris-Est Créteil. Analyste politique ayant collaboré avec l'Institut Montaigne, la Fondapol et la Fondation Robert Schuman, elle a publié notamment « Un mois avec un populiste » (Fayard, 2022)

DANS CE MOMENT HISTORIQUE, IL EST ESSENTIEL DE NOUS RAPPELER LA VALEUR DE LA DÉMOCRATIE, FRAGILE CONQUÊTE

Jaroslav Kuisz

La guerre en Ukraine unit et divise l'Europe

L'Europe est mortelle», a prévenu le président Emmanuel Macron lors de son récent discours à la Sorbonne, le 25 avril. Cette mise en garde contre la désintégration de l'Union avait une tonalité presque centre-européenne. Dans l'Europe centrale et orientale, personne n'a besoin d'être convaincu de la mortalité des Etats ou des unions interétatiques. La peur de perdre sa souveraineté est l'«ADN politique» de pays tels que les Etats baltes, la Pologne, la Roumanie et, à sa manière, la Finlande.

Au moins depuis 2014 et l'annexion de la Crimée par la Russie, les craintes légitimes de «mortalité de l'Etat» sont pleinement intégrées dans la politique de l'Ukraine et de la Moldavie. Au cours des trois cents dernières années, l'Europe centrale et orientale a été une région de «dieux mortels», comme l'a écrit Thomas Hobbes dans le *Léviathan*. Quiconque s'est rendu en Ukraine sait que depuis 2014 la création de nouveaux cimetières le rappelle douloureusement.

Si la question de l'aide à l'Ukraine est marginale dans la campagne électorale de l'ouest de l'Europe, dans les pays voisins de la Russie, les débats politiques sont remplis de mises en garde contre l'agressivité de la Russie. De Tallinn à Varsovie, les questions de désinformation et d'espionnage font la une des journaux. En Pologne, le premier ministre, Donald Tusk, pro-européen, adopte les tons les plus alarmistes pour mobiliser les électeurs. Il essaie de convaincre les citoyens que le résultat des élections au Parlement européen déterminera l'avenir de la guerre.

Différentes analogies historiques

La stratégie de Donald Tusk fait écho au contenu du second discours d'Emmanuel Macron à la Sorbonne, ainsi qu'aux slogans de campagne de Raphaël Glucksmann, tête de liste aux européennes pour le PS et Place publique. Il est d'autant plus remarquable que les élections au Parlement européen mettent en lumière un processus important qui se déroule dans toute l'Europe. Une partie de la classe politique des pays occidentaux a adopté l'optique géopolitique des pays voisins de la Russie – en tant qu'optique européenne. Mais cela nous renvoie à des différences fondamentales

dans l'interprétation de l'agression russe contre l'Ukraine. La guerre en Ukraine unit et divise l'Europe. Différentes analogies historiques sont, en effet, utilisées pour interpréter ce conflit paneuropéen.

Les premières «lunettes» à travers lesquelles la guerre d'Ukraine est vue portent la date de 1914. En 2013, Christopher Clark a publié *Les Somnambules*. Cet historien respecté de Cambridge y décrit le puzzle complexe de la politique internationale au moment de l'attentat de Sarajevo. Comment les coups de feu d'un jeune assassin en juin 1914 ont-ils pu déboucher sur un conflit mondial?

Le livre de Clark avance une thèse dramatique : la guerre mondiale n'était pas une nécessité. Les commentateurs et les hommes politiques qui prônent la pertinence de cette analogie historique pour l'année 2024 tirent la sonnette d'alarme : pas à pas, nous nous dirigeons vers un conflit mondial. En théorie, personne ne le souhaite, mais, en pratique, nous nous enfonçons dans une guerre «aveugle». Une escalade inconsidérée des tensions entre les pays de l'OTAN, et Moscou pourrait nous conduire à l'autodestruction.

Le chancelier allemand, Olaf Scholz, a déclaré que les Européens ne voulaient pas d'une troisième guerre mondiale. Le leader de La France insoumise Jean-Luc Mélenchon partage ce point de vue. Tout comme Pierre Lellouche, ancien secrétaire d'Etat chargé des affaires européennes sous Nicolas Sarkozy, s'inquiétant dans *Le Figaro* que le président Macron

UNE ESCALADE INCONSIDÉRÉE DES TENSIONS ENTRE LES PAYS DE L'OTAN ET MOSCOU POURRAIT NOUS CONDUIRE À L'AUTODESTRUCTION

risque «de faire sauter tous les verrous qui nous protègent de la troisième guerre mondiale». En Europe centrale, c'est le premier ministre hongrois, Viktor Orbán, qui avertit depuis des années que les pays de l'UE soutiennent l'Ukraine d'une manière telle qu'elle conduit à une menace pour l'Europe. De même, le premier ministre slovaque, Robert Fico, a mis en garde contre cette escalade. C'est l'optique de Sarajevo.

Pour les voisins directs de la Russie, une date différente est plus essentielle. Pour de nombreux hommes politiques, les lunettes et la leçon des accords de Munich de 1938 semblent plus pertinentes pour comprendre la guerre en Ukraine. Paris et Londres entérinent l'annexion d'une partie de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne nazie en pensant satisfaire

les appétits du III^e Reich pour éviter une répétition de la Grande Guerre. La politique d'apaisement vis-à-vis du fascisme, sous le signe de Neville Chamberlain et d'Edouard Daladier, s'est faite au détriment des pays d'Europe centrale et orientale et s'est terminée dans la débâcle.

Comprendre la menace

Non seulement l'agressivité de Berlin n'a pas été stoppée, mais la capacité de la France et du Royaume-Uni à se défendre a été affaiblie par la capitulation d'un allié militaire, la Tchécoslovaquie. L'apaisement s'est, de toute façon, terminé par la seconde guerre mondiale. Il ne faut donc pas céder naïvement aux dictateurs actuels, car ils ne comprennent que les arguments de la force. Le président Macron et Glucksmann adoptent la perspective de 1938.

En Europe, les deux interprétations, même inconscientes, semblent dominer à la veille des élections. Les hommes politiques et les commentateurs sont convaincus qu'ils agissent non seulement moralement et de bonne foi, mais qu'ils lisent aussi correctement les scénarios futurs. Comme il s'agit de questions existentielles, la dispute est virulente.

Le problème, c'est qu'en 2024 nous ne sommes peut-être ni à Sarajevo ni à Munich. Les analogies historiques sont ce qu'elles sont : de simples analogies avec leurs limites. Néanmoins, elles témoignent d'une tentative de comprendre la menace à laquelle l'Union européenne, conçue pour les temps de paix, pas pour

les temps de guerre, est confrontée. Les partisans du projet européen ont imaginé qu'ils seraient en mesure de modifier l'environnement international par le biais du soft power. Ces ambitions d'influence se sont heurtées aux ambitions néo-impériales de la Russie, qui n'hésite pas à recourir au hard power.

La Russie mène une guerre hybride contre l'UE et ses valeurs fondamentales par les moyens de communication modernes et nous influence de l'intérieur. Nous sommes inondés par une vague de désinformation. Les services secrets russes prennent des mesures pour transformer les divisions politiques non pas en sujet de débat démocratique, mais en inimitié au sein d'un pays. Il convient de noter que l'argument de l'interprétation de la guerre – sur fond d'histoire – est déjà exploité par une partie des populistes, qui retournent le peuple contre les élites. A long terme, cela est aussi dangereux pour l'UE que les menaces extérieures. ■

Jaroslav Kuisz est rédacteur en chef de l'hebdomadaire sociopolitique «Kultura Liberalna». Chercheur à l'université de Varsovie et senior fellow au Zentrum Liberale Moderne de Berlin. Il a publié «Posttraumatische Souveränität» («la souveraineté post-traumatique», Suhrkamp, 2023, non traduit)

Estelle Brachlianoff

L'Europe doit et peut accélérer, simplifier et innover pour transformer l'essai du Green Deal

La directrice générale de Veolia demande que le Pacte vert comprenant un ensemble de mesures pour engager l'Europe sur la voie de la transition écologique soit pleinement mis en œuvre

SEULE UNE ACTION RÉSOLUE PERMETTRA D'AFFIRMER LA CONFIANCE DES EUROPÉENS FACE AUX ENJEUX DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CLIMAT DE NOTRE ÉPOQUE

A en juger par la campagne électorale qui s'achève, il semble que personne ne soit plus intéressé par l'environnement ou l'écologie. J'ai la conviction qu'il en est autrement.

Il est vrai que les sujets écologiques cristallisent des positions parfois radicales : des climatosceptiques aux jusqu'au-boutistes, la tempérance nécessaire au débat et à l'action efficace fait souvent défaut, et les positions marquées créent autant de diffusions sur une réalité qu'il faut pourtant parvenir à saisir, et vite. L'écologie n'est pas un frein, mais bien plus une occasion pour renforcer la compétitivité industrielle et économique en Europe. Elle est gage d'un avenir désirable pour ses citoyens.

Sans considération partisane aucune, il serait faux de considérer qu'au cours de la mandature qui s'achève rien n'a été fait : les sujets environnementaux sont

remontés dans l'ordre des priorités, le cadre réglementaire a progressé, les moyens ont afflué... et le Green Deal [pacte vert en français] est né.

Mais il serait tout aussi erroné de se satisfaire de ces réelles avancées : le Green Deal existe certes dans les textes et dans les budgets, mais il tarde à se concrétiser pleinement sur le terrain, dans les territoires ou dans la vie quotidienne des Européens – près de trois ans après son adoption, moins de la moitié de l'enveloppe prévue pour les investissements verts a été décaissée!

Autonomie stratégique

Il nous appartient à tous désormais d'accélérer, de simplifier et de déployer nos énergies pour sa mise en œuvre afin d'éviter que le Green Deal ne demeure qu'une ambition. Il y va de la compétitivité de l'Union européenne (UE)

et de son autonomie stratégique, notamment face à des puissances économiques telles que les Etats-Unis ou la Chine.

D'abord, parce que réussir la transformation écologique est devenu un impératif économique pour l'Europe face aux risques de décrochage industriel et aux vulnérabilités sur les approvisionnements stratégiques. D'autre part, parce que les citoyens européens demandent de l'action : 91 % d'entre eux sont convaincus qu'un dérèglement climatique est en cours, et 64 % estiment qu'une inaction coûtera finalement plus cher qu'un passage à l'action (selon un sondage réalisé auprès de 9 000 Européens dans le cadre du Baromètre mondial de la transformation écologique réalisé par Elabe en collaboration avec Veolia).

Et c'est le besoin de protection, notamment de leur santé et de celle de leurs enfants, qui motive leur volonté d'agir. Seule une action résolue permettra d'affirmer la confiance des Européens face aux enjeux environnementaux et climatiques de notre époque.

Enfin, parce que nous avons les moyens technologiques d'accé-

lérer sans attendre et les solutions concrètes pour atteindre ces ambitions. Ces solutions existent d'ores et déjà, qu'il s'agisse de réutiliser massivement les eaux usées traitées pour préserver la ressource en eau et remédier aux sécheresses récurrentes, ou de puiser dans les 400 GW (soit l'équivalent de 400 tranches nucléaires) de réserves locales d'énergies décarbonées de nos territoires, permettant ainsi de réduire de 30 % les importations d'hydrocarbures. Un gisement largement inexploité.

La voix de l'unité

L'Europe en tant que réalité géographique, historique, politique et philosophique a une voix singulière à porter sur ce sujet : non pas la voix de l'exclusion, qui réserverait seulement à l'Etat, ou seulement au secteur privé, la responsabilité de la transformation écologique ; mais la voix de l'unité, de la coalition, du citoyen jusqu'à la Commission européenne, de l'association jusqu'à l'administration, de la petite entreprise jusqu'au grand groupe. L'Europe doit et peut accélérer,

simplifier et innover pour transformer l'essai du Green Deal. Accélérer en veillant à une mise en œuvre rapide et cohérente de l'ensemble des textes qui composent le Green Deal.

Simplifier en décomplexifiant l'octroi de toutes les autorisations administratives nécessaires aux projets de transformation écologique, le tout dans le respect des populations et de l'environnement. Innover en déployant un accompagnement financier qui sera indispensable pour permettre le déploiement à large échelle des solutions innovantes.

C'est en s'inspirant de ces principes que l'UE pourra réussir la transformation écologique et bâtir un avenir désirable en conciliant progrès humain et protection de l'environnement. Il n'est plus nécessaire de se demander s'il faut choisir entre l'écologie et la prospérité, car l'une garantit l'autre. ■

Estelle Brachlianoff est directrice générale de Veolia

Les constructeurs automobiles votent pour l'électrique

LA FUTURE MAJORITÉ AU PARLEMENT EUROPÉEN PEUT-ELLE DOUCHER LES SOUHAITS DE STABILITÉ RÉGLEMENTAIRE DES INDUSTRIELS ?

ANALYSE

Rarement élection aura été aussi suivie par le monde de l'automobile. Avec quelque nervosité. Car le débat entre les candidats au Parlement européen ne s'est pas forcément focalisé sur la voiture électrique dans le sens souhaité par les dirigeants des grands constructeurs. Les Républicains et le Rassemblement national agitent la « watture » comme un épouvantail, prônant un retour sur l'interdiction de vendre des voitures à moteur thermique après 2035. La présidente populiste du conseil italien, Giorgia Meloni, fait de même. Et le doute sur le rythme de l'électrification traverse les partis politiques allemands. Une présence plus forte des conservateurs et des populistes au Parlement peut-elle conduire à remettre en question la politique adoptée en 2023 ? La stratégie et l'avenir des groupes automobiles dépendent comme jamais des décisions que prendra la prochaine Commission européenne, qui sera désignée en fonction du résultat des élections du 6 au 9 juin. Le scrutin arrive à un moment critique pour le secteur. Les voitures électriques sont plus visibles dans les rues, le réseau de bornes se densifie, le choix de modèles s'étoffe, mais le marché cale. Surtout hors de France. Car, sans subventions publiques, les ventes de « wattures » s'effondrent. « *L'état d'esprit du consommateur, c'est : "Si le gouvernement ne m'aide pas, je ne peux pas soutenir la politique contre le réchauffement climatique"* », a résumé Car-

los Tavares, le patron de Stellantis, devant les analystes financiers. Les industriels espéraient donc bien que la campagne pour les élections européennes mette la voiture électrique au centre du jeu, mais plutôt pour relancer les aides à l'achat que pour remettre en question le choix technologique au cœur du pacte vert défendu par la Commission sortante. Stellantis, Renault, Michelin, Forvia, Valeo ou OP Mobility (ex-Plastic Omnium) sont « *unanimes pour qu'on maintienne le cap* », a indiqué Luc Chatel, président de la Plateforme automobile. Pour lui, le débat politique sur l'interdiction de vente des véhicules thermiques en 2035 arrive « *à contretemps* ». La Chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocycles, qui réunit leurs concurrents étrangers, abonde : « *Devant l'urgence écologique, les constructeurs ne tergiversent pas* », assure Athina Argyriou, présidente déléguée, pour qui la technologie électrique est « *aujourd'hui la seule à même de permettre d'atteindre nos ambitieux objectifs de zéro émission de CO₂ et de NO_x, tout en renforçant notre indépendance énergétique* ». Car les constructeurs ont déjà lancé presque toutes leurs forces dans cette bataille pour la décarbonation en Europe. Carlos Tavares a fait en sorte que chaque site industriel en France produise un modèle ou un équipement destiné à la « watture ». Renault a revu toute son organisation industrielle en ne gardant sur le territoire que les usines de modèles électriques. Celles qui produisent les modèles hybrides, dont ceux de Dacia, sont en Espagne, en Roumanie, en Turquie ou au Maroc. Le gouvernement a donné des milliards pour créer une filière de production de batteries. Hors de France, Volkswagen a un programme d'investissement massif pour se doter de ses propres usines de batteries. Ford a lancé, le 4 juin, la production d'une toute nouvelle usine consacrée à l'électrique à Cologne, en Allemagne. « *Dans l'industrie, il n'y a rien de pire que le manque de visibilité et les changements de cap* », prévient Luc Chatel. « *Quand le vin est tiré, il faut le boire* », a tranché M. Tavares, en avril, lors d'une visite de l'usine Stellantis de Trémery (Moselle) spécialisée dans les moteurs électriques, soucieux de mettre toute son énergie à rendre le groupe automobile aussi compétitif que Tesla ou ses concurrents chinois. Un stade que les constructeurs européens sont encore loin d'avoir atteint.

Petites citadines abordables

La future majorité au Parlement européen peut-elle doucher leurs souhaits de stabilité ? Les députés, seuls, ne peuvent pas revenir sur l'échéance de 2035. C'est à la Commission d'en faire la proposition. Or le nouvel exécutif européen ne sera pas en place avant la fin de cette année. Une proposition, par ailleurs, ne peut aller à son terme que si elle a le soutien du Conseil, c'est-à-dire des Etats. Personne ne croit donc à une décision rapide. Mais tous préparent déjà la clause de revoyure de 2026. Là encore, c'est la Commission qui aura la main pour en déterminer l'ampleur. « *Toute*

proposition de changement dépendra du rapport d'analyse qu'elle présentera, prévient le responsable des affaires publiques d'un groupe automobile. *Or personne n'en connaît les contours à ce stade.* » Le directeur général de Renault, Luca de Meo, dans une lettre envoyée aux candidats, espère que ce sera l'occasion d'adapter la législation pour favoriser une offre de petites voitures citadines très abordables, sur le modèle des *kei cars* japonaises. Cela répondrait à une inquiétude que partage Tommaso Pardi, directeur du Gerpisa, un groupe de chercheurs universitaires sur l'industrie automobile : « *L'échéance de 2035 peut poser problème parce qu'on n'a pas encore de petites voitures abordables* », a-t-il prévenu lors d'une conférence organisée par Mobilians, qui réunit les professions de service autour de l'automobile. Une étude pilotée par la Fondation pour la nature et l'homme et l'Institut du développement durable et des relations internationales vient d'ailleurs de montrer qu'il est possible de construire des petites voitures de ce type en France : les électriques demandent moins de main-d'œuvre. Le résultat, c'est qu'un véhicule de segment B ne revient que 2,5 % plus cher en France qu'en Espagne, et 2 % de plus qu'en Slovaquie, soit 260 euros du prix de revient par véhicule. Il y a certes encore un écart substantiel avec les voitures chinoises (16 %). Mais, sur les petites voitures, les droits de douane anti-subsidation que la Commission s'apprête à annoncer pourraient le corriger. ■

SOPHIE FAY (SERVICE ÉCONOMIE)



CHRONIQUE | PAR MARIE DE VERGÈS

L'Internet en Afrique aux mains des Big Tech

Imaginez un rendez-vous d'affaires réunissant le gratin du business et de la finance de tout un continent... sans connexion Internet. L'Africa CEO Forum, mini-Davos africain organisé par le média *Jeune Afrique*, dont la dernière édition s'est tenue mi-mai à Kigali, au Rwanda, a frôlé ce scénario catastrophe. Le 12 mai, deux câbles sous-marins ont été endommagés en Afrique de l'Est, provoquant d'importantes perturbations au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda et au Rwanda. « *Je n'arrive à envoyer aucun e-mail* », remarque avec agacement une participante à la veille du sommet.

Le gros des désagréments a été évité aux hommes d'affaires venus « réseauter » dans la capitale rwandaise. Mais les jours précédents, commerçants, étudiants ou conducteurs de VTC de toute la région ont dû composer avec ces interruptions. De quoi raviver les craintes d'une trop grande fragilité des réseaux sur le continent, deux mois après un événement similaire survenu en Afrique de l'Ouest : mi-mars, quatre câbles alimentant une dizaine de pays ont été rompus par un éboulement sous-marin, avec des conséquences massives pour les internautes concernés.

L'Afrique serait-elle plus exposée que le reste du monde à ces péripéties ? La majeure partie du trafic de l'Internet mondial passe par des câbles de fibre optique posés sur les fonds marins. Les incidents sont fréquents. Mais si les coupures semblent affecter plus particulièrement le continent, c'est que sa résilience est plus faible. L'infrastructure y est moins étoffée qu'ailleurs, qu'il s'agisse du nombre de câbles ou de points de branchement qui desservent et relient chacun des pays.

En dépit de ces lacunes, la dépendance de l'Afrique vis-à-vis du numérique ne cesse de s'accroître. L'Internet mobile y progresse plus vite que partout ailleurs. Et de nombreuses

entreprises, jusqu'aux plus petites opérant dans le secteur informel, ne peuvent plus se passer du Web pour servir leurs clients. Le numérique s'est imposé comme un moteur indispensable pour « *créer des revenus et des emplois* » et « *réduire la pauvreté* », insistait Makhtar Diop, président de la Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale consacrée au secteur privé, à Kigali.

Nouvelle « logique coloniale »

« *Depuis le Covid-19, nous avons pris conscience de l'importance de la technologie pour faire tourner nos économies*, confirme la ministre rwandaise des nouvelles technologies, Paula Ingabire. *Ces dernières pannes sont un signal d'alarme. Nous avons besoin de plus d'investissements pour rendre l'infrastructure plus robuste.* »

En réalité, d'énormes progrès ont déjà été réalisés ces dernières années pour équiper la région. Et les initiatives déployées par les géants du numérique devraient encore renforcer sa connectivité. Citons Equiano, le câble de 15 000 kilomètres construit par Alphabet (Google) entre le Portugal et l'Afrique du Sud. Ou encore 2Africa, projet colossal de 45 000 kilomètres qui fait le tour du continent, piloté par Meta. Le débit en Afrique pourrait être multiplié par six entre 2022 et 2027, selon les estimations de la SFI.

Mais si ces efforts contribuent à combler le fossé numérique, ils risquent de nourrir les débats sur un autre type de vulnérabilité : celle liée à la régulation et au contrôle des données. Dans un monde où les data font figure de nouvel or noir, l'Afrique finira-t-elle par perdre au change en laissant les Big Tech monopoliser l'infrastructure Internet ? D'ores et déjà, les critiques vont bon train sur l'instauration d'une nouvelle « *logique coloniale* » comme s'en émeuvent deux chercheurs de la Fondation Mozilla dans un récent document consacré aux câbles sous-marins de Google et de Meta.

Une chose est sûre : l'Afrique a plus que jamais besoin d'être connectée. Une autre l'est moins : la capacité d'atteindre cet objectif en garantissant la souveraineté numérique des Etats. Pour concilier ce double enjeu, le travail ne fait que commencer. ■

Le Monde Afrique
Retrouvez en ligne l'ensemble de nos contenus



RÉVOLUTION BAMBOU

de Jeanne Pham Tran, Editions des Equateurs, 208 pages, 19 euros

LE BAMBOU SOUS TOUTES SES FORMES

En cet âge d'angoisse climatique et de partis pris rigides, il est un végétal que les hommes d'aujourd'hui gagneraient à cultiver davantage, dans tous les sens du terme : le bambou. A la fois fort et flexible, combinant droiture et simplicité, il est doté de mille vertus écologiques. Sait-on qu'une forêt de bambous est capable de régénérer des sols pollués ? Que ses rhizomes retiennent l'eau dans l'humus qu'ils constituent en se décomposant – il résiste ainsi au feu et peut prévenir inondations et glissements de terrain ? Que sa résistance au poids dépasse celle du bois, du béton ou de la brique, et à la traction celle de l'acier ordinaire – d'où son surnom d'« acier vert » ?

Dans *Révolution bambou*, Jeanne Pham Tran l'étudie dans toutes ses dimensions – son bilan carbone, particulièrement enviable, et ses multiples usages symboliques ou utilitaires à travers les sociétés, notamment asiatiques –, l'Europe étant le seul continent dépourvu d'espèces de bambous natives de son territoire. Autrefois omniprésent, il a été marginalisé

dans l'Asie en forte croissance au profit du béton, du verre et du plastique, avant sa réappropriation par des artisans ou des architectes venus souvent d'Occident dans un fascinant jeu de miroirs.

Asio-descendante – la grand-mère paternelle de Jeanne Pham Tran est sino-vietnamienne –, diplômée de chinois, le thème lui tenait à cœur : du temps où elle était éditrice aux Editions des Equateurs, elle a longtemps cherché un connaisseur capable de rédiger un livre sur cette plante qui la fascine, comme elle l'avait fait pour deux autres « phénomènes » écologiques : la coquille Saint-Jacques (*La Coquille Saint-Jacques. Sentinelle des océans*, par Laurent Chauvaud, Equateurs, 2019) et les algues (*La Révolution des algues*, de Vincent Doumeizel, Equateurs, 2022).

Végétal singulier

S'il avait d'abord été question d'un ouvrage collectif, son patron, l'éditeur Olivier Frébourg, l'encouragea à l'écrire elle-même. C'est son deuxième livre, après *De rage et de lumière* (Mercure de France, 2023). Devenue depuis la pandé-

mie éditrice free-lance, ayant déménagé à Bangkok, en Thaïlande, elle s'est attelée à la tâche depuis l'Asie du Sud-Est, en suivant d'abord un cours de construction en bambou à l'école Bamboo U de Bali – la dernière itération d'une famille d'Américains, les Hardy, arrivés à Bali dans les années 1970, et qui ont réintroduit ce matériau avec lequel sont conçus certains des hôtels les plus cotés de l'île indonésienne. Elle est la seule à ne pas être architecte. Si cette discipline a largement réinvesti le bambou – plusieurs livres s'y consacrent –, le végétal n'a jamais fait l'objet, jusqu'ici, d'un ouvrage aussi pertinent et inventif dans la manière de cerner le sujet.

Au-delà du bâti, de la botanique et de l'écologie, avec son revers, le greenwashing, l'autrice a le mérite d'explorer la place que tient le bambou dans la peinture, la philosophie et la littérature asiatiques, en particulier chinoises. Ce végétal si singulier, auquel le poète et dissident chinois Su Dongpo donna avant tout le monde, au XI^e siècle, ses lettres de noblesse. ■

BRICE PEDROLETTI

L'océan en danger | PAR SERGUEÏ



EN DÉPIT D'UNE INFRASTRUCTURE PEU ÉTOFFÉE, LA DÉPENDANCE DE L'AFRIQUE VIS-À-VIS DU NUMÉRIQUE NE CESSE DE S'ACCROÎTRE



INTERNATIONAL | CHRONIQUE
PAR ALAIN FRACHON

Kharkiv efface une ligne rouge

Encore une « ligne rouge » franchie dans la guerre russo-ukrainienne, dirait-on. Les Occidentaux ont longtemps hésité à livrer des chars à Kiev. C'est fait. Ils tergiversaient : fallait-il équiper l'Ukraine en chasseurs américains F-16 ? C'est en route. Ils avaient bien fourni de l'artillerie et des missiles de moyenne portée à l'allié ukrainien. Mais celui-ci ne pouvait s'en servir que contre les forces russes déployées sur son territoire. Pas au-delà de la frontière. C'est fini.

La bataille de Kharkiv a eu raison de cette dernière ligne rouge qu'Européens et Américains semblaient s'être fixée au tout début de la guerre. Depuis le 10 mai, les Russes soumettent la deuxième ville d'Ukraine, dans le nord du pays, à un feu quotidien. Cibles choisies : immeubles d'habitation, infrastructures civiles et politiques. La belle Kharkiv est à quelques dizaines de kilomètres de la Russie. Ici, on a de la famille, et on travaillait, de part et d'autre de la frontière.

Les Occidentaux se justifiaient : pas d'attaque directe, avec leurs missiles, sur le territoire de la deuxième puissance nucléaire de la planète. Mais Vladimir Poutine, lui, use et abuse de la menace au recours à l'arme atomique pour mener une guerre conventionnelle. A l'abri de sa force de destruction massive, la Russie sanctuarise son territoire et, de là, bombarde « conventionnellement » ses voisins ukrainiens.

Ceux-là savent d'où partent les tirs, ils connaissent les chaînes logistiques russes déployées le long de la frontière, ils voient l'adversaire préparer ses batteries d'artillerie et ses rampes de lancement de missiles. Mais leurs moyens de réplique étaient limités. Kiev se heurtait à l'interdiction d'employer les armes occidentales contre le territoire russe. Jusqu'à ce printemps où l'assaut renouvelé sur Kharkiv a montré la quasi-impossibilité de tenir une posture de prudence face à l'escalade décidée par Poutine.

Les Etats-Unis très réticents

Européens puis Américains ont levé leur veto à l'emploi des armes occidentales. Elles peuvent être utilisées pour des ripostes juste de l'autre côté de la frontière – pas en profondeur – et contre des cibles militaires. Avec toutes les possibilités d'erreur de tir...

Les Etats-Unis ont été les plus réticents. Comme si Joe Biden s'estimait lié par une sorte de code de bonne conduite entre grandes puissances nucléaires : près de 6 000 ogives côté russe ; autour de 5 300 côté américain. Depuis le début de la guerre en février 2022, l'aide américaine à Kiev a été précautionneusement dispensée. Elle a été calibrée au plus juste dans l'illusion entretenue, mais toujours démentie, d'une possible négociation avec Vladimir Poutine sur un retrait des forces russes d'Ukraine.

« Rétrospectivement, on se dit que s'ils [les Occidentaux] avaient lâché dès le départ, c'eût été plus efficace », estime Michel Goya, expert militaire des plus pertinents, commentant la levée du

DEPUIS LE 10 MAI, LES RUSSES SOUMETTENT LA DEUXIÈME VILLE D'UKRAINE À UN FEU QUOTIDIEN

veto sur l'emploi des armes américaines et européennes.

Cité par l'Agence France-Presse, M. Goya, ancien colonel, relève que le droit international autorise un pays agressé à frapper le pays agresseur. Il observe que la capacité de Kiev à cibler de l'autre côté de la frontière « est l'un des rares atouts des Ukrainiens » dans une bataille où ils sont en position de faiblesse, avec moins de soldats et moins de munitions que les Russes.

La réaction de Poutine a été sans surprise. Le président russe a, une fois de plus, flirté avec la menace nucléaire tactique : les pays de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord sont souvent « des petits pays densément peuplés, a-t-il dit. C'est un facteur dont ils devraient tenir compte avant de parler de riposte contre le territoire de la Russie ». Et d'évoquer de possibles « très sérieuses conséquences ».

Cruelle histoire

Pour les Ukrainiens, cette bataille de Kharkiv, orchestrée depuis le côté russe de la frontière, révèle un souvenir très précis. Il y a vingt-huit ans, en cette première semaine de juin 1996, l'Ukraine achevait le transfert en Russie des armes nucléaires qu'elle possédait du temps de l'URSS – lesquelles constituaient le troisième arsenal nucléaire de la planète.

Outre la Russie, qui concentrait le gros des ogives soviétiques, deux autres pays, la Biélorussie et le Kazakhstan, en avaient aussi. Cette dispersion contrariait une Russie tout à la fois délestée de son empire et d'une partie de sa force de frappe ; elle inquiétait les Etats-Unis qui, dans leur dialogue avec l'autre grand détenteur des armes de l'apocalypse, ne voulaient qu'un seul interlocuteur, en l'espèce Moscou.

Loin de vouloir « humilier » le Kremlin, les présidents George H. W. Bush et Bill Clinton prirent le parti de la Russie. Ils multiplièrent les pressions sur Minsk, Almaty (alors la capitale kazakhe) mais plus encore sur Kiev pour qu'ils accèdent à la revendication de la Russie : être la seule héritière du stock nucléaire de l'URSS. En contrepartie, Moscou s'engageait à respecter et même à protéger la souveraineté et l'intégrité territoriale des trois ex-républiques soviétiques.

Tout cela est consigné dans une série de mémorandums conclus en 1994 à Budapest, en Hongrie. Où l'on mesure l'attachement de Poutine aux accords signés par son prédécesseur ! L'histoire est cruelle : aujourd'hui, l'autocrate du Kremlin agresse l'Ukraine à l'ombre d'une force de dissuasion que Kiev a contribué à rassembler au profit de la Russie...

Pourquoi Kharkiv ? Parce que la défense de la deuxième ville du pays oblige l'Ukraine à dégarnir les forces qu'elle consacre à la guerre dans la région du Donbass. Mais, plus fondamentalement, parce que la Russie est décidée à montrer qu'elle peut rendre l'Ukraine invivable. L'ambition stratégique est la même depuis le début. Au-delà de la Crimée et du Donbass, Moscou veut contrôler Kiev. « Dénazifier », répète Vladimir Poutine. ■

IMMIGRATION : LE PIS-ALLER DE JOE BIDEN

ÉDITORIAL

Il est généralement difficile de tirer un bénéfice politique d'une mesure adoptée sous la pression. Le président des Etats-Unis, Joe Biden, en fait l'expérience après avoir signé à cinq mois de l'élection présidentielle, mardi 4 juin, un décret permettant de fermer ponctuellement la frontière avec le Mexique aux demandeurs d'asile en cas d'afflux trop élevés. Sans surprise, la mesure a été critiquée autant à gauche, le président étant accusé de copier son prédécesseur républicain, Donald Trump, partisan d'une ligne extrêmement dure sur l'immigration, qu'à droite, où ce tour de vis a été jugé totalement insuffisant.

Les critiques du camp démocrate ont montré pourquoi l'administration de Joe

Biden s'est abstenue jusqu'à présent de répondre aux arrivées massives de migrants venus majoritairement d'Amérique centrale, mais aussi d'autres continents. Le sujet divise profondément le parti du président, au point d'empêcher l'élaboration d'une stratégie adaptée aux enjeux entre les partisans du laisser-faire et ceux qui plaident pour une politique plus restrictive, dont les maires démocrates de grandes villes américaines confrontés à des afflux de migrants orchestrés notamment par le gouverneur républicain du Texas, porte d'entrée de cette immigration.

La politique migratoire des Etats-Unis est l'otage de cette double surenchère, nourrie par un Congrès dysfonctionnel. La Chambre des représentants, présidée par un républicain, a ainsi bloqué, sous la pression de Donald Trump, un compromis forgé au Sénat qui prévoyait le renforcement de la police des frontières, l'augmentation des capacités d'accueil des centres de rétention, l'accélération des procédures d'examen des demandes d'asile, ou encore des moyens accrus pour expulser les personnes déboutées de leur demande.

L'histoire se répète. En 2013, une Chambre des représentants républicaine avait déjà bloqué un premier projet de loi bipartisan adopté au Sénat qui comprenait des mesures similaires ainsi que la régularisation des sans-papiers arrivés enfants aux Etats-

Unis et qui y sont aujourd'hui totalement intégrés. De telles réformes sont pourtant devenues indispensables. Les services de l'Etat fédéral sont saturés par des demandes d'asile dont certaines détournent sciemment cette procédure faute de répondre aux critères exigés.

Comme le prouve le décret signé à la vavite par Joe Biden, les attermolements démocrates sur l'immigration ne servent que les intérêts républicains et la démagogie sans retenue de Donald Trump, dramatisée par une rhétorique ouvertement raciste. Ce dernier avait promis à ses électeurs en 2016 que le Mexique financerait l'érection d'un « mur » sur sa frontière avec les Etats-Unis, une fiction vite dissipée. Il se fait fort aujourd'hui, s'il retournait à la Maison Blanche, d'expulser des millions de sans-papiers insérés, pour certains de longue date, dans le tissu social et économique du pays.

Parler lucidement d'immigration suppose de prendre en compte deux réalités : que les afflux massifs mettent effectivement sous tension le système américain, au niveau fédéral comme à celui des Etats, et que le dynamisme des Etats-Unis, même si ces derniers ne sont pas encore confrontés à l'« hiver démographique » qui menace en Europe, pâtirait d'un arrêt brutal de l'immigration sous l'effet d'une mauvaise fièvre ethnonationaliste. ■



Ils arrivent.... A l'aube du 6 juin 1944, les troupes anglo-américaines débarquent sur les plages de Normandie pour ouvrir un second front face à l'armée nazie. Les Alliés, soutenus par la Résistance, vont libérer la France et lui permettre de retrouver son honneur après l'infamie du régime de Vichy. Le général de Gaulle sortira en grand vainqueur de cette année décisive.

1944

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 11,50 €
Chez votre marchand de journaux et sur lemonde.fr/boutique

LA RUSSIE
EST DÉCIDÉE
À MONTRER
QU'ELLE PEUT
RENDRE L'UKRAINE
INVIVABLE

Petits jeux de guerre entre enfants fantasques

« Les Garçons de la rue Pal », de Ferenc Molnar : classique hongrois du début du XX^e siècle, cette joute échevelée entre bandes rivales est aussi l'allégorie visionnaire des périls à venir



« Les Garçons de la rue Pal », groupe sculpté de Peter Szanyi (2007), à Budapest. Un hommage au roman de Ferenc Molnar. ALAMY/HEMIS.FR

JULIETTE EINHORN

Classique de la littérature hongroise, *Les Garçons de la rue Pal*, du romancier et dramaturge Ferenc Molnar (1878-1952), dont les pièces ont été adaptées au cinéma par Fritz Lang ou Billy Wilder, aura mis plus d'un siècle à parvenir jusqu'à nous. Publié en 1906, traduit en France en 1937 dans une version édulcorée et édité dans des collections pour enfants, il nous saute aujourd'hui au visage. La traduction de Sophie Képès en débusque la verve empathique, la sauvagerie douce, le relief de l'argot de Budapest.

Dans ce roman « peau-rouge », une bande de jeunes garçons se bat de toute son âme pour défendre son territoire : la « steppe infinie » d'un terrain vague sans prix, puisqu'ils y jouent au ballon. Parc d'attractions improvisé, ce lieu enchanté, qui abrite une scierie à vapeur, se ramifie en un labyrinthe de ruelles se croisant entre les « obscurs et muets tas de bois » et une cheminée qui crachote tel un train fou. Un dédale où se perdre et jouer à être un autre, au cœur de cette activité secrète, bourdonnante.

Ce roman locomotive emporte le sens à toute berzingue pour en repousser sans cesse la destination. La signification,

ici, est double, vaporisée dans une réversibilité trouble. Depuis son avant-poste, le narrateur bondit sur le terrain de jeu des garçons, parlant en son nom propre mais se glissant aussi dans la peau de la petite bande. Une labilité qui s'insinue partout : les hauts faits de ces enfants, qui font la guerre à leurs ennemis jurés, les « Chemises pourpres », surviennent à la fois pour de vrai et pour de faux, dans une tonalité étourdissante. Ce roman d'aventures et d'espionnage, de guerre et d'amitié vibronne de fantaisie et d'inventivité, mais aussi de stratégie conquérante et de solennité.

Sur le point de se voir rafler le terrain vague par le clan adverse, les gamins de la rue Pal s'organisent avec une discipline militaire – hiérarchie et règlement drastiques, code d'honneur, conseil de guerre... Se lit alors le miroir grossissant d'une petite société qui ressemble à la grande : exploitation du plus fragile, pression du groupe et de l'autorité. Cet état-major en réduction, pourtant, est aussi fantasmagique que réaliste : les grades sont répartis en fonction des psychés de chacun. Les membres du groupe – petits adultes, grands enfants ? – se tutoient dans la vie, mais se vouvoient le jour des assauts. Une armée extravagante où tout le monde est chef.

Cette guerre mimée, entre enfants et pour un terrain, exige alors, pour que ceux qui la font y croient eux-mêmes, une plus stricte observance des règles que dans une véritable armée. Le faux devient un bréviaire du vrai, et substitue

à l'exercice de la violence un manifeste pour la loyauté : à la fois la destruction, ou sa tentation, et son contraire. Tout en luttant âprement, les deux camps se font une confiance mutuelle dans la défiance : ils prennent des nouvelles les uns des autres ; le chef des Chemises pourpres a plus d'estime pour l'ennemi qui les affronte par fidélité envers son clan (Nemescek, « héros miniature », « haut

Ce roman d'aventures et d'espionnage, de guerre et d'amitié vibronne de fantaisie et d'inventivité, mais aussi de stratégie conquérante et de solennité

comme trois pommes », qui les défie, seul contre vingt), que pour Gereb, ancien de la rue Pal rallié à eux. Le jeu, l'affrontement, le roman – c'est tout un – deviennent le théâtre rêvé, éminemment grave, du dépassement des binarités. L'ennemi dans la vie est en même temps un ami en conscience ; l'ancien ennemi qui les a rejoints, devenu pseudo-ami, est en fait un ennemi potentiel – pour avoir trahi, il n'appartient plus à aucun clan.

C'est la magie ambiguë de « ce petit bout de terre (...), stérile et inégal, cette lande coincée entre deux immeubles, qui [est] leur alliée et se transform[e] en ce qu'ils désir[e]nt ». Le jour où les garçons de la rue Pal se préparent à contrer l'assaut des

Chemises pourpres, Boka, leur capitaine, demande à deux de ses lieutenants de se réconcilier pour rapprocher les troupes. L'un d'entre eux veut alors savoir, dans l'hypothèse où l'ennemi n'attaquerait pas, s'ils ont l'autorisation de se fâcher de nouveau. Ce roman à double entrée – accessible par deux accès, comme le terrain vague – est aussi une joute verbale. La parole y est performative, à la fois action et antidote. Car la mise à nu des antagonismes les annule en les formulant, le conflit se transformant en un phénomène que l'on peut anticiper, une prise de rendez-vous pour rencontrer l'autre en s'y colletant, entre prévision et pulsion, candeur drôle et inquiétante. Si la guerre peut être faite par des enfants, n'est-elle pas un simulacre ?

L'issue tragique, cependant, déchire en mille morceaux cet idéalisme pacifique, faisant aussi de ce roman à la gouaille gaie et triste, écrit au tout début du XX^e siècle, une préfiguration funeste – Ferenc Molnar fut correspondant de guerre pendant le premier conflit mondial. En tant que juif, il s'exila ensuite à Genève, puis aux États-Unis, pour échapper aux persécutions nazies. Comme le dit le capitaine Boka, « ne croyez pas que c'[est] un jeu d'enfant ».

LES GARÇONS DE LA RUE PAL
(*A Pal-utcai fiuk*),
de Ferenc Molnar,
traduit du hongrois par Sophie Képès,
Tristram, 192 p., 19 €.

2

REPORTAGE

► **MOT POUR MOTS**
Avec les autrices Annie Ernaux et Neige Sinno, et le public venu à leur rencontre, samedi 1^{er} juin, lors du festival littéraire MOT pour mots

3

DOSSIER

► **IL Y A 80 ANS, LE DÉBARQUEMENT DE NORMANDIE**
► « De sable et d'acier », de Peter Caddick-Adams, et autres parutions

4|5

LITTÉRATURE

► Rachel M. Cholz, Isabelle Cohen, Aravind Jayan, Zadie Smith



Rachel M. Cholz. SEUIL

6

HISTOIRE D'UN LIVRE

► « Le Château des insensés », de Paola Pigani



7

ESSAIS

► Les années au Brésil de Claude Lévi-Strauss ou Fernand Braudel retracées par Ian Merkel

8

CHRONIQUES

► **LE FEUILLETON**
Tiphaine Samoyault sur l'écopoétique d'Irène Gayraud

9

BIOGRAPHIES

► Germaine Tillion, Anna Akhmatova, Karen Blixen et Jean Héliou

10

RENCONTRE

Gérard Guégan : « Je ne manquais pas d'air ! »



Annie Ernaux et Neige Sinno, au festival MOT pour mots, à Paris, le 1^{er} juin. AXELLE DE RUSSÉ POUR « LE MONDE »

JULIEN LAROCHE-JOUBERT

C'est un samedi de juin au parc de La Villette, enfin de novembre si on se fie à la météo. Il y a des promeneurs, des parents avec des enfants, beaucoup d'enfants même et des personnes qui sortent de l'ordinaire, comme ce monsieur curieusement grimpé qui fend la foule à VTT avec un *sound system* à plein volume. Et puis il y a Annie Ernaux. Une silhouette un peu frêle, ample chevelure, apprêtée, qui brave la pluie et les attentions de ses admirateurs. La Prix Nobel de littérature 2022 gagne l'auditorium où elle doit s'exprimer par deux fois, samedi 1^{er} juin, dans le cadre du festival MOT pour mots organisé conjointement, le temps d'un week-end, par *Le Monde*, *Le Nouvel Obs* et *Télérama*.

Qu'elle le souhaite ou non, Annie Ernaux ne passe pas inaperçue en de telles circonstances. Les spectateurs la guettent, avides et respectueux, s'il est possible d'être les deux, les organisateurs l'escortent, soucieux de ne pas se montrer par trop obséquieux, et ses éditeurs, eux, veillent sur leur autrice. « *On a du mal à se figurer la pression psychologique que font porter toutes ces sollicitations* », confie Thomas Simonnet, directeur des Editions de Minuit, qui fut l'éditeur d'Annie Ernaux pour *Les Années* (2008), un des ouvrages qui, avec *La Place* et son prix Renaudot 1984, ont eu le plus d'incidence sur sa carrière.

Sous la pluie de La Villette, il y a aussi Neige Sinno, un peu à l'écart de la foule, mais elle aussi on la reconnaît au côté de Jean-Paul Hirsch, directeur commercial et attaché de presse des éditions P.O.L, dont l'imperméable rouge vermillon est un repère fort commode. On ne peut pas être l'autrice d'un ouvrage multiprimé en 2023 (il est notamment lauréat du Prix littéraire *Le Monde*), *Triste tigre*, et passer inaperçue. Son livre s'est vendu à près de 300 000 exemplaires depuis sa parution, en août 2023. Un texte qui dévoile ce qui est là, connu et oublié : la prévalence des abus sexuels, un phénomène « *si bien ou si mal caché* », ainsi que le résumera Annie Ernaux pendant leur dialogue.

C'est leur première rencontre publique. Et avant de se prêter à l'exercice, Neige Sinno défie la pluie pour fumer une cigarette, à l'écart. « *Je n'ai quasiment pas dormi la nuit dernière* », confie-t-elle, à plusieurs reprises, à son entourage comme aux lecteurs qui lui réclament une dédicace ou juste un instant pour lui dire un mot, l'entourer, la féliciter. Au risque de l'étoffer un peu.

« C'est votre exigence qui m'a saisie »

« *Il ne faut pas me diviniser* », plaisante Annie Ernaux, pince-sans-rire, quand démarre leur échange. Effet garanti. La salle s'esclaffe à cette boutade fort sérieuse au fond. Comment devenir une écrivaine célèbre, participer à de telles rencontres et rester soi-même ? Comment vivre sa vie sans en être dépossédée ? Sans être dominée par les événements. De domination, il sera question entre elles, forcément. La domination patriarcale et sociale qu'Annie Ernaux a mise à nu avec son œuvre ; cette domination absolue, tout à la fois innommable et d'une effarante banalité, que Neige Sinno livre dans son « *récit* », un terme sur lequel toutes deux s'accordent après une

Annie Ernaux et Neige Sinno : « Vous vous êtes tenue au plus près de la petite fille que vous étiez »

Lors d'une rencontre organisée dans le cadre du festival MOT pour mots, samedi 1^{er} juin à La Villette, à Paris, la Prix Nobel de littérature et l'autrice de « Triste tigre » sont revenues ensemble sur le concept de domination, mis à nu dans leurs livres

hésitation, le récit donc d'une enfance abusée.

« *C'est votre exigence qui m'a saisie, j'ai senti très vite que votre livre allait être quelque chose d'important* », confie Annie Ernaux en s'adressant comme en un dialogue exclusif, sans personne autour, à sa consœur. Animatrice de l'échange, la journaliste de *Télérama* Nathalie Crom s'efface avec tact pour laisser les deux autrices converser. « *C'est un grand livre, vous allez jusqu'au bout de l'horreur, mais vous le faites avec des moyens littéraires* », poursuit Annie Ernaux, avant de glisser un constat bienveillant, certainement pas une leçon : « *Moi, je récus la question que vous vous posez quand vous doutez que ce soit de la littérature, je la récus* », soutient-elle.

Neige Sinno plie sans rompre sous le poids d'un tel compliment. « *C'est très émouvant pour moi que ces lectures existent, elles ajoutent du sens à mon travail*, souffle-t-elle. *Je fais un effort énorme pour m'exposer ainsi et j'ai cette angoisse que ce soit mal réceptionné*. » Mais oui, être lue et appréciée par Annie Ernaux, bien évidemment, est bouleversant. « *Le premier livre que j'ai lu de vous, c'était Les Années, ça a ouvert une porte (...). J'ai lu vos textes pour découvrir des choses que j'étais en train de chercher pour moi-même*. »

Bouleversée, Annie Ernaux l'a été, et elle met des mots sur cette émotion pour le compte de tous les lecteurs de *Triste tigre*. Elle a relu le livre et, comme pour tous les grands livres, dit-elle, cette seconde lecture était non pas meilleure mais essentielle. « *Votre livre me fait comprendre, me fait voir ce qu'est abuser une*

petite fille, c'est devenu réel grâce à vous, vous ne voilez rien, vous ne faites pas que décrire, il y a cette réflexion sur cet abuseur et sur vous-même, enfant. »

Triste tigre est un livre sur le mal, sur ce degré ultime de la violence, un point aveugle sur lequel bute la philosophie, s'accorderont les deux autrices. Et sur lequel bute notre société entière. Au point de l'occulter ou de ne pas y survivre. Le passage qui a le plus marqué Annie Ernaux est la façon dont Neige Sinno écrit comment son père s'est laissé mourir quand il a su ce qu'avait subi son enfant. Tout tient en quelques lignes. Un blanc est laissé, sciemment, pour que le lecteur s'en empare.

Accorder son écriture

« *Il y a un impensé dans la société que nous constituons tous*. » La voix de Neige Sinno ne tremble pas quand elle ajoute « *parce que nous ne voulons pas le penser. On a une difficulté encore à trouver les mots pour nommer ce phénomène* ». Trouver le mot juste, trouver sa voix, accorder son écriture, la question structure leur échange. Annie Ernaux rappelle qu'on lui a reproché de ne pas employer le terme « viol » dans *Mémoire de fille* (Gallimard, 2016), « *mais je retranscris les faits comme je les ai ressentis*. » « *C'est la seule façon de raconter des choses impensées* », conclut Neige Sinno, de plus en plus à l'aise au fil de l'échange.

Depuis la parution de son livre, l'autrice de *Triste tigre* s'est mise à lire des théoriciennes féministes. « *Ce que j'ai écrit intuitivement avec naïveté m'apparaît soudain dans son évidence, je me suis*

interdit de le faire avant le livre, car je ne voulais pas que cette voix narrative soit la voix d'une spécialiste. » Annie Ernaux souligne la fécondité d'une telle spontanéité : « *Vous vous êtes tenue au plus près de la petite fille que vous étiez et que nous, lecteurs, pouvons être avec vous*. » Et c'est cette proximité, juge-t-elle, qui permet d'aborder ce mystère du désir pédophile, un mal qui défie la pensée mais qui est la « *domination masculine dans ce qu'elle a de plus effrayant* ».

Si le livre a eu un tel retentissement, c'est qu'il s'inscrit dans un présent bien précis. #metoo a influé sur la manière dont on décrit les abus sexuels, c'est un constat que les deux oratrices partagent. Il est loin le temps où des critiques éreintaient Annie Ernaux. « *Le regard a changé sur la littérature qui traite du corps des femmes* », se félicite-t-elle. En 2000, son livre *L'Événement* (Gallimard) avait été accueilli au mieux avec indifférence, rappelle-t-elle. Au pire, ce retour au thème de l'avortement avait été jugé daté, « *alors que, pour moi, c'était une réalité qui n'a pas été assez approfondie (...). J'ai pu paraître décalée, dépassée, et soudain ces livres sont lus autrement* ».

« *Si vous passez les vingt premières pages, c'est que vous pourrez lire la suite* », conseille Neige Sinno, un peu plus tard, à deux jeunes futures lectrices alors qu'elle leur dédicace son ouvrage. Se soucier du lecteur, c'est ce qui a guidé son écriture de *Triste tigre*. Comment s'adresser à lui-elle-iel, s'est-elle interrogée ? Annie Ernaux s'est alors reprise et a modulé son propre propos, elle qui venait de dire qu'elle ne voulait pas penser au lecteur : « *Parfois, on pense à lui et ça donne des choses épouvantables mais, là, je vous suis*. »

« *Vous avez quelque chose en préparation ?* », demande justement une lectrice qui se targue auprès de Neige Sinno, un brin interloquée, durant la séance de dédicaces, d'avoir lu et écouté toutes les interviews que l'autrice a accordées depuis la parution de son livre. « *Dès que tout ça se sera calmé* », répond celle-ci, en s'excusant presque d'évoquer la charge mentale de ces mois de promotion. Une dernière signature, une ultime sollicitation et elle s'éclipse dans un des cafés de la Grande Halle de La Villette.

Annie Ernaux, elle, est déjà repartie, escortée jusqu'à un taxi, à l'abri d'un parapluie. Pour s'en retourner à Cergy (Val-d'Oise), son lieu, y retrouver la solitude immobile qui lui permet d'écrire des livres, comme elle l'a raconté de nouveau, quelques heures plus tôt, et un journal aussi, dans lequel sera consignée, à coup sûr, sa rencontre avec l'autrice de *Triste tigre*. Un journal qui ne sera pas publié de son vivant – « *Il faudra attendre* », a-t-elle redit. Un dernier sourire, une ultime poignée de main et une Prix Nobel s'est échappée. ■



Débarquement de troupes et de matériels américains à Omaha Beach, vers la mi-juin 1944. UNITED STATES COAST GUARD COLLECTION

Le 6 juin 1944, tout était prêt

Les commémorations des 80 ans du Débarquement en Normandie donnent lieu à de notables parutions, dont « De sable et d’acier », de Peter Caddick-Adams, qui fait la part belle aux préparatifs du jour J

ANDRÉ LOEZ

En août 1815, le duc de Wellington, l’un des vainqueurs de Waterloo deux mois plus tôt, écrivait à un proche : « L’histoire d’une bataille n’est pas dissemblable de celle d’un bal. Certains individus peuvent se remémorer tous les petits éléments dont le résultat conduit à la victoire ou à la défaite, mais aucun ne peut se souvenir de l’ordre ou du moment exact où ils se sont produits. » C’est pourquoi proposer une narration cohérente à partir du chaos des combats est la marque des grands livres d’histoire militaire. En rendant intelligible l’immense entreprise du 6 juin 1944, *De sable et d’acier*, de Peter Caddick-Adams, entre indéniablement dans cette catégorie.

Le livre est à l’image du Débarquement en Normandie qu’il étudie : massif, mais bien organisé, complexe, mais parfaitement documenté, ménageant des effets de surprise au sein d’un déroulement implacable. Il passe en revue les marqueurs les plus attendus de l’opération « Overlord », popularisés par le cinéma, comme les troupes de l’Ecosais Shimi Lovat débarquant sur Sword Beach au son de la cornemuse, ainsi que ses péripéties méconnues, telle la catastrophique attaque de la flotte alliée, aux petites heures du jour J, par trois torpilleurs allemands basés au Havre, coulant un destroyer et menaçant sa cohésion d’ensemble.

Pour le rédiger, l’auteur n’a pas manqué de matériaux. Outre le recours aux dépôts d’archives et aux innombrables textes et témoignages parus depuis quatre-vingts ans, cet ancien officier britannique a mené plus d’un millier d’entretiens étalés sur plusieurs décennies avec des anciens combattants des deux bords, dont beaucoup furent rencontrés dans son activité de guide sur les champs de bataille normands. Une masse documentaire qui menacerait d’écraser plus d’un ouvrage, voire d’un lecteur, mais qui est ici rendue lisible par deux qualités complémentaires du livre.

Il sait d’abord varier les points de vue, en donnant alternativement la parole à des protagonistes de tous les rangs et de toutes les origines, par des citations rythmant agréablement ses différents chapitres. On perçoit le Débarquement vu du ciel, par la voix d’un pilote survolant Omaha Beach : « J’ai vu la rampe s’abaisser

et les hommes sauter dans l’eau et courir jusqu’à la plage. Quel moment merveilleux d’annoncer à la radio que les premiers hommes avaient effectivement débarqué ! » Mais aussi du côté des défenseurs allemands, tel ce grenadier en position au-dessus de Juno Beach : « Je n’oublierai jamais ma première impression devant cette flotte d’invasion... Notre lieutenant nous a alors rappelé nos exercices et nous a dit de ne pas tirer avant que l’ennemi ne soit dans l’eau, quand il est le plus vulnérable. »

L’autre grande force de ce travail est de ne pas s’en tenir à ces instants décisifs, ceux du tout premier contact entre les troupes alliées et le sol français, puis des combats sur les plages. Il accorde autant de place à la « préparation » qu’à l’« invasion », titres de ses deux grandes parties, de longueurs égales. Cela inverse l’économie générale de la plupart des ouvrages antérieurs, qui font du Débarquement le

L’auteur sait varier les points de vue, en donnant alternativement la parole à des protagonistes de tous les rangs et de toutes les origines

prélude à un tableau plus large de la libération de la France. Ici, le récit se clôt, pour l’essentiel, au soir du « jour le plus long ». Mais il remonte loin en amont, dans des chapitres initiaux qui font toute son originalité, en révélant l’ampleur impressionnante de ses préparatifs.

Une fois accepté le principe d’une attaque sur la côte normande, non sans réticences de Winston Churchill, les forces alliées n’ont rien laissé au hasard. Des milliers de documents ont été collectés, avec l’aide de la Résistance française, pour cerner la topographie du terrain prévu pour l’invasion ainsi que la densité des défenses allemandes. On a étudié jusqu’aux cartes postales de vacanciers, et des nageurs de combat ont été envoyés prélever des échantillons de sable, pour établir des plans et des maquettes détaillés, permettant ensuite de planifier des exercices de haute intensité.

En effet, avant de se ruer hors des péniches de débarquement dans le Cotentin et le Calvados, les soldats américains, britanniques et canadiens ont multiplié les répétitions à balles réelles sur les côtes écossaises et anglaises. On apprend ainsi

que les plages d’Inveraray et de Slapton Sand, parmi les théâtres de ces manœuvres préparatoires, mériteraient presque la même place dans la mémoire collective qu’Utah Beach ou Arromanches. L’auteur souligne cette « statistique proprement incroyable » : au total, « davantage de vies ont été perdues dans la préparation du jour J que lors du jour J lui-même. Voilà un aspect dérangeant d’« Overlord » qui a été presque entièrement effacé ».

C’est dans cette phase initiale que s’est également forgée la cohésion d’une opération interarmées (marine, armée de terre, aviation) et internationale d’une ampleur sans précédent. A l’encontre, là aussi, des représentations courantes, qui donnent la part belle aux Etats-Unis, l’auteur rappelle le poids prépondérant des forces britanniques, représentant pas moins de 80 % des presque 7 000 vaisseaux de l’opération « Neptune », le volet naval, qui fut la clé du Débarquement, par la planification minutieuse du ballet nautique déversant les troupes et surtout par la précision dévastatrice du bombardement des positions adverses à partir de la mer.

Les seules réserves sur l’ouvrage pourraient, outre un ton parfois emphatique pour faire l’éloge de tel ou tel officier, concerner les décisions allemandes : on s’appuiera avantageusement sur l’étude magistrale de Jean-Luc Leleu (*Combattre en dictature. 1944. La Wehrmacht face au Débarquement*, Perrin, 2022) pour nuancer, par exemple, l’interprétation traditionnelle, reprise par Caddick-Adams, de la passivité d’un Hitler que l’on n’aurait pas osé réveiller ce matin-là.

Mais sa démonstration d’ensemble, sur le 6 juin 1944 comme « pointe d’un colossal iceberg », est probante, servie par une écriture efficace. Il n’est pas si courant d’associer ainsi clarté analytique et force de suggestion. En déroulant l’immense plan d’attaque sans négliger l’expérience individuelle de combattants fourbus, souffrant du mal de mer, épuisés par des équipements trop lourds, il donne quelquefois l’illusion d’embarquer sur les navires et de cheminer sur les plages. ■

DE SABLE ET D’ACIER.
NOUVELLE HISTOIRE
DU DÉBARQUEMENT
(*Sand & Steel. A New History of D-Day*),
de Peter Caddick-Adams,
traduit de l’anglais
par Antoine Bourguilleau,
Passés composés/Ministère des armées,
876 p., 32 €, numérique 22 €.

A sa juste mesure

Par nature bavardes, les commémorations peuvent finir par noyer la vérité historique dans un flot d’exagérations lyriques et d’à-peu-près de circonstance. C’est donc à point nommé que les éditions Perrin publient ce *Débarquement*, de l’historien Nicolas Aubin, collaborateur du magazine *Guerres & Histoire*, dans la salubre collection « Vérités et légendes ». Les « petits arrangements concoctés dans l’espoir d’idéaler, de couvrir, de réhabiliter, d’édifier » en prennent pour leur grade, quand bien même l’auteur, loin de s’abandonner à l’excès inverse, donne toute leur mesure à l’héroïsme des combattants et à la justesse stratégique de leurs chefs. Nul besoin en effet de croire que le 6 juin 1944 a été « une étape décisive » de la guerre – l’Allemagne nazie était déjà profondément affaiblie – pour reconnaître qu’elle a joué un rôle-clé en hâtant la victoire et en permettant au monde libre d’organiser le retour à la paix, face à l’URSS. Inutile aussi de défendre les bombardements alliés massifs, peu efficaces en réalité : il n’empêche, les choix tactiques principaux ont été les bons. Ou de survaloriser l’action de la Résistance, qui a fait ce qu’elle pouvait pour faciliter le Débarquement, mais pouvait peu : cela n’enlève rien à la grandeur de ceux qui, comme les soldats débarquant sur les plages normandes, ont sacrifié leur vie à la libération de l’Europe. ■



FLORENT GEORGESCO
► *Le Débarquement*, de Nicolas Aubin,
Perrin, « Vérités et légendes », 300 p., 13 €, numérique 9 €.

Le jour J infographié

Avant les plages de Normandie, « Overlord » a remporté ses premières victoires dans des usines, sur des rails, dans des ports, à chaque étape de la gigantesque circulation d’hommes et de matériel à travers les Etats-Unis, le Canada et le Royaume-Uni, comme sur les milliers de bâtiments sillonnant l’océan Atlantique. Des opérations, tel le débarquement en Provence, ont été retardées. Les Britanniques ont dû renoncer à 500 000 tonnes d’importations. Les industriels, revoir leurs procédures pour multiplier leur productivité en quelques mois. Le Débarquement, plus grande opération militaire aéronavale de l’histoire, a reposé sur une mobilisation économique elle-même sans précédent, dont le succès est jusqu’au bout resté incertain. Cette réalité est l’une des nombreuses dimensions de la bataille de Normandie que détaille minutieusement ce volume, nouvelle version d’*Histoire du Débarquement en Normandie*, de l’historien Olivier Wieviorka (Seuil, 2007), enrichie par le designer graphique Cyriac Allard de dizaines d’infographies et de documents offrant un accès aisé, quasi immédiat, à la complexité labyrinthique de l’événement, des préparatifs à la victoire finale. ■ FL. GO



► *Le Débarquement. Son histoire par l’infographie*, d’Olivier Wieviorka et Cyriac Allard,
Seuil, 222 p., 31 €.

Méfiez-vous des anciens combattants

En 1994, au lendemain du 50^e anniversaire du D-Day, à Volaville, l’un des lieux (fictifs) favoris des passionnés de la bataille de Normandie, un groupe de joueurs de belote est consterné par la visite d’un mystérieux Allemand. L’héritage de la guerre est trop lourd : les anciens combattants ne veulent pas de ce petit-fils d’officier SS qui reste trop longtemps et semble fouiner. S’ensuit un meurtre causé par un fusil Garand, utilisé par les Américains lors du Débarquement. Pendant ce temps, une adolescente, que ce « musée à ciel ouvert » insupporte, se révolte et cherche à changer de vie. En découle une intrigue marquée par la mémoire du 6 juin 1944 jusque dans sa narration, qui suit la courbe du ressentiment des protagonistes, que la guerre a marqués physiquement, psychologiquement ou culturellement.



Au cœur de ce polar prenant, opportunément réédité (il est paru pour la première fois en 2008), Philippe Huet pose un constat : qu’on l’ait vécue ou non, on ne peut pas échapper à la trace que laisse la guerre derrière elle. Même après des décennies, elle ne permet pas à ceux qui l’ont connue et à leurs descendants de reprendre le cours de leur vie. ■ MAXIME AGIN-BOUKOBZA

► *Bunker*, de Philippe Huet,
Rivages, « Noir », 328 p., 9,70 €, numérique 9,50 €.

Our French friends

Les Britanniques savent depuis longtemps qu’il faut prendre les Français avec des pincettes. Il n’était toutefois pas inutile de le rappeler aux soldats qui s’apprêtaient à débarquer en France, et tel était le but de ce manuel que le ministère des affaires étrangères du Royaume-Uni leur distribua au printemps 1944. L’auteur en reste inconnu, même si le préfacier, Pierre Assouline, a de bonnes raisons de penser qu’il s’agit du journaliste Herbert David Ziman (1902-1983). Il mériterait pourtant d’être célébré, surtout de ce côté de la Manche, tant il y montre de finesse et de délicatesse envers un peuple si complexe, si singulier et, alors, si marqué par l’Occupation, que tout doit être mis en œuvre pour éviter de le heurter au moment où on le libère. Mœurs, habitudes, susceptibilités, colères, façons de penser : tout est passé en revue avec un sens de l’observation rarement en faute, dans un étonnant exercice d’ethnologie sauvage qui garde toute sa fraîcheur quatre-vingts ans plus tard. ■ FL. GO



► *Quand vous serez en France. Débarquement juin 1944. Instructions for British Servicemen*, auteur et traducteur anonymes,
préface de Pierre Assouline, édition bilingue,
La Manufacture de livres, 168 p., 10,50 €.

Al’heure de l’essence hors de prix, un couple de siphonneurs de réservoirs imagine de remonter à la source. « Pipeline », de Rachel M. Cholz, inflammable

L’ivresse du gazole

FRANÇOIS ANGELIER

Aux va-t-en-guerre littéraires qui désirent prendre le pouls de la littérature féminine francophone actuelle, je conseillerais de se faire parachuter en Belgique : Bruxelles, Liège ou Namur. Ils mettront ainsi le doigt moins sur un battement sage, un poumpoum sécurisant, que sur un grondement sourd, tempo de plomb, cadence violente et syncope arythmique, qui ébranlent les livres de Caroline de Mulder (*Manger Bambi*, Gallimard, 2021 ; *La Pouponnière d’Himmler*, lire « Le Monde des livres » du 29 mars), de Charlotte Bourlard (*L’Apparence du vivant*, Inculte, 2022) ou de la nouvelle venue : Rachel M. Cholz.

Naissance en 1991, l’année de la guerre du Golfe et de l’embrasement stratégique des puits de pétrole koweïtiens, d’une plume « hors barrière ». Vidéaste et scénographe œuvrant entre Suisse et Belgique, elle s’invite à la table en y posant, brusquement et sans trembler, le jerrican vermillon cradingue qui sert d’emblème à son redoutable premier roman, *Pipeline*, « oléoduc » en français. Une canalisation qui, de page en page, ne charrie pas que de l’essence sous pression, nectar poisseux et fructueux, mais où transitent aussi du sang malade, du sperme, de la sueur triste et des larmes. Fluides de la narratrice anonyme, dont « *le cœur tapine* » et dont on ne perdra pas un mot, d’Alix, son compère nocturne, et de toute une déclinaison de figures atroces et carnavalesques de siphonneurs de réservoirs et de trafiquants de carburants, de

Nuit d’orage
au-dessus d’une
raffinerie du
port d’Anvers,
en Belgique.
PHILIPPE CLÉMENT/
BELPRESS/ANDIA



mafieux et de top-modèles ondoyants, de garagistes marlous et de squatteurs de la fin de temps. L’histoire, où les plus siphonnés ne sont pas les camions et autres SUV, a l’efficacité d’un plein aux heures creuses. Soit l’Europe, qui ne marche qu’au pétrole. Soit le pétrole, qui s’amuse à grimper, lentement, calmement, passant, entre la page 70 et la page 171, de 1,99 à 2,60 euros le litre. Une grimpette véloce du tarif des hydrocarbures qui fait de chaque véhicule roulant un coffre-fort à ciel ouvert, générant un trafic incessant où il n’y a qu’à dégainer son tuyau en caoutchouc et aspirer à bouche que veux-tu pour assurer ses fins de mois. Ce que font nos galapiats, qui commencent modeste en vampirisant à la main des machines de

chantier ensommeillées, véhicules, certes, de bon tonnage. Mais tout arrive, et surtout le grand soir, la nuit d’entre les nuits, celle où Alix, ce furet, met la main sur l’aorte mère, l’artère majeure, le grand conduit, celui par où passe le flux colosse, l’or noir en fusion : « *un énorme pipeline de trente centimètres de diamètre* » qui a le bon goût de relier la raffinerie Vitol à un dépôt de stockage. Un eldorado forestier et secret où sprintent près de 35 000 barils par jour et dont il est vital de gérer le débit et de museler les ardeurs, évitant que ne gicle au ciel et ne vous inonde le sombre pactole.

Perfidies et guignon
Il n’y a plus qu’à lui poser un joli robinet de laiton, comme un nœud de satin au coin du front, et à venir, chaque jour que Dieu veut, prélever sa manne. Le problème ensuite étant de convoier le trésor sans se faire poisser par la maréchassée. La suite, rassurons-nous, tournera vilain, avec son comptant de perfidies et de guignon, à l’image du final du *Salaire de la peur*, de Georges Arnaud (Julliard, 1949), dont *Pipeline* s’offre en remake urbain, punk et décervelé. Roman de la débrouille paniqué et du parasitage héroïque, de la crise globale et de la misère

au quotidien, ce premier roman s’avère une méditation sur le transit invisible, l’argent et le carburant, l’art des circulations clandestines et des succions nocturnes, celles des êtres et des biens. Pareille histoire ne s’écrit pas, elle se graffite à lueur de phares, se hoquette matin venu à fleur de comptoir, se narre comme un plan d’évasion foireux. C’est ce qu’a fait Rachel M. Cholz en déployant tous les modes d’écriture possibles : de la saynète érotique en roue libre au poème électrique, de l’indication tarifaire au paysagisme apocalyptique, de la confession suicidaire à la scène de genre, roman d’aventures industrielles ou série noire périurbaine. Tout cela joue et s’enchaîne impeccablement en une sarabande au flux étrange, sans saute de rythme ni disjonction. Avec *Pipeline*, Rachel M. Cholz nous offre une grisante poésie du marché noir, un romantisme de la contrebande où les desperados du trafic équitable deviennent les mythes futurs des temps de pénurie, les zones industrielles des espaces d’aventures et le gazole l’essence du récit. ■

PIPELINE, de Rachel M. Cholz, Seuil, 222 p., 19 €, numérique 14 €.



Froid dans le dos au Québec

Que se passe-t-il à Norferville, ville minière fictive perdue dans le Grand Nord québécois ? Le cadavre d’une jeune Française a été retrouvé mutilé à deux pas d’une réserve indienne. L’enquête est confiée à une policière métisse originaire de la ville. Pour elle, c’est un retour douloureux : elle avait plié bagage après son viol par trois inconnus quand elle était encore adolescente. Très vite, elle est rejointe par le père de la victime, éminent criminologue français. Ils devront affronter une nature hostile et des habitants pas vraiment ravis de les voir fouiller dans leurs vies. La série des enquêtes de Franck Sharko et Lucie Hennebelle (treize livres au succès jamais démenti) le prouve : Franck Thilliez a un talent incontestable pour mettre en scène des couples – au départ – mal assortis. Si l’on pouvait craindre une énième déclinaison d’une recette éprouvée, il n’en est rien. *Norferville* est l’un des meilleurs romans de Thilliez, avec un fort propos politique, structuré par la question du colonialisme. Dans ce coin perdu du Québec perdue un système raciste où les Amérindiennes sont les premières visées. Exploitées, anonymes, elles subissent la loi d’un patriarcat vicieux et violent. Si Thilliez construit des intrigues à la construction et à l’écriture ciselées, ce nouveau livre est également un roman d’ambiance particulièrement réussi. Blizzard, nuée givrante... la nature se révèle un véritable piège. L’unique voie ferrée qui relie la ville à la civilisation est, elle, un Styx glacial. Gare à ceux qui embarquent pour Norferville. ■

ABEL MESTRE
► *Norferville*, de Franck Thilliez, Fleuve, « Noir », 450 p., 22,90 €, numérique 17 €.



Sous le soleil corse

Bastia. Midi. L’heure ardente où les rues sont vides. Le créneau idéal, selon Filumena, pour s’aventurer dehors en quête de ses cigarettes et de ses mots croisés. En espérant ne voir personne. « *C’est bien pratique de ne pas s’empoisonner les oreilles avec toutes les commères.* » A 85 ans passés, l’odyssée minuscule – 300 mètres du seuil de l’immeuble au bar-tabac – tient du calvaire pour celle qui ne marche plus guère et écoute « *la ville se répandre sur le trottoir comme de l’huile chaude et grésillante* ». Rien, pourtant, ne la fait renoncer – elle conserve là un semblant de sociabilité, avec sa meilleure amie, son époux, jalons d’une vie effilochée. « *Je sors pour Andréa, pour tous ceux que j’ai aimés. Je discute avec eux de ce que je vois. Ne vous inquiétez pas pour moi. Je ne radote pas, je discute.* » En corse, bien sûr, malgré les années vécues sur le continent. « *Les objets dans notre langue sont plus réels (...). Ils ont du physique. Un bâton, dans notre langue, on le tient mieux dans la main.* » Brassant les époques et les émotions, la balade prend un tour épique, un ton caustique qui garantit la vigueur d’un tempérament truculent : « *Un jour la poussière se déposera sur moi. Je ne pourrai plus bouger pour l’enlever et (...) disparaîtrai sous elle comme dans un songe.* » Une complainte au verbe entêtant, première fiction d’un poète inspiré. ■

PHILIPPE-JEAN CATINCHI
► *Filumena*, de Joël Bastard, Belfond, 208 p., 20 €, numérique 14 €.

Abécédaire d’une déportation

« Revenir Raconter », un livre du souvenir qu’Isabelle Cohen offre à sa mère, Marie-Elisa Nordmann-Cohen

ARIANE SINGER

Déportée en janvier 1943 à Auschwitz pour résistance, dans le même convoi que Charlotte Delbo (1913-1985), avant d’être expédiée à Ravensbrück puis à Mauthausen, Marie-Elisa Nordmann-Cohen eut la chance inouïe de revenir non seulement vivante, mais en assez bonne santé. Dès son retour, après vingt-sept mois de captivité, elle n’eut qu’une obsession : témoigner des horreurs vécues.

Près de huit décennies plus tard, c’est sa fille, Isabelle Cohen, qui retrace l’itinéraire de cette femme née en 1910 à Paris (où elle est décédée en 1993), dont la propre mère fut gazée à Auschwitz parce que juive. Qu’on ne s’attende pourtant pas, en ouvrant *Revenir Raconter*, à lire une

biographie linéaire de cette mère de quatre enfants au courage exceptionnel – présidente de l’amicale des déportés d’Auschwitz pendant quarante ans, elle ne cessa de partager son indescriptible expérience avec des lycéens, de participer aux commémorations liées à la Shoah, de témoigner à des procès. Poignante lettre à l’absente, travail psychanalytique et long poème, le récit est fondé sur un flux de conscience dont l’originalité tient à une construction en forme d’abécédaire : de « A » à « Z », les lettres initiale et finale du nom « Auschwitz ». Ce parti pris, Isabelle Cohen confie dans le livre l’avoir décidé lors d’une expérience plus que troublante : une hospitalisation, après avoir ressenti une sensation d’« étouffement ». « *J’ai réalisé qu[e cela] s’était produit à quelques jours près à l’âge exact, 62 ans et 3 mois, qu’avait ma grand-mère – dont je porte le prénom – quand elle a été gazée.* » Déroutant, tant il tranche avec les récits du genre, cet agencement à la fois

ordonné et chaotique illustre le tumulte intérieur des enfants et petits-enfants de rescapés, et la volonté de l’autrice de réinscrire cette histoire dans celle de la seconde guerre mondiale. Il donne de Marie-Elisa et de ses compagnes d’infortune, pendant et après la guerre, une image sensible et mouvante. L’entrée « R » raconte comment cette chimiste, qui œuvra au Commissariat à l’énergie atomique, fut dépêchée, grâce à une amie, au laboratoire d’agronomie de Raïsko, à 2 kilomètres de Birkenau, ce qui lui sauva la vie. A l’entrée « L » (« L’autre chapitre »), on lit ses démêlés avec l’administration française – il faudra vingt ans pour

établir un acte de décès conforme à la réalité pour sa propre mère. La force de ce livre du souvenir, où la mémoire fragmentée se reconstitue comme un puzzle, tient aussi à la façon

dont, jusqu’à l’obsession, l’autrice, née en 1954, compulse les archives historiques et familiales : un morceau de papier jauni, sur lequel Marie-Elisa a écrit, lors de sa captivité, la liste des 130 mortes de son convoi ; les lettres codées qu’elle parvint à envoyer d’Auschwitz à ses proches. Isabelle Cohen recoupe le récit maternel avec celui d’autres témoins (notamment Charlotte Delbo) et de spécialistes de l’histoire de la Shoah (Annette Wieviorka, Serge Klarsfeld...). Comme pour se convaincre elle-même, encore une fois, que « *cela* » a bien eu lieu, quand, au sein de la cellule familiale, le silence a tout recouvert. « *Tu n’as rien raconté tu as suggéré parfois tu t’es énervée parfois (...)* on n’aurait rien entendu de toute façon/ on n’aurait pas voulu connaître les détails », remarque-t-elle. Voici, au-delà du portrait d’une mère admirée, une pierre supplémentaire pour ériger un rempart, plus que jamais nécessaire, contre l’oubli. ■

**REVENIR
RACONTER,
d’Isabelle
Cohen,
Verdier,
320 p., 21,50 €.**

Les contradictions de la nouvelle classe moyenne indienne sont au cœur du sarcastique premier roman d’Aravind Jayan, « Jeune couple s’éclate en plein air »

Situation de crise à Blue Hills

GLADYS MARIVAT

Appréciez « son profil aérodynamique », sa voix rassurante et sa couleur blanc émail. Son nom ? Honda Civic. Elle est l’héroïne du premier roman d’Aravind Jayan. Pas le dernier modèle, mais presque, qui se laisse conduire avec moult précautions dans le lotissement de Blue Hills, à Trivandrum, capitale du Kerala (Inde). Le narrateur révèle le décor du bonheur parfait selon ses parents, Amma et Appa : vingt-cinq maisons avec jardinets, une aire de jeux et cette voiture au sujet de laquelle voisins et proches viennent les féliciter comme pour un nouveau-né.

Dès l’abord de *Jeune couple s’éclate en plein air*, une critique moqueuse de la classe moyenne indienne imprègne la prose brève et le ton neutre de l’auteur. Quand Amma et Appa apprennent l’existence sur Internet d’une vidéo montrant leur fils aîné, Sreenath, dit « Sree », 22 ans, en pleins ébats dans un parc avec la jeune Anita, leurs pensées vont à leur nouvel investissement. « *Et dire que nous venons d’acheter une voiture* », marmonne Appa, au bord des larmes. Bientôt, leur famille sera la risée du voisinage, et le foyer placé en « état de siège ».

Heureusement, leur voiture, leurs écrans plats et autres signes extérieurs de prospérité resteront des phares dans la tempête. Car Appa, directeur de magasins de textiles, et Amma, comptable, ont travaillé dur pour accéder à Blue Hills. Telle est la légende de réussite indienne bâtie par Appa autour de son enfance modeste, que le narrateur, ambigu, s’emploie à déconstruire. Sa voix, à la fois sarcastique et empathique, est la grande réussite du livre.

Frangin fouineur

Qui raconte ? Le frère cadet de Sree, le petit dernier auquel on fait moins attention, mais qui voit tout. Celui qui peut choisir une voie moins normée (la critique d’art) sans provoquer de remous, quand l’échec de l’aîné en école d’ingénieur conduit Amma à crier à son mari : « *Dois-je allumer le gaz dans la cuisine et m’immoler ? Seras-tu satisfait ? Si je suis une si mauvaise mère, cette expiation sera-t-elle suffisante ?* »

Le frangin fouineur s’improvise « médiateur » dans le scandale sexuel frappant



Un jeune couple devant le pont Bandra-Worli, à Bombay. STÉPHANIE TÊTU/PINK/SAIF IMAGES

sa famille, car il n’a rien d’autre à faire – ni petite amie ni véritable emploi.

Le plaisir du cadet à décrire l’effondrement physique et psychologique de sa famille transparait dans chaque scène, qu’il dissèque comme pour en prélever la matière d’une série à succès : au commissariat, où Appa dépose une vaine requête afin de faire retirer la vidéo d’Internet ; dans la maison glauque où Sree et Anita se sont réfugiés, l’un jeté dehors par ses parents, l’autre en fugue ; enfin, lors des confrontations entre ses parents et ceux d’Anita, ces derniers militant pour marier les exhibitionnistes.

Le jeune frère s’amuse de l’esprit limité de sa mère, qui commente leurs difficultés par « *deux mots suivis d’un soupir : “les compromis”, disait-elle par exemple. Ou bien “les sacrifices”* ». A l’intérêt excessif de ses parents pour la vie matérielle et la réunion mensuelle des propriétaires de Blue Hills, il oppose la culture, citant Kafka ou Tolstoï à l’emporte-pièce (« *Chaque famille a ses problèmes, Sree. Tolstoï lui-même l’a dit* »).

Ses propos, souvent creux et mensongers, permettent à Aravind Jayan de composer un roman à l’humour grinçant. A

l’opposé du sulfureux Balram Halwai, le héros du *Tigre blanc*, d’Aravind Adiga (Buchet-Chastel, 2008), ses jeunes personnages sont des enfants gâtés de la classe moyenne indienne, des rebelles ratés. Si l’écrivain rappelle que s’aimer, quand on est jeune et d’un certain milieu en Inde, peut se révéler dangereux, il ne

traite pas le sort d’Anita et de Sree avec gravité.

En s’intéressant à la popularité de la vidéo de leurs ébats dans les médias, l’auteur décrypte en revanche le processus de starification des anonymes. La popularité du couple fugitif attise la jalousie du frère de Sree, qui tentera à son tour de décrocher son heure de gloire.

Au-delà de la satire du poids des apparences et des traditions en Inde, *Jeune couple s’éclate en plein air* interroge notre capacité à agir de manière libre et authentique dans une époque régie par les réseaux sociaux. ■

JEUNE COUPLE S’ÉCLATE
EN PLEIN AIR
(*Teen Couple Have Fun Outdoors*),
d’Aravind Jayan,
traduit de l’anglais (Inde)
par Benoîte Dauvergne,
Actes Sud,
272 p., 22,50 €,
numérique 17 €.

EXTRAIT

« Dans une telle situation, l’esprit se met naturellement à vous jouer des tours. A travers la fenêtre, nos voisins paraissent plus joyeux que d’habitude. (...) Nous habitons au fond d’un cul-de-sac à l’arrière de Blue Hills, mais même ceux qui vivaient à l’avant élargissaient leur orbite pour parvenir jusqu’à nous. Nous étions devenus des bêtes curieuses. »

JEUNE COUPLE S’ÉCLATE
EN PLEIN AIR, PAGES 72-73



Poésie du pas de côté

Jeune auteur de télévision en mal d’argent et de perspective, daltonien et timide, Yama, le narrateur, dilapide sa jeunesse déboussolée dans les rues de Shinjuku, au cœur de Tokyo, « *poupée de cire* » errant de bar en bar et portée par l’alcool, sa « *seule béquille* », entre les marginaux et les ivrognes qui pululent à la nuit tombée – presque aussi nombreux que les chats. Dans ce tableau bien gris de la dèche à Tokyo, une lueur d’espoir, cependant : Yume, serveuse d’un bar au nom exotique, le Kalinka, froide et mystérieuse, dont le fort strabisme intrigue et émeut Yama. Une relation prudente s’engage entre les deux jeunes gens, dans un constant dialogue avec les chats dont Yume s’occupe, qui finissent par faire l’objet des paris des clients du Kalinka : lequel viendra le premier quémander sa pitance, ce soir ? Avec simplicité, laissant une large place aux dialogues, Dorian Sukegawa, dont c’est le quatrième livre traduit en français, narre une drôle d’histoire d’amour. Son véritable intérêt est cependant ailleurs : dans la relation qu’entretiennent les deux personnages avec la poésie, très spontanée chez Yume, plus scolaire chez le narrateur. Les chats comme le roman deviennent une image du pas de côté, de la liberté dans un monde aux arêtes trop aiguës pour les plus fragiles. Un univers où semblent régner en maître contrôle social et rationalité économique – alors qu’il n’en est rien, bien au contraire. ■ NILS C. AHL

► *Les Chats de Shinjuku* (Shinjuku No Neko), de Dorian Sukegawa, traduit du japonais par Myriam Dartois-Ako, Albin Michel, 240 p., 19,90 €, numérique 14 €.

Zadie Smith démonte le mensonge victorien

L’écrivaine signe un beau roman des tromperies qui fondent l’Angleterre au XIX^e siècle

FLORENCE NOIVILLE

Zadie Smith n’avait pas écrit de roman depuis *Swing Time* (Gallimard, 2018). Ses fidèles s’étaient consolés avec ses essais, ses critiques littéraires étincelantes et même une pièce de théâtre, *The Wife of Willesden* (« la femme de Willesden »), inspirée de l’un des *Contes de Canterbury*, de Chaucer (XIV^e siècle), jouée à Londres en 2021. Avec *L’imposture*, la romancière est de retour. Ni tout à fait une autre ni tout à fait la même, puisque, pour la première fois, c’est au roman historique qu’elle se mesure.

L’un de ses personnages est un certain William Ainsworth (1805-1882), écrivain prolifique de l’Angleterre victorienne aujourd’hui oublié. L’auteur est vu ici par les yeux de sa cousine, gouvernante et maîtresse, la veuve Eliza

Touchet, ardente féministe et abolitionniste de la première heure, qui trouve sa production très médiocre – mais se garde bien de le lui dire. Et qui, parallèlement, s’enflamme pour le grand fait judiciaire de son époque, le procès Tichborne.

A Londres, cette affaire complexe déclenche les passions dans les années 1860-1870. Un peu plus tôt, en 1854, Sir Roger Tichborne, héritier du titre et de la fortune de cette illustre famille issue des colonies, avait disparu dans un naufrage. On le présumait mort, lorsque, en 1866, débarqua au Royaume-Uni un homme venu d’Australie qui prétendait être Sir Roger et réclamait son dû. Ses manières étaient peu raffinées, il ne portait aucune marque au bras gauche, alors que celui de l’aristocrate était tatoué : se pouvait-il que ce soit lui ? Plusieurs éléments troublants plaidaient en sa faveur, dont le témoignage formel d’un ancien esclave de la famille. Mais, en 1874, un tribunal criminel jugea néanmoins qu’il n’était pas Tichborne et prononça

contre lui une peine d’emprisonnement de quatorze ans.

Tout le roman est centré sur le thème de l’imposture que l’autrice de *Sourires de loup* (Gallimard, 2001) décline méthodiquement, à partir de celle – possible, mais jamais entièrement prouvée – du « *requérant* », cet homme jamais nommé qui prétend être celui qu’il n’est peut-être pas.

Et puis, comme autant de variations sur ce thème – et au risque de donner l’impression de se livrer parfois à un exercice de style –, Zadie Smith fait sauter aux yeux d’Eliza, la véritable héroïne du roman, une série d’autres supercheries, tromperies ou manipulations, qu’elle voit comme les fondements de la société victorienne : les règles arbitraires qui biaisent sa justice (« *Pourquoi, dans un procès criminel, l’accusé n’était-il pas autorisé à s’exprimer (...) ?* ») ; le préjugé raciste justifiant l’esclavage sur lequel repose sa florissante industrie du coton ; les vieux mensonges entourant l’éviction des femmes (Eliza est furieuse de n’avoir pu participer à

une convention anti-esclavagiste dont les femmes furent exclues) ; bref, Smith décortique toute cette fabrique du faux – faux-semblants, leurre, jeux de dupes et fictions –, sans laquelle, à ses yeux, l’hégémonie britannique d’alors n’eût pas été possible.

« *Je considère être venu à Londres en quête de substance, et m’y vois sans cesse ballotté au gré de paroles creuses* », regrette un personnage à la fin du livre. Pas d’imposture sans langage, suggère Zadie Smith, qui se penche ici sur celui des juges, des avocats, mais aussi des gens de lettres. On l’aura compris, derrière le roman du procès Tichborne se lit aussi, en filigrane, celui de l’imposteur suprême : l’homme qui se glisse dans la peau des autres et le revendique. Le romancier. ■

L’IMPOSTURE
(*The Fraud*),
de Zadie Smith,
traduit de l’anglais
par Laetitia Devaux,
Gallimard, « Du monde entier »,
546 p., 24,50 €, numérique 18 €.

Le Monde | Ateliers

Avec Le Monde des livres,
apprenez aux côtés de

NICOLAS FARGUES

ATELIER D'ÉCRITURE

Du sens avant toute chose

Participez à 15 heures d’atelier en 5 séances du 1er au 5 juillet

« Écrire, c’est se mettre en quête de nos propres phrases et de nos propres mots ». Au cours de cinq séances de trois heures, participez à l’atelier d’écriture de Nicolas Fargues afin de développer votre projet littéraire. À travers des exercices de création, vous apprendrez à penser vos phrases pour qu’elles vous ressemblent et qu’elles expriment aussi fidèlement et clairement que possible la singularité de votre regard.

Après des études de lettres à la Sorbonne et une thèse de doctorat portant sur le style en littérature, Nicolas Fargues a écrit de nombreux ouvrages tels que *One Man Show* (2002) et *Rade Terminus* (2004). En 2011, il est récompensé par le prix France Culture-Télérama pour son livre *Tu verras*.



Rouvrir grandes les portes de l’asile

Pour « Le Château des insensés », roman de l’asile psychiatrique ouvert de Saint-Alban, Paola Pigani a d’abord veillé à l’« épaisseur poétique » des protagonistes

FLORENCE BOUCHY

Paola Pigani a publié son premier roman à plus de 50 ans (*N'entre pas dans mon âme avec tes chaus-sures*, éd. Liana Levi, 2013). Nourrie de son expérience d'éducatrice spécialisée aux côtés des plus fragiles et d'êtres vivant peu ou prou en marge de la société, elle compose une œuvre attentive aux situations de relégation sociale et aux solidarités qui peuvent s'y mettre en place. Mais pour comprendre la genèse de son cinquième roman, *Le Château des insensés*, qui retrace l'histoire d'une institution psychiatrique novatrice, à Saint-Alban, en Lozère, depuis la seconde guerre mondiale, il faut remonter plus loin dans les souvenirs de l'écrivaine.

« La première fois que j'ai mis les pieds dans un asile, se souvient-elle, j'avais 11 ans. J'accompagnais une amie d'internat qui allait y rendre visite à son père. J'y ai vu des êtres humains que je trouvais étonnants, notamment un homme très endimanché, dont je n'ai jamais oublié le visage. » Elle ajoute : « Plus tard, j'ai vécu tout près de l'hôpital du Vinatier, à Lyon. Je croisais des patients, avec lesquels j'avais souvent de petits échanges, toujours surprenants. » Mais c'est sa rencontre avec l'œuvre de Paul Eluard, « le premier poète que j'ai aimé », dit-elle, qui a été la plus décisive. *Le Cimetière des fous*, écrit en 1943 à Saint-Alban par le résistant réfugié dans l'asile psychiatrique que dirigeait un ami des surréalistes, Lucien Bonnafé, et où exerçait le Catalan François Tosquelles, responsable des maquis de Margeride Nord, a fait entrer dans son imaginaire



Une sculpture d'Auguste Forestier, patient de l'asile de Saint-Alban (vers 1945).
CÉCILE DUBART

peut déstabiliser très violemment. » En se documentant sur l'histoire du Vinatier, elle découvre que l'hôpital, comme tant d'autres institutions pendant la guerre, a été le lieu de ce que l'on a nommé « l'hécatombe des fous ». Abandonnés, privés de soin et de nourriture, la plupart sont morts. Il lui est alors apparu impossible d'écrire une fiction qui aurait pour cadre le théâtre d'une telle tragédie. Invitée en Lozère en 2019 pour la publication de son troisième roman, *Des orties et des hommes* (éd. Liana Levi), elle visite ce fameux « cimetière des fous », et décide de revenir à Saint-Alban à quatre saisons différentes, pour s'imprégner de l'atmosphère de ces lieux où s'est joué un tout autre destin pour les malades.

Mais Paola Pigani n'est pas de ces auteurs qui planifient en détail le livre qu'ils ont en tête. Ni qui multiplient les recherches préalables à l'écriture. « J'aurais peur d'être noyée sous la documentation, et de ne plus pouvoir écrire », explique-t-elle. Pour se lancer dans l'aventure d'un roman, l'écrivaine a d'abord besoin de « faire exister ses personnages » : ils doivent avoir une « épaisseur poétique » avant même d'être plongés au cœur de l'action. Rien d'étonnant, donc, à ce que le lecteur ait eu la possibilité de rencontrer Jeanne avant d'ouvrir *Le Château des insensés* : Paola Pigani lui a consacré un recueil de poèmes, *La Renouée aux oiseaux* (La Bouche-rie littéraire, 2019).

EXTRAIT

« Il fallait faire feu de tout bois avec la parole des fous, l'attiser, l'entretenir avant qu'ils ne meurent de ce froid mental, la solitude. On va les rapprocher et pas seulement au travail. Veillées, bibliothèque, de quoi écrire, dessiner, peindre, se rendre utile, inutile même mais selon soi, se gêner, s'oxygéner, s'approcher, s'éloigner, au milieu des autres même si c'est pour s'engueuler, répétait Tosquelles que sœur Rolande écoutait en ouvrant des yeux effarés. Avec le docteur Balvet ils étaient convaincus de la nécessité, de l'urgence de créer des liens entre tous. Dans la salle commune, on leur avait proposé un journal mural où tout le monde pouvait dessiner, écrire. (...) De l'expression la plus rudimentaire aux éclats les plus vifs de leur souffrance ou de leur créativité. »

LE CHÂTEAU DES INSENSÉS, PAGES 61-62

C'est aussi pour explorer l'importance de son personnage que la romancière a commencé l'écriture sous forme de monologues. Pour être au plus près des émotions de Jeanne et suivre pas à pas sa transformation. Une fois cette voix intérieure trouvée, Paola Pigani transforme son récit en narration à la troisième personne. « Cela me permettait, dit-elle, une distance émotionnelle qui m'aurait manqué avec les monologues, vu que je lui prêtai beaucoup d'émotions que j'avais connues. Et puis, c'est par le dialogue et les rencontres que les patients évoluent à Saint-Alban, j'ai donc tissé l'histoire des autres patients avec celle de Jeanne, sous l'œil des médecins et des religieuses » – les religieuses qui gèrent l'inten-

dance et prodiguent les soins infirmiers.

En cours d'écriture, Paola Pigani mène ses recherches documentaires au coup par coup, quand l'avancée de l'action le nécessite. Aux archives départementales de Mende, elle trouve les états effectifs de Saint-Alban pendant la guerre, des documents sur les rationnements ou l'organisation du ravitaillement. Dans les expositions montées par l'association culturelle de l'hôpital, elle découvre les créations des pensionnaires. Sachant qu'Eluard avait rapporté à Paris deux œuvres d'un patient, Auguste Forestier, qu'il avait montrées à Jean Dubuffet, elle prolonge sa rencontre avec ces artistes en visitant la collection d'art brut de Lausanne et les collections du Musée d'art moderne de Villeneuve-d'Ascq (Nord), où sont notamment exposées les petites sculptures d'Auguste Forestier et de Marguerite Sirvins, dont elle fait des personnages du *Château des insensés*.

Si le roman de Paola Pigani rend hommage au travail extraordinaire qu'ont mené, dans la clandestinité d'abord, et de manière tout aussi audacieuse par la suite, les religieuses et les médecins de Saint-Alban, ceux-ci restent à l'arrière-plan du roman. « Mon désir, c'était de donner à voir ce qu'avait été cette expérience fabuleuse à partir de ce que vivaient les malades et les religieuses. » Et d'accompagner Jeanne, de l'enfermement intérieur à la lumière d'une santé retrouvée et partagée. ■

LE CHÂTEAU DES INSENSÉS, de Paola Pigani, éd. Liana Levi, 288 p., 21 €, numérique 16 €.

De nouveau aimer la vie



SE TENANT AU PLUS PRÈS de ce que vivent Jeanne, Auguste, Victor-pour-la-vie ou Marguerite, tous internés au château de Saint-Alban (Lozère) après

que les Allemands ont occupé une partie de la France, Paola Pigani fait revivre le quotidien de cette institution hors normes. Des médecins, eux-mêmes atypiques, y ont réinventé les protocoles de soins pour les malades mentaux, tout en organisant dans la clandestinité les réseaux de résistance de la région. Favorisant la créa-

tivité des patients, les incitant à nouer des liens entre eux, leur permettant de se rendre utiles à la communauté, ils redonnent une dignité à leur singularité et les considèrent avec une humanité qui apparaît elle aussi comme un acte de résistance en temps de guerre. *Le Château des insensés* est tout autant le récit de cette communauté de patients qu'on disait fous que celui des médecins et des religieuses gérant les lieux et faisant fonction d'infirmières) qui ont pris tous les risques pour poursuivre leur idéal humaniste, dans l'action politique comme dans leurs activités thérapeutiques. Paola Pigani entremêle la trajectoire

Devant la page blanche

Après trois romans, dont le best-seller *En attendant Bojangles* (Finitude, 2016), Olivier Bourdeaut n'a plus pu écrire. C'est ce manque d'inspiration qu'il raconte, avec autodérision, dans *Développement personnel*. Détournant, au fil des chapitres, les principes de la réalisation de soi – « aller de l'avant », « faire confiance à la vie », « saisir les opportunités » –, l'auteur se livre à l'autopsie de ce gros passage à vide. A ce titre, les premières pages, où il décrit la fatuité de sa vie d'écrivain à succès qui choisit Ibiza comme retraite d'écriture, roule en voiture de luxe et impose son rythme à son entourage, sont jubilatoires. Au-delà de ce moment critique qui le voit buter sur des « paragraphes lamentables » et se complaire dans ses états d'âme, l'écrivain plonge aux origines de sa vocation, dessinant l'autoportrait lucide et sensible d'un

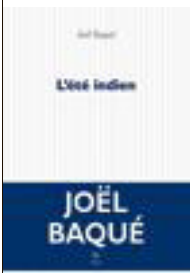
jeune auteur velléitaire, fanfaron et inadapté, dont la vocation aurait pu ne jamais s'épanouir. ■

VIRGINIE FRANÇOIS
► **Développement personnel**, d'Olivier Bourdeaut, Finitude, 176 p., 18 €, numérique 12 €.



Stratégies solitaires

Comme tous les romans de Joël Baqué, *L'Été indien* est une variation sur le sentiment de solitude. Plus précisément, cette fois-ci, sur la « crainte de l'éprouver ». Sous des dehors de satire sociale – la mère du narrateur voue une passion aux conteneurs de « tri sélectif » et à Jean-Pierre Pernaut, le père appartient à « cette race de vignerons maussades en accord avec une terre caillouteuse, sableuse, qui demande beaucoup d'efforts et donne peu » –, l'écrivain se livre à une étude piquante des stratégies que tout un chacun met en œuvre pour éviter de se trouver confronté à lui-même. « C'est toujours étonnant, une passion, vue de l'extérieur », reconnaît-il. Avant de mettre en scène les effets délétères des obsessions pas si anodines de ses personnages. Car la crainte de la solitude les conduit à



recréer sans cesse les conditions du vide affectif et existentiel qui les terrifie, contre lequel la communauté des lecteurs reste le meilleur rempart. ■ F. BY
► **L'Été indien**, de Joël Baqué, P.O.L., 160 p., 17 €, numérique 15 €.

Gibiers du Tian Shan

Les années 1990. L'URSS n'existe plus, un nouveau monde naît. Impitoyable, le capitalisme n'épargne pas même une région aussi reculée que celle des montagnes du Tian Shan, au Kirghizistan. Le léopard des neiges, jadis roi des lieux, devient un gibier pour de riches étrangers. Un journaliste local, qui a du mal à se faire à cet univers où l'argent règne en maître, constitue, lui aussi, une cible. Pas étonnant que les chemins de l'homme et du fauve se croisent... Paru en 2008 sous le titre *Le Léopard des neiges*, édité ici dans une nouvelle traduction, *Quand tombent les montagnes*, de l'écrivain kirghiz Tchinguiz Aïtmatov (1928-2008), décrit une décennie traumatisante pour les laissés-pour-compte du nouveau système. L'ancrage dans le folklore de sa terre natale confère à ce récit une dimension parabolique évidente : ce ne sont pas seulement les montagnes qui croulent, mais les fondements mêmes de la société. ■

ELENA BALZAMO
► **Quand tombent les montagnes** (Kogda padaiout gory), de Tchinguiz Aïtmatov, traduit du russe (Kirghizistan) par Raphaël Pache, Paulsen, 246 p., 21 €, numérique 14 €.



ROGER CHARTIER
*professeur émérite
au Collège de France*

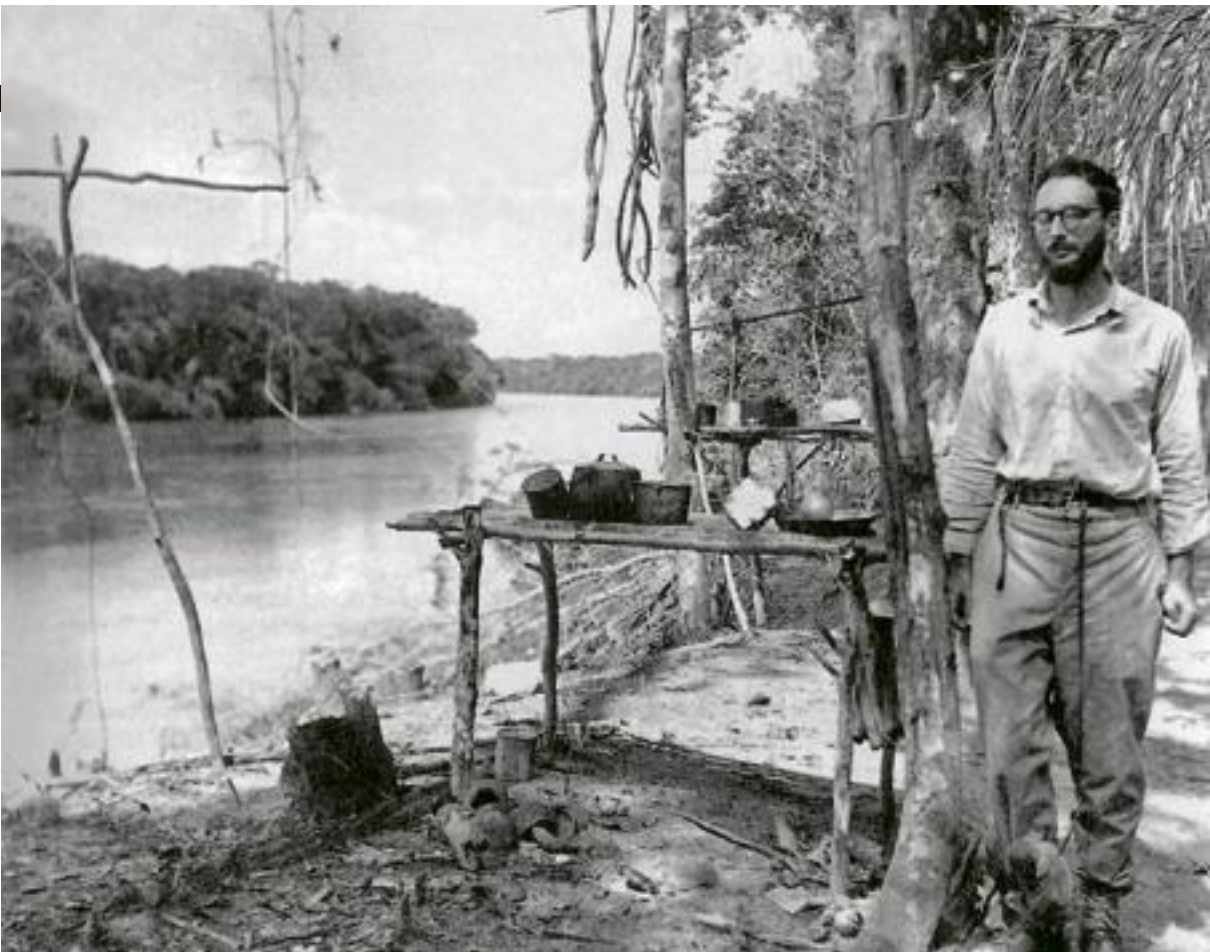
En 1935, un an après sa fondation, l'université de Sao Paulo reçut trois professeurs français dans sa nouvelle faculté de philosophie, de sciences et de lettres : l'historien Fernand Braudel (1902-1985), l'anthropologue Claude Lévi-Strauss (1908-2009) et le géographe Pierre Monbeig (1908-1987). L'expérience brésilienne des trois jeunes professeurs transforma profondément leur trajectoire intellectuelle à peine commencée : Lévi-Strauss et Monbeig avaient 27 ans, Braudel en avait 33. En 1938, lorsque Lévi-Strauss laissa vacant son poste, il fut remplacé par le sociologue Roger Bastide (1898-1974). Dans un livre savant et attachant (mais malheureusement sans index), Ian Merkel, qui a, lui aussi, beaucoup voyagé entre New York, Sao Paulo, Berlin et maintenant Groningue, aux Pays-Bas, où il est professeur, retrace l'impact de leurs années brésiliennes sur ces quatre savants français qui « ont connu une épiphanie professionnelle au Brésil ».

« Mission » était le mot utilisé pour désigner l'envoi de professeurs français au Brésil. Il n'a pas toujours eu bonne presse chez les hôtes, comme en témoignait, en 1994, l'historien brésilien Fernando Novais : « Le mot "mission" (...) montre à l'évidence que nous étions perçus comme une terre d'Indiens qui devaient être catéchisés. » Le titre choisi par Ian Merkel, *Les Termes de l'échange*, suggère que ce jugement tranché doit être réévalué. Si les échanges furent inégaux, ne fût-ce qu'à cause de l'imposition du français comme

C'est au Brésil que Braudel bâtit l'architecture des temporalités historiques, proposée plus tard comme clé de voûte de toutes les sciences sociales

langue d'enseignement, ils furent aussi l'occasion de rencontres avec les réalités brésiliennes, aidées par les relations nouées avec des chercheurs et des intellectuels brésiliens : Mario de Andrade, Caio Prado, Gilberto Freyre, Arthur Ramos.

Lévi-Strauss et Monbeig trouvèrent ainsi au Brésil les thèmes de leurs premières recherches de terrain (sur l'organisation sociale des



Claude Lévi-Strauss au Brésil, en 1936. APIC/GETTY IMAGES

Un essai attachant du chercheur Ian Merkel retrace l'impact de leurs années brésiliennes sur Claude Lévi-Strauss et Fernand Braudel, entre autres, dans le Sao Paulo effervescent de l'entre-deux-guerres

Heureux tropiques !

Indiens bororo ou l'expansion pionnière des habitants de Sao Paulo installés dans l'intérieur du Brésil). Braudel travailla à la rédaction d'une thèse secondaire sur le Brésil au XVI^e siècle. Bastide commença ses études des cultures et religions afro-brésiliennes.

Ces nouveaux terrains de recherche imposaient une nouvelle définition des sciences sociales. Contre les cloisonnements disciplinaires, les liens entre les savoirs devinrent essentiels, par exemple entre géographie et ethnologie. C'est au Brésil que Braudel bâtit l'architecture des temporalités historiques, proposée plus tard comme clé de voûte de toutes les sciences sociales, qui articulait la longue durée et le temps court des événements, qu'il compara souvent aux lucioles de la forêt brésilienne qui brillent sans éclairer. C'est à partir des observations ethnologiques faites chez les Bororo et les Nambikwara que Lévi-Strauss commença la collecte des maté-

riaux mobilisés par l'anthropologie structurale.

Ian Merkel révisé ainsi non seulement une vision strictement coloniale des présences françaises, mais aussi l'oubli (parfois par les auteurs français eux-mêmes) de l'importance des collaborations avec les intellectuels brésiliens. Ceux-ci furent des partenaires essentiels dans le contexte de libéralisme politique, d'effervescence moderniste et de rénovation universitaire qui était celui de Sao Paulo dans les années 1930.

Après la guerre, « la présence intellectuelle française a perdu de sa force institutionnelle ». Pourtant, le Brésil demeura un pays cher aux sciences humaines et sociales françaises. Braudel et Lévi-Strauss s'en éloignèrent dans leurs écrits, mais pas Bastide ni Monbeig. Et d'autres Français eurent à leur tour une expérience brésilienne. Michel de Certeau, qui connut le Brésil comme jésuite engagé, dénonça avec force la torture pratiquée par les mili-

itaires brésiliens. Pierre Bourdieu, qui jamais ne voyagea au Brésil, accueillit de nombreux sociologues brésiliens et publia leurs travaux.

Ian Merkel décrit avec acuité un moment décisif pour les sciences sociales françaises. Aujourd'hui, les échanges intellectuels se font à parts moins inégales dans un monde intellectuel globalisé. Pourtant, les collaborations tissées avec les chercheurs brésiliens conservent une place particulière dans la recherche française. Entre la « *saudade* » des premières rencontres et les enseignements des entreprises du présent, les sciences sociales françaises leur doivent beaucoup, même si elles ne l'ont pas toujours perçu et reconnu. Ian Merkel rend justice à l'importance, hier et aujourd'hui, de ces expériences fondatrices. ■

LES TERMES DE L'ÉCHANGE. LES INTELLECTUELS BRÉSILIENS ET LES SCIENCES SOCIALES FRANÇAISES (Terms of Exchange. Brazilian Intellectuals and the French Social Sciences), de Ian Merkel, traduit de l'anglais par Laure Elisabeth Collet, Le Poisson volant, 282 p., 15,90 €, numérique 5 €.



Matérialité citoyenne

Comment définir la cité politique ? Au lieu d'analyser les systèmes institutionnels et la participation citoyenne à la chose publique, les auteurs de *La Cité des choses* adoptent un autre angle, très original : ils étudient l'écheveau de liens qui rattachent les individus aux biens matériels. Cette série d'enquêtes approfondies porte sur les différents rivages de la Méditerranée, de la Renaissance à nos jours, en faisant fi des modèles culturalistes censés séparer immuablement les sociétés musulmanes et chrétiennes. Car partout les rapports de propriété déterminent le politique. En Castille, au XVIII^e siècle, l'institution de la « *cruzada* » finance la lutte contre les « infidèles » et toute sa puissance repose sur les biens vacants, en particulier les héritages sans héritiers, dont s'empare le pouvoir royal. Leur dévolution influe lourdement sur les rapports de pouvoir. Les richesses qualifient le statut des personnes. Placer ses possessions en un pays ouvre à sa citoyenneté – et aux avantages commerciaux qui s'y attachent. De nombreux marchands génois l'ont compris, qui deviennent français en domiciliant leurs navires dans le petit port frontalier d'Antibes. De nos jours, les biens servent encore de garantie d'insertion politique : les administrations et tribunaux européens accordent la naturalisation sur ce type de critères, non officiels mais tout à fait efficaces. ■

FRANÇOIS OTCHAKOVSKY-LAURENS
► *La Cité des choses. Une nouvelle histoire de la citoyenneté*, sous la direction de Simona Cerutti, Thomas Glesener et Isabelle Grangaud, Anacharsis, « Essais », 480 p., 30 €.



Jean-Pierre Léaud, travail de mémoire

On rêverait de lire les Mémoires de Jean-Pierre Léaud, mythe singulier et monument vivant du cinéma français... mais, rien de tel n'étant annoncé, on aura plaisir à découvrir le bref et bel essai que Gérard Gavarry lui consacre. Le romancier y propose un portrait puzzle fait de courtes séquences, plus ou moins chronologiques, comme pour baliser le parcours filmique exceptionnel d'un acteur un peu à part, excédant par sa personnalité les rôles qu'il endossa chez Truffaut, Godard, Eustache ou Kaurismäki. « *Retrouver dans un film un de nos acteurs favoris*, écrit l'auteur, *c'est la plupart du temps retrouver aussi le pays et les paysages qui l'accompagnent dans notre mémoire.* » Ce travail de mémoire est d'abord un exercice de style, qui saisit la permanence et les mouvements d'un corps, son rapport aux sens, à la voix, ses sourires ou ses mains... Gavarry en est le spectateur attentif et le subtil analyste, mais aussi un peu plus que cela, lui qui glisse entre les pages du portrait des incises plus personnelles : ses « *souvenirs de Pontigny* », dans l'Yonne, à l'été 1958, avant le tournage des *Quatre Cents Coups*, où l'on comprend qu'il a croisé le futur acteur, enfant, en colonie de vacances. Cette légère infiltration autobiographique, récurrente mais allusive, ouvre le livre à un espace plus grand, celui, simplement, de la littérature, quand elle s'autorise à décrire les métamorphoses d'une vie. ■ **FABRICE GABRIEL**
► *Le Cinéma de Léaud*, de Gérard Gavarry, P.O.L., 112 p., 15 €, numérique 11 €.

Femmes entravées du XIX^e siècle naissant

L'historienne Chantal Prévot explore les destins féminins dans la société française postrévolutionnaire

SOPHIE BENARD

Le rôle joué par les femmes pendant la Révolution française est de mieux en mieux connu. Chantal Prévot, quant à elle, a choisi de consacrer *Le Sexe contrôlé* aux quinze années, moins étudiées sous cet angle, qui ont succédé, de 1800 à 1815. Car, selon l'historienne, cet « *intermède militaire et dictatorial* » qui a vu se relayer le Consulat et l'Empire a plongé dans un contexte absolument inédit une « société en recomposition », prise entre anciens usages et nouvelles assignations.

Pour comprendre quelles ont été les conditions de vie des femmes au cœur de cette « *effervescence* » politique, idéologique, économique et culturelle, Chantal Prévot a exhumé des dizaines d'archives – Mémoires, récits, romans, corres-

pondances, journaux intimes... Mais elle est bien consciente que seules les femmes « *de qualité* », c'est-à-dire issues de la haute société citadine, étaient alors en mesure de (se) raconter.

Dans l'idée d'affiner les « *images globales volontiers schématiques* » et de prendre en compte les « *destins individuels* », elle comble donc les silences des archives en partant sur les traces des femmes des classes laborieuses, domestiques, ouvrières et paysannes. Elle explore leur quotidien depuis les cabinets des médecins hygiénistes pour les ouvrières et les prostituées, les salons de leurs maîtres pour les domestiques, les registres des châteaux ou des préfectures pour les paysannes.

En dépit des différences individuelles, l'historienne fait surgir les données communes de leurs destins. Quels que fussent leur milieu social, leur travail ou leur lieu de vie, toutes les femmes se trouvaient en effet aux prises avec la « *grande affaire* » qu'était le mariage – leur seul réel « *moyen d'existence* ».

Car les mentalités de l'époque, le conformisme religieux, les traditions rurales et les discours infériorisants des médecins ont maintenu, tout au long de la période, un « *partage sexué du monde* ».

L'esquisse d'une libération

Cet état de fait sera même renforcé par la promulgation, en 1804, du code Napoléon, « *premier code juridique de la modernité libérale* », mais aussi texte « *androcentriste* » et « *antiféministe* », qui avale l'infériorité civile des épouses. Et, si l'historienne peut affirmer que, « *dans cette époque inédite et complexe, l'histoire mouvementée des femmes laissera de profondes cicatrices pour les siècles à venir* », c'est aussi parce que ce code a fixé sans changement la composition et l'administration familiale jusqu'aux années 1970.

Pour autant, Chantal Prévot remarque, dans cette période où la France reste « *en état de conflit quasi permanent* », que les femmes partagent surtout le fait d'être « *en guerre* », en tant que mères, épouses,

sœurs ou filles d'hommes enrôlés sous les drapeaux. Lieu de la maternité et du maternage obligatoires, le mariage devient alors également celui d'une absence – parfois vécue comme un soulagement, voire l'esquisse d'une libération.

C'est ce qui permet à l'historienne de suggérer que les relations conjugales ont alors pris des formes plus diverses et complexes que les lois et les mentalités ne le laissent supposer. Et, si le Consulat et l'Empire ont indéniablement vu les femmes se replier sur l'espace privé, Chantal Prévot fait tout de même apparaître, par l'étude de leurs destins et de leurs mots, que ce temps est aussi celui où, à bas bruit, « *l'individualisation et l'ambition intime prennent racine et croissent* ». ■

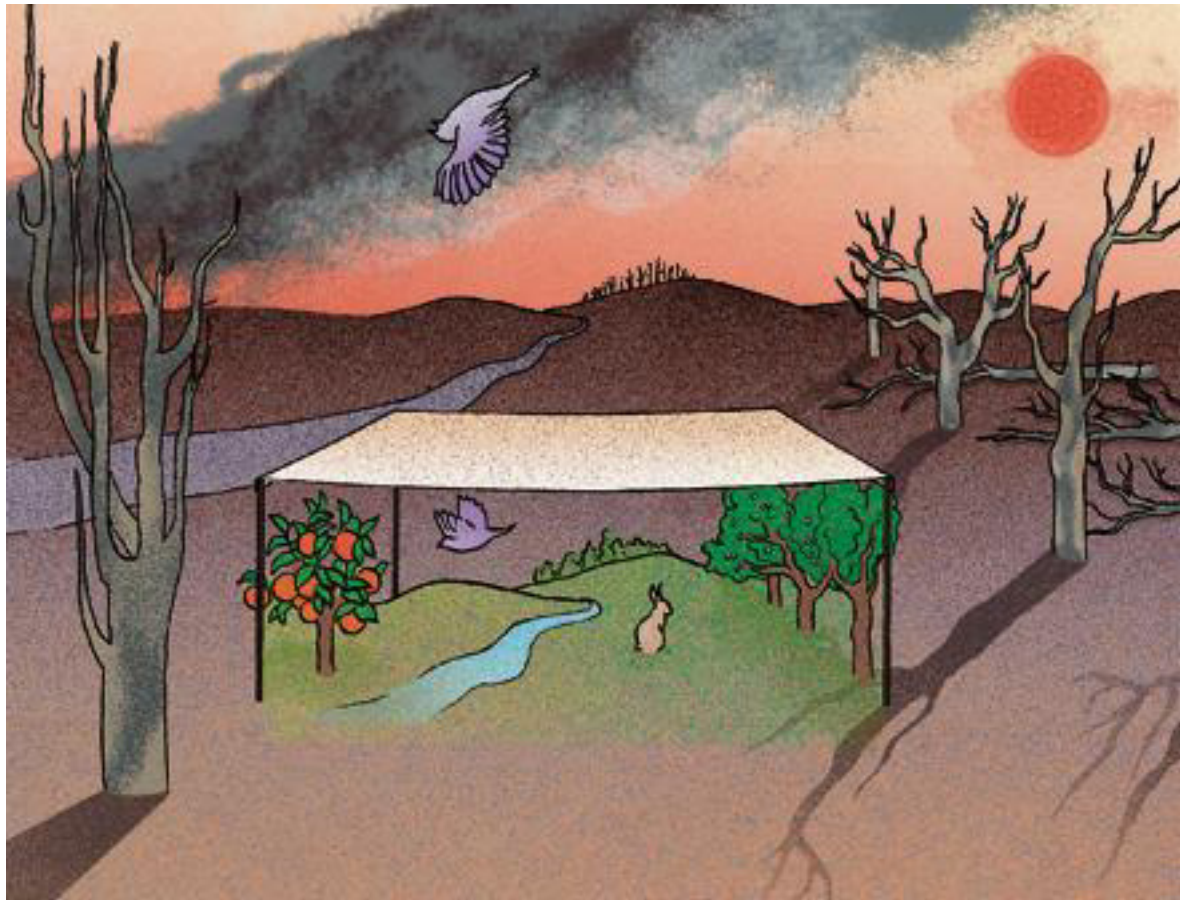
LE SEXE CONTRÔLÉ. ÊTRE FEMME APRÈS LA RÉVOLUTION, de Chantal Prévot, Passés composés, 382 p., 24 €, numérique 16 €.



LE FEUILLETON

TIPHAINE SAMOYAULT

Perdre un monde



ÉLODIE BOUÉDEC

COMME SUR LA TERRE, le récit écopoétique d'Anne-James Chaton dont j'ai parlé il y a deux semaines (« Le Monde des livres » du 24 mai), *Passer l'été*, d'Irène Gayraud, a quelque chose d'un peu fantastique, car ce recueil de poésie évoque une situation qui échappe au temps qui passe. Saisis par la chaleur d'un été caniculaire, des êtres vivants tentent de survivre, de protéger leur habitat et de trouver de l'eau. La nature est en détresse. Elle attend la pluie tout en sentant que celle-ci ne viendra plus. Est-ce l'été dernier? L'été qui vient? Ce sont surtout des étés qui nous attendent sans doute maintenant que le réchauffement climatique est pratiquement irréversible, dans des régions désertées par le vert et par l'eau, happées dans un présent sans fin. L'atmosphère de fin du monde est palpable et elle est devant nous. C'est l'été au futur antérieur.

Irène Gayraud fait sentir la chaleur de l'air et la souffrance des animaux. La lessive sèche à peine tendue sur la corde à linge. On protège le potager avec un drap tendu sur des piquets. Même tôt le matin, l'asphalte brûle les coussinets du chien qui se promène. Les jeunes quittent la ville et leurs chambres

sous les toits en zinc. Des feux couvent, naissent et s'étendent, ne laissant sur la colline que l'ossature noircie des arbres. On entend le bruit incessant des Canadair. Les journaux rapportent que l'incendie, par bonheur, n'a pas touché d'habitations, sans penser à tous les trous d'écureuils, aux fourmilières, aux « terriers de lièvres de blaireaux de renards », à tous les nids sur les branches, à toutes ces galeries qui sont aussi des havres, des lieux de protection et de repos pour des espèces vivantes, et que le feu a détruits.

« Nous ne parlons plus que du temps qu'il fait. » Ce n'est pas nouveau : parler du temps qu'il fait est le plus petit dénominateur commun de la vie sociale. Mais nous en parlions jusque-là en toute confiance, comme d'un sujet qui offre le délicieux plaisir d'un savoir un peu incertain, mais d'un savoir quand même : l'alternance des saisons dans les contrées tempérées, le rythme de la pluie dans les régions tropicales. Lorsque, avec un petit frisson, quelqu'un nous disait : « Il n'y a plus de saisons », nous acquiescions sans trop y croire. Le poème est ici la sentinelle d'un tout autre discours : si le temps ne passe plus, dans un été démesurément étiré, quand la pluie ne se fait même plus attendre, alors passerons-nous l'été? Le temps vient à manquer. La tonalité élégiaque du recueil est cependant tempérée par son souci

documentaire. Irène Gayraud fait entendre plusieurs voix, les voisins, les apiculteurs, les journaux, la rumeur, « une triste langue/ celle/ de la pénurie et de la soif ». Les oiseaux tombent du ciel et les abeilles meurent de stress.

L'écopoétique, qui s'intéresse aux liens de la littérature à l'environnement, fait aussi de la poésie une maison pour le langage et pour le monde qu'il formule – le préfixe « éco- » étant dérivé du grec *oikos*, « l'habitation ». Cette discipline relativement nouvelle est la spécialité universitaire d'Irène Gayraud, qui est aussi traductrice, membre de l'Outranspo (un groupe dérivé de l'Oulipo qui explore les potentialités créatrices de la traduction), autrice de plusieurs recueils poétiques et engagée dans la recherche-crédation. Mais le poème est-il toujours un abri? Peut-il encore rassembler la beauté du monde en faisant entendre ses sons, « les feuilles des frênes/ les fleurs encore fermées/ les fauvettes »? Les voix du poème semblent en douter : témoins de la transformation des lieux, elles témoignent aussi d'une transformation de la langue.

En plongeant dans les souvenirs de trois poètes français que Wolfgang Matz a traduits vers l'allemand – André du Bouchet (1924-2001), Yves Bonnefoy (1923-2016) et Philippe Jaccottet (1925-2021) –, on prend la mesure de ces changements. Leur poésie est aussi celle du monde sensible, en symbiose avec la nature, mais elle reste calée sur des saisons. C'est souvent l'été que le traducteur rend visite aux écrivains pour travailler avec eux, dans le paysage qui s'étend entre le mont Ventoux et le Luberon pour Bonnefoy, Grignan et la vallée du Lez pour Jaccottet : la chaleur est présente, parfois pesante. Mais c'est encore « une chaleur vacante », comme l'appelle du Bouchet, qui ne met pas en cause le verger ni la promesse des fleurs. La chaleur qui monte des chemins, à la fois intense et énigmatique, donne un sentiment de

Le poème d'Irène Gayraud est ici sentinelle : si le temps ne passe plus, dans un été démesurément étiré, quand la pluie ne se fait même plus attendre, alors passerons-nous l'été?

plénitude, « parce qu'en quelque sorte tout était de terre en ces instants : moins comme une caresse que comme une bonté silencieuse, sans nom » (Jaccottet). Du bonheur de la vie poétique témoigne de liens d'autant plus magnifiques qu'ils semblent inséparables : entre le poète et sa parole, entre le poème et son lieu. En voyant ces figures amies disparaître l'une après l'autre, Wolfgang Matz a eu chaque fois l'impression de perdre un monde, qu'il perdait bel et bien et nous avec lui. En deux générations, quelque chose a changé et doit nous alarmer si nous voulons encore lire un jour un *Cahier de verdure* – Philippe Jaccottet, Gallimard, 1990. ■



FIGURES LIBRES

ROGER-POL DROIT

La pensée, combien de dimensions?

LE NARRATEUR EST UN CARRÉ. C'est plutôt bien, car il aura des enfants pentagones, ou même hexagones. Sauf s'ils ont le malheur de naître avec des côtés irréguliers... Dans l'ensemble, le sort des carrés (intellectuels et gentilshommes) est plus enviable que celui des triangles isocèles (soldats ou manœuvres) et celui des femmes, réduites à n'être que lignes droites. Evidemment, rien ne vaut la perfection des cercles (magistrats et gouvernants) qui dirigent le « Pays plat », monde à deux dimensions. Il ressemble à une feuille de papier. Les figures qui l'habitent ne soupçonnent pas un instant qu'on puisse les regarder « d'en haut ». Elles ignorent

FLATLAND. FANTASIE EN PLUSIEURS DIMENSIONS (Flatland), d'Edwin Abbott, traduit de l'anglais par Philippe Blanchard, édition collector élaborée avec Alexandre Laumonier, Les Belles Lettres/Zone sensible, 160 p., 12,06 € (en librairie le 7 juin).

totale l'existence de la troisième dimension. Jusqu'au jour où le narrateur...

Telle est la trame de *Flatland*, l'un des textes les plus insolites qu'on puisse lire. Ce récit bref et déconcertant est devenu, depuis sa parution à Londres en 1884, un inclassable classique. Son sous-titre, *Fantaisie à plusieurs dimensions*, peut se lire en de nombreux sens. Il s'agit, certes, des dimensions de l'espace, mais le dispositif permet une multitude d'interprétations, qui vont de la science-fiction à la critique sociale, de l'utopie à la méditation métaphysique. Traduit en français

seulement en 1968, plusieurs fois édité depuis, ce livre fait l'objet d'une reprise originale, avec une maquette et une typographie inventives, aux éditions Les Belles Lettres.

Bonne occasion de découvrir, si vous ne le connaissez pas encore, ce bijou à la fois célèbre et méconnu. Il occupe une place à part, même dans l'œuvre de son auteur, Edwin Abbott Abbott (1838-1926). Ce théologien britannique libéral, auteur de romans et d'essais, semble n'avoir été visité qu'une fois par l'ange du bizarre et le génie du trouble-ménages. Le carré dont il rédige l'autobiographie incite à penser en décrivant une société figée, compartimentée, effroyablement misogyne et eugéniste, où toutes les révoltes finissent mal. Mais la portée du récit va plus loin. Au-delà de cette critique acerbe de l'implacable cruauté des dominations, il amorce une fascinante mise en abyme de la connaissance.

Car le carré finit par rencontrer une sphère, objet qui existe seulement dans monde tridimensionnel, inconcevable pour lui. Dans la surface plane où vivent les figures, cette sphère apparaît sous la

forme d'un point, puis d'un cercle qui s'accroît, et qui rétrécit avant de disparaître. Ainsi le carré finit-il par découvrir l'existence des cubes, des volumes et de « Space-land », le monde à trois dimensions. Bouleversé par cette expérience, il s'efforce d'informer les habitants du monde plat. Considéré comme « le plus fou des plus fous », « en butte aux railleries de tous », le malheureux qui est sorti de la feuille de papier se retrouve incarcéré à vie. Comment ne pas penser à l'allégorie de la caverne dans *La République*, de Platon? Le philosophe, après avoir constaté l'existence d'un autre monde, est jugé dérangé et inapte par ses concitoyens.

Flatland est en fait une puissante machine à réflexion. Ne connaîtrions-nous qu'une partie de la réalité? Pourrions-nous basculer dans une autre dimension? Questions simples et vertigineuses. Elles concernent notamment la mystique, la révolution, la physique et la métaphysique... sans oublier notre actualité. Dans ce moment d'arrogances dogmatiques, de fausses évidences et d'affrontements violents, pareille déstabilisation est salutaire. ■



LES YEUX DANS LES POCHES

FRANÇOIS ANGELIER

EN PRENANT PUBLIQUEMENT, l'année 1942, le « parti pris des choses », Francis Ponge (1899-1988), on s'en souvient, prit fait et cause pour « le cageot », exalta « la cigarette » et fit l'apologie du « morceau de viande », y mêlant quelques natures moins mortes comme « la jeune mère » et « la crevette ». Il était donc normal que, prenant celui des hors-humains, son admirateur, l'écrivain et enseignant Jean-Christophe Bailly, désigne, dans son recueil *Le Parti pris des animaux*, quelques merveilles de nature et nous les fasse aimer.

Entrez alors ici chez les « blonds d'Aquitaine » – bœufs immergés au plein d'une placidité cosmique –, hirondelles zigzagantes, éléphants d'un bloc, singes vervets, colobe ou babouin. Chacun est croqué en quelques mots miraculeux au fil d'une série de textes sur l'être-animal, et non sur le bête concept d'animalité. Car ce qui intéresse Bailly n'est pas d'être un nouvel anecdotier, Saint-Saens ou Jules Renard, balançant le carnaval et l'historiette, mais de capter l'être-au-monde, tout nu, tout cru, de l'animal.

Alors que, pour lui, la cage constitue une aberration – « la cage est le contraire absolu du territoire non seulement parce qu'elle ne comporte aucune possibilité de fuite et d'évasion. Mais d'abord parce qu'elle interdit le libre passage de la visibilité à l'invisibilité, qui est comme la respiration même du vivant » –, il fait de l'existence animale une permanente stratégie de fuite et d'effacement, de « grande fugue disséminée », y voit avant tout la chance d'une surprise, l'homme se devant de prendre en compte la dimension insurrectionnelle inouïe de l'apparition animale. Evoquant tant le vol que la marche lente, le bond que le sommeil de ces maîtres silencieux, Jean-Christophe Bailly tente avec bonheur « l'esquisse d'une poétique de l'habitation animale de la Terre ».

SI LES MARTYRS sont traditionnellement représentés avec l'outil de leur supplice, François d'Assise (1181-1226) a la chance, lui, stigmatisé et non martyr, d'être traditionnellement représenté avec son amicale fratrie zoologique, sa seconde descendance spirituelle. Et c'est le délicieux mérite de



Frère loup et les autres animaux, l'ouvrage composé avec science par François Dupuigrenet-Desroussilles, de nous initier au bestiaire franciscain, qui n'est pas un tableau de chasse, mais un colloque sentimental et un échange amoureux : François implorant silence aux hirondelles à l'heure de prêcher (et étant entendu), épargnant la vie d'un agneau, devenant le tuteur d'un duo d'oïssillons, pactisant avec un faucon, fraternisant avec une cigale, accompagnant son jeûne d'une suite d'abeilles et surtout se faisant entendre du célèbre loup carnassier de Gubbio. Chaque fois, un scénario identique se reproduit : face à la possible disjonction de l'harmonie universelle, à la probable mésestante entre animaux et hommes, François aplanit tout et rétablit le lien et l'échange, tempère une injustice.

À LA DIFFÉRENCE DE LA CAGE, incarcération spectaculaire dans un espace mort, *Le Terrier* kafkaïen (écrit et resté inachevé



en 1923, paru posthume en 1930) semble l'extension sensible du corps de son créateur mi-homme mi-bête, l'expansion poétique de ses rêves de sécurité, mais surtout de ses fantasmes et terreurs qui finissent par s'incarner dans un bruit menaçant, submergeant toutes les procédures de protection. « *Loreille, organe de la peur* », écrivait Nietzsche. Dont acte avec ce chef-d'œuvre de Franz Kafka (lire le dossier du « Monde des livres » du 31 mai).

► *Le Parti pris des animaux*, de Jean-Christophe Bailly, éd. Christian Bourgois, « Satellites », 144 p., 7,80 €.

► *Frère loup et les autres animaux*, de François d'Assise, traduit du latin, édité et préfacé par François Dupuigrenet-Desroussilles, Rivages poche, « Petite bibliothèque », 144 p., 8,20 €.

► *Le Terrier* (Der Bau), de Franz Kafka, traduit de l'allemand par Dominique Miermont, 1001 Nuits, 88 p., 4 €.



Lumineuse Germaine Tillion

La date est de celles qui marquent : 18 juin 1940. Le jour même où le général de Gaulle appelle à continuer la lutte contre l'Allemagne, une jeune ethnologue parisienne donne son livret de famille à ses amies Adeline et Marthe Lévy pour qu'elles se fassent faire de fausses cartes d'identité. C'est son premier acte de rébellion. Elle espère leur éviter ainsi quelques brimades. En réalité, elle sauve la vie de toute la famille.

Des gestes de ce type, spontanés, courageux, désintéressés, efficaces, la vie de Germaine Tillion (1907-2008) en regorge. De cette femme exceptionnelle, que François Hollande a fait entrer au Panthéon en 2015, le grand public a pu retenir quelques éléments saillants : son rôle actif dans la Résistance, sa déportation, son indéfectible amitié pour Geneviève

de Gaulle-Anthonioz, Denise Vernay et Simone Veil, son engagement anticolonial... Tout l'intérêt du passionnant *Germaine Tillion. Une certaine idée de la résistance*, que lui consacre l'historienne Lorraine de Meaux, est de relier ces points entre eux, en s'appuyant sur de nombreux documents inédits, notamment la correspondance de l'ethnologue.

Au-delà de l'héroïne, ce travail montre une femme, écrit l'autrice, « *espionne et sérieuse à la fois, d'une grande honnêteté, patriote et universelle, jamais sectaire* ». Un modèle d'« *humanisme lumineux* » envers lequel Lorraine de Meaux se montre pleine d'admiration, même si elle pointe de rares « *manques de discernement* ». Par exemple en 2000, lorsque Tillion plaide pour la libération de Maurice Papon en raison de son grand âge, et va jusqu'à envoyer des vitamines et du miel au prisonnier, condamné pour complicité de crimes contre l'humanité.

Si Germaine Tillion s'est montrée une résistante si audacieuse, une intellectuelle aux choix en général si justes, c'est que ses fondations étaient particulièrement solides, montre cette biographie. Elle naît dans une famille « *aimante,*

cultivée et tolérante », avec pour parents deux érudits qui la poussent à suivre des études supérieures. Composant ensemble des guides touristiques pour Hachette, ils lui transmettent ce qu'elle nomme « *le démon du voyage* », doublé d'une inlassable curiosité pour les autres. Sa formation à l'ethnologie auprès de Marcel Mauss et Louis Massignou ajoute à ce bagage des méthodes rigoureuses.

Capacité d'adaptation

Puis, dans les années 1930, vient une expérience fondatrice, son immersion chez les Chaouiâs de l'Aurès, en Algérie. Quatre années durant lesquelles, avec une autre jeune ethnologue, elle surmonte les difficultés et s'intègre à la société locale. Elle en rapporte 5 000 photos, 800 objets, une généalogie détaillée de 7 000 membres de la communauté... et, surtout, une capacité d'adaptation et une compréhension des mécanismes humains décisives.

Elles lui sont précieuses dans les épreuves qui suivent. Cheffe du réseau de Résistance du Musée de l'homme après l'arrestation des précédents responsables, elle est dénoncée, arrêtée, emprisonnée avec sa mère à Fresnes, puis à Ravensbrück. Elle ne lâche pas prise pour autant. Incarcérée, elle rédige sa thèse, avant, à Ravensbrück, d'analyser en ethnologue « *l'absurde* » des camps, pour en tirer un texte majeur (*Ravensbrück*, Seuil, 1973). Elle y crée aussi une opérette pleine d'autodérision. « *Au cœur du système nazi, elle produit une œuvre libre* », constate sa biographe.

Après la Libération, malgré l'assassinat de sa mère par les nazis, la survivante ne s'écroule pas. Elle tente d'établir la liste des convois, celle des victimes, et d'identifier des collaborateurs. Puis se mobilise de nouveau pour le développement de l'Algérie, et son indépendance. Et c'est en 2000, à 93 ans, qu'elle publie son livre jugé « *le plus abouti* » par Lorraine de Meaux, *Il était une fois l'ethnographie* (Seuil). Une vie extraordinaire, de bout en bout. ■ **DENIS COSNARD**

GERMAINE TILLION. UNE CERTAINE IDÉE DE LA RÉSISTANCE, de Lorraine de Meaux, Perrin, 464 p., 24 €, numérique 17 €.

Une résistante, une poète, une écrivaine et un peintre : autant d'existences à découvrir sous un jour nouveau



La voix d'Anna Akhmatova

Poursuivant son exploration passionnée des trajectoires d'écrivaines, après Flannery O'Connor (*Loin du paradis*, Gallimard, 1991) et Virginia Woolf (*A l'amie des sombres temps*, Nil, 2022), Geneviève Brisac retrace avec sensibilité le destin de la poète russe Anna Akhmatova (1889-1966). Parce que les « *chants d'amour et de désespoir* » de l'autrice de *Requiem* (1963 ; Minuit, 1966) forment une véritable autobiographie, c'est d'abord par son œuvre que l'écrivaine reconstitue sa vie, relatant ses relations amoureuses et amicales aussi bien que les drames qui l'ont frappée – l'assassinat de ses deux maris, la déportation de son fils, la mort violente de ses amis, tels le poète Ossip Mandelstam et l'historien Nikolai Pounine.

Solitude

Mais, Akhmatova l'écrit elle-même, elle est toujours, « *dans [s]on malheur* », « *en phase avec la grande Histoire* ». Au-delà de l'intime, son œuvre témoigne de la

Russie et de l'URSS de la première moitié du XX^e siècle, c'est-à-dire de la guerre, de la révolution, de la dictature – et de la censure. Car, dix ans après le succès de son premier recueil, *Le Soir* (1912 ; Héros-Limite, 2022), dans lequel elle exprime la solitude d'une jeune mariée asservie aux travaux domestiques, la poète sera condamnée au silence par le régime soviétique. Alors que ses œuvres circulent hors des frontières, ce sont ses proches qui, en URSS, continuent de porter sa voix en apprenant par cœur ses poèmes ; cette voix qui s'élèvera toujours, écrit Geneviève Brisac, « *du côté des faibles, des femmes, des pauvres gens, et des enfants* ».

De ce portrait saisissant on retient la force de cette femme ; et surtout ses poèmes, qui, selon l'autrice, nous restent, aujourd'hui encore, « *nécessaires pour résister aux catastrophes, aux douleurs, à l'indifférence, au sentiment d'insignifiance* ». ■

SOPHIE BENARD

ANNA AKHMATOVA, PORTRAIT, de Geneviève Brisac, Seghers/France Culture, 176 p., 19 €, numérique 14 €.



Jean Hélion, un intellectuel de la peinture

Il existe un éblouissant paradoxe Jean Hélion (1904-1987). Sa peinture est méconnue, alors qu'il est considéré par beaucoup de critiques d'art comme l'un des peintres majeurs du XX^e siècle. De fait, « *l'œuvre d'Hélion ne se donne pas facilement, parce qu'elle est*

presque trop riche », note Fabrice Gaignault, son premier biographe. Son livre, qui accompagne l'exposition que le Musée d'art moderne de Paris consacre à l'artiste, jusqu'au 18 août, offre une belle occasion de le (re)découvrir.

Autodidacte, issu d'un milieu modeste, Hélion est aussi un authentique intellectuel de la peinture. Il a laissé de nombreux carnets, journaux et Mémoires. Sa plume fluide est intarissable sur ses deux maîtres français, Poussin et Cézanne, mais aussi

sur ses compagnons de l'abstraction, Mondrian, Brauner, Miro, Hartung, Calder...

Aux Etats-Unis

Auprès d'eux, il a pleinement participé à l'effervescence artistique du Montparnasse de l'entre-deux-guerres, avant de s'installer aux Etats-Unis. Mais, quand la guerre éclate, il rentre en France, puis, fait prisonnier, s'évade, et retourne à New York. Sa connaissance intime des Etats-Unis est aussi liée à sa vie amoureuse et à son mariage avec la fille de la célèbre collectionneuse américaine Peggy Guggenheim, qu'il conseilla (très bien).

A partir des années 1950, il connaît une longue traversée du désert, avant que Mai 68 ne lui donne un second souffle. Au milieu de sa carrière, Jean Hélion avait tourné le dos à l'abstraction pour passer à la figuration, choix qui lui valut la réprobation de ses pairs. Dommage que cette biographie bien enlevée ne donne à voir aucune de ses œuvres, pour incarner ce cheminement singulier. ■ **ALAIN BEUVE-MÉRY**

JEAN HÉLION. LE FRANC-TIREUR, de Fabrice Gaignault, Flammarion, 250 p., 24 €, numérique 16 €.

Signalons également la parution de « *Pour qui travaille-t-on ? Une lettre à André du Bouchet. Été-automne 1952* », de Jean Hélion, éd. Claire Paulhan, 240 p., 28 €.

Karen Blixen, Kényane

Elégamment chapeauté, en jupe longue et veste cintrée, voici Karen Blixen (1885-1962) à cheval sur ses terres kényanes. Ou bien déjeunant dans la brousse – sur une nappe brodée – avec son mari, le baron suédois Bror von Blixen-Finecke. Imposante par son degré de précision, cette biographie l'est aussi par la richesse de son iconographie. Pour raconter les dix-sept années que l'autrice de *La Ferme africaine* (Gallimard, 1937) passa au Kenya, de 1914 à 1931, l'auteur s'appuie sur nombre d'archives et de photos inédites.

En Afrique, Blixen est partie vivre une existence libre et excitante – bien que paradoxalement financée par sa famille bourgeoise, dont elle veut s'émanciper. Elle a créé la Karen Coffee Company, une

plantation pour laquelle elle se bat comme une lionne – c'est le surnom que les Africains lui ont donné –, mais qui perd beaucoup d'argent et l'empêche de dormir. En 1931, c'est une baronne quasi ruinée qui rentre au Danemark, avec pour seul capital cette aventure ratée. Mais c'est à partir d'elle que naîtra, après la Blixen entrepreneuse, la Blixen écrivaine. Mettant à profit ses insomnies, elle écrit la nuit et revisite à l'envi son Afrique tant aimée. Sans se douter que ce sera finalement la littérature – et non le café – qui, avec cette *Ferme africaine*, lui apportera une renommée mondiale. ■ **FLORENCE NOIVILLE**

LA LIONNE. KAREN BLIXEN EN AFRIQUE (Lovinden. Karen Blixen i Afrika), de Tom Buk-Swienty, traduit du danois par Frédéric Fourreau, Gaïa, 904 p., 33 €, numérique 25 €.



Parutions

JEAN GIRAUD ALIAS MOEBIUS, de Christophe Quillien, Seuil, 592 p., 26 €, numérique 19 €.

FRANZ ANTON MESMER. LE MAGNÉTISEUR DES LUMIÈRES, de Bruno Belhoste, Armand Colin, 456 p., 24,90 €, numérique 17 €.

MICHEL-ANGE. TÉNÉBRES ET LUMIÈRE, de Florian Métral, Calype, « Destins », 126 p., 13,90 €.

Gérard Guégan

« Je ne manquais pas d'air ! »

Il a été journaliste, éditeur, auteur. Auteur, il l'est toujours aujourd'hui, comme en témoigne « Le Chant des livres », manière de Mémoires en forme d'hommage aux amis lus et aux écrivains admirés

FABRICE GABRIEL

S'agit-il d'un petit recueil de souvenirs pour happy few, ce *Chant des livres* que publie Gérard Guégan,   près de 84 ans ? Il s'en inquiète d'entrée, quand on le rencontre pour « Le Monde des livres » : lui, le Marseillais volubile et volontiers frondeur, installé depuis plusieurs années dans une très active retraite n moise, prend une voix presque timide pour dire ses doutes, et la crainte d'avoir seulement consigné quelques noms à demi oubliés d'auteurs qui n'intéressent (presque) plus personne. « *C'est un livre qui ne m'a pas été facile*, avoue-t-il ainsi, *et que j'ai même failli laisser tomber : j'avais peur qu'il soit incompréhensible, parce qu'il parlait de gens devenus des inconnus pour beaucoup de contemporains...* » Il faut le rassurer, bien sûr : son livre est bref, en effet, et peut prendre l'allure d'un répertoire de poche des amis lus et des écrivains admirés, vivants et morts, célébrés ou méconnus, mais il est surtout le récit, formidablement stylé, terriblement émouvant, de l'itinéraire depuis l'enfance d'un fou – presque un fanatique – de littérature.

Guégan est un enlumineur du réel, il ne s'en cache pas, lui qui a la façon de sûre et se réclame volontiers des « Vies imaginaires », de Marcel Schwob

Gérard Guégan a eu de nombreuses vies : journaliste communiste et militant mao dissident, éditeur de Champ libre puis du Sagittaire et proche de Guy Debord (1931-1994), collaborateur des *Cahiers du cinéma* et cinéaste occasionnel avec son contradicteur Philippe Sollers (1936-2023), auteur enfin d'une cinquantaine de livres, essais, romans, récits, où l'histoire à majuscule croise souvent les fantaisies plus intimes de la fiction. C'est encore le cas, semble-t-il, pour *Le Chant des livres*, même si les épisodes qui composent l'ouvrage, comme une suite de

rencontres, ressemblent bien   ce qu'on pourrait appeler des Mémoires. « *Ce n'est pas vraiment une autobiographie*, insiste-t-il pourtant, *bien qu'il y ait des pages, surtout au début, sur ma famille. Mais je préfère dire que c'est un tribut que je paie aux contes et légendes que j'ai tant aimés dans mon enfance... J'avais un voisin qui était plus riche mais allait à la même  cole que moi : il avait une collection complète de volumes sur les contes et légendes de la Gr ce, de la Rome antique, du Moyen âge, etc., et je les adorais ! Je suis fidèle à ce goût, d'une certaine façon, quand j'ajoute de la légende au récit historique ou biographique : c'est ce que j'ai fait par exemple en évoquant le personnage de Théodore Fraenkel [Fraenkel, un éclair dans la nuit, L'Olivier, 2021] et que je fais à nouveau dans Le Chant des livres.* »

Il est vrai que l'on peut se demander parfois, en l'écoulant ou le lisant, quelle est la part d'invention dans ce que raconte Guégan : quand il évoque par exemple sa rencontre, adolescent, avec Jean Giono (1895-1970) qui l'interroge sur ses lectures et lui offre un exemplaire de *Refus d'obéissance*, ou celle à peine plus tardive avec Jean Paulhan (1884-1968), l'éminence grise des lettres françaises, comme on disait alors, auquel il déclare tout de go qu'il veut devenir footballeur professionnel ! Métamorphose-t-il les faits, quand il évoque de même Charles Bukowski (1920-1994), qu'il a édité et traduit en français, ou Michel Mohrt (1914-2011), qui lui parle de William Faulkner ?

C'est un enlumineur du réel, il ne s'en cache pas, lui qui a la façon sûre et se réclame volontiers des *Vies imaginaires*, de Marcel Schwob (1896)... « *C'est grâce à un ami poète, Gérard Arsequel [1938-2020], avec lequel Jean-Jacques Schuhl et moi étions très liés, que je suis devenu grand lecteur de Marcel Schwob : il me l'avait fait découvrir à 17 ans, et je crois qu'à partir de là Le Livre de Monelle [1894] est l'ouvrage que je l'ai plus offert dans ma vie : des dizaines de fois ! Schwob, dont il faut relire aussi les premières pages de Spicil ge [1896], m'a, d'une certaine façon, autorisé à mettre du légendaire dans un récit biographique. Enfin, tout cela, c'est ce qu'on se dit après, car quand on écrit, c'est d'abord du travail,*

Parcours

1940 Gérard Guégan naît à Marseille.

1963 Journaliste, il entre à *L'Humanité*.

1965 Il entre aux *Cahiers du cinéma*.

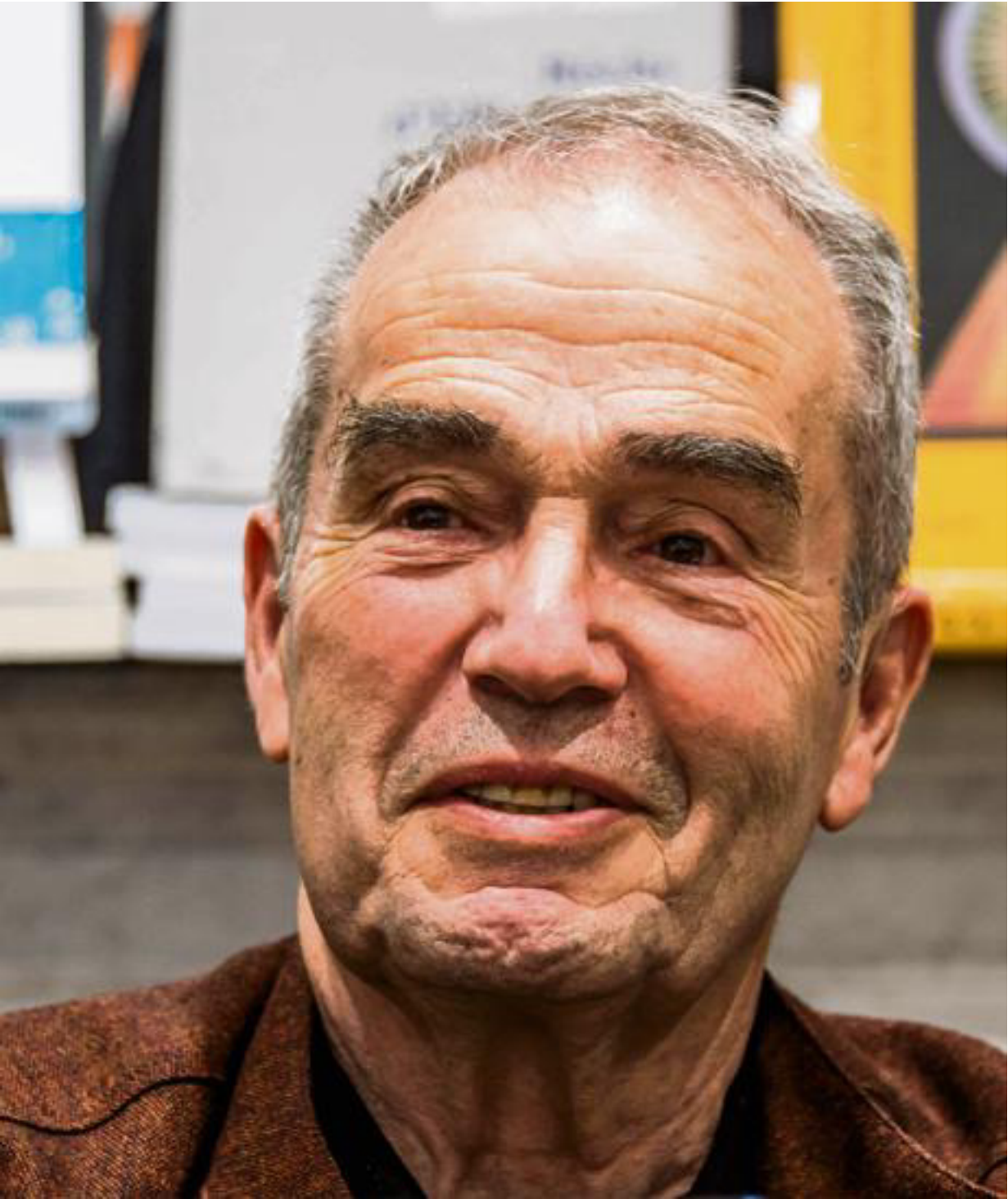
1968 Il rompt avec le Parti communiste et fonde le groupe Prisu, puis les  ditions Champ libre avec Gérard Lebovici.

1974 Premier roman, *La Rage au cœur* (Champ libre).

2011 Fontenoy ne reviendra plus (Stock), prix Renaudot de l'essai.

du bricolage, ajuster des phrases les unes avec les autres : c'est aussi difficile que de monter un mur. »

Sans doute est-ce aussi cette conscience aiguë de ce qu'est le travail concret de l'écriture, acquise d'abord comme journaliste (il raconte dans *Le Chant des livres* ses débuts précoces à La



Gérard Guégan,   Paris, en 2022. PIERRICK VILLETTE/ABACA

Marseillaise) et comme éditeur (c'est lui qui relan a dans les années 1970 les  ditions du Sagittaire, y publiant par exemple Beatrix Beck), puis bien sûr comme auteur, qui rend si singulièrement pertinente sa façon d'aborder les écrivains dont il parle.

Comme si se dessinait, au creux des ellipses, une sorte de communauté, ou presque de confrérie, des gens qui savent « *ce qu'écrire veut dire* »... et qui n'a rien à voir avec la question politique, même si Guégan n'élude nullement ses années de formation communiste. « *Le parti a été important dans mon histoire, comme dans l'histoire de toute une génération : j'y ai appris beaucoup de choses, qui m'ont souvent servi dans la vie courante. C'était un peu "Marseille la rouge", à l'époque de ma jeunesse, et mes amis marseillais ont eu des expériences similaires : c'est le cas de Jean-Jacques Schuhl, par exemple, même si on ne l'associe pas à cette histoire-là, mais le parti a compté dans sa famille... La rupture pour moi a été radicale et définitive en 1968, mais c'était un monde où il y avait de la camaraderie, des influences culturelles, ce dont on n'a plus idée aujourd'hui. Je n'ai pas de nostalgie, mais le souvenir heureux de gens qui racontaient beaucoup d'histoires : ma famille communiste était faite de très bons conteurs !* »

Son désir le plus cher aura été alors de raconter à son tour des histoires : c'est sa vocation d'écrivain qui s'ancre là, dont *Le Chant des livres* désigne à sa façon les étapes, celles d'une formation intellectuelle et littéraire qui se joue souvent comme une partie de cartes. Quand on le lui fait remarquer, en insistant sur le fort caractère qu'on lui devine dans sa confrontation avec les milieux qu'il a traversés, Guégan s'en amuse : « *Oui, j'ai été longtemps un amateur de cartes, un joueur de poker : l'idée c'est quand même toujours de sortir gagnant, n'est-ce pas ? Et puis, comme on disait, je ne manquais pas d'air !* »

Cette audace est-elle du courage ? Dans son livre comme dans la vie, on devine que Gérard Guégan n'aime pas les lâches, les soumis, les renégats : par bien des aspects, il est resté le lycéen idéaliste, timide et bravache à la fois, qu'il décrit au début de son livre, incapable d'aborder la jolie bibliothécaire louisianaise du Centre culturel américain qu'il fréquente assidûment à Marseille (car il y a peu de livres chez lui, son père est souvent au

EXTRAIT

« Peu de villes autant que Marseille ont une résonance aussi enivrante. De mon temps, le temps d'avant mes 20 ans, c'était une ville imprévisible, fantasmatique, envoûtante, où s'entrem laient espérances et d sesp rances, richesse insolente et extrême pauvreté. C'était la ville natale d'où les enfants, le cœur en larmes, partaient à la tombée de la nuit et où, l' me en deuil, ils revenaient au petit matin sur la pointe des pieds. D'un arrondissement à l'autre, de La Joliette aux Quatre chemins, de la rue Paradis à la Belle de Mai, l'inévitable réalité, celle de l'inflexible André Suarès, submergeait quiconque se plaisait à emmasquer Marseille dans la légende que l'aimable Pagnol lui avait inventée avec talent. »

LE CHANT DES LIVRES, PAGE 25

chômage et sa mère brodeuse à domicile). « *Le courage qui suscite mon admiration*, dit-il, *est le courage moral, politique,  sthetique, celui qui relève des convictions : j'ai l'impression qu'il n'est pas si fréquent, aujourd'hui, mais je dis cela avec prudence, car je ne sais pas si j'échappe toujours moi-même aux critiques que je peux formuler contre les uns ou les autres...* »

Il rit, en ajoutant qu'il ne donnera pas de noms, et on préfère remarquer avec lui combien *Le Chant des livres* constitue, a contrario, un recueil d'hommage à des êtres remarquables, à qui il dit simplement sa dette : « *J'ai le sentiment d'avoir toujours profité des gens que je rencontrais, et de n'avoir au fond fait que grappiller des choses auprès de personnalités souvent formidables.* » Le résultat de cette cueillette de la vie est pour nous un vrai bonheur, que *Le Chant des livres* donne à partager sans réserve. ■

Par amour de la littérature

GÉRARD GUÉGAN SE MÉFIE DE L'AUTOBIOGRAPHIE, à laquelle il dit préférer les légendes. Il n'empêche, sous sa forme elliptique et élégante, *Le Chant des livres* s'apparente bien au récit d'une vie, marquée d'abord par l'amour de la littérature : c'est un recueil de rencontres, où la mémoire des écrivains croise celle des amitiés et des pages lues, en même temps qu'apparaissent quelques belles figures familiales, un père et un oncle communistes, et une mère qu'on devine essentielle pour la vocation du fils, lequel déposera dans son cercueil, en

hommage malicieux, un volume de la « Bibliothèque verte », *L'Alum eur de réverbères* – un classique jeunesse du XIX  siècle...

On verra apparaître au fil des chapitres et de courtes séquences l'impétueux Charles Bukowski et le madré Philippe Sollers (l'auteur tient tête à l'un et l'autre, défendant Hemingway contre leurs sarcasmes), Henry Miller, Jean-Jacques Schuhl ou Florence Delay devisant sur Bernanos, mais aussi des écrivains disparus qu'on lit trop peu aujourd'hui, comme Armand Robin, Jean-Pierre Enard ou le magnifique et méconnu Alain Chany...

A travers ces rencontres, c'est quelque chose comme un auto-portrait qui se dessine, d'un homme fidèle à ses enthousiasmes de jeunesse et soucieux de retrouver dans son écriture un peu de la gr ce rêvée de Rimbaud, son poète adoré, lui à qui Jean Giono offrit comme un bréviaire, dans son adolescence méridionale, un exemplaire de *Refus d'obéissance*. Ou est-ce encore une légende ? Peu importe, au fond, quand le style dit si bien l'homme. ■ FA. GA.

LE CHANT DES LIVRES, de Gérard Guégan, Grasset, 140 p., 16  , numérique 11 à.